

A36A1
P74
2000/01
2,1
QL
P. gouv.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
VOLET «AFFAIRES MUNICIPALES»**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE LA MÉTROPOLE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2000-2001**



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
VOLET «AFFAIRES MUNICIPALES»**



A36A1

P74

2000/01

2,1

QL

P. GOUV.

Lecture
sur place

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES – VOLET «AFFAIRES MUNICIPALES»

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA DEMANDE	PAGE
	Volet «Affaires municipales»	
1	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1999-2000, avec le montant pour chacun des mandats.	1
2	Ventilation des paiements de transfert affectés pour 1999-2000 au Programme d'aménagement du territoire municipal, avec liste des programmes d'aide financière et d'élaboration des schémas d'aménagement, liste des municipalités auxquelles ces programmes s'adressent et liste de celles qui en ont effectivement bénéficié.	3
3	Ventilation des paiements de transfert affectés pour l'année 1999-2000, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.	13
4	Liste des municipalités qui, par rapport à la dernière année financière (1999-2000), n'ont plus droit à la péréquation ou qui ont subi une réduction du montant versé, la raison des changements apportés et le montant total épargné par cette situation.	123
5	Ventilation des paiements de transfert affectés à la Direction du programme d'administration générale, pour 1999-2000, avec la liste des organismes oeuvrant dans le secteur municipal ayant bénéficié d'une aide financière.	131
6	Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière en vertu du programme 3 – Compensations financières, par catégories de programmes, en indiquant le montant reçu en 1999-2000 pour : a) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) paiement tenant lieu de taxes des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires, secondaires, collégiales et universitaires); d) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.	133
7	Suivi du Programme d'immobilisations en ce qui concerne le Programme d'assainissement des eaux (volet urbain) pour l'exercice 1999-2000.	233
8	Nombre d'inscriptions au Programme d'assainissement des eaux (volet urbain) pour chacun des exercices financiers en 1999-2000 et planification pour 2000-2001.	235
9	Liste des mandats que la Société québécoise d'assainissement des eaux a obtenus pour des services conseils et montant des honoraires facturés.	237

DEMANDE NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA DEMANDE	PAGE
10	Ventilation du budget de transfert TGE et frais d'administration occasionnés pour la gestion du programme.	239
11	Liste des municipalités régionales de comté ou des régies intermunicipales qui ont fait l'objet d'une aide financière spéciale de la part du ministère des Affaires municipales en 1999-2000, en indiquant le nom et le montant reçu pour chacune de ces entités.	257
12	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté ou des régies intermunicipales qui ont fait l'objet, en 1999-2000, d'une enquête par la Commission municipale du Québec en indiquant, pour chacune des entités concernées, les résultats de ces démarches.	259
13	Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la Commission municipale du Québec pour 1999-2000.	261
14	Nombre de décisions de la Commission municipale du Québec qui ont maintenu la décision du conseil municipal.	263
15	Liste des municipalités qui ont profité du Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 1999-2000.	265
16	Le nombre de municipalités qui ont fait l'objet d'une enquête et/ou d'une vérification de la part du Service de la gestion administrative et financière du MAM, en indiquant l'objet de l'enquête et les conclusions et/ou les recommandations du Ministère pour chacune des municipalités.	267
17	Liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui se sont dotées de corps policiers municipaux ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers en 1999-2000 et liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année.	269
18	Liste des municipalités ou des villes de 5000 habitants ou plus qui se sont dotées de corps policiers municipaux ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers en 1999-2000 et liste de celles qui devront avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année.	271
19	Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 1999-2000.	273
20	Liste des municipalités de plus de 5000 habitants qui n'ont pas de corps de police.	275
21	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	277
22	Dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, fournir les plans de développement économique qui devraient être présentés par chacune.	279
23	Montants versés à la Ville de Montréal en raison de son statut de Métropole ou en vertu du pacte fiscal avec le gouvernement en 1999-2000.	281
24	Fournir un bilan complet du Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 1997, les sommes allouées par volets et sous-volets et les sommes qui restent à verser, le nombre de demandes reçues et le nombre de subventions accordées.	283
25	Liste des avis demandés à la Commission municipale du Québec en 1999-2000 relativement à l'octroi de contrats ? a) quelles ont été les recommandations de la Commission municipale du Québec ? b) quelles ont été les décisions du ministre ?	285

DEMANDE NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA DEMANDE	PAGE
26	Liste des mandats octroyés à des cabinets d'avocats privés en 1998-1999 et 1999-2000, description du mandat, montant des honoraires et résultat de la démarche, le cas échéant.	287
27	Liste des municipalités ayant demandé une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des fusions.	289
28	Copie des études de regroupement produites en 1999-2000 avec la date de réalisation.	311
29	Liste des municipalités fusionnées en 1999-2000 et les subventions qui leur ont été attribuées selon les programmes.	313
30	Liste des municipalités qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2000 et les dépenses totales prévues dans chacun de ces budgets spéciaux.	317
31	Liste des municipalités dont les citoyens sont appelés à contribuer au financement du transport en commun, par le biais des frais d'immatriculation, et dont le territoire n'est pas desservi par un tel service.	319
32	Liste des villes, par comté, qui n'ont pas payé au gouvernement leur part de la facture de 356,0 M\$, les montants dus par chacune de ces villes et les mesures prises par le gouvernement pour recouvrer ces sommes.	321
33	Liste des villes, par comté, ciblées dans le volet 1 de la Politique de consolidation des communautés locales qui n'ont pas fusionné et qui verront les montants de péréquation coupés de 50 % pour 2000 et 100 % pour 2001.	325
34	Dates et lieux des rencontres ainsi que les ordres du jour et les procès-verbaux de la Table Québec-municipalités en 1999, les dépenses liées à ces rencontres et les rencontres inscrites à l'agenda de 2000.	335
35	Frais d'avocats encourus en 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 pour défendre le Ministère devant les tribunaux administratifs et judiciaires.	341
36	Subventions versées aux différentes associations municipales en 1999-2000.	343
37	Nombre de règlements d'emprunt acceptés et refusés en 1999-2000 et les raisons des refus.	345
38	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 1999-2000 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard, en précisant les raisons de ce retard.	347
39	Liste complète des programmes et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités, tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, etc.	361



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

1. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

Q-1

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET
LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 1999-2000, AVEC LE MONTANT POUR CHACUN DES MANDATS**

Date	Endroit	Mandat	Montant
Mai 1999	Bureau régional Montréal	Achat d'un filtre à eau	192,16 \$
Juillet 1999	Bureau de comté de Montréal	Achat de poignées de portes et clefs	1 218,14 \$
Août 1999	Bureau de comté de Montréal	Achat de stores	2 202,13 \$
Août 1999	Édifice du 20 Pierre-Olivier-Chauveau	Accès par cartes magnétiques (sécurité)	7 471,62 \$
Septembre 1999	Bureau de comté de Montréal	Installation de stores	362,38 \$
Octobre 1999	Bureau, 1 ^{er} étage de l'aile Cook	Construction d'un bureau	2 101,77 \$
Novembre 1999	Bureau, 3 ^e étage de l'aile Cook	Bureau pour le Conseil des aînés	4 091,12 \$
Mars 2000	Édifice du 20, Pierre-Olivier-Chauveau	Aménagement de locaux servant à la formation du personnel, à la coordination des mesures d'urgence et à la tenue de réunions	139 070,00 \$*

*Le montant est amorti sur une période de 60 mois.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

2. PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL

Q-2

AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Acton Vale	290 684.00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	39 080.00 \$
Ville d'Asbestos	264 512.00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	4 420.00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	22 194.00 \$
Ville de Beauceville	127 420.00 \$
Municipalité de Beaulac-Garthby	48 296.00 \$
Municipalité de Beaux-Rivages	3 333.33 \$
Ville de Bromptonville	156 324.00 \$
Municipalité de Brownsburg-Chatham	260 588.00 \$
Village de Calumet	3 298.56 \$
Ville de Cap-Chat	130 736.00 \$
Village de Carillon	1 000.00 \$
Municipalité de Cascapédia	44 228.00 \$
Ville de Causapscal	56 880.00 \$
Municipalité de Chénéville	8 250.00 \$
Ville de Coaticook	246 652.00 \$
Municipalité de Compton	129 548.00 \$
Municipalité de Crabtree	34 780.00 \$
Ville de Danville	126 840.00 \$
Municipalité Des Ruisseaux	6 618.77 \$



AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Dixville	2 508.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	129 229.00 \$
Municipalité de Dudswell	4 842.00 \$
Ville d'East Angus	7 000.00 \$
Ville de Farnham	299 756.00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	66 060.00 \$
Village de Fort-Coulonge	3 552.81 \$
Municipalité de Fortierville	19 740.00 \$
Canton de Grenville	3 298.56 \$
Village de Grenville	3 298.56 \$
Municipalité de Hatley	2 115.00 \$
Municipalité d'Henryville	76 088.00 \$
Village de Howick	5 000.00 \$
Municipalité d'Inverness	23 940.00 \$
Municipalité de Kingsey Falls	35 380.00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	30 760.00 \$
Village de Lac-des-Écorces	3 333.33 \$
Ville de Lachine	210 000.00 \$
Ville de La Malbaie	353 864.00 \$
Municipalité de La Patrie	17 540.00 \$

AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

6

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Laurierville	32 620.00 \$
Municipalité de Leclercville	42 860.00 \$
Municipalité des Bergeronnes	49 268.00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	41 496.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer--Saint-Eugène-L'Islet	161 120.00 \$
Village de L'Isle-Verte	4 676.94 \$
Municipalité de L'Isle-Verte	74 648.00 \$
Canton de Lochaber	3 217.42 \$
Canton de Lochaber-Partie-Ouest	3 217.43 \$
Municipalité de Longue-Rive	30 840.00 \$
Municipalité de Manseau	22 160.00 \$
Cantons-Unis de Mansfield-et-Pontefract	5 329.21 \$
Ville de Métabetchouan -Lac-à-la-Croix	125 636.00 \$
Ville de Mont-Laurier	9 928.65 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	16 022.50 \$
Ville de Neuville	33 190.00 \$
Municipalité de Nouvelle	5 800.00 \$
Municipalité d'Oka	174 404.00 \$
Village d'Ormstown	5 000.00 \$
Municipalité d'Ormstown	158 888.00 \$
Ville d'Otterburn Park	8 977.50 \$

AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Paspébiac	78 140.00 \$
Ville de Pont-Rouge	20 379.00 \$
Municipalité de Rawdon	231 112.00 \$
Ville de Richmond	149 024.00 \$
Municipalité de Rigaud	18 828.00 \$
Municipalité de Rivière-Blanche	79 004.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	97 273.00 \$
Municipalité de Rougemont	121 844.00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	304 203.00 \$
Municipalité de Roxton Pond	65 260.00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	64 060.00 \$
Municipalité de Saint-André--Carillon	125 156.00 \$
Paroisse de Saint-André-d'Argenteuil	4 500.00 \$
Village de Saint-André-Est	4 500.00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	66 340.00 \$
Municipalité de Saint-Armand	36 176.00 \$
Paroisse de Saint-Basile	3 496.00 \$
Ville de Saint-Basile	115 796.00 \$
Village de Saint-Basile-Sud	6 504.00 \$
Ville de Saint-Césaire	199 316.00 \$

AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

8

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Chrysostome	113 132.00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	38 460.00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	46 280.00 \$
Ville de Sainte-Adèle	159 220.00 \$
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	34 608.00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	220 584.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts -- Tourelle	290 136.00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	14 900.00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	4 263.00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	152 408.00 \$
Municipalité de Sainte-Monique	2 184.00 \$
Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	48 820.00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax	13 160.00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	7 185.00 \$
Ville de Saint-Félicien	200 000.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	110 700.00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	72 308.00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	40 140.00 \$
Village de Saint-Georges-de-Cacouna	3 885.88 \$
Paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna	3 885.88 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	5 193.00 \$

AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	19 940.00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	106 820.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	4 676.94 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	122 108.00 \$
Municipalité de Saint-Ludger	26 040.00 \$
Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown	5 000.00 \$
Paroisse de Saint-Omer	4 200.00 \$
Ville de Saint-Pascal	151 508.00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	10 050.00 \$
Ville de Saint-Tite	112 000.00 \$
Municipalité de Saint-Victor	23 940.00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	3 717.00 \$
Ville de Shawinigan	100 000.00 \$
Ville de Thurso	3 217.42 \$
Paroisse de Très-Saint-Sacrement	5 000.00 \$
Municipalité d'Upton	38 560.00 \$
Village de Val-Barrette	3 333.33 \$
Municipalité de Weedon	62 378.00 \$
Canton de Westbury	3 000.00 \$

AIDE FINANCIERE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

10

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Windsor	218 540.00 \$
	=====
	8 726 680.02 \$



Q-2

MISE EN COMMUN DE SERVICES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. d'Abitibi-Ouest	13 545.08 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	10 018.36 \$
M.R.C. d'Asbestos	25 000.00 \$
M.R.C. de Brome-Missisquoi	15 265.96 \$
M.R.C. de Charlevoix	19 124.10 \$
M.R.C. de Desjardins	14 988.40 \$
Fédération québécoise des municipalités	50 000.00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	22 205.04 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	6 772.53 \$
M.R.C. de La Matapédia	25 000.00 \$
M.R.C. de La Mitis	17 940.90 \$
M.R.C. de La Région-Sherbrookoise	20 703.10 \$
M.R.C. de La Rivière-du-Nord	15 543.53 \$
M.R.C. de L'Assomption	23 372.67 \$
M.R.C. du Centre-de-la-Mauricie	25 000.00 \$
M.R.C. du Domaine-du-Roy	25 000.00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-François	17 267.07 \$
M.R.C. de L'Érable	8 301.91 \$
M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais	9 652.26 \$
M.R.C. des Maskoutains	4 718.58 \$
M.R.C. des Moulins	25 000.00 \$

MISE EN COMMUN DE SERVICES

1999-2000

12

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. de Lotbinière	25 000.00 \$
M.R.C. de Maria-Chapdelaine	10 000.00 \$
M.R.C. de Robert-Cliche	6 578.24 \$
M.R.C. de Rouyn-Noranda	2 775.63 \$
M.R.C. de Témiscouata	16 870.73 \$
	=====
	455 644.09 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

3. VENTILATION DES PAIEMENTS DE TRANSFERT AFFECTÉS POUR L'ANNÉE 1999-2000, À L'AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS ET AUX FONDS DE PÉRÉQUATION, AVEC LA LISTE DES MUNICIPALITÉS BÉNÉFICIAIRES ET LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLÉ
Étude des crédits 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**VENTILATION DES PAIEMENTS DE TRANSFERT AFFECTÉS POUR L'ANNÉE 1999-2000 À L'AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS
ET AUX FONDS DE PÉRÉQUATION, AVEC LA LISTE DES MUNICIPALITÉS BÉNÉFICIAIRES ET LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

Le programme «Aide financière aux municipalités et aux villages nordiques» comprend les activités suivantes :

- Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal
- Aide financière aux municipalités régionales de comté
- Aide à l'Administration régionale Kativik (ARK)
- Fonctionnement des villages nordiques
- Amélioration des infrastructures en milieu nordique
- Travaux d'infrastructures Canada-Québec
- Travaux d'infrastructures Canada-Québec 1997
- Infrastructures et équipements municipaux
- Subventions spéciales
- Création d'emplois Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

La liste des municipalités bénéficiaires de la péréquation de même que les critères d'attribution peuvent être retrouvés à la fin de la présente section.

Q-3

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Amqui	22 521.00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	1 281.00 \$
Municipalité d'Armagh	2 143.00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	182.00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	143 633.00 \$
Municipalité de Barraute	7 105.00 \$
Ville de Beauceville	88 511.00 \$
Ville de Bromptonville	11 987.00 \$
Ville de Causapscal	10 034.00 \$
Municipalité de Chénéville	473.00 \$
Municipalité de Crabtree	536.00 \$
Ville de Danville	1 276.00 \$
Municipalité de Dixville	2 971.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	3 367.00 \$
Ville de Drummondville	108 965.00 \$
Municipalité de Dudswell	266.00 \$
Municipalité d'East Broughton	1 910.00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	1 007.00 \$
Municipalité de Fortierville	8 578.00 \$
Municipalité d'Inverness	877.00 \$
Municipalité de Kingsey Falls	1 222.00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

16

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Lac-au-Saumon	9 435.00 \$
Ville de La Malbaie -Pointe-au-Pic	34 648.00 \$
Municipalité de La Patrie	2 693.00 \$
Ville de L'Assomption	67 223.00 \$
Ville de La Tuque	27 450.00 \$
Municipalité de Laurierville	734.00 \$
Municipalité des Coteaux	1 757.00 \$
Municipalité de L'Île-aux-Coudres	979.00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	3 646.00 \$
Municipalité de Longue-Rive	61.00 \$
Municipalité de Lorrainville	21 324.00 \$
Municipalité de Manseau	483.00 \$
Ville de Métabetchouan -Lac-à-la-Croix	880.00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Grégoire	1 288.00 \$
Ville de Neuville	385.00 \$
Ville de Pont-Rouge	2 539.00 \$
Municipalité de Racine	349.00 \$
Municipalité de Rawdon	14 081.00 \$
Municipalité de Rigaud	41 067.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	47 928.00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	45 399.00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Alban	350.00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	26 412.00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	11 030.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	1 511.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	370.00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	1 817.00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	41.00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	986.00 \$
Ville de Sainte-Adèle	1 036.00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	1 716.00 \$
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	856.00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	909.00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	1 220.00 \$
Municipalité de Sainte-Monique	1 904.00 \$
Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	1 505.00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	972.00 \$
Ville de Saint-Félicien	8 919.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	9 400.00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	214.00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	103.00 \$
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	1 657.00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Guillaume	1 051.00 \$
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	367.00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	28 684.00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	41 546.00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	7 557.00 \$
Municipalité de Saint-Liboire	3 559.00 \$
Ville de Saint-Ours	1 836.00 \$
Municipalité de Saint-Placide	3 171.00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	5 727.00 \$
Ville de Saint-Raymond	59 097.00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	2 448.00 \$
Ville de Saint-Tite	10 117.00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	413.00 \$
Municipalité de Saint-Victor	2 104.00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	2 355.00 \$
Municipalité de Scott	515.00 \$
Ville de Shawinigan	1 347.00 \$
Ville de Sorel	18 103.00 \$
Municipalité d'Upton	856.00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	1 923.00 \$
Ville de Victoriaville	204 969.00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Weedon	22 142.00 \$
Municipalité de Wotton	3 942.00 \$
	=====
	1 239 951.00 \$

RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES OCTROIS OU PROMESSES DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
			Programme de neutralité financière lors d'un regroupement municipal	Ct général numéro 182972 du 4 mai 1993 concernant le Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal.	<p>A. ADMISSIBILITÉ</p> <p>1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.</p> <p>B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE</p> <p>2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation ou le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux (TGE) s'applique à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.</p> <p>C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE</p> <p>3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élément Compensations tenant lieu de taxes - Élément Régime de péréquation - Élément Répartition des recettes de TGE <p>Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.</p>

189751

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes</p> <p>4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.</p> <p>1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;</p> <p>2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.</p> <p>Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que toute autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur le tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation est également versée dans l'année précédente.</p> <p>Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.</p> <p>Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.</p> <p>Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.</p> <p>5. <i>Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.</i></p> <p>1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.</p> <p>Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie.</p> <p>Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.</p> <p>Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.</p> <p><i>Section 2 Élément : Régime de péréquation</i></p> <p>6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor															
PR.	ELE.	ACT.																		
					<p>1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;</p> <p>2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.</p> <p>Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.</p> <p>Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustés pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:</p> <table><tr><td></td><td colspan="2">Médianes de richesse foncière</td></tr><tr><td></td><td>1990</td><td>1991</td></tr><tr><td>catégorie 1</td><td>23 751,97 \$</td><td>23 778,93 \$</td></tr><tr><td>catégorie 2</td><td>25 841,16 \$</td><td>26 082,39 \$</td></tr><tr><td>catégorie 3</td><td>32 103,94 \$</td><td>32 113,01 \$</td></tr></table>		Médianes de richesse foncière			1990	1991	catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$	catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$	catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$
	Médianes de richesse foncière																			
	1990	1991																		
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$																		
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$																		
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$																		

RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES OCTROIS OU PROMESSES DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
			Programme de neutralité financière lors d'un regroupement municipal	Ct général numéro 189751 du 14 janvier 1997 concernant le Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal.	<p>Remplacement de l'article 7 par les suivants :</p> <p>7. <i>Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:</i></p> <p>1° <i>La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;</i></p> <p>2° <i>Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.</i></p> <p><i>Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.</i></p> <p><i>Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots l'année précédant l'année de référence par les mots la deuxième année précédant l'année de référence.</i></p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>7.1 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:</p> <p>1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;</p> <p>2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.</p> <p>Amendement de l'article 12 :</p> <p>L'article 12 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots «articles 4 et 6» par les mots «articles 4, 6 et 7.1».</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE</p> <p>8. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:</p> <p>1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;</p> <p>2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.</p> <p>Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutres les conséquences du regroupement ou de l'annexion.</p> <p>Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>9. <i>Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:</i></p> <p>1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;</p> <p>2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.</p> <p>Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.</p> <p>Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION</p> <p>10. <i>Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entré en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.</i></p> <p>Pour les 9e, 10e et 11e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.</p> <p>La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.</p> <p>La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE fait partie de la quote-part de la municipalité au sens du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, et à ce titre, est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie à ce règlement.</p> <p>11. Malgré l'article 10, les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 n'ont pas droit, pour l'année 1996, à la partie de la subvention de neutralité correspondant à l'élément Régime de péréquation.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>12. Malgré l'article 10, la subvention de neutralité versée pour l'année de référence peut être différente de la subvention annuelle calculée à l'article 3. Pour cette année de référence, les articles 4 et 6 s'appliquent avec les adaptations suivantes:</p> <p>1° Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon les paragraphes 1° et 2° de l'article 4 sont respectivement celles en vigueur le 31 décembre et le 1er janvier des exercices concernés, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à ces dates ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant le 1er juillet de l'année de référence.</p> <p>2° Le taux global de taxation que l'on utilise pour déterminer le montant des compensations tenant lieu de taxes pour l'année de référence est le taux global de taxation provisoire de la municipalité établi pour cet exercice.</p> <p>3° Les recettes admissibles au calcul du taux global de taxation que l'on utilise pour déterminer le montant de péréquation payable à la municipalité pour l'année de référence sont celles qui sont prévues au budget de la municipalité pour cet exercice.</p> <p>L'écart entre le montant de subvention calculé à cet article et celui calculé selon l'article 3 est ajouté ou soustrait selon le cas à la subvention de neutralité versée au deuxième exercice.</p> <p>Ces règles ne s'appliquent pas aux municipalités dont l'année de référence est 1991 ou 1992.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>13. <i>Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.</i></p> <p><i>Pour les 6e, 7e et 8e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.</i></p> <p><i>La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Répartition des recettes de TGE sont financées à même les recettes visées par le Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.</i></p> <p><i>La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.</i></p> <p>E. AUTRES MODALITÉS</p> <p>14. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.</p>

AIDE FINANCIERE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. d'Abitibi	53 275.00 \$
M.R.C. d'Abitibi-Ouest	53 275.00 \$
M.R.C. d'Acton	54 450.00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	63 450.00 \$
M.R.C. d'Argenteuil	54 275.00 \$
M.R.C. d'Arthabaska	44 275.00 \$
M.R.C. d'Asbestos	54 450.00 \$
M.R.C. d'Avignon	63 450.00 \$
M.R.C. de Beauce-Sartigan	44 275.00 \$
M.R.C. de Beauharnois-Salaberry	44 275.00 \$
M.R.C. de Bécancour	44 275.00 \$
M.R.C. de Bellechasse	44 275.00 \$
M.R.C. de Bonaventure	63 450.00 \$
M.R.C. de Brome-Missisquoi	44 275.00 \$
M.R.C. de Caniapiscau	38 225.00 \$
M.R.C. de Champlain	26 092.00 \$
M.R.C. de Charlevoix	54 450.00 \$
M.R.C. de Charlevoix-Est	54 450.00 \$
Ville de Chibougamau	25 000.00 \$
M.R.C. de Coaticook	54 275.00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	25 000.00 \$

AIDE FINANCIERE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. de D'Autray	44 275.00 \$
M.R.C. de Denis-Riverin	73 450.00 \$
M.R.C. de Desjardins	26 092.00 \$
M.R.C. de Deux-Montagnes	26 092.00 \$
M.R.C. de Drummond	54 275.00 \$
M.R.C. de Francheville	44 275.00 \$
M.R.C. de Joliette	54 275.00 \$
M.R.C. de Kamouraska	54 450.00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	44 275.00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Gaspé	63 450.00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	44 275.00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	63 450.00 \$
M.R.C. de La Haute-Yamaska	44 275.00 \$
M.R.C. de La Jacques-Cartier	36 092.00 \$
M.R.C. de Lajemmerais	26 092.00 \$
M.R.C. de La Matapédia	63 450.00 \$
M.R.C. de L'Amiante	44 275.00 \$
M.R.C. de La Mitis	63 450.00 \$
M.R.C. de La Nouvelle-Beauce	44 275.00 \$
M.R.C. de La Région-Sherbrookoise	88 550.00 \$
M.R.C. de La Rivière-du-Nord	44 275.00 \$

AIDE FINANCIERE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ

1999-2000

34

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. de L'Assomption	26 092.00 \$
M.R.C. de Laval	12 500.00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	73 450.00 \$
M.R.C. de La Vallée-du-Richelieu	26 092.00 \$
M.R.C. du Bas-Richelieu	44 275.00 \$
M.R.C. du Centre-de-la-Mauricie	44 275.00 \$
M.R.C. du Domaine-du-Roy	53 275.00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	54 275.00 \$
M.R.C. du Granit	44 275.00 \$
M.R.C. du Haut-Richelieu	44 275.00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-François	44 275.00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-Laurent	44 275.00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-Maurice	68 295.00 \$
M.R.C. de L'Érable	44 275.00 \$
M.R.C. des Basques	54 450.00 \$
M.R.C. des Chutes-de-la-Chaudière	26 092.00 \$
M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais	35 092.00 \$
M.R.C. des Etchemins	54 450.00 \$
M.R.C. des Îles-de-la-Madeleine	63 450.00 \$
M.R.C. des Jardins-de-Napierville	54 275.00 \$
M.R.C. des Laurentides	53 275.00 \$



AIDE FINANCIERE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. des Maskoutains	44 275.00 \$
M.R.C. des Moulins	26 092.00 \$
M.R.C. des Pays-d'en-Haut	26 092.00 \$
M.R.C. du Val-Saint-François	44 275.00 \$
M.R.C. de L'île-d'Orléans	42 500.00 \$
M.R.C. de L'Islet	69 168.00 \$
M.R.C. de Lotbinière	88 550.00 \$
M.R.C. de Manicouagan	80 185.00 \$
M.R.C. de Maria-Chapdelaine	126 900.00 \$
M.R.C. de Maskinongé	88 550.00 \$
M.R.C. de Matane	136 900.00 \$
M.R.C. de Matawinie	88 550.00 \$
M.R.C. de Mékinac	108 900.00 \$
M.R.C. de Memphrémagog	88 550.00 \$
M.R.C. de Minganie	125 550.00 \$
M.R.C. de Mirabel	25 000.00 \$
M.R.C., de Montcalm	88 550.00 \$
M.R.C. de Montmagny	108 900.00 \$
MRC de Pabok	63 450.00 \$
M.R.C. de Nicolet-Yamaska	88 550.00 \$
M.R.C. de Papineau	106 550.00 \$

AIDE FINANCIERE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ

1999-2000

36

Nom du bénéficiaire	Montant
M.R.C. de Pontiac	126 900.00 \$
M.R.C. de Portneuf	88 550.00 \$
M.R.C. du Rocher-Percé	63 450.00 \$
M.R.C. de Rimouski-Neigette	88 550.00 \$
M.R.C. de Rivière-du-Loup	88 550.00 \$
M.R.C. de Robert-Cliche	98 550.00 \$
M.R.C. de Roussillon	52 185.00 \$
M.R.C. de Rouville	52 185.00 \$
M.R.C. de Rouyn-Noranda	116 550.00 \$
M.R.C. de Sept-Rivières	106 550.00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	106 550.00 \$
M.R.C. de Témiscouata	108 900.00 \$
M.R.C. de Thérèse-De Blainville	52 185.00 \$
M.R.C. de Vallée-de-l'Or	106 550.00 \$
M.R.C. de Vaudreuil-Soulanges	52 185.00 \$
	=====
	5 990 000.00 \$

RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES OCTROIS OU PROMESSES DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
02	01	10	Programme d'aide financière aux MRC pour soutenir le développement économique et la création d'emplois	Engagement du gouvernement consigné dans la décision numéro 96-212 du 4 septembre 1996 Conseil des ministres.	<p>A) Définition</p> <p>Règlement de la TGE : Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux (Décret 1088-92 du 22 juillet 1992 modifié par le règlement édicté par les décrets 1481-93 du 27 octobre 1993 et 502-95 du 12 avril 1995).</p> <p>Exercice financier: exercice financier des municipalités ou MRC concernant la période allant du 1er janvier au 31 décembre de décembre de chaque année.</p> <p>Indices du BSQ : indices de dispersion des disparités entre MRC utilisés par le SDR sur la base des données de 1986 et recalculés pour le MAM par le BSQ à partir d'indicateurs statistiques de 1991.</p> <p>Richesse foncière uniformisée au 1er janvier 1995.</p> <p>Population : population au 1er janvier 1996</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>B) Admissibilité</p> <p>1) Une municipalité régionale de comté (MRC) peut recevoir une aide financière dans le cadre de ce programme.</p> <p>Sont assimilés à une MRC chacun des regroupements de municipalités locales suivants :</p> <p>a) l'ensemble formé par la Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent et les municipalités constituées en vertu de la Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent (1988, chapitre 55) ;</p> <p>b) l'ensemble formé par les municipalités suivantes : Baie-James, Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.</p> <p>2) Peut recevoir également une aide financière dans le cadre de ce programme, un organisme légalement constitué ou une municipalité régionale de comté (MRC) agissant au nom d'une table de préfets d'une région administrative ainsi qu'un organisme ayant un statut juridique représentant le regroupement des tables de préfets.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>C) Attribution des subventions</p> <p>3) Une somme de 9 M \$ sera redistribuée annuellement dans le cadre de ce programme pour les années 1997, 1998 et 1999. Un montant de 3 M \$ est financé à même les recettes visées par le Règlement de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux (TGE) et un montant de 6 M \$ provient des crédits de l'élément 1 du programme 01 du ministère des Affaires municipales.</p> <p>La TGE est perçue par le ministère du Revenu pour le compte des municipalités, et le ministère des Affaires municipales en fait la redistribution à l'ensemble des municipalités selon les normes, modes d'attribution ou critères d'admissibilité prévus au Règlement de la TGE. Cette somme sera prélevée à même le montant net à répartir établi conformément à la sous-section 2 de la section 1 du Règlement de la TGE.</p> <p>4) Pour recevoir une subvention en vertu de ce programme, l'organisme admissible doit, à chaque année, présenter une demande écrite au ministre des Affaires municipales. Cette demande doit être reçue par le ministre au plus tard le 31 décembre de l'année concernée et être accompagnée d'un programme d'activités de l'année en matière de développement économique et de création d'emplois incluant, s'il y a lieu, les activités reliées à l'aménagement du territoire ou à la révision du schéma d'aménagement ainsi que d'un bilan des activités en ces domaines pour l'année précédente.</p> <p>Dans les cas de subventions aux tables de préfets et de leur regroupement, seule est exigée une demande écrite transmise au ministre des Affaires municipales et reçue au plus tard le 31 décembre de l'année concernée.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>D) Calcul des subventions</p> <p><u>L'aide financière aux tables de préfets</u></p> <p>5) Le montant pour les activités de la table des préfets d'une région administrative auquel a droit un organisme mentionné à l'article 2 est de 10 000 \$. Le regroupement des tables des préfets peut recevoir aussi une subvention jusqu'à concurrence de 20 000 \$.</p> <p><u>L'aide financière à une MRC ou à un organisme assimilé</u></p> <p>6) Le montant de l'aide de base auquel a droit une MRC est établi selon la table de calcul suivante :</p> <p>a) la MRC dont l'indice du BSQ est égal ou inférieur à - 5 ou dont la richesse foncière uniformisée (RFU) est inférieure à 500 M \$, reçoit 108 900 \$;</p> <p>b) la MRC dont l'indice du BSQ est supérieur à - 5 et inférieur à 5, reçoit 88 550 \$;</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>c) la MRC dont l'indice du BSQ est supérieur à 5, totalisant une population supérieure à 10 000 habitants et regroupant plus d'une municipalité locale, reçoit un montant de 52 185 \$;</p> <p>d) la MRC dont l'indice du BSQ est supérieur à 5, totalisant une population supérieure à 10 000 habitants et ne comptant qu'une seule municipalité locale, reçoit un montant de 25 000 \$;</p> <p>e) la MRC dont l'indice du BSQ est supérieur à 5, totalisant une population inférieure à 10 000 habitants, comptant une RFU inférieure à 500 M \$ et regroupant plusieurs municipalités locales, reçoit les montants suivants : pour la MRC Caniapiscau : 50 000 \$ et la MRC de L'Île-d'Orléans : 85 000 \$.</p>

Code budgétaire			Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
PR.	ELE.	ACT.			
					<p>7) Les montants suivants s'ajoutent au montant de base auquel a droit une MRC :</p> <p>a) à une MRC dont les bureaux administratifs se situent à 345 kilomètres et plus de la ville de Québec ou dont la densité est de 2.5 personnes ou moins par kilomètre carré : 18 000 \$;</p> <p>b) aux MRC mentionnées ci-après, les montants suivants versés à titre d'indemnité pour le transport aérien :</p> <p>- MRC de Caniapiscau : 8 450 \$ - MRC du Haut-Saint-Maurice : 10 040 \$ - MRC de la Minganie : 19 000 \$.</p> <p>8) Un regroupement de municipalités locales visé au deuxième alinéa de l'article 1 a droit à un montant de 25 000 \$.</p>

Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
		<p>E) Modalités de versement</p> <p>9) Pour chacun des exercices financiers 1997, 1998 et 1999, le ministre des Affaires municipales verse le montant auquel a droit une MRC ou un organisme, selon les échéances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mi-avril pour la première moitié du montant ; - le début de septembre pour l'autre moitié du montant ; <p>Ces versements seront effectués après réception de la demande et des documents prévus à l'article 4, et ce, pour l'exercice financier couvert par cette subvention.</p> <p>10) Pour le montant auquel a droit une table des préfets ou le regroupement des tables de préfets, le ministre des Affaires municipales verse ce montant à l'organisme admissible, pour chacun des exercices financiers 1997, 1998 et 1999, dans les 60 jours de la réception de la demande prévue à l'article 4, et ce, pour l'exercice financier couvert par cette subvention.</p> <p>11) Le montant de l'aide auquel a droit un regroupement de municipalités locales visé au deuxième alinéa de l'article 1 est versé à la municipalité locale agissant au nom de ce groupe.</p>

Objectif de production	Référence légale des lois et règles en vigueur	Règles soumises à l'approbation du Conseil du trésor
		F) Durée des règles et normes Les règles et normes faisant l'objet du présent C.T. demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1999.

Le 3 avril 1997

AIDE À L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des secrétaires-trésoriers du Nunavik	268 000.00 \$
Administration régionale Kativik	2 808 678.00 \$
	=====
	3 076 678.00 \$

FONCTIONNEMENT DES VILLAGES NORDIQUES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Village nordique d'Akulivik	423 288.00 \$
Village nordique d'Aupaluk	436 292.00 \$
Village nordique d'Inukjuak	362 661.00 \$
Village nordique d'Ivujivik	457 633.00 \$
Village nordique de Kangiqsualujjuaq	452 295.00 \$
Village nordique de Kangiqsujuaq	524 918.00 \$
Village nordique de Kangirsuk	426 879.00 \$
Village nordique de Kuujjuaq	186 632.00 \$
Village nordique de Kuujjuarapik	639 255.00 \$
Village nordique de Puvirnituk	386 254.00 \$
Village nordique de Quaqtaq	467 030.00 \$
Village nordique de Salluit	545 833.00 \$
Village nordique de Tasiujaq	487 265.00 \$
Village nordique d'Umiujaq	307 728.00 \$
	=====
	6 103 963.00 \$

AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES EN MILIEU NORDIQUE

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Administration régionale Kativik	10 290 433.00 \$
	=====
	10 290 433.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Alma	193 259.00 \$
Ville d'Amos	156 951.00 \$
Ville d'Amqui	199 399.00 \$
Ville d'Anjou	739 505.00 \$
Archidiocèse de Québec	488 760.00 \$
Municipalité d'Ascot	74 263.00 \$
Association Patrimoniale Interconfessionnelle Pierres Vivantes	425 394.00 \$
Ville d'Aylmer	262 321.00 \$
Ville de Baie-Comeau	145 892.00 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	3 000.00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	55 153.00 \$
Ville de Beaconsfield	149 541.00 \$
Ville de Beauharnois	52 943.00 \$
Ville de Beauport	552 310.00 \$
Ville de Bécancour	88 835.00 \$
Ville de Bedford	106 800.00 \$
Ville de Bellefeuille	81 945.00 \$
Ville de Beloeil	136 529.00 \$
Ville de Black Lake	95 623.00 \$
Ville de Blainville	192 977.00 \$
Ville de Boisbriand	161 408.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Bois-des-Filion	54 841.00 \$
Ville de Boucherville	217 281.00 \$
Ville de Brossard	761 292.00 \$
Municipalité de Brownsburg-Chatham	89 559.00 \$
Ville de Buckingham	79 664.00 \$
Ville de Candiac	236 334.00 \$
Ville de Cap-de-la-Madeleine	274 357.00 \$
Ville de Cap-Rouge	119 898.00 \$
Cégep de Jonquière	143 498.00 \$
Centre aquatique de Chambly inc.	219 122.00 \$
Centre culturel de Joliette inc.	198 617.00 \$
Ville de Chambly	82 372.00 \$
Ville de Chandler	64 860.00 \$
Ville de Charlesbourg	573 401.00 \$
Ville de Charny	89 448.00 \$
Ville de Châteauguay	191 559.00 \$
Ville de Chibougamau	103 330.00 \$
Ville de Chicoutimi	548 941.00 \$
Cirque du Soleil inc.	737 480.00 \$
Ville de Coaticook	56 232.00 \$
Commission de l'exposition provinciale	863 476.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

50

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Communauté Sainte Association Congrégations juives unifiées Ref.: Maison paternelle	91 213.00 \$
Corp. dévelop. du territoire MRC du Haut-Saint-Maurice	224 929.00 \$
Corporation de développement du Lac Sacacomie inc.	137 044.00 \$
Corporation du Pont de la Rivière-aux-Rats	302 592.00 \$
Ville de Cowansville	94 629.00 \$
Ville de Delson	49 114.00 \$
Ville de Deux-Montagnes	108 499.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	153 792.00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	337 295.00 \$
Cité de Dorval	139 560.00 \$
Ville de Drummondville	405 158.00 \$
École Claire-L'Heureux-Dubé	427 521.00 \$
École Technologie Supérieure Bibliothèque - Serv. des Fin.	455 188.00 \$
Envirosite inc.	243 309.00 \$
Ville de Farnham	46 973.00 \$
Ville de Fleurimont	129 246.00 \$
Ville de Gaspé	138 576.00 \$
Ville de Gatineau	307 381.00 \$
Ville de Granby	337 846.00 \$
Canton de Granby	39 262.00 \$
Ville de Grand-Mère	118 625.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Greenfield Park	153 619.00 \$
Ville de Hampstead	58 493.00 \$
Ville de Hull	638 540.00 \$
Ville d'Iberville	90 028.00 \$
(INRS) Institut national de la recherche scientifique	17 500.00 \$
Institut scientifique du Saguenay-Lac-Saint-Jean	152 476.00 \$
Ville de Joliette	403 854.00 \$
Ville de Jonquière	470 396.00 \$
Municipalité de Kamouraska	186 462.00 \$
Ville de Kirkland	139 574.00 \$
Ville de La Baie	174 932.00 \$
Ville de Lachenaie	112 582.00 \$
Ville de Lachute	235 551.00 \$
La cinémathèque québécoise	426 691.00 \$
Ville de Lac-Mégantic	49 050.00 \$
Ville de Lac-Saint-Charles	101 749.00 \$
La Fondation du Théâtre du Nouveau-Monde	570 037.00 \$
Ville de Lafontaine	13 398.00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	119 126.00 \$
Ville de La Plaine	73 862.00 \$
Ville de La Prairie	122 508.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

52

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de LaSalle	985 222.00 \$
Ville de La Sarre	70 481.00 \$
Ville de L'Assomption	85 001.00 \$
Ville de La Tuque	97 977.00 \$
Ville de Laval	2 308 645.00 \$
M.R.C. du Domaine-du-Roy	269 936.00 \$
Ville Le Gardeur	216 823.00 \$
Ville de Lennoxville	77 363.00 \$
Municipalité de L'Étang-du-Nord	129 089.00 \$
Ville de Lévis	584 824.00 \$
Ville de L'Île-Bizard	92 470.00 \$
Ville de L'Île-Perrot	55 811.00 \$
Ville de L'Islet	56 472.00 \$
Ville de Longueuil	1 315 194.00 \$
Ville de Lorraine	50 983.00 \$
Ville de Louiseville	67 724.00 \$
Communauté urbaine de l'Outaouais	829 398.00 \$
Ville de Magog	110 243.00 \$
Ville de Mascouche	207 748.00 \$
Ville de Matane	94 074.00 \$
Ville de Mercier	62 817.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Mirabel	147 879.00 \$
Ville de Mont-Joli	87 688.00 \$
Ville de Mont-Laurier	66 156.00 \$
Municipalité de Mont-Lebel	3 097.00 \$
Ville de Montmagny	92 756.00 \$
Ville de Montréal	11 088 879.00 \$
Ville de Montréal-Est	200 627.00 \$
Ville de Montréal-Nord	183 595.00 \$
Ville de Mont-Royal	146 391.00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	98 329.00 \$
Musée minéralogique et minier de Thetford Mines	269 749.00 \$
Ville de New Richmond	52 693.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Prairies	47 860.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	40 000.00 \$
Ville d'Otterburn Park	49 165.00 \$
Ville d'Outremont	357 591.00 \$
Parc Safari Africain (Que) inc	141 351.00 \$
Ville de Percé	223 061.00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	138 869.00 \$
Ville de Pierrefonds	411 080.00 \$
Ville de Pincourt	72 444.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

54

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Plessisville	61 750.00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	7 420.00 \$
Ville de Pointe-Claire	194 624.00 \$
Ville de Port-Cartier	55 037.00 \$
Ville de Québec	1 748 098.00 \$
Communauté urbaine de Québec	9 155.00 \$
Régie interm. d'aqueduc du Bas-Richelieu	235 947.00 \$
Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph et Saint-Roch	105 828.00 \$
Ville de Repentigny	381 030.00 \$
Ville de Rimouski	223 105.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	101 831.00 \$
Ville de Roberval	78 742.00 \$
Ville de Rock Forest	99 898.00 \$
Ville de Rosemère	96 035.00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	561 915.00 \$
Ville de Roxboro	132 867.00 \$
Ville de Saint-Antoine	74 974.00 \$
Paroisse de Saint-Athanase	50 319.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures	104 882.00 \$
Ville de Saint-Basile-le-Grand	85 335.00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	451 936.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	73 478.00 \$
Ville de Saint-Constant	149 318.00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	50 000.00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	57 253.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	91 460.00 \$
Ville de Sainte-Catherine	102 078.00 \$
Ville de Sainte-Foy	567 150.00 \$
Ville de Sainte-Julie	173 760.00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	51 701.00 \$
Paroisse de Sainte-Luce	60 191.00 \$
Ville de Sainte-Marie	82 125.00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	33 421.00 \$
Ville de Saint-Émile	56 222.00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	47 638.00 \$
Paroisse de Saint-Esprit	59 433.00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	188 195.00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon	61 885.00 \$
Ville de Saint-Eustache	299 103.00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	67 048.00 \$
Ville de Saint-Félicien	101 019.00 \$
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	64 994.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

56

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Georges	162 849.00 \$
Ville de Saint-Hubert	794 282.00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	50 000.00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	300 880.00 \$
Municipalité de Saint-Janvier-de-Joly	48 719.00 \$
Paroisse de Saint-Jean-Baptiste	47 882.00 \$
Ville de Saint-Jean-Chrysostome	101 081.00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	268 912.00 \$
Ville de Saint-Jérôme	471 079.00 \$
Municipalité de Saint-Juste-du-Lac	100 000.00 \$
Ville de Saint-Lambert	1 061 524.00 \$
Ville de Saint-Laurent	625 744.00 \$
Paroisse de Saint-Lazare	71 595.00 \$
Ville de Saint-Léonard	583 057.00 \$
Municipalité de Saint-Lin	43 401.00 \$
Ville de Saint-Louis-de-France	56 967.00 \$
Ville de Saint-Luc	113 172.00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	64 776.00 \$
Ville de Saint-Nicéphore	51 530.00 \$
Ville de Saint-Nicolas	116 568.00 \$
Ville de Saint-Raymond	29 960.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Rédempteur	47 322.00 \$
Ville de Saint-Romuald	221 885.00 \$
Ville de Saint-Timothée	65 744.00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	52 995.00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	204 836.00 \$
Ville de Sept-Iles	261 311.00 \$
Ville de Shawinigan	143 563.00 \$
Ville de Shawinigan-Sud	94 368.00 \$
Ville de Sherbrooke	698 318.00 \$
Ville de Sillery	103 692.00 \$
Société commandite Gaz Métropolitain	3 919 412.00 \$
Société hippique de Blainville	105 157.00 \$
Société structurante de Shawinigan inc.	14 311.00 \$
Société Zoologique de Granby Inc.	289 379.00 \$
Société zoologique de St-Félicien inc.	594 237.00 \$
Ville de Sorel	193 861.00 \$
Ville de Stanstead	47 334.00 \$
Station Mont Tremblant Société en commandite	657 291.00 \$
Ville de Témiscaming	118 931.00 \$
Tennis Canada - Stade Jarry	1 144 291.00 \$
Ville de Terrebonne	238 422.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Thetford Mines	163 661.00 \$
Municipalité de Trois-Rives	5 153.00 \$
Ville de Trois-Rivières	704 265.00 \$
Ville de Trois-Rivières-Ouest	168 455.00 \$
Ultramar Canada inc.	185 476.00 \$
Ville de Val-Bélair	282 577.00 \$
Ville de Val-d'Or	189 051.00 \$
Ville de Vanier	90 260.00 \$
Ville de Varennes	120 825.00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	133 684.00 \$
Municipalité de Verchères	54 752.00 \$
Ville de Verdun	483 142.00 \$
Ville de Victoriaville	265 754.00 \$
Ville de Warwick	91 182.00 \$
Ville de Westmount	211 877.00 \$
	=====
	65 183 057.00 \$

Programme 02

Élément 03

1. BUT DU PROGRAMME

Le programme fédéral-provincial relatif aux infrastructures vise à permettre aux municipalités et à certains autres organismes, à la faveur d'une aide financière provenant des gouvernements du Québec et du Canada, de réaliser des travaux de réfection, d'agrandissement ou de construction d'infrastructures. Ces travaux doivent être nécessaires, utiles et d'intérêt pour la collectivité, et avoir un impact déterminant sur l'emploi.

2. APPRÉCIATION DES PROJETS

Lors de l'appréciation des projets, le ministère des Affaires municipales tiendra compte des considérations suivantes :

- population concernée (population de la municipalité, population qui peut bénéficier du projet);
- justification des travaux (détérioration, capacité insuffisante pour répondre aux besoins de la population actuelle, travaux réalisés en vue de se conformer à des normes et réglementations gouvernementales, problème pour la santé, problème pour la sécurité publique, problème pour la qualité de l'environnement, bénéfices pour la communauté, etc.);
- impact sur la création d'emplois (nombre d'emplois créés à court terme, nombre d'emplois créés à long terme);
- autres formes de financement gouvernemental;
- impact sur l'aménagement du territoire (effet structurant ou de consolidation sur l'aménagement du territoire);
- impact sur la revitalisation des secteurs centraux, des centres-villes et des quartiers anciens (projet qui contribue à améliorer un secteur central, un centre-ville ou un quartier ancien);
- impact sur le regroupement de municipalités ou sur la mise en commun de services (projet réalisé par des municipalités qui ont l'intention de se regrouper, projet réalisé par plus d'une municipalité);
- impact sur l'économie locale ou régionale (effet structurant ou d'entraînement sur l'économie de la municipalité ou d'une région);
- utilisation de technologies nouvelles (projet d'innovation technologique, banc d'essai d'une nouvelle technologie, transfert technologique);
- capacité financière de la municipalité (indice de richesse foncière, niveau d'endettement, indice d'effort fiscal);

- contribution financière accordée à la municipalité dans le passé par le gouvernement du Québec pour la mise en place d'infrastructures;
- importance des investissements passés de la municipalité en matière de réfection d'infrastructures.

3. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

3.1 Volet I- Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de 5 000 habitants et plus

3.1.1 Clientèle

Les municipalités du Québec de 5 000 habitants et plus sont admissibles à ce volet.

3.1.2 Travaux admissibles

Les travaux admissibles réalisés par les municipalités sont ceux qui ont trait à :

- la réhabilitation, la réfection, la reconstruction ou le remplacement des infrastructures existantes;
- l'agrandissement ou la construction d'infrastructures;
- la revitalisation de secteurs centraux, de centres-villes ou de quartiers anciens.

3.1.3 Travaux non admissibles

Les travaux usuels d'entretien ne sont pas admissibles.

Les travaux visant le développement de nouveaux secteurs au-delà de la zone déjà urbanisée ne sont pas admissibles.

3.1.4 Infrastructures admissibles

Les infrastructures admissibles sont les :

- équipements de captage, de traitement, d'emmagasiner, d'alimentation et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies;
- équipements d'évacuation et de collecte des eaux usées incluant les eaux pluviales;
- routes, rues et trottoirs;
- ponts, viaducs, tunnels, murs de soutènement et murs anti-bruit;
- autres équipements municipaux ou équipements communautaires appartenant à des organismes à but non lucratif qui peuvent être aidés financièrement par une municipalité ou une MRC en vertu du Code municipal, de la Loi sur les cités et villes ou de tout autre loi municipale.

3.2 Volet II- Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de moins de 5 000 habitants

3.2.1 Clientèle

Les municipalités du Québec comptant moins de 5 000 habitants sont admissibles à ce volet.

3.2.2 Travaux admissibles

Les travaux admissibles réalisés par les municipalités sont ceux qui ont trait à :

- la réhabilitation, la réfection, la reconstruction ou le remplacement des infrastructures existantes;
- l'agrandissement ou la construction d'infrastructures;
- la revitalisation de secteurs centraux, de centres-villes ou de quartiers anciens.

3.2.3 Travaux non admissibles

Les travaux usuels d'entretien ne sont pas admissibles.

Les travaux visant le développement de nouveaux secteurs au-delà de la zone déjà urbanisée ne sont pas admissibles.

3.2.4 Infrastructures admissibles

Les infrastructures admissibles sont les :

- équipements de captage, de traitement, d'emmagasiner, d'alimentation et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies;
- équipements d'évacuation et de collecte des eaux usées incluant les eaux pluviales;
- routes, rues et trottoirs;
- ponts, viaducs, tunnels, murs de soutènement et murs anti-bruit;
- autres équipements municipaux ou équipements communautaires appartenant à des organismes à but non lucratif qui peuvent être aidés financièrement par une municipalité ou une MRC en vertu du Code municipal ou de la Loi sur les cités et villes.

3.3 Volet III- Expérimentation de nouvelles technologies

3.3.1 Clientèle

Toutes les municipalités du Québec sont admissibles à ce volet.

3.3.2 Travaux admissibles

Les travaux admissibles réalisés par les municipalités sont ceux qui ont trait à l'expérimentation de nouvelles techniques, méthodes ou matériaux pour effectuer :

- la réfection d'infrastructures;

- le diagnostic de l'état des infrastructures;
- la correction de situations déficientes à l'égard de la desserte de la collectivité en services publics liés au domaine de la gestion des eaux soit, notamment, l'approvisionnement, le traitement et la distribution de l'eau de consommation, la collecte et le traitement des eaux usées domestiques et pluviales, la collecte et le traitement des eaux de lixiviation provenant des sites d'enfouissement sanitaire et autres problématiques connexes;
- les interventions tenant lieu de suivi des travaux physiques pour les fins de l'appréciation de la performance de l'expérimentation sont admissibles à une aide financière.

Un projet-pilote de gestion d'infrastructures impliquant conjointement une municipalité et le secteur privé peut aussi être admissible à ce volet.

3.3.3 Infrastructures admissibles

Les infrastructures admissibles sont les :

- équipements de captage, de traitement, d'emmagasiner, d'alimentation et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies;
- équipements d'évacuation et de collecte des eaux usées incluant les eaux pluviales;
- routes, rues et trottoirs;
- ponts, viaducs, tunnels;
- équipements municipaux.

3.3.4 Échéances relatives à l'admissibilité des interventions tenant lieu de suivi

Dans le cas des interventions tenant lieu de suivi de la réalisation des travaux physiques aux fins de l'appréciation de la performance de l'expérimentation, toute dépense encourue et payée à l'égard de telles interventions réalisées jusqu'au 31 mars 1998 est admissible à une aide financière. Cette disposition s'applique malgré l'article 17 des présentes "règles et normes", qui prescrit que «Les travaux doivent être complétés au plus tard le 31 décembre 1997».

3.4 Volet IV - Grands projets à incidences urbaines

Ce volet permet de réaliser des projets à incidences urbaines qui sont prioritaires pour les municipalités et le gouvernement. Les projets seront choisis par le gouvernement du Québec en consultation avec le gouvernement du Canada.

Les travaux admissibles sont ceux reliés à la construction ou à la réfection de tout ouvrage, équipement ou infrastructure, y incluant, le cas échéant, les travaux, biens ou services connexes mais excluant les travaux usuels d'entretien.

3.5 Critères généraux

La désignation de municipalité comprend les cités, les villes, les villages, les cantons, cantons unis et sans désignation, les villages cris, les villages naskapis et les villages nordiques.

Les municipalités régionales de comté (MRC), les communautés urbaines et les régies intermunicipales sont également admissibles. Toutefois, les projets présentés par ces organismes devront être appuyés par une résolution adoptée à l'unanimité de leurs membres. Une municipalité régionale de comté (MRC) peut soumettre une demande d'aide financière dans le cadre du programme à l'égard de toute intervention admissible, qui est projetée dans un territoire non organisé (TNO) relevant de la juridiction de cette dernière; le cas échéant, l'aide financière afférente est octroyée et versée à la MRC concernée.

Les travaux admissibles à une aide financière ne peuvent être entrepris avant la date de réception de la demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales. Toutefois, dans le cas où une municipalité réalise des travaux supplémentaires de même nature que ceux prévus au protocole d'entente déjà signé mais non prévu à ce dernier, de façon à justifier le versement de la totalité de l'aide financière octroyée à la suite d'une réduction des coûts réels réalisés par rapport à ceux estimés ou afin notamment d'utiliser un solde de "coûts admissibles" à même l'enveloppe réservée de celle-ci, le ministère peut reconnaître l'admissibilité à de tels travaux supplémentaires de façon rétroactive.

Pour les fins de l'admissibilité, la population d'une municipalité est celle spécifiée au Décret 1620-93 adopté le 24 novembre 1993 par le gouvernement du Québec.

Les travaux admissibles doivent être réalisés conformément aux lois, aux règlements et aux normes en vigueur particulièrement ceux en matière de travail, d'environnement, d'équité d'emploi et des droits de la personne.

4. COÛTS

4.1 Coûts admissibles

Les coûts admissibles sont les coûts encourus uniquement et spécifiquement pour la réalisation de travaux admissibles et comprennent :

- le coût des contrats octroyés aux entreprises pour la réalisation des travaux admissibles;
- le coût des travaux réalisés en régie. Ces coûts sont admissibles si la municipalité embauche du personnel supplémentaire. Ces coûts comprennent :
 - . les achats de matériaux de construction spécifiés aux plans et devis;
 - . les frais de location d'outils et d'équipements utilisés pour les travaux;
 - . les frais de location de machinerie, y compris la machinerie de la municipalité, pourvu que ces frais ne dépassent pas les taux prévus au Répertoire des taux de location de machinerie du gouvernement du Québec;
 - . les contrats de main-d'oeuvre aux fins de réalisation des travaux admissibles;
 - . les salaires bruts et les bénéfices marginaux usuels versés par la municipalité aux employés qu'elle a embauchés pour la réalisation des travaux admissibles. Si les effectifs réguliers de la municipalité sont affectés temporairement à la réalisation des travaux admissibles, les salaires bruts et les bénéfices marginaux usuels consentis aux personnes embauchées temporairement pour remplacer ces effectifs réguliers constituent des coûts de main-d'oeuvre admissibles;
- les frais incidents (coûts indirects), incluant les honoraires professionnels, les frais de financement temporaire et permanent, et les taxes nettes. Ces frais sont toutefois limités à un maximum de 18 % du coût direct des travaux pour les travaux de moins de 2 M\$ et à un maximum de 16 % pour les travaux dont le coût est égal ou supérieur à

ce montant; pour les projets du volet III, les frais incidents pourront être d'un maximum de 25% du coût direct des travaux afin de tenir compte des coûts relatifs au suivi et à l'évaluation scientifique des projets. Toutefois, lorsque jugé approprié, le ministère peut, d'une part, reconnaître à titre de "travaux " les diverses activités d'expertise ou autre constituant l'objet même d'un projet et, d'autre part, ajuster à la hausse, au-delà de 25 %, la proportion du coût des travaux pouvant être reconnue au titre des frais incidents.

- tout autre coût qui aura été approuvé par le Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec sur le programme.

Seuls les coûts encourus après le 7 février 1994 sont admissibles.

4.2 Coûts non admissibles

4.2.1 Autres sources de financement

Les coûts et la partie des travaux faisant l'objet d'une aide financière d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire des gouvernements du Québec et du Canada ne sont pas admissibles au programme, sauf en ce qui a trait au volet IV. Dans le cas du volet IV, tout projet dont une partie ou la totalité des travaux ou des interventions le constituant fait l'objet d'une aide financière dans le cadre du programme peut également faire l'objet d'une aide financière supplémentaire en provenance d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada ou d'une contribution fournie par tout autre organisme sans que cette aide ne soit réduite pour autant.

4.2.2 Personnel régulier de la municipalité

Les frais pour les services d'ingénierie, d'architecture, de surveillance, de gestion des travaux, et de tout autre service assurés par le personnel régulier de la municipalité ne sont pas admissibles.

4.2.3 Coûts d'achat de biens

Les coûts d'achat de terrains ne sont pas admissibles.

Les coûts d'achat de réseaux privés d'aqueduc et d'égout ne sont pas admissibles.

4.3 Coûts d'exploitation

Tous les coûts d'exploitation ou de fonctionnement reliés à un projet subventionné dans le cadre du programme devront être payés par la municipalité ou l'organisme participant au programme.

5. RÉPARTITION DES COÛTS ADMISSIBLES

5.1 Répartition des coûts admissibles entre les volets

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du programme, incluant la contribution financière des municipalités et celles des gouvernements du Québec et du Canada, se répartit entre les volets de la façon suivante :

Volet I-	Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de 5 000 habitants et plus	955 051 097 \$
Volet II-	Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de moins de 5 000 habitants	286 330 024 \$
Volet III-	Expérimentation de nouvelles technologies	22 227 818 \$
Volet IV-	Grands projets à incidences urbaines	311 391 061 \$
	Coût total des travaux admissibles	1 575 000 000 \$

Les montants qui n'auront pas été octroyés à même les enveloppes des volets I, II ou III pourront être réalloués à un autre volet avec l'approbation du Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec du Programme d'infrastructures. À cette fin, une réévaluation des enveloppes allouées à chaque volet sera faite en fonction des demandes reçues et des projets approuvés, au 31 mars de chaque année du programme, sauf pour 1994. Également les montants des volets I et II qui n'auront pas été octroyés pourront être réalloués aux municipalités ou organismes admissibles à ces volets, en tenant compte des critères d'appréciation des projets décrits à la section 2.

5.2 Coûts admissibles par municipalité pour le volet I

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du volet I est de 955 051 097 \$.

Une part spécifique de 60 M\$ est réservée aux municipalités qui présentent un projet visant la revitalisation de centres-villes. La part de 60 M\$ permettra au ministre d'augmenter le per capita des municipalités ayant un projet de revitalisation de leur centre-ville. Les municipalités admissibles à une aide financière provenant de cette part spécifique sont celles qui possèdent un centre-ville ou un secteur central :

- ayant constitué traditionnellement et demeurant le lieu d'une variété d'activités centrales (habitation, commerce, services, administration publique, industrie, etc.);
- comprenant une concentration de bâtiments parmi les plus anciens de la municipalité;
- constituant un milieu présentant certaines difficultés économiques et sociales et caractérisé par une détérioration des bâtiments, des infrastructures ou des équipements.

Le montant total du volet I de 955 051 097 \$ moins la part spécifique de 60 M\$ réservée pour les projets de revitalisation de centres-villes, est réparti entre les municipalités admissibles à ce volet sur la base d'un per capita, qui est fixé à 172 \$.

De plus, le ministre des Affaires municipales pourra augmenter le per capita de municipalités à partir des sommes qui n'auront pas été allouées, en tenant compte des critères d'appréciation des projets décrits à la section 2.

Le per capita inclut la contribution de la municipalité et l'aide des gouvernements du Québec et du Canada pour la réalisation des travaux admissibles.

5.3 Coûts admissibles par municipalité pour le volet II

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du volet II est de 286 330 024 \$.

Une part spécifique de 50 M\$ est réservée pour les municipalités qui requerront un soutien financier particulier en raison d'une richesse foncière insuffisante, d'un contexte fiscal difficile ou de toutes autres conditions particulières qui pourraient être soumises à l'attention du ministre des Affaires municipales. Les municipalités admissibles à cette enveloppe sont celles qui répondent à l'un ou l'autre des éléments suivants :

- l'indice de richesse foncière est inférieur à 120;
- l'indice de dépenses per capita est supérieur à 100;
- l'indice d'effort fiscal est supérieur à 100;
- une demande d'aide financière a déjà été soumise dans le cadre du programme AIDA;
- un projet permettant le renforcement des fonctions municipales.

Cette part de 50 M\$ permettra également au ministre d'augmenter le per capita de municipalités qui sont impliquées dans un processus de regroupement.

Le montant total de l'enveloppe du volet II, soit 286 330 024 \$, moins la part spécifique de 50 M\$, sera réparti entre les municipalités admissibles à ce volet sur la base d'un per capita qui est fixé à 143 \$.

De plus, le ministre des Affaires municipales pourra augmenter le per capita de municipalités à partir des sommes qui n'auront pas été allouées, en tenant compte des critères d'appréciation décrits à la section 2.

Le per capita inclut la contribution de la municipalité et l'aide des gouvernements du Québec et du Canada pour la réalisation des travaux admissibles.

5.4 Coûts admissibles pour le volet III

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du volet III est de 22 227 818 \$. Ce montant sera alloué selon les projets présentés, en tenant compte des critères d'appréciation décrits à la section 2.

5.5 Coûts admissibles pour le volet IV

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du volet IV est de 311 391 061 \$. Ce montant sera réparti en fonction des projets retenus.

5.6 Sommes consenties aux MRC, communautés urbaines et régies intermunicipales

Les sommes consenties aux municipalités régionales de comté, aux communautés urbaines, et aux régies intermunicipales seront déduites des enveloppes prévues pour les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de l'organisme régional, ou des enveloppes prévues pour les municipalités désignées dans la résolution qui doit être adoptée pour présenter un projet.

6. MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE FINANCIÈRE DES VOLETS I, II et III

6.1 Investissement additionnel

Dans le cadre des volets I et II du programme, une municipalité pourra bénéficier d'une aide financière gouvernementale pour la réalisation de travaux admissibles en autant que ces travaux constituent, pour chaque année de leur réalisation, un investissement additionnel à son seuil minimal annuel d'immobilisations en travaux de génie. Les subventions gouvernementales doivent être déduites des immobilisations en travaux de génie concernées. Par ailleurs, dans le cas où la municipalité effectuerait des dépenses excédant le seuil minimal exigé pour une année, l'excédent peut être comptabilisé dans le calcul du seuil d'une autre année.

Dans le cas où des travaux doivent déborder sur l'année subséquente pour tenir compte de conditions particulières, hors du contrôle de la municipalité, cette dernière n'est pas tenue de réaliser son seuil minimal d'immobilisations durant cette seconde année en autant qu'elle ne réalise pas d'autres travaux sujets à une aide financière dans le cadre du programme.

Le ministère des Affaires municipales établira le seuil minimal annuel d'immobilisations pour chaque municipalité en retenant le seuil le plus bas obtenu à partir des formules suivantes :

- le seuil correspondant à la moyenne des immobilisations, effectuées en 1991 et 1992 par la municipalité, pour les travaux de génie, excluant les immobilisations pour le traitement des eaux;
- le seuil correspondant à la moyenne des immobilisations pour travaux de génie, excluant les immobilisations pour le traitement des eaux, effectuées au Québec en 1991 et 1992 par des municipalités de tailles comparables, selon les données du tableau suivant :

Population		Moyenne des immobilisations \$ par habitant
0	- 999 h	47
1 000	- 2 999 h	80
3 000	- 7 499 h	107
7 500	- 9 999 h	114

- pour les municipalités de 10 000 habitants et plus, le seuil correspondant à la moyenne des immobilisations pour travaux de génie effectués par l'ensemble des municipalités du Québec est de 125 \$ par habitant, pour les années 1991 et 1992.

Les immobilisations pour travaux de génie sont évaluées à partir des réalisations inscrites aux rapports financiers d'une municipalité.

Cependant, il pourra aussi être tenu compte de circonstances particulières qui auront été portées à l'attention du ministre des Affaires municipales.

Toutefois, une municipalité, qui exécute dans les trois premiers mois de 1997 des travaux afin de compléter un projet subventionné par le programme, sera exemptée de l'obligation de réaliser le seuil minimal d'immobilisation pour l'année 1997.

6.2 Calcul de l'aide financière

L'aide financière accordée en regard de travaux admissibles comprend la contribution provenant du gouvernement du Québec et celle provenant du gouvernement du Canada. Cette aide correspond aux deux tiers du coût des travaux admissibles incluant les frais incidents. La contribution de la municipalité à la réalisation de ces travaux correspond au tiers de leur coût admissible.

Toutefois, l'aide gouvernementale pourra être moindre que les deux tiers ($\frac{2}{3}$) du coût admissible d'un projet lorsque le coût total des travaux admissibles d'un projet soumis excède le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles pour cette municipalité, selon la section 5.

Dans le cas de la part spécifique de 50 M\$ du volet II, le ministre pourra accorder une aide financière supérieure aux deux tiers ($\frac{2}{3}$) des coûts des travaux admissibles, incluant les frais incidents.

Lorsque l'entreprise privée assure une partie du financement d'un projet, le ministre peut déduire ce financement de la contribution exigée d'une municipalité.

7. MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE FINANCIÈRE DU VOLET IV

Les modalités d'attribution de l'aide financière pour un projet du volet IV sont établies par le ministre des Affaires municipales, après consultation des représentants du gouvernement du Canada.

Ce projet permettra également de fournir une aide financière pour la réalisation de projets d'infrastructures de services publics initiés ou menés par l'entreprise privée.

Activité «Infrastructures Québec»

Le montant total de l'aide financière pouvant être octroyée dans le cadre de cette activité est de **98,4 M\$**. Les projets seront choisis par le ministre des Affaires municipales et les modalités d'attribution de l'aide financière établies par ce dernier. L'aide financière octroyée peut correspondre jusqu'à 100 % des coûts admissibles.

Les travaux admissibles sont ceux reliés à la construction ou à la réfection de tout ouvrage, équipement ou infrastructure, y incluant, le cas échéant, les travaux, biens ou services connexes mais excluant les travaux usuels d'entretien.

L'aide financière octroyée est payable comptant, dans le cas où le coût maximal admissible inscrit au protocole d'entente est inférieur à 1,0 M\$. Dans le cas où ce coût est de 1,0 M\$ et plus, l'aide financière, à laquelle s'ajoute le coût de financement découlant du loyer de l'argent au moment du financement d'un projet faisant l'objet d'une telle aide, est versée sur une période de dix ans, à moins que, le cas échéant, le Conseil du trésor n'ait établi un échéancier différent.

Les frais incidents sont limités à un maximum de 18 % du coût direct admissible des travaux dans le cas où ceux-ci sont inférieurs à 2,0 M\$ et à un maximum de 16 % pour les travaux dont le coût direct admissible est égal ou supérieur à 2,0 M\$. Les frais incidents comprennent les honoraires professionnels, les frais de financement temporaire et permanent et les taxes nettes.

Les autres règles et normes relatives au volet IV s'appliquent à l'attribution d'une aide financière dans le cadre de l'activité «Infrastructures Québec» à l'exception, toutefois, des dates limites prévues pour la présentation d'un projet, pour la réception des demandes de remboursement et pour la réalisation des travaux.

8. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

8.1 Volet I et volet II

L'aide financière est payable comptant aux municipalités dont le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du programme est inférieur à 1 M\$.

Pour les autres municipalités, soit celles dont le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du programme est de 1 M\$ et plus, la partie de l'aide financière, correspondant à la contribution du gouvernement du Canada est payable comptant. L'autre partie de l'aide, correspondant à la contribution du gouvernement du Québec, est versée sur 10 ans, plus le coût de financement découlant du loyer de l'argent au moment du financement d'un projet faisant l'objet de l'aide; dans l'éventualité où la municipalité réalise le projet sans recourir à un financement à long terme, le ministère pourra lui octroyer un coût de financement correspondant au loyer de l'argent; le coût du loyer de l'argent est estimé au moment de la signature du protocole entre le ministère et la municipalité, en fonction des taux du marché des obligations municipales et des billets.

Cependant, sur confirmation par résolution du Conseil municipal de l'intention de la municipalité de limiter les coûts des projets admissibles à un montant inférieur à 1 M\$, la contribution du gouvernement du Québec pourra être versée comptant.

Dans le cas de la constitution d'une nouvelle enveloppe réservée d'un montant de 1 M\$ et plus de coûts admissibles, à la suite d'un regroupement impliquant toute municipalité s'étant vu attribuer, au moment de la mise en oeuvre du programme, une enveloppe réservée de moins de 1 M\$, la portion de l'aide financière provenant du gouvernement du Québec, à la faveur de la partie de cette nouvelle enveloppe réservée correspondant à l'enveloppe d'origine de moins de 1 M\$, est versée au comptant.

De plus, dans le cas où une enveloppe de coûts admissibles inférieure à 1 M\$ est portée à un montant de 1 M\$ et plus, l'aide financière provenant du gouvernement du Québec à l'égard de tout projet reconnu admissible avant l'augmentation d'une telle enveloppe continuera à faire l'objet d'un paiement au comptant alors que tout projet reconnu admissible subséquent au moment d'une telle augmentation, fera l'objet d'un paiement sur une période de dix ans.

8.2 Volet III

L'aide financière octroyée à l'égard du volet III est payable comptant.

8.3 Volet IV

Dans le cadre du volet IV, l'aide financière octroyée est payable comptant, dans le cas où le coût maximal admissible inscrit au protocole d'entente est inférieur à 1 M\$. Dans le cas où ce coût est de 1 M\$ et plus, la partie de l'aide financière, qui correspond à la contribution du gouvernement du Canada est payable comptant. L'autre partie de l'aide, qui correspond à la contribution du gouvernement du Québec, et à laquelle s'ajoute le coût du financement découlant du loyer de l'argent au moment de la réalisation du financement d'un projet faisant l'objet de l'aide, est versée sur une période de dix ans.

Toutefois, dans le cas des projets d'un coût maximal admissible de 1 M\$ et plus réalisés par des organismes non municipaux, le ministre peut, en ce qui a trait à l'aide financière provenant du gouvernement du Québec et ce jusqu'à ce que le projet soit complètement réalisé, effectuer des paiements conséquemment à la présentation de réclamations au ministère à l'égard de travaux réalisés pour lesquels des dépenses ont été encourues et payées. De tels paiements peuvent être effectués jusqu'à concurrence de portions représentant chacune un dixième (1/10) de la totalité du montant de l'aide financière devant provenir du gouvernement du Québec.

8.4 Autres modalités

La partie d'aide payable comptant et celle remboursée sur 10 ans seront définies au protocole conclu avec la municipalité.

L'aide financière, comprenant la part du gouvernement du Québec et celle du gouvernement du Canada, est versée par le ministère des Affaires municipales.

9. DEMANDES DE REMBOURSEMENT

L'aide financière est versée sur présentation de demandes de remboursement de dépenses afférentes à la réalisation de travaux admissibles. Les demandes de remboursement doivent être accompagnées des documents exigés par le ministère démontrant que les dépenses réclamées ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation de travaux admissibles. Toutefois, une retenue effectuée par une municipalité après l'acceptation provisoire des travaux pourra être considérée comme une dépense ayant été payée.

L'aide financière est accordée en un ou plusieurs versements jusqu'à concurrence de 80 % du coût total des travaux admissibles selon l'état d'avancement des travaux réalisés. Le solde sera versé après que la vérification finale aura été complétée par le ministère.

Aucune demande de remboursement reçue après le 31 mars 1998 ne sera payée ou après le 31 mars de l'année suivant l'année au cours de laquelle les travaux ont été réalisés dans le cas des projets dont la date limite de réalisation aura été modifiée par le Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec du Programme d'infrastructures.

10. VÉRIFICATION

Tous les projets réalisés dans le cadre du programme feront l'objet, avant le paiement final, d'une vérification.

Chaque municipalité ou organisme bénéficiant d'une aide, doit tenir des comptes et des registres appropriés et précis à l'égard de chaque projet qu'il réalise dans le cadre du programme. Ces comptes et registres doivent être rendus accessibles après en avoir reçu un préavis raisonnable du ministère des Affaires municipales.

Les comptes et registres relatifs à la réalisation d'un projet subventionné dans le cadre du programme doivent être tenus pour une période d'au moins trois ans après le 31 mars 1998, sous réserve d'autres dispositions légales afférentes.

11. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

La contribution totale du gouvernement du Canada au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec ne dépassera pas 526 753 000 \$. Cette contribution inclut le remboursement au Québec de frais de gestion pour la mise en oeuvre du programme.

La contribution totale du gouvernement du Canada, en regard de travaux admissibles, ne dépassera pas le tiers ($\frac{1}{3}$) du total des coûts admissibles approuvés pour un projet, sous réserve du paragraphe suivant.

Le gouvernement du Canada peut, à la demande du Québec et avec le consentement du coprésident fédéral de l'Entente Canada-Québec, supporter plus du tiers ($\frac{1}{3}$) du total des coûts admissibles d'un projet, pourvu qu'en aucun temps la part des coûts admissibles que supporte le Canada en regard de tous les projets approuvés ne dépasse pas un tiers ($\frac{1}{3}$) de ces coûts.

La contribution du Canada sera versée dans un compte à fin déterminée.

12. PRÉSENTATION D'UN PROJET

Une municipalité ou organisme qui désire présenter un projet dans le cadre du programme doit faire parvenir au ministère des Affaires municipales un formulaire de demande d'aide financière dûment complété. Ce formulaire comprend entre autres la description des travaux, la justification de ces travaux et la ventilation des coûts. La municipalité doit aussi joindre à ce formulaire une résolution l'autorisant d'une part à présenter le projet et d'autre part spécifiant que le projet s'avère un investissement additionnel au seuil minimal établi par le ministère, pour l'année de réalisation des travaux.

Les municipalités pourront faire parvenir leur demande d'aide jusqu'au 31 octobre 1998 dans le cadre du programme «Travaux d'infrastructures Canada-Québec».

13. APPROBATION DES PROJETS

Le ministre des Affaires municipales est responsable de la mise en oeuvre du programme. À cette fin, le processus d'approbation des projets relève de sa responsabilité.

Toutes les demandes d'aide financière doivent être acheminées au ministère des Affaires municipales qui verra à les analyser en fonction des dispositions du présent CT. Les projets retenus seront inscrits par le Ministère à la programmation de l'Entente Canada-Québec.

14. PROTOCOLE AVEC LES MUNICIPALITÉS ET AVEC CERTAINS AUTRES ORGANISMES

Tous les projets approuvés et inscrits à la programmation de l'Entente Canada-Québec feront l'objet d'un protocole entre le ministère des Affaires municipales et la municipalité ou l'organisme concernés. Ce protocole comprendra des modalités de versement de l'aide financière.

15. COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC

Un comité de gestion fédéral-provincial est créé en vertu de l'article 3.1 de l'Entente Canada-Québec sur le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec signée le 7 février 1994. Ce comité sera constitué de quatre membres, soit deux membres nommés par le gouvernement fédéral et deux membres nommés par le gouvernement du Québec. Le comité de gestion existera aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour respecter les exigences de l'Entente Canada-Québec.

Les responsabilités du comité de gestion fédéral-provincial sont décrites aux articles 3.5, 3.6 et 3.7 de l'Entente Canada-Québec.

16. FRAIS DE GESTION

Des frais de gestion de 4 500 000 \$ seront comptabilisés.

17. DURÉE DU PROGRAMME

Le programme débute le 7 février 1994. Les travaux doivent être complétés au plus tard le 31 décembre 1997 ou à une autre date fixée par le Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec du Programme d'infrastructures qui ne doit pas être postérieure au 31 mars 1999.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, à la demande du Comité de gestion, le ministre fédéral responsable de l'Infrastructure et le ministre des Affaires municipales du Québec peuvent consentir à prolonger, au-delà du 31 mars 1999, la date limite de réalisation d'un projet approuvé qui ne peut être terminé avant cette date.

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Alma	19 538.00 \$
Ville d'Amos	16 783.00 \$
Ville d'Asbestos	27 434.00 \$
Ville d'Aylmer	7 862.00 \$
Ville de Beauport	37 364.00 \$
Ville de Bromptonville	16 168.00 \$
Ville de Brossard	19 493.00 \$
Ville de Candiac	9 180.00 \$
Ville de Cap-de-la-Madeleine	25 673.00 \$
Ville de Cap-Rouge	15 021.00 \$
Ville de Charlesbourg	43 089.00 \$
Ville de Châteauguay	27 740.00 \$
Municipalité de Chénéville	1 490.00 \$
Ville de Chicoutimi	47 938.00 \$
Ville de Cowansville	9 481.00 \$
Municipalité de Crabtree	11 226.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	15 133.00 \$
Ville de Drummondville	34 000.00 \$
Municipalité de Dudswell	48 445.00 \$
Municipalité d'Évain	7 498.00 \$
Fédération québécoise des municipalités	178 126.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997

1999-2000

74

Nom du bénéficiaire	Montant
Fondation du domaine Joly de Lotbinière	62 599.00 \$
Village de Grandes-Piles	10 689.00 \$
Ville de Grand-Mère	11 592.00 \$
Ville de Greenfield Park	19 565.00 \$
Ville de Hull	48 618.00 \$
Ville d'Iberville	61 859.00 \$
Village de Kingsbury	32 408.00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	24 000.00 \$
Ville de Lachine	26 346.00 \$
Municipalité de La Conception	7 996.00 \$
Ville de Lac-Saint-Charles	13 740.00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	18 110.00 \$
Paroisse de Larouche	9 277.00 \$
Ville de L'Assomption	10 782.00 \$
Ville de Laval	155 622.00 \$
Ville Le Gardeur	14 276.00 \$
Ville de L'Épiphanie	22 107.00 \$
Ville de Lévis	62 949.00 \$
M.R.C. de L'Île-d'Orléans	344.00 \$
Ville de Longueuil	112 443.00 \$
Ville de Magog	10 734.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Malartic	16 963.00 \$
Ville de Maniwaki	7 661.00 \$
Ville de Mercier	13 000.00 \$
Ville de Montmagny	13 433.00 \$
Ville de Montréal	489 724.00 \$
Ville de Paspébiac	49 667.00 \$
Municipalité de Petite-Vallée	5 457.00 \$
Municipalité de Petit-Matane	28 233.00 \$
Municipalité de Pintendre	6 490.00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	7 394.00 \$
Municipalité de Rawdon	34 567.00 \$
Régie interm. d'aqueduc du Bas-Richelieu	86 112.00 \$
Régie interm. aq. et ég. Lotbinière-Centre	22 431.00 \$
Régie interm. d'alimentation eau potable Bas-Saint-François	49 967.00 \$
Ville de Richelieu	12 894.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	10 590.00 \$
Municipalité de Saint-Agapit	8 282.00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	21 380.00 \$
Paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare	17 902.00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu	15 828.00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	12 576.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997

1999-2000

76

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Basile-le-Grand	12 525.00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	28 454.00 \$
Municipalité de Saint-Clet	8 078.00 \$
Ville de Saint-Constant	18 667.00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	7 400.00 \$
Ville de Sainte-Adèle	30 030.00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	6 842.00 \$
Ville de Saint-Émile	17 427.00 \$
Ville de Saint-Georges	14 667.00 \$
Municipalité de Saint-Henri	9 904.00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	53 424.00 \$
Paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	10 408.00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	34 168.00 \$
Ville de Saint-Jérôme	23 788.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	8 527.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	45 612.00 \$
Paroisse de Saint-Omer	13 711.00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy	12 000.00 \$
Municipalité de Saint-Ubalde	13 359.00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	50 431.00 \$
Ville de Sherbrooke	7 000.00 \$

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Thetford Mines	14 177.00 \$
Ville de Tracy	20 768.00 \$
Ville de Trois-Rivières	38 014.00 \$
Village de Val-David	1 307.00 \$
Ville de Val-d'Or	17 884.00 \$
Ville de Varennes	22 084.00 \$
Ville de Verdun	45 792.00 \$
Ville de Victoriaville	26 827.00 \$
	=====
	2 898 564.00 \$

Règles et normes relatives à la prolongation du
programme «Travaux d'infrastructures Canada-Québec»
soumises à l'approbation du Conseil du trésor
(Volets 2 et 3)

Programme 02

Élément 03

1. BUT DU PROGRAMME

Le programme d'infrastructures vise, d'une part, à permettre aux municipalités, à la faveur d'une aide financière provenant des gouvernements du Québec et du Canada, de réaliser des travaux de réfection, d'amélioration ou de construction d'infrastructures de base et, d'autre part, à permettre aux municipalités et organismes, de mettre en place des équipements et infrastructures qui contribuent au développement économique, à l'implantation de l'autoroute de l'information ou de la géomatique, ainsi qu'à la formation ou à la recherche et au développement.

2. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

2.1 Volet 2 : Réfection et construction d'infrastructures municipales et expérimentation de nouvelles technologies

Ce volet vise à permettre aux municipalités de réaliser des travaux de réfection, d'amélioration ou de construction d'infrastructures et d'expérimentation de nouvelles technologies.

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du volet 2 du programme, incluant la contribution financière des municipalités et celles des gouvernements du Québec et du Canada, totalise 133,1 M\$ et se répartit de la façon suivante :

Volet 2.1 :	Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de 5 000 habitants et plus	88 500 000 \$
Volet 2.2 :	Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de moins de 5 000 habitants	34 600 000 \$
Volet 2.3 :	Expérimentation de nouvelles technologies	10 000 000 \$
	Coût total des travaux admissibles	133 100 000 \$

Les montants d'un sous-volet qui n'auront pas été octroyés pourront être réaffectés à un autre sous-volet ou au volet 3 avec l'approbation du Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec du Programme d'infrastructures.

2.1.1 Volet 2.1 Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de 5 000 habitants et plus

2.1.1.1 Clientèle

Les municipalités du Québec de 5 000 habitants et plus sont admissibles à ce volet.

Les projets présentés par les villes-centres et les villes dotées de secteurs anciens qui visent à faire la réfection d'infrastructures de base tels que les réseaux d'aqueduc et d'égout seront favorisés.

2.1.1.2 Critères d'appréciation

Lors de l'appréciation des projets, il sera pris en considération un ou des éléments parmi les suivants :

- ▶ justification des travaux (problème d'alimentation en eau potable, détérioration d'infrastructures, travaux réalisés en vue de se conformer à des normes et réglementations gouvernementales, problème pour la santé, problème pour la sécurité et la salubrité publique, problème pour la qualité de l'environnement, capacité insuffisante pour fournir des services en commun, etc.);
- ▶ impact sur l'aménagement du territoire (effet structurant ou de consolidation sur l'aménagement du territoire);
- ▶ impact sur la revitalisation des secteurs centraux, des centres-villes et des quartiers anciens (réfection d'infrastructures de base dans des secteurs ayant constitué traditionnellement et demeurant le lieu de concentration d'activités centrales et de bâtiments parmi les plus anciens de la municipalité);
- ▶ impact sur le regroupement des municipalités.

Pour la région métropolitaine de Montréal, il sera notamment tenu compte des orientations gouvernementales suivantes :

- ▶ privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et limiter l'urbanisation en périphérie de ces zones aux secteurs qui disposent déjà des infrastructures et services de base tels que l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux, l'électricité, les écoles, les routes, etc.;
- ▶ renforcer les pôles d'activités existants, revitaliser le centre-ville et les quartiers anciens et améliorer la qualité de vie au centre de l'agglomération;
- ▶ maintenir et améliorer les équipements, les infrastructures et les services collectifs existants et mieux contrôler les investissements publics dans les secteurs non desservis en périphérie de la zone urbaine et dans les secteurs en périphérie de la région métropolitaine de recensement.

2.1.1.3 Travaux admissibles

Les travaux admissibles sont ceux qui ont trait à :

- la réhabilitation, la réfection, la reconstruction ou le remplacement des infrastructures existantes;
- l'amélioration d'infrastructures;

- la construction d'infrastructures;
- la revitalisation de secteurs centraux, de centres-villes ou de quartiers anciens;
- la réalisation d'inventaires ou de diagnostics visant à réaliser un plan directeur des réseaux d'aqueduc ou d'égout.

Des travaux réalisés à l'extérieur du périmètre d'urbanisation peuvent être admissibles dans les cas suivants :

- les travaux d'alimentation en eau potable;
- les travaux d'assainissement des eaux usées (interception et traitement);
- les travaux de réhabilitation, de réfection, de reconstruction, de remplacement ou d'amélioration des infrastructures collectives existantes.

2.1.1.4 Travaux non admissibles

- les travaux usuels d'entretien;
- les travaux visant le développement de nouveaux secteurs.

2.1.1.5 Infrastructures admissibles

Les infrastructures admissibles sont les :

- équipements de captage, de traitement, d'emmagasiner, d'alimentation et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies;
- équipements d'évacuation, de collecte et de traitement des eaux usées incluant les eaux pluviales;
- routes, rues, trottoirs et équipements connexes (dans la mesure où la réfection des infrastructures routières est associée à la réfection d'autres infrastructures admissibles ou à un projet de revitalisation de secteur central, de centre-ville ou de quartier ancien);
- ponts, viaducs et tunnels.

2.1.2 Volet 2.2 Réfection, agrandissement et construction d'infrastructures; municipalités de moins de 5 000 habitants

2.1.2.1 Clientèle

Les municipalités du Québec comptant moins de 5 000 habitants sont admissibles à ce volet.

Le ministère accordera une priorité aux projets qui répondront à l'un ou l'autre des objectifs suivants :

- projets présentés par des municipalités qui n'ont pas d'infrastructures d'alimentation ou de distribution d'eau potable ou de collecte d'eaux usées pour solutionner des problèmes d'approvisionnement en eau potable ou de salubrité du milieu;
- projets pour améliorer le traitement de l'eau potable;
- projets présentés par des municipalités en processus de regroupement.

2.1.2.2 Critères d'appréciation

Lors de l'appréciation des projets, il sera pris en considération un ou des éléments parmi les suivants :

- ▶ justification des travaux (problème d'alimentation en eau potable, détérioration d'infrastructures, travaux réalisés en vue de se conformer à des normes et réglementations gouvernementales, problème pour la santé, problème pour la sécurité, problème pour la salubrité publique, problème pour la qualité de l'environnement, capacité insuffisante pour fournir des services en commun, etc.);
- ▶ impact sur l'aménagement du territoire (effet structurant ou de consolidation sur l'aménagement du territoire);
- ▶ impact sur le regroupement de municipalités.

Pour la région métropolitaine de Montréal, il sera notamment tenu compte des orientations gouvernementales suivantes :

- ▶ privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et limiter l'urbanisation en périphérie de ces zones aux secteurs qui disposent déjà des infrastructures et services de base tels que l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux, l'électricité, les écoles, les routes, etc.;
- ▶ renforcer les pôles d'activités existants, revitaliser le centre-ville et les quartiers anciens et améliorer la qualité de vie au centre de l'agglomération;
- ▶ maintenir et améliorer les équipements, les infrastructures et les services collectifs existants et mieux contrôler les investissements publics dans les secteurs non desservis en périphérie de la zone urbaine et dans les secteurs en périphérie de la région métropolitaine de recensement.

2.1.2.3 Travaux admissibles

Les travaux admissibles sont ceux qui ont trait à :

- la construction d'infrastructures pour résoudre un problème d'approvisionnement en eau potable ou de salubrité;
- la réhabilitation, la réfection, la reconstruction ou le remplacement des infrastructures existantes;
- l'amélioration d'infrastructures;
- la réalisation d'inventaires ou de diagnostics visant à réaliser un plan directeur des réseaux d'aqueduc ou d'égouts.

Des travaux réalisés à l'extérieur du périmètre d'urbanisation peuvent être admissibles dans les cas suivants :

- les travaux d'alimentation en eau potable;
- les travaux d'assainissement des eaux usées (interception et traitement);
- les travaux de réhabilitation, de réfection, de reconstruction, de remplacement ou d'amélioration des infrastructures collectives existantes.

2.1.2.4 Travaux non admissibles

- les travaux usuels d'entretien;
- les travaux visant le développement de nouveaux secteurs.

2.1.2.5 Infrastructures admissibles

Les infrastructures admissibles sont les :

- équipements de captage, de traitement, d'emmagasiner, d'alimentation et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies;
- équipements d'évacuation, de collecte et de traitement des eaux usées incluant les eaux pluviales;
- routes, rues et trottoirs, uniquement lorsque les travaux sur ces infrastructures sont reliés à la réfection ou à la construction des réseaux d'aqueduc ou d'égout;
- garage, hôtel de ville, caserne d'incendie ou centre communautaire, uniquement pour des municipalités en processus de regroupement et lorsque ces équipements sont essentiels pour fournir des services en commun.

2.1.3 Volet 2.3 Expérimentation de nouvelles technologies

2.1.3.1 Clientèle

Toutes les municipalités du Québec sont admissibles à ce volet.

2.1.3.2 Critères d'appréciation

Lors de l'appréciation des projets, il sera pris en considération des éléments parmi les suivants :

- Applicabilité au Québec;
- Description et performance du procédé;
- Retombées techniques, économiques et commerciales;
- Équipe et processus de réalisation, d'expérimentation et de transfert technologique;
- Impact sur le développement de la main-d'oeuvre au regard de nouvelles technologies.

2.1.3.3 Travaux admissibles

Les travaux admissibles réalisés par les municipalités sont ceux qui ont trait à l'expérimentation et au suivi expérimental de nouvelles techniques, méthodes ou matériaux pour effectuer :

- la réfection ou la construction d'infrastructures;
- le diagnostic de l'état ou la gestion des infrastructures;
- la correction de situations déficientes à l'égard de la desserte de la collectivité en services publics liés au domaine de la gestion des eaux soit, notamment, l'approvisionnement, le traitement et la distribution de l'eau de consommation, la collecte et le traitement des eaux usées domestiques et pluviales, la collecte et le traitement des eaux de lixiviation provenant des sites d'enfouissement sanitaire, le traitement des boues et autres problématiques connexes;
- l'économie de l'eau.

2.1.3.4 Infrastructures admissibles

Les infrastructures admissibles sont les :

- équipements de captage, de traitement, d'emmagasiner, d'alimentation et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies;
- équipements d'évacuation et de collecte et de traitement des eaux usées incluant les eaux pluviales;
- routes, rues et trottoirs;
- ponts, viaducs, tunnels, murs de soutènement, murs anti-bruit;
- équipements municipaux pour le traitement et la valorisation des boues, des eaux de lixiviation, des déchets et des neiges usées;
- équipements reliés aux mesures d'économie d'eau.

2.2 **Volet 3 : Projets à incidences économiques, technologiques, urbaines ou régionales**

Ce volet vise à permettre à des municipalités, à des organismes publics et parapublics et à des organismes du secteur privé, à la faveur d'une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du Canada, de mettre en place des équipements et infrastructures qui contribuent au développement économique, à l'implantation de l'autoroute de l'information ou de la géomatique, à la formation, ainsi qu'à la recherche et au développement.

Ce volet comprend trois sous-volets :

- Volet 3.1 Projets structurants
- Volet 3.2 Technologies de l'information et géomatique
- Volet 3.3 Projets de centres de formation et de centres de recherche et développement

Le coût total des travaux pouvant être reconnus admissibles dans le cadre du volet 3 du programme, incluant la contribution financière des municipalités et organismes, et celles des gouvernements du Québec et du Canada, totalise 67,8 M\$. Ce montant sera réparti entre les volets 3.1, 3.2 et 3.3 en fonction des projets retenus.

2.2.1 **Volet 3.1 Projets structurants**

Ce volet vise à permettre la réalisation de projets qui sont structurants ou qui ont un effet d'entraînement pour l'économie d'une région ou d'une municipalité. Ces projets peuvent consister en la mise en valeur, la réfection ou la construction d'infrastructures et d'équipements collectifs et de bâtiments.

Ce volet vise aussi à permettre la mise en place d'infrastructures essentielles et complémentaires à la réalisation de projets industriels, récréo-touristiques ou de mise en valeur de ressources naturelles ou fauniques.

2.2.2 **Volet 3.2 Technologies de l'information et géomatique**

Ce volet vise à permettre la réalisation de projets reliés à la mise en place de l'autoroute de l'information entre le gouvernement et ses clientèles, ainsi qu'à la réalisation de projets reliés à la mise en place et à l'utilisation de la géomatique.

Ce volet est limité aux projets qui sont initiés par le gouvernement.

2.2.3 Volet 3.3 Projets de centres de formation et de centres de recherche et développement

Ce volet vise à permettre la construction, la réfection ou l'amélioration de centres de formation, particulièrement au regard des nouvelles technologies ou de la formation professionnelle spécialisée, ainsi que de centres de recherche et développement correspondant aux priorités gouvernementales.

2.3 Critères d'appréciation du volet 3

Lors de l'appréciation des projets, il sera pris en considération un ou des éléments parmi les suivants :

- impact sur l'économie locale ou régionale (effet de levier);
- impact sur l'aménagement du territoire (effet structurant ou de consolidation sur l'aménagement du territoire);
- impact sur la création ou le maintien d'emplois;
- impact sur le développement récréo-touristique ou sur la mise en valeur des ressources naturelles ou fauniques;
- impact sur le développement de la main-d'oeuvre au regard de nouvelles technologies ou de la formation professionnelle;
- utilisation de nouvelles technologies de l'information afin de relier le gouvernement et ses clientèles;
- projets permettant le développement et la mise en place d'outils de gestion du territoire;
- contribution à la mise en oeuvre de politiques gouvernementales.

2.4 Critères généraux

La désignation de municipalité comprend les cités, les villes, les villages, les cantons, cantons unis et sans désignation, les villages cris, les villages naskapis et les villages nordiques.

Les municipalités régionales de comté (MRC), les communautés urbaines et les régions intermunicipales sont également admissibles. Toutefois, les projets présentés par ces organismes devront être appuyés par une résolution de leur conseil. Une municipalité régionale de comté (MRC) peut soumettre une demande d'aide financière dans le cadre du programme à l'égard de toute intervention admissible, qui est projetée dans un territoire non organisé (TNO) relevant de la juridiction de cette dernière; le cas échéant, l'aide financière afférente est octroyée et versée à la MRC concernée.

Les travaux admissibles à une aide financière ne peuvent être entrepris avant la date de réception de la demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales. Toutefois, dans le cas où une municipalité réalise des travaux supplémentaires de même nature que ceux prévus au protocole d'entente déjà signé mais non prévus à ce dernier, de façon à justifier le versement de la totalité de l'aide financière octroyée à la suite d'une réduction des coûts réels réalisés par rapport à ceux estimés, le ministère peut reconnaître l'admissibilité de tels travaux supplémentaires de façon rétroactive.

Pour les fins de l'admissibilité, la population d'une municipalité est celle spécifiée au Décret 1507-95 adopté le 22 novembre 1995 par le gouvernement du Québec.

Les travaux admissibles doivent être réalisés conformément aux lois, aux règlements et aux normes en vigueur particulièrement ceux en matière de travail, d'environnement, d'équité d'emploi et des droits de la personne.

3. COÛTS

3.1 Coûts admissibles

Les coûts admissibles sont les coûts encourus uniquement et spécifiquement pour la réalisation de travaux admissibles et comprennent :

- le coût des contrats octroyés aux entreprises pour la réalisation des travaux admissibles;
- le coût des travaux réalisés en régie. Ces coûts sont admissibles uniquement si la municipalité embauche du personnel supplémentaire pour la réalisation des travaux. Ces coûts comprennent :
 - . les achats de matériaux de construction spécifiés aux plans et devis;
 - . les frais de location d'outils et d'équipements utilisés pour les travaux;
 - . les frais de location de machinerie, y compris la machinerie de la municipalité, pourvu que ces frais ne dépassent pas les taux prévus au Répertoire des taux de location de machinerie du gouvernement du Québec;
 - . les contrats de main-d'oeuvre aux fins de réalisation des travaux admissibles;
 - . les salaires bruts et les bénéfices marginaux usuels versés par la municipalité aux employés qu'elle a embauchés pour la réalisation des travaux admissibles. Si les effectifs réguliers de la municipalité sont affectés temporairement à la réalisation des travaux admissibles, les salaires bruts et les bénéfices marginaux usuels consentis aux personnes embauchées temporairement pour remplacer ces effectifs réguliers constituent des coûts de main-d'oeuvre admissibles;
- les frais incidents (coûts indirects), incluent les taxes nettes, les honoraires professionnels, les frais de financement temporaire et permanent. Dans le cas des volets 2.1, 2.2, 3.1, 3.2 et 3.3, ces frais incidents sont limités à un maximum de 21 % du coût direct admissible des travaux pour les travaux de moins de 2 M\$ et à un maximum de 19 % pour les travaux dont le coût direct admissible est égal ou supérieur à 2 M\$; dans le cas du volet 2.3, les frais incidents ne sont pas limités.
- les coûts pour l'acquisition de banques de données, de logiciels et de matériel informatique et les travaux professionnels et techniques reliés à la mise en place de l'autoroute de l'information et de la géomatique.
- tout autre coût qui aura été approuvé par le Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec sur le programme.

Seuls les coûts encourus après la signature de l'entente concernant la prolongation du programme «Travaux d'infrastructures Canada-Québec» sont admissibles.

3.2 Coûts non admissibles

3.2.1 Autres sources de financement

Les coûts et la partie des travaux faisant l'objet d'une aide financière d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire des gouvernements du Québec et du Canada ne sont pas admissibles au programme, sauf en ce qui a trait au volet 3. Dans le cas du volet 3, tout projet dont une partie ou la totalité des travaux ou des interventions le constituant fait l'objet d'une aide financière dans le cadre du programme peut également faire l'objet d'une aide financière supplémentaire en provenance d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada ou d'une contribution fournie par tout autre organisme sans que cette aide ne soit réduite pour autant.

3.2.2 Personnel régulier de la municipalité

Les frais pour les services d'ingénierie, d'architecture, de surveillance, de gestion des travaux, et de tout autre service assuré par le personnel régulier de la municipalité, d'un organisme ou d'un ministère ne sont pas admissibles.

3.2.3 Coûts d'achat de biens

- Les coûts d'achat de terrains ne sont pas admissibles.
- Les coûts d'achat de réseaux privés d'aqueduc et d'égout ne sont pas admissibles.

3.3 Coûts d'exploitation

Tous les coûts d'exploitation ou de fonctionnement reliés à un projet subventionné dans le cadre du programme devront être payés par la municipalité ou l'organisme participant au programme.

4. CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

4.1 Volet 2

L'aide financière accordée au regard de travaux admissibles comprend la contribution provenant du gouvernement du Québec et celle provenant du gouvernement du Canada. Cette aide financière correspond aux deux tiers ($\frac{2}{3}$) du coût maximal admissible des travaux reconnus admissibles incluant les frais incidents. La contribution minimale de la municipalité à la réalisation de ces travaux correspond au tiers de leur coût maximal admissible.

Lorsque l'entreprise privée assure une partie du financement d'un projet, le ministre peut déduire ce financement de la contribution exigée d'une municipalité.

4.2 Volet 3

L'aide financière accordée en regard de travaux admissibles, comprend la contribution provenant du gouvernement du Québec et celle provenant du gouvernement du Canada. Le pourcentage d'aide financière qui sera accordée par rapport au coût maximal admissible d'un projet sera fixé lors de l'analyse du projet.

5. CONDITIONS PARTICULIÈRES

5.1 Critère d'investissement additionnel

Les demandes d'aide financière présentées dans le cadre des volets 2.1 et 2.2 doivent constituer un investissement additionnel pour une municipalité. Cette dernière devra fournir une attestation à cet effet sous forme d'une résolution du conseil municipal.

5.2 Mesures d'économie de l'eau

Les municipalités qui reçoivent une aide financière dans le cadre du programme pour la réfection, la construction d'aqueduc ou d'égout, et d'équipements pour le traitement de l'eau potable ou des eaux usées, doivent s'engager à mettre en place des mesures d'économie de l'eau.

5.3 Enveloppes réservées

Dans le cadre du volet 2.1, une enveloppe minimum de coûts admissibles de 17 \$ per capita est réservée pour les 31 villes-centres des agglomérations métropolitaines de recensement, les 10 villes identifiées à la liste de l'annexe 1 et Laval.

Dans le cadre du volet 2.2, un montant de coûts admissibles de 5 M\$ est réservé pour les municipalités qui sont en processus de regroupement dans le cadre de la politique de consolidation des communautés locales.

Dans le cadre du volet 3.2, un montant de coûts admissibles de 4 M\$ est réservé pour des projets d'inforoute et de géomatique pour les municipalités.

6. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

6.1 Contribution du gouvernement du Canada

L'aide financière correspondant à la contribution provenant du gouvernement du Canada est toujours payable comptant.

6.2 Contribution du gouvernement du Québec

6.2.1 Volets 2.1, 2.2 et 2.3

L'aide financière correspondant à la contribution du gouvernement du Québec **dans les volets 2.1 et 2.2** est payable comptant aux municipalités dont le coût total des travaux reconnus admissibles dans le cadre du programme est inférieur à 150 000 \$. Pour les autres municipalités, soit celles dont le coût total des travaux reconnus admissibles dans le cadre du programme est de 150 000 \$ et plus, l'aide financière, correspondant à la contribution du gouvernement du Québec, est versée sur 10 ans, plus le coût de financement découlant du loyer de l'argent au moment du financement d'un projet faisant l'objet de l'aide.

L'aide financière correspondant à la contribution du gouvernement du Québec dans le volet 2.3 est payable comptant lorsque le coût total des travaux reconnus admissibles du projet est de 225 000 \$ et moins. Dans le cas où ce coût est de plus de 225 000 \$, l'aide financière, correspondant à la contribution du gouvernement du Québec, est versée sur 10 ans, plus le coût de financement découlant du loyer de l'argent au moment du financement du projet.

6.2.2 Volet 3

Les modalités de l'aide correspondant à la contribution du gouvernement du Québec sont établies par le ministère des Affaires municipales lors de l'analyse du projet en collaboration avec l'organisme ou le ministère commanditaires du projet. Elles sont décrites au protocole d'entente. Les modalités financières des projets dont l'aide est de 50 000 \$ et plus devront être soumises au Conseil du trésor, tandis que celles des projets dont l'aide financière est de 1 M\$ et plus devront être soumises au Conseil des ministres.

6.3 Financement à long terme

Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est versée sur 10 ans et que la municipalité réalise le projet sans recourir à un financement à long terme, le ministère pourra lui octroyer un coût de financement correspondant au taux des obligations du Québec, échéance 6 ans + 0.5 %, selon l'émission précédente la plus rapprochée de la date de réception de la réclamation finale par le ministère. Le premier versement sera effectué un an après la date de réception de la réclamation finale par le ministère.

Ce taux s'applique également à tous les autres bénéficiaires d'une aide financière dans le cadre du programme qui ne sont pas des municipalités.

7. DEMANDES DE REMBOURSEMENT

L'aide financière est versée sur présentation de demandes de remboursement de dépenses afférentes à la réalisation de travaux admissibles. Les demandes de remboursement doivent être accompagnées des documents exigés par le ministère démontrant que les dépenses réclamées ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation de travaux admissibles. Toutefois, une retenue effectuée par une municipalité après l'acceptation provisoire des travaux pourra être considérée comme une dépense ayant été payée.

L'aide financière est accordée en un ou plusieurs versements jusqu'à concurrence de 80 % du coût total des travaux admissibles selon l'état d'avancement des travaux réalisés. Le solde sera versé après que la vérification finale aura été complétée par le ministère.

8. VÉRIFICATION

Tous les projets réalisés dans le cadre du programme feront l'objet, avant le paiement final, d'une vérification.

Chaque municipalité ou organisme bénéficiant d'une aide, doit tenir des comptes et des registres appropriés et précis à l'égard de chaque projet qu'il réalise dans le cadre du programme. Ces comptes et registres doivent être rendus accessibles après en avoir reçu un préavis raisonnable du ministère des Affaires municipales.

Les comptes et registres relatifs à la réalisation d'un projet subventionné dans le cadre du programme doivent être tenus pour une période d'au moins trois ans après la réalisation des travaux, sous réserve d'autres dispositions légales afférentes.

9. PRÉSENTATION D'UN PROJET

Une municipalité ou organisme qui désire présenter un projet dans le cadre du programme doit faire parvenir au ministère des Affaires municipales un formulaire de demande d'aide financière dûment complété. Ce formulaire comprend entre autres la description des travaux, la justification de ces travaux et la ventilation des coûts. La municipalité doit aussi joindre à ce formulaire une résolution l'autorisant à présenter le projet.

Les municipalités et autres organismes auront jusqu'au 31 octobre 1998 pour faire parvenir leur demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales dans le cadre du programme.

10. APPROBATION DES PROJETS

Le ministère des Affaires municipales est responsable de la gestion et du suivi des volets 2 et 3 du programme. À cette fin, le processus d'approbation des projets relève de sa responsabilité.

Toutes les demandes d'aide financière doivent être acheminées au ministère des Affaires municipales qui verra à les analyser. Les projets retenus seront inscrits par le Ministère à la programmation de l'Entente Canada-Québec.

Les projets présentés dans le cadre du volet 3 du programme seront analysés par le ministère des Affaires municipales en collaboration avec le Secrétariat des Comités ministériels de coordination (Emploi et développement). Les analyses seront soumises pour approbation au Comité ministériel de l'Emploi et du développement économique.

11. PROTOCOLE D'ENTENTE

Tous les projets approuvés et inscrits à la programmation de l'Entente Canada-Québec feront l'objet d'un protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et la municipalité ou l'organisme concernés. Ce protocole comprendra notamment des modalités de versement de l'aide financière et la description des travaux reconnus admissibles.

12. FRAIS DE GESTION

Des frais de gestion de 2 450 000 \$ pourront être comptabilisés. À cet effet, un montant de coûts admissibles de 3 675 000 \$ pourra être déduit du volet 2.

13. DURÉE DU PROGRAMME

Le programme débute à la signature de l'entente pour la prolongation du programme «Travaux d'infrastructures Canada-Québec». Les travaux doivent être complétés au plus tard le 31 mars 1999.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, à la demande du Comité de gestion de l'Entente Canada-Québec du Programme d'infrastructures, le ministre fédéral responsable de l'Infrastructure et le ministre des Affaires municipales du Québec peuvent consentir à prolonger, au-delà du 31 mars 1999, la date limite de réalisation d'un projet approuvé qui ne peut être terminé avant cette date.

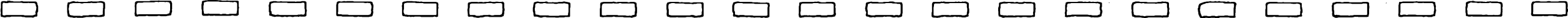
Infrastructures et équipements municipaux
1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Infrastructures - Québec	175 000 000.00 \$
	=====
	175 000 000.00 \$

SUBVENTIONS SPÉCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Beauport (Berges-neuves)	18 207.50 \$
Municipalité de Chertsey	33 000.00 \$
Conseil régional de développement de la Côte-Nord	100 000.00 \$
Ville de Farnham (Berges-neuves)	694.33 \$
ICURR - CIRUR (comité intergouvernemental de recherches urbaines et régionales)	60 000.00 \$
Ville de Québec	8 000 000.00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	16 014.00 \$
Ville de Sherbrooke (Berges-neuves)	13 373.08 \$
Société québécoise d'assainissement des eaux (Berges-neuves)	180 538.26 \$
	=====
	8 421 827.17 \$



CRÉATION D'EMPLOIS GASPÉSIE - ILES-DE-LA-MADELEINE

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
CONSEIL RÉGIONAL CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT DE GASPÉSIE ET DES ILES-DE-LA-MADELEINE	120 000.00 \$
	=====
	120 000.00 \$

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR880	NR880	Abitibi	TNO		9 275
AR870	NR870	Abitibi-Ouest	TNO		7 885
AR981	98030	Aguanish	M		79 747
AR920	92030	Albanel	M		186 034
AR070	07025	Albertville	M		18 995
AR850	85080	Angliers	VL		3 734
AR190	19037	Armagh	M		38 348
AR430	43015	Ascot	M		527 873
AR410	41055	Ascot Corner	M		53 535
AR500	50013	Aston-Jonction	M		7 292
AR290	29085	Aubert-Gallion	M		23 477
AR130	13045	Auclair	M		36 104
AR870	87050	Authier	M		18 997
AR870	87100	Authier-Nord	M		14 112
AR080	08080	Baie-des-Sables	M		30 009
AR981	98035	Baie-Johan-Beetz	M		7 315
AR150	15065	Baie-Sainte-Catherine	M		14 734
AR960	96005	Baie-Trinité	VL		44 944
AR880	88022	Barraute	M		169 787
AR850	85020	Béarn	M		40 348
AR860	86025	Beaudry	M		40 507
AR940	94100	Bégin	M		77 047
AR890	89050	Belcourt	M		32 495
AR860	86005	Bellecombe	M		15 678
AR850	85065	Belleterre	V		23 769
AR320	32010	Bernierville	VL		83 102
AR880	88070	Berry	M		23 156
AR130	13055	Biencourt	M		29 397
AR310	31085	Black Lake	V		253 306
AR999	98005	Blanc-Sablon	M		11 536
AR830	83085	Bois-Franc	M		15 988
AR050	05045	Bonaventure	V		83 559
AR999	98010	Bonne-Espérance	M		125 300
AR760	76043	Brownsburg-Chatham	M	1999-10-06	178 327
AR840	84025	Bryson	VL		24 968
AR130	13070	Cabano	V		70 774
AR860	86055	Cadillac	V		52 554
AR760	76050	Calumet	VL		20 557
AR840	84030	Campbell's Bay	VL		15 307
AR040	04045	Cap-Chat	V		329 276
AR370	37055	Cap-de-la-Madeleine	V		276 341
AR050	05060	Caplan	M		153 745
AR180	18045	Cap-Saint-Ignace	M		35 695
AR040	04050	Capucins	V		23 202
AR760	76010	Carillon	VL		4 980
AR060	06010	Carleton	V		62 644
AR050	05077	Cascapédia	M	1999-06-02	10 669
AR070	07018	Causapscal	V		297 289
AR880	88005	Champneuf	M		6 614
99999	99020	Chapais	V		504 699
AR360	36005	Charette	M		6 264
AR210	21035	Château-Richer	V		65 070
AR870	87095	Chazel	M		18 858
AR800	80103	Chénéville	M		5 469
99999	99025	Chibougamau	V		292 883
AR960	96035	Chute-aux-Outardes	VL		232 238
AR860	86065	Cléricky	M		2 018
AR870	87110	Clermont	CT		23 531
AR870	87075	Clerval	M		9 175
AR030	03010	Cloridorme	CT		143 103
AR860	86015	Cloutier	M		11 818
AR950	95050	Colombier	M		106 079
AR870	87065	Colombourg	M		20 575
AR410	41045	Cookshire	V		12 616

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR999	98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M		140 222
AR400	40047	Danville	V	1999-03-17	237 587
AR390	39155	Daveluyville	M		24 766
AR130	13005	Dégelis	V		132 499
AR830	83070	Déléage	M		67 743
AR930	93050	Delisle	M		284 903
AR930	93005	Desbiens	V		91 217
AR860	86080	Destor	M		6 509
AR310	31015	Disraeli	V		147 992
AR330	33040	Dosquet	M		30 933
AR890	89020	Dubuisson	M		3 319
AR870	87005	Duparquet	V		33 916
AR870	87085	Dupuy	M		76 181
AR490	49015	Durham-Sud	M		3 213
AR410	41060	East Angus	V		212 390
AR310	31122	East Broughton	M		228 338
AR830	83075	Egan-Sud	M		1 233
AR060	06025	Escuminac	M		23 748
AR100	10005	Esprit-Saint	M		26 820
AR860	86035	Évain	M		169 586
AR010	01025	Fatima	M		299 746
AR940	94020	Ferland-et-Boilleau	M		23 266
AR790	79097	Ferme-Neuve	M		51 477
AR950	95045	Forestville	V		287 715
AR840	84060	Fort-Coulonge	VL		168 823
AR960	96015	Franquelin	M		38 944
AR850	85055	Fugèreville	M		9 789
AR870	87020	Gallichan	M		13 462
AR971	97015	Gallix	M		22 932
AR920	92055	Girardville	M		93 896
AR960	96010	Godbout	VL		1 755
AR830	83030	Gracefield	VL		7 313
AR010	01035	Grande-Entrée	M		114 088
AR020	02015	Grande-Rivière	V		333 665
AR950	95015	Grandes-Bergeronnes	VL		46 777
AR030	03020	Grande-Vallée	P		161 514
AR999	98014	Gros-Mécatina	M		59 494
AR080	08015	Grosses-Roches	M		27 068
AR850	85095	Guérin	CT		8 201
AR390	39010	Ham-Nord	CT		22 738
AR010	01030	Havre-aux-Maisons	M		187 509
AR981	98040	Havre-Saint-Pierre	M		4 888
AR930	93020	Hébertville	M		109 445
AR930	93025	Hébertville-Station	VL		157 234
AR560	56040	Henryville	VL		14 470
AR350	35035	Hérouxville	P		35 685
AR050	05025	Hope	CT		49 291
AR050	05020	Hope Town	M		14 561
AR690	69025	Howick	VL		17 050
AR780	78065	Huberdeau	M		1 028
AR690	69055	Huntingdon	V		119 575
AR420	42070	Kingsbury	VL		7 507
AR880	88030	La Corne	M		15 073
AR900	90020	La Croche	CT		12 466
AR910	91050	La Doré	P		122 280
AR190	19090	La Durantaye	P		3 857
AR290	29030	La Guadeloupe	VL		50 363
AR040	04030	La Martre	M		59 925
AR880	88015	La Morandière	M		22 520
AR880	88045	La Motte	M		13 607
AR090	09005	La Rédemption	P		46 251
AR870	87080	La Reine	M		46 242
AR100	10010	La Trinité-des-Monts	P		9 589
AR930	93055	Labrecque	M		95 791

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR360	36045	Lac-à-la-Tortue	M		98 032
AR070	07057	Lac-au-Saumon	M		102 257
AR910	91005	Lac-Bouchette	M		65 150
AR130	13060	Lac-des-Aigles	M		53 526
AR790	79075	Lac-des-Écorces	VL		90 875
AR280	28050	Lac-Étchemin	V		58 420
AR180	18010	Lac-Frontière	M		3 354
AR560	56020	Lacolle	VL		21 795
AR230	23040	Lac-Saint-Charles	V		143 473
AR850	85070	Laforce	M		33 228
AR930	93060	Lamarche	M		56 188
AR880	88035	Landrienne	CT		65 299
AR940	94010	L'Anse-Saint-Jean	M		28 760
AR940	94080	Larouche	P		41 260
AR930	93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P		147 394
AR060	06060	L'Ascension-de-Patapédia	M		12 938
AR940	94045	Laterrière	V		26 902
AR850	85060	Latulipe-et-Gaboury	CU		4 728
AR880	88080	Launay	CT		11 181
AR320	32072	Laurierville	M		20 578
AR490	49025	L'Avenir	M		339
AR850	85050	Laverlochère	P		14 007
AR420	42045	Lawrenceville	VL		15 201
AR100	10065	Le Bic	M		69 238
AR330	33125	Leclercville	VL		12 299
AR490	49020	Lefebvre	M		15 172
AR130	13050	Lejeune	M		29 653
AR380	38020	Lemieux	M		9 584
AR600	60035	L'Épiphanie	V		187 713
AR090	09045	Les Boules	M		23 991
AR710	71033	Les Coteaux	M		45 360
AR950	95025	Les Escoumins	M		93 792
AR090	09015	Les Hauteurs	M		31 079
AR080	08005	Les Méchins	M		66 404
AR010	01015	L'Étang-du-Nord	M		112 375
AR010	01005	L'Île-d'Entrée	VL		16 770
AR010	01010	L'Île-du-Havre-Aubert	M		163 578
AR170	17080	L'Islet-sur-Mer	M		22 187
AR120	12040	L'Isle-Verte	VL		50 348
AR981	98045	Longue-Pointe-de-Mingan	M		69 167
AR950	95032	Longue-Rive	M		182 578
AR230	23045	Loretteville	V		57 830
AR850	85037	Lorrainville	M		49 013
AR090	09090	Luceville	VL		83 120
AR320	32065	Lyster	M		536
AR870	87055	Macamic	V		105 691
AR870	87060	Macamic	P		19 008
AR390	39165	Maddington	CT		16 327
AR890	89015	Malartic	V		393 651
AR830	83065	Maniwaki	V		213 114
AR380	38028	Manseau	M		39 541
AR700	70020	Maple Grove	V		34 839
AR060	06005	Maria	M		34 118
AR040	04025	Marsoui	VL		80 458
AR440	44060	Martinville	M		6 262
AR510	51005	Maskinongé	VL		16 353
AR530	53010	Massueville	VL		24 076
99999	99015	Matagami	V		238 438
AR860	86050	McWatters	M		8 522
AR420	42080	Melbourne	VL		26 975
AR930	93012	Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	V	1999-01-06	117 144
AR850	85075	Moffet	M		1 222
AR971	97005	Moisie	V		71 928
AR860	86060	Mont-Brun	M		26 091

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR140	14005	Mont-Carmel	M		50 312
AR830	83080	Montcerf	M		23 608
AR100	10020	Mont-Lebel	M		10 089
AR790	79110	Mont-Saint-Michel	M		5 895
AR040	04015	Mont-Saint-Pierre	VL		33 277
AR800	80110	Namur	M		16 886
AR300	30045	Nantes	M		23 961
AR981	98025	Natashquan	CT		73 427
AR190	19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P		1 680
AR850	85100	Nédélec	CT		20 588
AR050	05040	New Carlisle	M		36 939
AR750	75025	New Glasgow	VL		7 480
AR020	02040	Newport	M		220 860
AR500	50070	Nicolet	V		81 436
AR390	39045	Norbertville	VL		7 777
AR920	92040	Normandin	V		224 628
AR870	87115	Normétal	M		191 486
AR390	39015	Notre-Dame-de-Ham	M		28 364
AR920	92060	Notre-Dame-de-Lorette	M		21 748
AR320	32080	Notre-Dame-de-Lourdes	P		22 260
AR610	61045	Notre-Dame-de-Lourdes	P		22 554
AR500	50115	Notre-Dame-de-Pierreville	P		21 487
AR340	34045	Notre-Dame-de-Portneuf	P		50 431
AR150	15025	Notre-Dame-des-Monts	M		68 339
AR290	29120	Notre-Dame-des-Pins	P		17 750
AR490	49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL		6 105
AR130	13035	Notre-Dame-du-Lac	V		100 890
AR360	36040	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P		150 659
AR850	85090	Notre-Dame-du-Nord	M		12 800
AR180	18040	Notre-Dame-du-Rosaire	M		4 619
AR060	06020	Nouvelle	M		121 369
AR450	45065	Omerville	VL		99 068
AR690	69035	Ormstown	VL		5 770
AR020	02025	Pabos	M		43 728
AR020	02035	Pabos Mills	M		156 231
AR130	13015	Packington	P		24 408
AR090	09040	Padoue	M		12 548
AR870	87025	Palmarolle	M		79 840
AR900	90030	Parent	VL		26 187
AR050	05032	Paspébiac	V		190 657
AR020	02005	Percé	V		336 043
AR030	03015	Petite-Vallée	M		55 342
AR080	08050	Petit-Matane	M		52 850
AR940	94005	Petit-Saguenay	M		81 426
AR500	50105	Pierreville	VL		53 645
AR800	80045	Plaisance	M		10 467
AR320	32045	Plessisville	P		39 836
AR130	13095	Pohénégamook	V		145 305
AR060	06030	Pointe-à-la-Croix	M		106 260
AR100	10035	Pointe-au-Père	V		132 911
AR720	72020	Pointe-Calumet	M		63 452
AR960	96025	Pointe-Lebel	VL		10 986
AR310	31110	Pontbriand	M		19 520
AR840	84020	Portage-du-Fort	VL		13 542
AR020	02050	Port-Daniel	M		212 722
AR870	87035	Poularies	M		42 765
AR090	09065	Price	VL		158 922
AR320	32030	Princeville	V		214 943
AR960	96040	Ragueneau	P		195 566
AR870	87010	Rapide-Danseur	M		6 863
AR850	85105	Rémigny	M		15 752
AR420	42105	Richmond	V		132 973
AR100	10040	Rimouski-Est	VL		76 546
AR800	80075	Ripon	VL		29 169

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR060	06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT		1 811
AR040	04020	Rivière-à-Claude	M		9 170
AR981	98055	Rivière-au-Tonnerre	M		58 146
AR130	13025	Rivière-Bleue	M		90 780
AR940	94015	Rivière-Éternité	M		31 149
AR890	89010	Rivière-Héva	M		18 544
AR971	97025	Rivière-Pentecôte	M		66 847
AR981	98050	Rivière-Saint-Jean	M		62 865
AR310	31115	Robertsonville	VL		47 760
AR880	88010	Rochebaucourt	M		37 573
AR860	86010	Rollet	M		18 224
AR870	87015	Roquemaure	M		29 944
AR480	48010	Roxton Falls	VL		36 187
AR950	95010	Sacré-Coeur	M		145 157
AR170	17015	Saint-Adalbert	M		34 950
AR080	08030	Saint-Adelme	P		31 539
AR350	35015	Saint-Adelphe	P		2 298
AR400	40010	Saint-Adrien	M		10 515
AR330	33045	Saint-Agapit	M		55 001
AR390	39085	Saint-Albert	M		9 068
AR140	14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M		42 467
AR070	07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	P		21 674
AR060	06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	P		48 256
AR270	27015	Saint-Alfred	M		1 431
AR050	05065	Saint-Alphonse	M		48 118
AR940	94090	Saint-Ambroise	M		402 404
AR100	10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	P		119 086
AR140	14040	Saint-André	M		10 304
AR060	06040	Saint-André-de-Restigouche	M		13 843
AR910	91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL		34 635
AR120	12015	Saint-Antonin	P		117 572
AR120	12065	Saint-Arsène	P		31 972
AR130	13100	Saint-Athanase	M		18 877
AR920	92005	Saint-Augustin	P		49 673
AR999	98012	Saint-Augustin	M		57 562
AR510	51025	Saint-Barnabé	P		21 577
AR520	52055	Saint-Barthélemy	P		779
AR280	28025	Saint-Benjamin	M		29 724
AR360	36020	Saint-Boniface-de-Shawinigan	VL		148 026
AR930	93030	Saint-Bruno	M		136 734
AR850	85045	Saint-Bruno-de-Guigues	M		4 381
AR630	63055	Saint-Calixte	M		8 615
AR280	28070	Saint-Camille-de-Lellis	P		30 757
AR340	34075	Saint-Casimir	M		41 520
AR340	34080	Saint-Casimir	P		1 030
AR500	50030	Saint-Célestin	VL		17 294
AR940	94085	Saint-Charles-de-Bourget	M		49 263
AR090	09010	Saint-Charles-Garnier	P		42 466
AR390	39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	P		30 667
AR690	69017	Saint-Chrysostome	M	1999-09-29	36 056
AR110	11005	Saint-Clément	P		58 382
AR070	07090	Saint-Cléophas	P		29 712
AR520	52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	M		3 115
AR290	29057	Saint-Côme-Linière	M		99 989
AR120	12005	Saint-Cyprien	M		50 264
AR280	28040	Saint-Cyprien	P		14 045
AR170	17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	P		1 231
AR490	49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	M		103 412
AR070	07105	Saint-Damase	P		21 062
AR170	17040	Saint-Damase-de-L'Islet	M		11 307
AR190	19030	Saint-Damien-de-Buckland	P		6 206
AR880	88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	M		31 552
AR090	09030	Saint-Donat	P		844
AR320	33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	1999-02-03	26 578

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

99

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR150	15020	Sainte-Agnès	P		36 434
AR090	09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	M		74 491
AR510	51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	M		3 724
AR210	21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	V		42 118
AR370	37005	Sainte-Anne-de-la-Pérade	M		28 918
AR140	14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P		21 577
AR950	95040	Sainte-Anne-de-Portneuf	M		131 325
AR040	04040	Sainte-Anne-des-Monts	M		42 350
AR530	53065	Sainte-Anne-de-Sorel	P		15 492
AR390	39150	Sainte-Anne-du-Sault	P		36 109
AR180	18025	Sainte-Apolline-de-Patton	P		23 389
AR100	10055	Sainte-Blandine	P		85 218
AR220	22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	M		109 815
AR380	38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	P		3 551
AR390	39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	M		238
AR920	92050	Saint-Edmond	M		67 726
AR850	85015	Saint-Édouard-de-Fabre	P		5 517
AR510	51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	M		8 582
AR180	18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M		22 732
AR080	08023	Sainte-Félicité	M		80 280
AR170	17025	Sainte-Félicité	M		41 687
AR090	09085	Sainte-Flavie	P		4 048
AR070	07010	Sainte-Florence	M		32 651
AR110	11030	Sainte-Françoise	P		34 551
AR380	38035	Sainte-Françoise	M		5 216
AR660	66135	Sainte-Geneviève	V		44 366
AR870	87030	Sainte-Germaine-Boulé	M		79 425
AR880	88085	Sainte-Gertrude-Manneville	M		32 312
AR910	91030	Sainte-Hedwidge	M		45 266
AR140	14025	Sainte-Hélène	P		45 233
AR250	25015	Sainte-Hélène-de-Breakeyville	P		76 187
AR870	87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P		16 404
AR070	07040	Sainte-Irène	P		2 577
AR090	09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	P		12 718
AR920	92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	VL		58 297
AR280	28045	Sainte-Justine	M		72 927
AR110	11035	Saint-Éloi	P		11 060
AR170	17060	Sainte-Louise	P		27 756
AR180	18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	M		38 203
AR050	05050	Saint-Elzéar	M		31 666
AR130	13085	Saint-Elzéar	M		13 453
AR540	54025	Sainte-Madeleine	VL		9 275
AR070	07005	Sainte-Marguerite	M		10 457
AR630	63005	Sainte-Marie-Salomé	P		3 080
AR370	37050	Sainte-Marthe-du-Cap	V		198 399
AR930	93075	Sainte-Monique	M		9 170
AR100	10050	Sainte-Odile-sur-Rimouski	P		28 087
AR170	17030	Sainte-Perpétue	M		132 519
AR290	29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	M		43 929
AR120	12030	Saint-Épiphane	M		71 615
AR110	11015	Sainte-Rita	M		13 857
AR540	54080	Sainte-Rosalie	V		5 653
AR280	28030	Sainte-Rose-de-Watford	M		29 719
AR280	28065	Sainte-Sabine	P		18 062
AR380	38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	P		18 523
AR320	32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	M		1 664
AR350	35050	Sainte-Thècle	M		65 877
AR020	02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M		105 881
AR250	25010	Saint-Étienne-de-Lauzon	M		62 520
AR370	37080	Saint-Étienne-des-Grès	P		133 193
AR170	17050	Saint-Eugène	P		41 985
AR920	92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	M		65 321
AR510	51040	Sainte-Ursule	P		5 038
AR130	13030	Saint-Eusèbe	P		29 866

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR100	10070	Saint-Fabien	P		40 042
AR180	18015	Saint-Fabien-de-Panet	P		63 485
AR880	88060	Saint-Félix-de-Dalquier	M		62 926
AR150	15050	Saint-Fidèle	M		17 324
AR330	33050	Saint-Flavien	VL		30 486
AR060	06055	Saint-François-d'Assise	P		68 521
AR020	02020	Saint-François-de-Pabos	M		86 554
AR910	91015	Saint-François-de-Sales	M		61 703
AR500	50128	Saint-François-du-Lac	M		41 874
AR420	42020	Saint-François-Xavier-Brompton	P		48 762
AR120	12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	M		15 441
AR270	27065	Saint-Frédéric	P		18 148
AR940	94035	Saint-Fulgence	M		86 995
AR520	52080	Saint-Gabriel	V		127 258
AR090	09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	M		79 084
AR140	14075	Saint-Gabriel-Lalemant	M		63 664
AR290	29010	Saint-Gédéon-de-Beauce	M		36 508
AR360	36050	Saint-Georges	VL		261 634
AR120	12055	Saint-Georges-de-Cacouna	VL		11 691
AR290	29070	Saint-Georges-Est	P		44 669
AR410	41095	Saint-Gérard	VL		1 433
AR360	36060	Saint-Gérard-des-Laurentides	P		71 086
AR140	14045	Saint-Germain	P		1 675
AR490	49048	Saint-Germain-de-Grantham	M		5 766
AR340	34060	Saint-Gilbert	P		2 747
AR050	05015	Saint-Godefroi	CT		22 690
AR420	42085	Saint-Grégoire-de-Greenlay	VL		30 717
AR160	16050	Saint-Hilarion	P		31 885
AR940	94060	Saint-Honoré	M		167 510
AR130	13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	M		54 524
AR120	12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M		32 349
AR520	52045	Saint-Ignace-de-Loyola	P		10 928
AR260	26063	Saint-Isidore	M		4 924
AR330	33065	Saint-Janvier-de-Joly	M		25 844
AR090	09080	Saint-Jean-Baptiste	M		22 688
AR080	08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	P		27 654
AR110	11010	Saint-Jean-de-Dieu	M		129 657
AR130	13010	Saint-Jean-de-la-Lande	M		7 908
AR290	29090	Saint-Jean-de-la-Lande	P		16 769
AR080	08060	Saint-Jérôme-de-Matane	P		10 348
AR210	21020	Saint-Joachim	P		11 569
AR270	27043	Saint-Joseph-de-Beauce	V	1999-01-27	26 296
AR140	14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	P		4 739
AR520	52015	Saint-Joseph-de-Lanoraie	P		19 900
AR090	09070	Saint-Joseph-de-Lepage	P		2 411
AR310	31035	Saint-Julien	P		1 189
AR180	18005	Saint-Just-de-Bretenières	M		32 404
AR130	13040	Saint-Juste-du-Lac	M		30 836
AR870	87120	Saint-Lambert	P		27 337
AR190	19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	M		20 253
AR080	08065	Saint-Léandre	P		6 196
AR500	50042	Saint-Léonard-d'Aston	M		27 128
AR190	19020	Saint-Léon-de-Standon	P		21 439
AR070	07030	Saint-Léon-le-Grand	P		59 691
AR390	39170	Saint-Louis-de-Blandford	P		11 242
AR370	37060	Saint-Louis-de-France	V		212 808
AR280	28035	Saint-Louis-de-Gonzague	M		6 583
AR130	13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P		68 623
AR280	28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	M		4 688
AR080	08045	Saint-Luc-de-Matane	M		23 171
AR370	37035	Saint-Luc-de-Vincennes	M		16 485
AR300	30072	Saint-Ludger	M		5 991
AR930	93080	Saint-Ludger-de-Milot	M		51 202
AR280	28075	Saint-Magloire	M		26 499

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

101

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR440	44003	Saint-Malo	M		8 721
AR880	88040	Saint-Marc-de-Figuery	P		9 350
AR130	13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	P		23 604
AR170	17020	Saint-Marcel	M		18 128
AR290	29045	Saint-Martin	P		100 813
AR880	88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	M		14 344
AR370	37045	Saint-Maurice	P		71 238
AR040	04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M		180 585
AR110	11025	Saint-Médard	M		18 118
AR130	13065	Saint-Michel-du-Squatec	P		77 551
AR120	12020	Saint-Modeste	P		3 701
AR070	07095	Saint-Moïse	P		28 635
AR370	37040	Saint-Narcisse	P		42 333
AR100	10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	P		36 234
AR930	93045	Saint-Nazaire	M		111 993
AR190	19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	P		3 041
AR190	19045	Saint-Nérée	P		14 994
AR070	07100	Saint-Noël	VL		75 519
AR090	09055	Saint-Octave-de-Métis	P		49 429
AR270	27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P		30 424
AR060	06015	Saint-Omer	P		50 074
AR170	17005	Saint-Omer	M		16 936
AR140	14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	P		16 480
AR140	14070	Saint-Pacôme	M		102 965
AR170	17010	Saint-Pamphile	V		171 983
AR140	14015	Saint-Pascal	V		48 449
AR140	14020	Saint-Pascal	M		23 644
AR610	61005	Saint-Paul	M		31 859
AR120	12035	Saint-Paul-de-la-Croix	P		24 378
AR180	18030	Saint-Paul-de-Montminy	M		8 048
AR510	51060	Saint-Paulin	M		8 273
AR290	29065	Saint-Philibert	M		3 235
AR140	14060	Saint-Philippe-de-Néri	P		41 318
AR660	66050	Saint-Pierre	V		140 193
AR130	13075	Saint-Pierre-de-Lamy	M		4 542
AR910	91035	Saint-Prime	M		140 274
AR280	28020	Saint-Prosper	M		234 431
AR190	19082	Saint-Raphaël	M		50 892
AR250	25035	Saint-Rédempteur	V		54 146
AR290	29050	Saint-René	P		13 343
AR080	08035	Saint-René-de-Matane	M		71 675
AR530	53020	Saint-Robert	P		22 409
AR300	30070	Saint-Robert-Bellarmin	M		11 137
AR390	39130	Saint-Samuel	P		12 715
AR350	35020	Saint-Séverin	P		3 891
AR050	05055	Saint-Siméon	P		94 081
AR150	15055	Saint-Siméon	VL		63 642
AR110	11055	Saint-Simon	P		9 950
AR800	80070	Saint-Sixte	M		223
AR370	37015	Saint-Stanislas	M		13 380
AR920	92070	Saint-Stanislas	M		27 116
AR070	07070	Saint-Tharcisius	P		35 618
AR480	48045	Saint-Théodore-d'Acton	P		17 955
AR920	92045	Saint-Thomas-Didyme	M		38 519
AR350	35027	Saint-Tite	V	1998-12-23	36 279
AR080	08070	Saint-Ulric	VL		61 305
AR160	16055	Saint-Urbain	P		31 926
AR390	39135	Saint-Valère	M		12 929
AR100	10060	Saint-Valérien	P		19 430
AR070	07075	Saint-Vianney	M		55 416
AR500	50023	Saint-Wenceslas	M		2 002
AR280	28005	Saint-Zacharie	M		92 933
AR070	07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P		16 623
AR410	41040	Sawyerville	VL		37 613

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Péréquation 1999

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Montant
AR070	07085	Sayabec	M		95 303
AR972	97040	Schefferville	M		89 678
AR410	41080	Scotstown	V		95 990
AR890	89040	Senneterre	V		254 142
AR890	89045	Senneterre	P		25 483
AR220	22020	Shannon	M		25 958
AR290	29035	Shenley	CT		55 659
AR050	05010	Shigawake	M		17 925
AR940	94065	Shipshaw	M		107 260
AR450	45008	Stanstead	V		140 501
AR220	22005	Ste-Catherine-Jacques-Cartier	M		47 715
AR020	02045	Ste-Germaine-l'Anse-aux-Gascons	P		120 708
AR040	04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	M		47 492
AR250	25005	St-Lambert-de-Lauzon	P		80 795
AR890	89025	Sullivan	M		107 679
AR870	87040	Taschereau	VL		70 488
AR870	87045	Taschereau	M		37 645
AR310	31080	Thetford-Partie-Sud	CT		58 009
AR040	04035	Tourelle	M		217 069
AR170	17035	Tourville	M		99 991
AR880	88075	Trécesson	CT		26 976
AR940	94055	Tremblay	CT		279 792
AR270	27060	Tring-Jonction	VL		52 693
AR110	11040	Trois-Pistoles	V		282 281
AR330	33070	Val-Alain	M		11 470
AR790	79070	Val-Barrette	VL		36 807
AR070	07080	Val-Brillant	M		67 013
AR890	NR890	Vallée-de-l'Or	TNO		16 091
AR260	26015	Vallée-Jonction	M		36 224
AR870	87105	Val-Saint-Gilles	M		12 686
AR890	89035	Val-Senneville	M		72 886
AR890	89030	Vassan	M		29 889
AR320	32085	Villeroy	M		6 643
AR470	47030	Warden	VL		10 226
AR390	39075	Warwick	V		24 255
AR470	47025	Waterloo	V		148 551
AR410	41097	Weedon	M		17 939
AR410	41065	Westbury	CT		6 166
AR400	40017	Wotton	M		44 650
AR530	53075	Yamaska	VL		8 071
AR530	53070	Yamaska-Est	VL		12 877

Total

32 722 136

Nombre de municipalités: **553**

**Règlement sur le régime de péréqua-
tion**

Loi sur la fiscalité municipale
(L.R.Q., c. F-2.1, a. 262, par. 7°; 1991, c. 32, a.
153 et a. 318)

(Décret 1087-92 du 22 juillet 1992; après
refonte: R.R.Q., c. F-2.1, r. 9.001)

**SECTION 1
RÉGIME DE PÉRÉQUATION**

1. Est établi un régime de péréquation en vertu
duquel le gouvernement paie une somme, appe-
lée «montant de péréquation», à toute municipa-
lité locale dont la richesse foncière uniformisée
par habitant est inférieure à tout ou partie de la
médiane de telles richesses des municipalités
locales de sa catégorie.

2. On détermine les municipalités admissibles
au régime de péréquation, pour un exercice
financier, en effectuant consécutivement les opé-
rations prévues à la section 2.

On calcule le montant de péréquation payable
à chaque municipalité admissible, pour
l'exercice, en effectuant consécutivement les opé-
rations prévues à la section 3.

3. Sauf indication contraire, dans le cas où le
résultat d'un calcul prévu par le présent règle-
ment est un nombre décimal, sa partie décimale
est supprimée et, lorsque la première décimale
aurait été un chiffre supérieur à 4, sa partie
entière est majorée de 1.

Dans le cas où une disposition du présent
règlement prévoit que le nombre résultant d'un
calcul doit comporter un certain nombre de déci-
males, la dernière de celles-ci est majorée de 1
lorsque la suivante aurait été un chiffre supé-
rieur à 4.

**SECTION 2
DÉTERMINATION DES MUNICIPALITÉS
ADMISSIBLES**

§ 1. *Richesse foncière uniformisée par habitant
de la municipalité*

**Regulation respecting the equalization
scheme**

An Act respecting municipal taxation
(R.S.Q., c. F-2.1, s. 262, par. 7; 1991, c. 32, ss.
153 ans 318)

(O.C. 1087-92 of 22 July 1992; after consolida-
tion: R.R.Q., c. F-2.1, r. 9.001)

**DIVISION 1
EQUALIZATION SCHEME**

1. An equalization scheme is hereby established
under which the Government shall pay a sum,
called "equalization amount", to any local munic-
ipality whose standardized real estate value per
inhabitant is less than all or part of the median
of such values for the local municipalities in its
category.

2. The municipalities eligible for the equaliza-
tion scheme shall be determined for a fiscal peri-
od by consecutively performing the operations
provided for in Division 2.

The equalization amount payable to each eligi-
ble municipality shall be computed for the fiscal
period by consecutively performing the opera-
tions provided for in Division 3.

3. Unless otherwise indicated, where the result
of a computation provided for in this Regulation
is a decimal number, the decimal part of the
number shall be dropped and, where the first
decimal would have been a figure greater than 4,
the whole number shall be increased by 1.

Where this Regulation provides that the num-
ber resulting from a computation must comprise
a certain number of decimals, the last of those
decimals shall be increased by 1 where the fol-
lowing decimal would have been a figure greater
than 4.

**DIVISION 2
DETERMINATION OF ELIGIBLE MUNICI-
PALITIES**

§ 1. *Standardized real estate value per inhab-
itant of the municipality*

4. La première opération à effectuer pour déterminer si une municipalité est admissible au régime de péréquation pour un exercice financier est l'établissement de la richesse foncière uniformisée par habitant de la municipalité.

À cette fin, on divise par la population de la municipalité, au 1^{er} janvier de l'exercice, sa richesse foncière uniformisée pour le deuxième exercice précédent. Le quotient ainsi obtenu doit comporter deux décimales.

5. La richesse foncière uniformisée de la municipalité est la somme des valeurs suivantes:

- 1° les valeurs imposables uniformisées;
- 2° les valeurs non imposables uniformisées des immeubles visés au premier alinéa de l'article 208 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1);
- 3° les valeurs non imposables uniformisées des immeubles qui sont visés à l'article 210 de la loi et à l'égard desquels une somme tenant lieu des taxes foncières municipales doit être versée;
- 4° les valeurs non imposables uniformisées des immeubles visés au premier alinéa de l'article 255 de la loi;
- 5° la partie, calculée conformément à l'article 7 du présent règlement, des valeurs non imposables uniformisées des immeubles qui sont visés au paragraphe 1.1° de l'article 204 de la loi et à l'égard desquels une somme tenant lieu des taxes foncières municipales doit être versée;
- 6° les valeurs non imposables uniformisées des immeubles qui sont des biens culturels classés et qui sont visés à l'article 33 de la *Loi sur les biens culturels* (L.R.Q., c. B-4);
- 7° dans le cas des immeubles visés au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, 80 % de leurs valeurs non imposables uniformisées;
- 8° dans le cas des immeubles visés au quatrième alinéa de l'article 255 de la loi, 25 % de leurs valeurs non imposables uniformisées;
- 9° la valeur qui résulte de la capitalisation, selon le taux global de taxation uniformisé de la

4. The first operation to be performed to determine whether a municipality is eligible for the equalization scheme for a fiscal period is to establish the standardized real estate value per inhabitant of the municipality.

For that purpose, the municipality's standardized real estate value for the fiscal period preceding the previous fiscal period shall be divided by its population on 1 January of the current fiscal period. The quotient thereby obtained shall comprise two decimals.

5. The municipality's standardized real estate value is the sum of the following values:

- (1) the standardized taxable values;
- (2) the standardized non-taxable values of the immovables contemplated in section 208 of the *Act respecting municipal taxation* (R.S.Q., c. F-2.1);
- (3) the standardized non-taxable values of the immovables contemplated in section 210 of the Act and in respect of which a sum in lieu of municipal real estate taxes must be paid;
- (4) the standardized non-taxable values of the immovables contemplated in section 255 of the Act;
- (5) the part, computed under section 7 of this Regulation, of the standardized non-taxable values of the immovables contemplated in paragraph 1.1 of section 204 of the Act and in respect of which a sum in lieu of municipal real estate taxes must be paid;
- (6) the standardized non-taxable values of immovables that are classified cultural property and are contemplated in section 33 of the *Cultural Property Act* (R.S.Q., c. B-4);
- (7) in the case of immovables contemplated in the second or third paragraph of section 255 of the Act, 80 % of their standardized non-taxable values;
- (8) in the case of immovables contemplated in the fourth paragraph of section 255 of the Act, 25 % of their standardized non-taxable values;
- (9) the value resulting from the capitalization, according to the municipality's standardized

municipalité établi conformément aux articles 8 et 9 du présent règlement, des recettes de la municipalité provenant de l'application de l'article 222 de la loi pour l'exercice financier pour lequel la richesse foncière uniformisée est établie.

6. Pour l'application des paragraphes 1° à 8° de l'article 5, on obtient la valeur imposable ou non imposable uniformisée d'un immeuble en multipliant sa valeur imposable ou non imposable inscrite au rôle d'évaluation foncière de la municipalité par le facteur établi pour ce rôle conformément à l'article 264 de la loi.

La valeur inscrite est établie en fonction de l'état du rôle au 1^{er} janvier de l'exercice financier pour lequel la richesse foncière uniformisée est établie, compte tenu des modifications prenant effet à cette date ou à une date antérieure qui sont effectuées avant la fin de l'exercice. Le greffier de la municipalité atteste, dans un certificat qu'il dresse après la fin de l'exercice, le total des valeurs ainsi établies qui sont visées à chaque paragraphe de l'article 5.

On doit également tenir compte, le cas échéant, de toutes les modifications au rôle qui prennent effet au 1^{er} janvier de l'exercice pour lequel la richesse foncière uniformisée est établie ou à une date antérieure, qui sont effectuées après la fin de cet exercice et qui sont portées à la connaissance du ministre des Affaires municipales, par la municipalité, avant le 1^{er} février de l'exercice pour lequel la richesse foncière uniformisée touchée par ces modifications sert à déterminer si la municipalité est admissible au régime de péréquation.

7. Pour l'application du paragraphe 5° de l'article 5, on utilise la partie de la valeur non imposable uniformisée d'un immeuble visé à ce paragraphe qui correspond au pourcentage que représente la somme versée à son égard pour tenir lieu des taxes foncières municipales, pour le dernier exercice financier pour lequel le versement est terminé avant la confection du certificat prévu au deuxième alinéa de l'article 6, par rapport au montant total de ces taxes qui aurait été

aggregate taxation rate established under sections 8 and 9 of this Regulation, of the municipality's revenues derived from the application of section 222 of the Act for the fiscal period for which the standardized real estate value is established.

6. For the purposes of paragraphs 1 to 8 of section 5, the standardized taxable or non-taxable value of an immovable is obtained by multiplying its taxable or non-taxable value entered on the municipality's real estate assessment roll by the factor established for that roll under section 264 of the Act.

The value entered is established based on the state of the roll on 1 January of the fiscal period for which the standardized real estate value is established, taking into account the alterations taking effect on that date or on an earlier date that are made before the end of the fiscal period. The clerk of the municipality shall attest, in a certificate that he draws up after the end of the fiscal period, the total of the values thereby established that are contemplated in each paragraph of section 5.

Also to be taken into account, where applicable, are all amendments to the roll that take effect on 1 January of the fiscal period for which the standardized real estate value is established, or on an earlier date, that are carried out after the end of that fiscal period and that are brought to the attention of the Minister of Municipal Affairs by the municipality before 1 February of the fiscal period for which the standardized real estate value affected by those amendments is used to determine whether the municipality is eligible for the equalization scheme.

7. For the purposes of paragraph 5 of section 5, the part of the standardized non-taxable value of an immovable contemplated in that paragraph that corresponds to the percentage represented by the sum paid in its respect to stand in lieu of municipal real estate taxes for the last fiscal period for which payment is completed before the drawing up of the certificate provided for in the second paragraph of section 6, compared to the total amount of those taxes that would have been

payable à son égard, pour l'exercice, s'il avait été imposable.

8. Pour l'application du paragraphe 9° de l'article 5, le taux global de taxation uniformisé de la municipalité, pour l'exercice financier pour lequel la richesse foncière uniformisée est établie, est le quotient que l'on obtient en divisant le total de ses recettes pour l'exercice, prises en considération conformément à l'article 9, par le total des valeurs imposables uniformisées établies conformément à l'article 6.

Le quotient qui résulte de la division prévue au premier alinéa doit comporter six décimales.

9. Sont considérées, aux fins du calcul du taux global de taxation uniformisé, les recettes qui proviennent:

1° des taxes foncières qui sont imposées par la municipalité pour l'exercice financier visé et qui sont prélevées au cours de celui-ci;

2° des taxes non foncières, compensations et modes de tarification qui sont imposés à toute personne par la municipalité pour l'exercice visé, en raison du fait que cette personne est le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble, et qui sont prélevés au cours de l'exercice.

Toutefois, n'est pas considérée la partie de telles recettes qui fait l'objet d'un autre crédit que l'escompte accordé pour un paiement fait avant l'échéance.

Ne sont pas non plus considérées les recettes qui proviennent:

1° de la taxe d'affaires;

2° de la surtaxe ou de la taxe sur les immeubles non résidentiels;

3° de toute taxe foncière payable en vertu du premier alinéa de l'article 208 de la *Loi sur la fiscalité municipale*;

4° de toute taxe foncière payable en vertu de l'article 553 de la loi;

5° de toute taxe non foncière, compensation ou mode de tarification payable en vertu du premier alinéa de l'article 257 de la loi;

payable in its respect for the fiscal period if it had been taxable, shall be used.

8. For the purposes of paragraph 9 of section 5, the municipality's standardized aggregate taxation rate for the fiscal period for which the standardized real estate value is established is the quotient obtained by dividing the total of its revenues for the fiscal period, taken into account under section 9, by the total of the standardized taxable values established in accordance with section 6.

The quotient resulting from the division provided for in the first paragraph shall comprise six decimals.

9. For the purposes of computing the standardized aggregate taxation rate, revenues from the following sources shall be considered:

(1) real estate taxes that are imposed by the municipality for the fiscal period in question and that are collected during that period;

(2) non-real estate taxes, compensations and modes of tariffing that are imposed on any person by the municipality for the fiscal period in question by reason of the fact that that person is the owner, lessee or occupant of an immovable and that are collected during the fiscal period.

Notwithstanding the foregoing, the part of such revenues that is the subject of a credit other than the discount granted for early payment shall not be considered.

Revenues from the following sources shall likewise not be considered:

(1) the business tax;

(2) the surtax or the tax on non-residential immovables;

(3) any real estate tax payable under the first paragraph of section 208 of the Act;

(4) any real estate tax payable under section 553 of the Act;

(5) any non-real estate tax, compensation or mode of tariffing payable under the first paragraph of section 257 of the Act;

6° de toute taxe non foncière, compensation ou mode de tarification pour la fourniture d'un service municipal à l'égard d'un immeuble appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à l'un de ses mandataires;

7° de la compensation payable en vertu de l'article 205 de la loi;

8° de la compensation payable en vertu de l'article 231 de la loi;

9° de toute taxe ou de tout droit annuel imposé en vertu de l'un des articles 801, 802, 803 et 805 de la *Charte de la Ville de Montréal* (1959-1960, c. 102).

§ 2. *Médiane des richesses foncières uniformisées par habitant*

10. La deuxième opération à effectuer pour déterminer si une municipalité est admissible au régime de péréquation pour un exercice financier est l'établissement de la médiane des richesses foncières uniformisées par habitant, établies conformément à la sous-section 1, des municipalités comprises dans la catégorie dont fait partie la municipalité. La médiane ainsi établie doit comporter deux décimales.

Les catégories sont formées des municipalités locales sur le territoire desquelles s'applique la *Loi sur la fiscalité municipale* et dont la population, au 1^{er} janvier de l'exercice, se situe dans l'une ou l'autre des fourchettes suivantes:

1° catégorie 1: 1 à 1 999 habitants;

2° catégorie 2: 2 000 à 4 999 habitants;

3° catégorie 3: 5 000 habitants ou plus.

11. Les richesses foncières uniformisées par habitant qui sont prises en considération aux fins de l'établissement de la médiane sont celles des municipalités dont le rapport financier ou le budget, pour le deuxième exercice financier précédant celui pour lequel on veut déterminer l'admissibilité au régime de péréquation, a, à la date de référence, été reçu par le ministre des Affaires municipales.

Pour l'application du présent article, on entend par «date de référence» la date de la réception par le ministre d'un rapport financier, lorsque cette

(6) any non-real estate tax, compensation or mode of tariffing for providing a municipal service in respect of an immovable belonging to the Crown in right of Canada or one of its mandataires;

(7) the compensation payable under section 205 of the Act;

(8) the compensation payable under section 231 of the Act;

(9) any annual dues or tax imposed under any of articles 801, 802, 803 and 805 of the *Charter of the City of Montréal* (1959-1960, c. 102).

§ 2. *Median standardized real estate value per inhabitant*

10. The second operation to be performed to determine whether a municipality is eligible for the equalization scheme for a fiscal period is to establish the median standardized real estate value per inhabitant, established under Subdivision 1, of the municipalities comprised in the category to which the municipality belongs. The median thereby established shall comprise two decimals.

The categories shall comprise the local municipalities in whose territory the Act applies and whose population on 1 January of the fiscal period falls within one of the following categories:

(1) category 1: 1 to 1 999 inhabitants;

(2) category 2: 2 000 to 4 999 inhabitants;

(3) category 3: 5 000 inhabitants or more.

11. The standardized real estate values per inhabitant that are taken into consideration for the purposes of establishing the median shall be those of the municipalities whose financial reports or budgets, for the second fiscal period preceding the fiscal period for which eligibility for the equalization scheme is to be determined, have been received by the Minister of Municipal Affairs on the reference date.

For the purposes of this section, "reference date" means the date of the receipt by the Minister of a financial report where, because of the

réception fait en sorte que la population totale des municipalités locales, sur le territoire desquelles la *Loi sur la fiscalité municipale* s'applique et dont il a reçu le rapport financier pour l'exercice précédent mentionné au premier alinéa, atteint 98 % de la population totale de toutes les municipalités locales sur le territoire desquelles la loi s'applique. Le ministre consigne la date de référence; il peut, de la façon qu'il juge appropriée, en informer les municipalités.

Aux fins de l'établissement de la médiane, dans le cas d'une municipalité dont le ministre a, à la date de référence, reçu le budget, mais non le rapport financier, pour l'exercice précédent mentionné au premier alinéa, la richesse foncière uniformisée est celle que l'on établit, conformément aux articles 5 à 9, en tenant compte des recettes prévues au budget de cet exercice précédent et en tenant compte du rôle tel qu'il existait à la date de son dépôt ou, si cet exercice précédent n'est pas le premier auquel s'applique le rôle, à la date du dernier anniversaire du dépôt qui a précédé le début de l'exercice.

Aux fins de l'établissement de la médiane, dans le cas d'une municipalité dont le ministre a, à la date de référence, reçu le rapport financier pour l'exercice précédent mentionné au premier alinéa, la richesse foncière uniformisée est celle que l'on établit conformément aux articles 5 à 9, abstraction faite du troisième alinéa de l'article 6.

12. Pour l'application du présent règlement, un budget ou un rapport financier n'est censé avoir été reçu que s'il est conforme à la loi qui régit la municipalité en cette matière.

§ 3. *Ratio de la richesse de la municipalité par rapport à la médiane*

13. La troisième opération à effectuer pour déterminer si une municipalité est admissible au régime de péréquation pour un exercice financier est l'établissement du ratio de sa richesse par rapport à la médiane.

À cette fin, on divise la richesse foncière uniformisée par habitant de la municipalité, établie

receipt of that report, the total population of the local municipalities in whose territories the Act applies and from which he received the financial report for the previous fiscal period mentioned in the first paragraph reaches 98 % of the total population of all the local municipalities in whose territories the Act applies. The Minister shall record the reference date; he may inform the municipalities thereof in such manner as he judges appropriate.

For the purposes of establishing the median, in the case of a municipality from which the Minister has, on the reference date, received the budget but not the financial report for the previous fiscal period mentioned in the first paragraph, the standardized real estate value shall be that established in accordance with sections 5 to 9, taking into account the revenues provided for in the budget of that previous fiscal period and taking into account the roll as it existed at the date of its deposit or, where that previous fiscal period is not the first fiscal period to which the roll applies, on the date of the last anniversary of the deposit that preceded the beginning of the fiscal period.

For the purpose of establishing the median, in the case of a municipality from which the Minister has, on the reference date, received the financial report for the previous fiscal period mentioned in the first paragraph, the standardized real estate value shall be that established in accordance with sections 5 to 9, without taking into account the third paragraph of section 6.

12. For the purposes of this Regulation, a budget or a financial report is not deemed to have been received unless it complies with the Act governing the municipality in such matters.

§ 3. *Ratio of the value of the municipality to the median*

13. The third operation to be performed to determine whether a municipality is eligible for the equalization scheme for a fiscal period is to establish the ratio of its value to the median.

For that purpose, the standardized real estate value per inhabitant of the municipality, estab-

conformément à la sous-section 1, par la médiane, établie conformément à la sous-section 2, de telles richesses des municipalités comprises dans la catégorie dont fait partie la municipalité. Le quotient ainsi obtenu doit comporter quatre décimales.

14. La municipalité est admissible si le ratio établi conformément à l'article 13 à son égard est inférieur à un coefficient de 0,9500, de 1,0000 ou de 0,7500, selon qu'elle fait partie, suivant le deuxième alinéa de l'article 10, de la catégorie 1, 2 ou 3.

SECTION 3 CALCUL DU MONTANT DE PÉRÉQUATION

§ 1. Facteur de déficience de la municipalité

15. La première opération à effectuer pour établir le montant de péréquation payable à une municipalité admissible est l'établissement de son facteur de déficience.

À cette fin, on divise le coefficient applicable en vertu de l'article 14 par le ratio établi conformément à l'article 13 et on soustrait 1,0000 du quotient obtenu, lequel doit comporter quatre décimales.

§ 2. Montant de péréquation de base

16. La deuxième opération à effectuer pour établir le montant de péréquation payable à une municipalité admissible est l'établissement du montant de péréquation de base.

À cette fin, on multiplie le facteur de déficience de la municipalité, établi conformément à l'article 15, par le pourcentage qui lui est applicable en vertu du troisième alinéa du présent article et par le total de ses recettes, pour l'exercice financier pour lequel le montant de péréquation est payable, qui doivent être prises en considération selon l'article 9.

Le pourcentage utilisé dans le calcul prévu au deuxième alinéa est de 32 %, 37 % ou 53 %, selon que la population de la municipalité, au 1^{er} janvier de l'exercice, se situe dans l'une ou l'autre

lished under Subdivision 1, is divided by the median standardized real estate value, established under Subdivision 2, of the municipalities comprised in the category to which the municipality belongs. The quotient thereby obtained shall comprise four decimals.

14. The municipality is eligible where the ratio established under section 13 in its respect is less than a coefficient of 0.9500, 1.0000 or 0.7500 according to whether it is classified, under the second paragraph of section 10, into category 1, 2 or 3, respectively.

DIVISION 3 COMPUTATION OF THE EQUALIZATION AMOUNT

§ 1. Deficiency factor of the municipality

15. The first operation to be performed to establish the equalization amount payable to an eligible municipality is to establish its deficiency factor.

For that purpose, the coefficient applicable under section 14 is divided by the ratio obtained under section 13 and 1.0000 is subtracted from the quotient obtained, which shall comprise four decimals.

§ 2. Base equalization amount

16. The second operation to be performed to establish the equalization amount payable to an eligible municipality is to establish the base equalization amount.

For that purpose, the municipality's deficiency factor, established in accordance with section 15, is multiplied by the percentage applicable to it under the third paragraph of this section and by the total of its revenues for the fiscal period for which the equalization amount is payable, which must be taken into consideration under section 9.

The percentage used in the computation provided for in the second paragraph shall be 32 %, 37 % or 53 % according to which of the following categories the municipality is assigned to,

des fourchettes suivantes:

- 1° 1 à 999 habitants;
- 2° 1 000 à 4 999 habitants;
- 3° 5 000 habitants ou plus.

17. Pour toute autre municipalité admissible que celles visées à l'article 18, le montant établi conformément à l'article 16 constitue le montant de péréquation auquel s'applique l'ajustement prévu à la sous-section 7.

§ 3. *Municipalités ayant droit à une bonification*

18. Toute municipalité admissible dont le territoire, au 1^{er} janvier de l'exercice financier pour lequel le montant de péréquation est payable, est compris dans celui d'une municipalité régionale de comté mentionnée à l'annexe I a droit à une bonification du montant établi conformément à l'article 16.

Pour l'application du premier alinéa et des articles 19 et 21, est assimilé à une municipalité régionale de comté mentionnée à l'annexe l'ensemble formé par la Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent et les municipalités constituées en vertu de la *Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent* (1988, c. 55).

§ 4. *Facteur de déficience de la municipalité régionale de comté*

19. La troisième opération à effectuer pour établir le montant de péréquation payable à une municipalité admissible visée à l'article 18 est l'établissement du facteur de déficience de la municipalité régionale de comté concernée.

À cette fin, on effectue consécutivement les opérations suivantes:

- 1° la division de la richesse foncière uniformisée par habitant de la municipalité régionale de comté par la médiane de telles richesses des organismes municipaux régionaux du Québec;
- 2° la division de 1,0000 par le quotient qui résulte de la division prévue au paragraphe 1 ;

respectively, based on its population on 1 January of the fiscal period:

- (1) 1 to 999 inhabitants;
- (2) 1 000 to 4 999 inhabitants;
- (3) 5 000 inhabitants or more.

17. For any eligible municipality other than those contemplated in section 18, the amount established in accordance with section 16 constitutes the equalization amount to which the adjustment provided for in Subdivision 7 applies.

§ 3. *Municipalities entitled to a supplement*

18. Any eligible municipality whose territory on 1 January of the fiscal period for which the equalization amount is payable is comprised within the territory of a regional county municipality listed in Schedule I is entitled to a supplement to the amount established under section 16.

For the purposes of the first paragraph and sections 19 and 21, the group formed by Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent and the municipalities incorporated under the *Act respecting the municipal reorganization of the territory of Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent* (1988, c. 55) shall be regarded as a regional county municipality listed in Schedule I.

§ 4. *Deficiency factor of the regional county municipality*

19. The third operation to be performed to establish the equalization amount payable to an eligible municipality contemplated in section 18 is to establish the deficiency factor of the regional county municipality in question.

For that purpose, the following operations shall be performed consecutively:

- (1) the standardized real estate value per inhabitant of the regional county municipality is divided by the median standardized real estate value of the regional municipal bodies of Québec;
- (2) 1.0000 is divided by the quotient resulting from the division provided for in subparagraph 1;

3° la soustraction de 1,0000 du quotient qui résulte de la division prévue au paragraphe 2°.

Le nombre résultant de tout calcul prévu au deuxième alinéa doit comporter quatre décimales.

Si le résultat de la soustraction prévue au paragraphe 3° du deuxième alinéa est un nombre négatif, le facteur de déficience de la municipalité régionale de comté est de zéro.

20. Pour l'application de l'article 19:

1° les organismes municipaux régionaux sont les municipalités régionales de comté, y compris celles de Laval et de Mirabel, les communautés urbaines, l'ensemble formé par les municipalités visées au deuxième alinéa de l'article 18 et l'ensemble formé par les autres municipalités locales dont le territoire est assujéti à la *Loi sur la fiscalité municipale* et n'est compris dans celui d'aucune municipalité régionale de comté ni d'aucune communauté urbaine;

2° la richesse foncière uniformisée par habitant d'un organisme municipal régional est le quotient que l'on obtient en divisant le total prévu au sous-paragraphe a par celui prévu au sous-paragraphe b:

a) le total des richesses foncières uniformisées pour le deuxième exercice financier précédant celui pour lequel le montant de péréquation est payable, établies et prises en considération conformément aux articles 5 à 9 et 11, des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de l'organisme;

b) le total des populations, au 1^{er} janvier de l'exercice pour lequel le montant de péréquation est payable, des municipalités locales visées au sous-paragraphe a dont les richesses foncières uniformisées forment le total prévu à ce sous-paragraphe.

Le quotient qui résulte de la division prévue au paragraphe 2° du premier alinéa doit comporter deux décimales. Il en est de même pour la médiane de ces quotients.

Si elle ne peut être établie conformément au paragraphe 2° du premier alinéa, la richesse fon-

(3) 1.0000 is subtracted from the quotient resulting from the division provided for in subparagraph 2.

The number resulting from any computation provided for in the second paragraph shall comprise four decimals.

Where the result of the subtraction provided for in subparagraph 3 of the second paragraph is a negative number, the deficiency factor of the regional county municipality shall be zero.

20. For the purposes of section 19:

(1) the regional municipal bodies are the regional county municipalities including those of Laval and Mirabel, the urban communities, the group formed by the municipalities contemplated in the second paragraph of section 18 and the group formed by the other local municipalities whose territories are subject to the Act and are not comprised in the territory of any regional county municipality or any urban community;

(2) the standardized real estate value per inhabitant of a regional municipal body is the quotient obtained by dividing the total provided for in clause a by the total provided for in clause b:

(a) the total of the standardized real estate values for the second fiscal period preceding the fiscal period for which the equalization amount is payable, established and taken into consideration under sections 5 to 9 and 11, of the local municipalities whose territories are comprised in the territory of the body;

(b) the total of the populations, on 1 January of the fiscal period for which the equalization amount is payable, of the local municipalities contemplated in clause a whose standardized real estate values form the total provided for in that clause.

The quotient resulting from the division provided for in subparagraph 2 of the first paragraph shall comprise two decimals. The median of those quotients shall likewise comprise two decimals.

Where the standardized real estate value per inhabitant of a regional municipal body cannot

cière uniformisée par habitant d'un organisme municipal régional n'est pas prise en considération aux fins de l'établissement de la médiane de telles richesses.

§ 5. *Taux de bonification*

21. La quatrième opération à effectuer pour établir le montant de péréquation payable à une municipalité admissible visée à l'article 18 est l'établissement du taux de bonification du montant de péréquation de base qui lui est applicable.

Ce taux est le moins élevé entre 0,1500 et le total que l'on obtient en additionnant 0,0526 et le produit de la multiplication par 0,1156 du facteur de déficience, établi conformément à la sous section 4, de la municipalité régionale de comté concernée. Le produit ainsi obtenu doit comporter quatre décimales.

§ 6. *Montant de péréquation bonifié*

22. La cinquième opération à effectuer pour établir le montant de péréquation payable à une municipalité admissible visée à l'article 18 est l'établissement du montant de péréquation bonifié.

À cette fin, on multiplie le montant qui a été établi pour la municipalité conformément à l'article 16 par le total qui résulte de l'addition de 1,0000 et du taux de bonification, établi conformément à l'article 21, qui est applicable à la municipalité.

23. Pour toute municipalité admissible visée à l'article 18, le montant établi conformément à l'article 22 constitue le montant de péréquation auquel s'applique l'ajustement prévu à la sous-section 7.

§ 7. *Ajustement*

23.1. La dernière opération à effectuer pour établir le montant de péréquation payable à une municipalité admissible est l'ajustement du montant visé, selon le cas, à l'article 17 ou à l'article 23.

be established under subparagraph 2 of the first paragraph, it shall not be taken into consideration for the purposes of establishing the median of those values.

§ 5. *Supplement rate*

21. The fourth operation to be performed to establish the equalization amount payable to an eligible municipality contemplated in section 18 is to establish the rate of the supplement to the base equalization amount applicable to it.

That rate shall be either 0.1500 or the total obtained by adding 0.0526 and the product obtained by multiplying 0.1156 by the deficiency factor, established in accordance with Subdivision 4, of the regional county municipality in question, whichever is lower. The product thereby obtained shall comprise four decimals.

§ 6. *Supplemented equalization amount*

22. The fifth operation to be performed to establish the equalization amount payable to an eligible municipality contemplated in section 18 is to establish the supplemented equalization amount.

For that purpose, the amount established for the municipality under section 16 is multiplied by the total resulting from the addition of 1.0000 and the supplement rate, established under section 21, that is applicable to the municipality.

23. For any eligible municipality contemplated in section 18, the amount established under section 22 shall constitute the equalization amount to which the adjustment provided for in Subdivision 7 applies.

§ 7. *Adjustment*

23.1. The final operation to be performed to establish the equalization amount payable to an eligible municipality is to adjust the amount contemplated, as the case may be, in section 17 or in section 23.

À cette fin, on multiplie ce montant par le facteur d'ajustement établi conformément à l'article 23.2.

23.2. On établit le facteur d'ajustement en effectuant consécutivement les opérations suivantes:

1° l'addition des totaux suivants, selon les données disponibles le 1^{er} août de l'exercice courant:

a) le total des sommes qui doivent être versées, au cours de l'exercice courant, en vertu de l'élément relatif à l'application du présent règlement du programme destiné à rendre neutres les conséquences financières d'un regroupement ou d'une annexion, à toutes les municipalités admissibles à cet élément de programme;

b) le total des sommes qui doivent être versées, en vertu de l'article 26, à toutes les municipalités admissibles au régime de péréquation pour l'exercice qui précède l'exercice courant, afin de compléter le paiement des montants de péréquation payables pour cet exercice précédent;

2° la soustraction, de 36 M\$, de la somme qui résulte de l'addition prévue au paragraphe 1°;

3° la division de la différence qui résulte de la soustraction prévue au paragraphe 2° par le total des sommes qui, selon les données disponibles le 1^{er} août de l'exercice courant, devraient être versées en vertu de l'article 25 à toutes les municipalités admissibles au régime de péréquation pour cet exercice, si les montants visés aux articles 17 et 23 n'étaient pas soumis à l'ajustement prévu à la présente sous-section.

Le quotient qui résulte de la division prévue au paragraphe 3° du premier alinéa doit comporter quatre décimales. Le facteur d'ajustement est le moins élevé entre ce quotient et 1,0000.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par «exercice courant» l'exercice financier pour lequel est payable le montant de péréquation que l'on veut établir en effectuant l'ajustement prévu à la présente sous-section.

For that purpose, that amount shall be multiplied by the adjustment factor established under section 23.2.

23.2. The adjustment factor shall be established by performing the following operations consecutively:

(1) the following totals are added together, according to the data available on 1 August of the current fiscal period:

(a) the total of the sums that must be paid, during the current fiscal period, under the component pertaining to the application of this Regulation within the program designed to neutralize the financial consequences of a regrouping or annexation, to all the municipalities eligible for that program component;

(b) the total of the sums that must be paid, under section 26, to all the municipalities eligible for the equalization scheme for the fiscal period preceding the current fiscal period, in order to complete the payment of the equalization amounts payable for that preceding fiscal period;

(2) the sum resulting from the addition provided for in subparagraph 1 is subtracted from \$36 000 000;

(3) the remainder resulting from the subtraction provided for in subparagraph 2 is divided by the total of the sums which, according to the data available on 1 August of the current fiscal period, would have to be paid under section 25 to all the municipalities eligible for the equalization scheme for that fiscal period, if the amounts contemplated in sections 17 and 23 were not subject to the adjustment provided for in this Subdivision.

The quotient resulting from the division provided for in subparagraph 3 of the first paragraph shall comprise four decimals. The adjustment factor shall be that quotient or 1.0000, whichever is lower.

For the purposes of the first paragraph, "current fiscal period" means the particular fiscal period for which the equalization amount to be established by performing the adjustment provided for in this Subdivision is payable.

23.3. Pour toute municipalité admissible, le produit qui résulte de la multiplication prévue à l'article 23.1 constitue le montant de péréquation payable pour l'exercice financier concerné.

SECTION 4 PERSONNE QUI VERSE LE MONTANT DE PÉRÉQUATION

24. Le ministre des Affaires municipales verse le montant de péréquation.

SECTION 5 MODALITÉS DE VERSEMENT

25. Le ministre verse à la municipalité 90 % du montant de péréquation auquel elle aurait droit pour un exercice financier si les recettes visées au deuxième alinéa de l'article 16 étaient celles qui sont prévues au budget pour l'exercice.

Ce versement est fait, selon la plus tardive des échéances:

- 1° au plus tard le 31 août de l'exercice;
- 2° dans les 90 jours qui suivent la réception par le ministre du budget de la municipalité pour l'exercice;
- 3° dans les 60 jours qui suivent la réception par le ministre du rapport financier de la municipalité pour le deuxième exercice précédent;
- 4° dans les 60 jours qui suivent la date de référence, au sens du deuxième alinéa de l'article 11.

26. Dans les 90 jours qui suivent la réception par le ministre du rapport financier de la municipalité pour l'exercice financier pour lequel le montant de péréquation est payable ou au plus tard le 31 août de l'exercice suivant, selon la plus tardive des échéances, le ministre verse à la municipalité le solde du montant auquel elle a droit en fonction des recettes visées au deuxième alinéa de l'article 16 qui sont mentionnées au rapport financier.

Toutefois, si ce montant est inférieur à celui que le ministre lui a versé conformément à l'article 25, le trop-perçu est déduit du montant

23.3. For any eligible municipality, the product resulting from the multiplication provided for in section 23.1 shall constitute the equalization amount payable for the fiscal period in question.

DIVISION 4 PERSON PAYING THE EQUALIZATION AMOUNT

24. The Minister of Municipal Affairs shall pay the equalization amount.

DIVISION 5 TERMS OF PAYMENT

25. The Minister shall pay the municipality 90 % of the equalization amount to which it would be entitled for a fiscal period if the revenues contemplated in the second paragraph of section 16 were those provided for in the budget for the fiscal period.

That payment shall be made on the latest of the following dates:

- (1) no later than 31 August of the fiscal period;
- (2) within 90 days following the receipt by the Minister of the municipality's budget for the fiscal period;
- (3) within 60 days following the receipt by the Minister of the municipality's financial report for the second preceding fiscal period;
- (4) within 60 days following the reference date within the meaning of the second paragraph of section 11.

26. Within 90 days following the receipt by the Minister of the municipality's financial report for the fiscal period for which the equalization amount is payable or not later than 31 August of the following fiscal period, whichever date is later, the Minister shall pay the municipality the balance of the amount to which it is entitled based on the revenues contemplated in the second paragraph of section 16 that are mentioned in the financial report.

Notwithstanding the foregoing, where that amount is less than the amount that the Minister paid to it under section 25, the amount collected

de tout versement qui est prévu par le présent règlement ou par un règlement pris en vertu du paragraphe 2° ou 4° de l'article 262 de la *Loi sur la fiscalité municipale* et qui doit être fait après la date où le ministre a constaté l'existence du trop-perçu.

SECTION 6 CONSTITUTION DE MUNICIPALITÉ, REGROUPEMENT ET ANNEXION

27. Dans le cas où une municipalité locale est constituée autrement qu'à la suite d'un regroupement, le présent règlement s'applique avec les adaptations suivantes aux fins de déterminer si la municipalité est admissible au régime de péréquation pour l'exercice financier au cours duquel elle est constituée et, le cas échéant, aux fins du calcul et du versement du montant de péréquation qui lui est payable pour l'exercice:

1° la richesse foncière uniformisée de la municipalité qui est divisée par sa population, en vertu de l'article 4, est celle qui est établie pour l'exercice au cours duquel la municipalité est constituée plutôt que pour le deuxième exercice précédent;

2° le rôle d'évaluation foncière de la municipalité est le rôle, la partie de rôle ou la combinaison de rôles ou de parties de rôles qui étaient applicables au territoire de la municipalité avant sa constitution;

3° le versement prévu à l'article 25 équivaut à 75 % du montant de péréquation auquel la municipalité aurait droit en fonction de ses recettes visées à cet article et de sa richesse foncière uniformisée visée au troisième alinéa de l'article 11, compte tenu du paragraphe 4° du présent alinéa;

4° pour l'application du paragraphe 3° du présent alinéa, l'exercice visé à l'article 11, quant à la municipalité, est celui au cours duquel elle est constituée plutôt que le deuxième exercice précédent;

5° le paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 25 ne s'applique pas à l'égard de la municipalité.

in excess shall be deducted from the amount of any payment provided for in this Regulation or in a regulation made under paragraph 2 or 4 of section 262 of the Act and that must be made after the date on which the Minister ascertained the existence of the amount collected in excess.

DIVISION 6 INCORPORATION, AMALGAMATION AND ANNEXATION OF MUNICIPALITIES

27. Where a local municipality is incorporated otherwise than as the result of an amalgamation, this Regulation applies with the following adaptations for the purposes of determining whether the municipality is eligible for the equalization scheme for the fiscal period during which it is incorporated and, where applicable, for the purposes of computing and paying the equalization amount payable to it for the fiscal period:

(1) the municipality's standardized real estate value that is divided by its population under section 4 shall be the value established for the fiscal period during which the municipality is incorporated rather than for the second preceding fiscal period;

(2) the municipality's real estate assessment roll shall be the roll, the part of the roll or the combination of rolls or of parts of rolls that were applicable to the territory of the municipality before its incorporation;

(3) the payment provided for in section 25 shall equal 75 % of the equalization amount to which the municipality would be entitled based on its revenues contemplated in that section and its standardized real estate value contemplated in the third paragraph of section 11, taking into account subparagraph 4 of this paragraph;

(4) for the purposes of subparagraph 3 of this paragraph, the fiscal period contemplated in section 11, in respect of the municipality, shall be the fiscal period during which it is incorporated rather than the second preceding fiscal period;

(5) subparagraph 3 of the second paragraph of section 25 does not apply in respect of the municipality.

Les adaptations prévues au premier alinéa ne s'appliquent pas aux fins de l'établissement, conformément à la sous-section 2 de la section 2, de la médiane des richesses foncières uniformisées par habitant des municipalités comprises dans une catégorie, ni aux fins de l'établissement, conformément à la sous-section 4 de la section 3, de la richesse foncière uniformisée par habitant d'un organisme municipal régional ou du facteur de déficience d'une municipalité régionale de comté.

28. Dans le cas où une municipalité locale est constituée autrement qu'à la suite d'un regroupement, le présent règlement s'applique avec les adaptations suivantes aux fins de déterminer si la municipalité est admissible au régime de péréquation pour le premier exercice financier qui suit celui au cours duquel elle est constituée et, le cas échéant, aux fins du calcul et du versement du montant de péréquation qui lui est payable pour cet exercice suivant:

1° la richesse foncière uniformisée de la municipalité qui est divisée par sa population, en vertu de l'article 4, est celle qui est établie pour l'exercice au cours duquel la municipalité est constituée plutôt que pour l'exercice précédent;

2° le rôle d'évaluation foncière de la municipalité est le rôle, la partie de rôle ou la combinaison de rôles ou de parties de rôles qui étaient applicables au territoire de la municipalité avant sa constitution;

3° l'exercice visé à l'article 11, au sous paragraphe a du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 20 et au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 25, quant à la municipalité, est celui au cours duquel elle est constituée plutôt que l'exercice précédent.

L'adaptation prévue au paragraphe 2° du premier alinéa s'applique également aux fins de déterminer si la municipalité est admissible au régime de péréquation pour le deuxième exercice financier qui suit celui au cours duquel elle est constituée et, le cas échéant, aux fins du calcul et du versement du montant de péréquation qui lui est payable pour cet exercice suivant.

The adaptations provided for in the first paragraph do not apply for the purposes of establishing, under Subdivision 2 of Division 2, the median standardized real estate value per inhabitant of the municipalities comprised in a category, nor for the purposes of establishing, under Subdivision 4 of Division 3, the standardized real estate value per inhabitant of a regional municipal body or the deficiency factor of a regional county municipality.

28. Where a local municipality is incorporated otherwise than as a result of an amalgamation, this Regulation applies with the following adaptations for the purposes of determining whether the municipality is eligible for the equalization scheme for the first fiscal period following that during which it is incorporated and, where applicable, for the purposes of computing and paying the equalization amount payable to it for the following fiscal period:

(1) the standardized real estate value of the municipality that is divided by its population under section 4 is that established for the fiscal period during which the municipality is incorporated rather than for the previous fiscal period;

(2) the real estate assessment roll of the municipality is the roll, part of a roll or combination of rolls or parts of rolls that was applicable to the territory of the municipality before it was incorporated;

(3) the fiscal period referred to in section 11, in clause a of subparagraph 2 of the first paragraph of section 20 and in subparagraph 3 of the second paragraph of section 25, in respect of the municipality, is that during which it is incorporated rather than the previous fiscal period.

The adaptation provided for in subparagraph 2 of the first paragraph also applies for the purposes of determining whether the municipality is eligible for the equalization scheme for the second fiscal period following that during which it is incorporated and, where applicable, for the purposes of computing and paying the equalization amount payable to it for that following fiscal period.

29. Dans le cas où un regroupement de territoires municipaux ou l'annexion du territoire entier d'une municipalité entre en vigueur au cours d'un exercice financier avant que toutes les municipalités dont les territoires sont regroupés ou touchés par l'annexion, désignées «anciennes municipalités» dans le présent article, aient imposé la taxe foncière générale pour l'exercice, le présent règlement s'applique avec les adaptations suivantes aux fins de déterminer si la municipalité issue du regroupement ou la municipalité annexante est admissible au régime de péréquation pour l'exercice et, le cas échéant, aux fins du calcul et du versement du montant de péréquation qui lui est payable pour l'exercice:

1° la population de la municipalité, au 1^{er} janvier de l'exercice, est la somme des populations à cette date des anciennes municipalités;

2° la richesse foncière uniformisée de la municipalité pour le deuxième exercice précédent est la somme de telles richesses des anciennes municipalités;

3° dans le cas de la municipalité issue du regroupement, l'inclusion ou non de son territoire dans celui d'une municipalité régionale de comté visée à l'article 18 est considérée à la date de l'entrée en vigueur du regroupement;

4° le point de départ du délai prévu au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 25 est la réception par le ministre du dernier des rapports financiers des anciennes municipalités pour le deuxième exercice précédent.

Les adaptations prévues au premier alinéa ne s'appliquent pas aux fins de l'établissement, conformément à la sous-section 2 de la section 2, de la médiane des richesses foncières uniformisées par habitant des municipalités comprises dans une catégorie, ni aux fins de l'établissement, conformément à la sous-section 4 de la section 3, de la richesse foncière uniformisée par habitant d'un organisme municipal régional ou du facteur de déficience d'une municipalité régionale de comté.

29. Where an amalgamation of municipal territories or the annexation of the entire territory of a municipality comes into force during a fiscal period before all the municipalities whose territories are amalgamated or affected by the annexation, designated "former municipalities" in this section, have imposed the general real estate tax for the fiscal period, this Regulation applies with the following adaptations for the purposes of determining whether the municipality resulting from the amalgamation or the annexing municipality is eligible for the equalization scheme for the fiscal year and, where applicable, for the purposes of computing and paying the equalization amount payable to it for the fiscal period:

(1) the municipality's population on 1 January of the fiscal year shall be the sum of the populations of the former municipalities on that date;

(2) the municipality's standardized real estate value for the previous second fiscal period shall be the sum of such values for the former municipalities;

(3) in the case of a municipality resulting from an amalgamation, the inclusion of its territory in or the exclusion of its territory from the territory of the regional county municipality contemplated in section 18 shall be considered on the date of the coming into force of the amalgamation;

(4) the time period provided for in subparagraph 3 of the second paragraph of section 25 begins to run from the receipt by the Minister of the last of the financial reports of the former municipalities for the fiscal period preceding the previous fiscal period.

The adaptations provided for in the first paragraph do not apply for the purposes of establishing, under Subdivision 2 of Division 2, the median standardized real estate value per inhabitant of the municipalities comprised in a category, nor for the purposes of establishing, under Subdivision 4 of Division 3, the standardized real estate value per inhabitant of a regional municipal body or the deficiency factor of a regional county municipality.

30. Dans le cas où un regroupement de territoires municipaux ou l'annexion du territoire entier d'une municipalité entre en vigueur au cours d'un exercice financier après que toutes les municipalités dont les territoires sont regroupés ou touchés par l'annexion ont imposé la taxe foncière générale pour l'exercice, le présent règlement s'applique sans qu'il soit tenu compte du regroupement ou de l'annexion, sauf dans la mesure où les droits et obligations appartenant à une municipalité dont l'existence cesse en raison du regroupement ou de l'annexion sont transférés à une autre. Le rapport financier de la municipalité issue du regroupement ou de la municipalité annexante, pour l'exercice, est assimilé à celui de toute municipalité dont l'existence cesse.

Lorsque les données réelles concernant les recettes qui sont visées au deuxième alinéa de l'article 16 et qui sont imputables pour l'exercice entier à chaque ancien territoire ne sont pas disponibles, on utilise les données prévues aux budgets des anciennes municipalités pour l'exercice.

Pour l'application du deuxième alinéa, les mots «ancien territoire» signifient un territoire municipal tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion et les mots «ancienne municipalité» signifient une municipalité locale qui avait alors compétence sur un ancien territoire.

30.1. Aux fins de déterminer si la municipalité issue d'un regroupement ou la municipalité annexante visée à l'article 29 ou 30 est admissible au régime de péréquation pour le premier exercice financier qui suit celui au cours duquel le regroupement ou l'annexion entre en vigueur et, le cas échéant, aux fins du calcul et du versement du montant de péréquation qui lui est payable pour cet exercice suivant, le présent règlement s'applique avec les adaptations suivantes:

1° la richesse foncière uniformisée de la municipalité pour le deuxième exercice précédent est la somme de telles richesses des anciennes municipalités, au sens des articles 29 et 30;

30. Where an amalgamation of municipal territories or the annexation of the entire territory of a municipality comes into force during a fiscal period after all the municipalities whose territories are amalgamated or affected by the annexation have imposed the general real estate tax for the fiscal period, this Regulation shall apply without taking into account the amalgamation or the annexation, except to the extent that the rights and obligations of a municipality whose existence ceases by reason of the amalgamation or the annexation are transferred to another municipality. The financial report of the municipality resulting from the amalgamation or of the annexing municipality, for the fiscal period, shall be regarded as that of any municipality whose existence ceases.

Where the actual data concerning the revenues that are contemplated in the second paragraph of section 16 and that are attributable for the entire fiscal period to each former territory are not available, the data provided for in the budgets of the former municipalities for each fiscal year shall be used.

For the purposes of the second paragraph, the words "former territory" mean a municipal territory as it existed immediately before the coming into force of the amalgamation or the annexation and the words "former municipality" mean a local municipality that at that time had jurisdiction over a former territory.

30.1. For the purposes of determining whether the municipality resulting from an amalgamation or the annexing municipality referred to in section 29 or 30 is eligible for the equalization scheme for the first fiscal period following that during which the amalgamation or annexation comes into force and, where applicable, for the purposes of computing and paying the equalization amount payable to it for that former fiscal period, this Regulation applies with the following adaptations:

(1) the standardized real estate value of the municipality for the second preceding fiscal period is the sum of such values of the former municipalities within the meaning of sections 29 and 30;

2° le point de départ du délai prévu au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 25 est la réception par le ministre du dernier des rapports financiers des anciennes municipalités, au sens des articles 29 et 30, pour le deuxième exercice précédent.

Lorsque, à la date de référence au sens du deuxième alinéa de l'article 11, le regroupement ou l'annexion n'est pas en vigueur, les adaptations prévues au premier alinéa ne s'appliquent pas aux fins de l'établissement, conformément à la sous-section 2 de la section 2, de la médiane des richesses foncières uniformisées par habitant des municipalités comprises dans une catégorie, ni aux fins de l'établissement, conformément à la sous-section 4 de la section 3, de la richesse foncière uniformisée par habitant d'un organisme municipal régional ou du facteur de déficience d'une municipalité régionale de comté.

SECTION 7 DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

31. Le présent règlement s'applique aux fins de la détermination de l'admissibilité des municipalités au régime de péréquation pour tout exercice financier à compter de celui de 1992 et aux fins du calcul et du versement du montant de péréquation pour tout tel exercice.

Pour un exercice antérieur à celui de 1992, on applique, malgré son remplacement, le *Règlement sur la participation gouvernementale au financement des corporations municipales*, édicté par le décret 1769-83 du 1^{er} septembre 1983 et modifié par les règlements édictés par les décrets 2614-84 du 28 novembre 1984, 1244-88 du 24 août 1988, 1198-89 du 26 juillet 1989, 1783-89 du 22 novembre 1989 et 1412-90 du 3 octobre 1990.

32. Aux fins de l'établissement de la richesse foncière uniformisée pour l'exercice financier de 1991:

1° on prend en considération, à titre de valeurs imposables uniformisées visées au paragraphe 1° de l'article 5, les valeurs uniformisées des terrains des fermes qui, compte tenu des articles 1, 214 à 217 de la *Loi sur la fiscalité*

(2) the time period provided for in subparagraph 3 of the second paragraph of section 25 begins to run from the receipt by the Minister of the last of the financial reports of the former municipalities within the meaning of sections 29 and 30 for the second preceding fiscal period.

Where, on the reference date within the meaning of the second paragraph of section 11, the amalgamation or annexation is not in force, the adaptations provided for in the first paragraph do not apply for the purpose of establishing, under Subdivision 2 of Division 2, the median standardized real estate values per inhabitant of the municipalities comprised in a category, nor for the purpose of establishing, under Subdivision 4 of Division 3, the standardized real estate value per inhabitant of a regional municipal body or the deficiency factor of a regional county municipality.

DIVISION 7 TRANSITIONAL AND FINAL

31. This Regulation applies for the purposes of determining the eligibility of municipalities for the equalization scheme for any fiscal period beginning with that of 1992 and for the purposes of computing and paying the equalization amount for any such fiscal year.

For a fiscal period prior to that of 1992, the *Regulation respecting government participation in the financing of municipal corporations*, made by Order in Council 1769-83 dated 1 September 1983 and amended by the Regulations made by Orders in Council 2614-84 dated 28 November 1984, 1244-88 dated 24 August 1988, 1198-89 dated 26 July 1989, 1783-89 dated 22 November 1989 and 1412-90 dated 3 October 1990, shall be applied notwithstanding the fact that it is replaced.

32. For the purposes of establishing the standardized real estate value for the 1991 fiscal period:

(1) the standardized values of farm land that, in view of sections 1, 214 and 217 of the Act as they read before the coming into force of Chapter 29 of the Statutes of 1991, were non-taxable at that time shall be taken into consideration as

municipale tels qu'ils se lisaient avant l'entrée en vigueur du chapitre 29 des lois de 1991, étaient alors non imposables;

2° on ne prend pas en considération, malgré le paragraphe 4° de l'article 5, les valeurs non imposables uniformisées des terrains qui sont visés à l'un des paragraphes 1° et 2.1° de l'article 204 de la loi, à l'égard desquels ne s'applique pas le premier alinéa de l'article 208 de la loi, qui constituent ou sont destinés à constituer l'assiette d'une voie publique ou d'un ouvrage qui fait partie d'une telle voie et qui sont utilisés par la Couronne du chef du Québec ou par la Société immobilière du Québec à d'autres fins que celles d'une telle assiette.

33. Aux fins de l'établissement du taux global de taxation uniformisé pour les exercices financiers de 1991 et de 1992 et aux fins de l'établissement du total de recettes utilisé dans le calcul du montant de péréquation payable pour l'exercice de 1992, on ne prend pas en considération les recettes qui proviennent de l'application d'une disposition dont la suppression, l'abrogation ou le remplacement est prévu à une disposition ou à l'annexe mentionnée à l'article 584 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

34. Le présent règlement entre en vigueur le 20 août 1992.

standardized taxable values contemplated in subparagraph 1 of section 5;

(2) notwithstanding subparagraph 4 of section 5, the standardized non-taxable values of the land contemplated in either paragraph 1 or 2.1 of section 204 of the Act, in respect of which the first paragraph of section 208 of the Act does not apply, that constitutes or is intended to constitute the bed of a public thoroughfare or a work that forms a part of such thoroughfare and is used by the Crown in right of Québec or by the Société immobilière du Québec for purposes other than those of such a bed shall not be taken into consideration.

33. For the purposes of establishing the standardized aggregate taxation rate for the 1991 and 1992 fiscal periods and for the purposes of establishing the total of the revenues used in computing the equalization amount payable for the 1992 fiscal year, the revenues derived from the application of a provision whose repeal, abrogation or replacement is provided for in a provision or in the Schedule mentioned in section 584 of the Act shall not be taken into consideration.

34. This Regulation comes into force on 20 August 1992.

ANNEXE I

(a. 18)

MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ
DONT LE TERRITOIRE COMPREND CELUI
DES MUNICIPALITÉS LOCALES AYANT
DROIT À UNE BONIFICATION DU MON-
TANT DE PÉRÉQUATION DE BASE

Municipalité régionale de comté
d'Antoine-Labelle

Municipalité régionale de comté d'Avignon

Municipalité régionale de comté de Bonaven-
ture

Municipalité régionale de comté de Charle-
voix-Est

Municipalité régionale de comté de
Denis-Riverin

Municipalité régionale de comté de Kamouras-
ka

Municipalité régionale de comté de La
Côte-de-Gaspé

Municipalité régionale de comté de La
Haute-Côte-Nord

Municipalité régionale de comté de La
Matapédia

Municipalité régionale de comté de La Mitis

Municipalité régionale de comté de La Val-
lée-de-la-Gatineau

Municipalité régionale de comté des Basques

Municipalité régionale de comté des Etchemins

Municipalité régionale de comté de L'Islet

Municipalité régionale de comté de Matane

Municipalité régionale de comté de Mékinac

Municipalité régionale de comté de
Montmagny

Municipalité régionale de comté de Pabok

Municipalité régionale de comté de Pontiac

Municipalité régionale de comté de Témis-
couata

SCHEDULE I

(s. 18)

REGIONAL COUNTY MUNICIPALITIES
WHOSE TERRITORIES COMPRISE THE
TERRITORIES OF THE LOCAL MUNICIPALI-
TIES ENTITLED TO A SUPPLEMENT TO
THE BASE EQUALIZATION AMOUNT

Municipalité régionale de comté
d'Antoine-Labelle

Municipalité régionale de comté d'Avignon

Municipalité régionale de comté de Bonaven-
ture

Municipalité régionale de comté de Charle-
voix-Est

Municipalité régionale de comté de
Denis-Riverin

Municipalité régionale de comté de Kamouras-
ka

Municipalité régionale de comté de La
Côte-de-Gaspé

Municipalité régionale de comté de La
Haute-Côte-Nord

Municipalité régionale de comté de La Matapé-
dia

Municipalité régionale de comté de La Mitis

Municipalité régionale de comté de La Val-
lée-de-la-Gatineau

Municipalité régionale de comté des Basques

Municipalité régionale de comté des Etchemins

Municipalité régionale de comté de L'Islet

Municipalité régionale de comté de Matane

Municipalité régionale de comté de Mékinac

Municipalité régionale de comté de Montma-
gny

Municipalité régionale de comté de Pabok

Municipalité régionale de comté de Pontiac

Municipalité régionale de comté de Témis-
couata

D. 1087-92, (1992) 124 G.O. 2, 5401 *DU 22/7/92*
 D. 719-94, (1994) 128 G.O. 2, 2812 et 4887 *DU 17/5/94*
 D. 502-95, (1995) 127 G.O. 2, 1912 *DU 12/4/95*
 D. 1133-97, (1997) 129 G.O. 2, 5871 *DU 3/9/97*

O.C. 1087-92, (1992) 124 G.O. 2, 4085
 O.C. 719-94, (1994) 128 G.O. 2, 2047
 O.C. 502-95, (1995) 127 G.O. 2, 1320
 O.C. 1133-97, (1997) 129 G.O. 2, 4587

[La page suivante est F-871.]

[The next page is F-871.]

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

4. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI N'ONT PLUS DROIT À LA PÉRÉQUATION

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Péréquation 1999-2000

Liste de municipalités qui n'y ont plus droit

No Mrc	Code géo	Municipalité	Désig.	Fusion le	Péreq. 99	Péreq. 2000
AR830	83085	Bois-Franc	M		15 988	0
AR760	76043	Brownsburg-Chatham	M	1999-10-06	178 327	0
AR860	86065	Cléricky	M		2 018	0
AR890	89020	Dubuisson	M		3 319	0
AR490	49015	Durham-Sud	M		3 213	0
AR830	83075	Egan-Sud	M		1 233	0
AR390	39010	Ham-Nord	CT		22 738	0
AR981	98040	Havre-Saint-Pierre	M		4 888	0
AR780	78065	Huberdeau	M		1 028	0
AR940	94045	Laterrière	V		26 902	0
AR490	49025	L'Avenir	M		339	0
AR230	23045	Loretteville	V		57 830	0
AR060	06005	Maria	M		34 118	0
AR440	44060	Martinville	M		6 262	0
AR790	79110	Mont-Saint-Michel	M		5 895	0
AR060	06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT		1 811	0
AR350	35015	Saint-Adelphe	P		2 298	0
AR270	27015	Saint-Alfred	M		1 431	0
AR520	52055	Saint-Barthélemy	P		779	0
AR630	63055	Saint-Calixte	M		8 615	0
AR320	33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	1999-02-03	26 578	0
AR210	21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	V		42 118	0
AR040	04040	Sainte-Anne-des-Monts	M		42 350	0
AR380	38035	Sainte-Françoise	M		5 216	0
AR320	32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	M		1 664	0
AR140	14045	Saint-Germain	P		1 675	0
AR260	26063	Saint-Isidore	M		4 924	0
AR330	33065	Saint-Janvier-de-Joly	M		25 844	0
AR210	21020	Saint-Joachim	P		11 569	0
AR310	31035	Saint-Julien	P		1 189	0
AR190	19020	Saint-Léon-de-Standon	P		21 439	0
AR120	12020	Saint-Modeste	P		3 701	0
AR180	18030	Saint-Paul-de-Montminy	M		8 048	0
AR130	13075	Saint-Pierre-de-Lamy	M		4 542	0
AR350	35020	Saint-Séverin	P		3 891	0
AR480	48045	Saint-Théodore-d'Acton	P		17 955	0
AR500	50023	Saint-Wenceslas	M		2 002	0
AR410	41097	Weedon	M		17 939	0
		Total			<u>621 676</u>	<u>0</u>

Note : Les montants ont été établis selon les critères du programme.

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Municipalités qui ont subi une perte en péréquation

No Mrc	code géo.	nom abrégé	Désig.	Fusion	Montant 1999	Montant 2000	Écart
AR850	85080	Angliers	VL		3 734	1 891	(1 843)
AR500	50013	Aston-Jonction	M		7 292	4 729	(2 563)
AR130	13045	Auclair	M		36 104	31 563	(4 541)
AR150	15065	Baie-Sainte-Catherine	M		14 734	1 493	(13 241)
AR960	96005	Baie-Trinité	VL		44 944	19 005	(25 939)
AR940	94100	Bégin	M		77 047	70 580	(6 467)
AR890	89050	Belcourt	M		32 495	29 543	(2 952)
AR320	32010	Bernierville	VL		83 102	74 629	(8 473)
AR880	88070	Berry	M		23 156	18 492	(4 664)
AR130	13055	Biencourt	M		29 397	27 310	(2 087)
AR830	83085	Bois-Franc	M		15 988	0	(15 988)
AR050	05045	Bonaventure	V		83 559	56 183	(27 376)
AR999	98010	Bonne-Espérance	M		125 300	122 002	(3 298)
AR760	76043	Brownsburg-Chatham	M	1999-10-06	178 327	0	(178 327)
AR840	84025	Bryson	VL		24 968	23 371	(1 597)
AR760	76050	Calumet	VL		20 557	18 630	(1 927)
AR040	04045	Cap-Chat	V		329 276	310 835	(18 441)
AR370	37055	Cap-de-la-Madeleine	V		276 341	118 538	(157 803)
AR180	18045	Cap-Saint-Ignace	M		35 695	12 955	(22 740)
AR040	04050	Capucins	V		23 202	17 601	(5 601)
AR060	06010	Carleton	V		62 644	44 057	(18 587)
AR070	07018	Causapscal	V		297 289	295 334	(1 955)
AR880	88005	Champneuf	M		6 614	4 813	(1 801)
99999	99020	Chapais	V		504 699	432 311	(72 388)
AR800	80103	Chénéville	M		5 469	205	(5 264)
99999	99025	Chibougamau	V		292 883	171 395	(121 488)
AR860	86065	Cléricky	M		2 018	0	(2 018)
AR030	03010	Cloridorme	CT		143 103	132 404	(10 699)
AR950	95050	Colombier	M		106 079	89 760	(16 319)
AR410	41045	Cookshire	V		12 616	76	(12 540)
AR999	98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M		140 222	133 999	(6 223)
AR400	40047	Danville	V	1999-03-17	237 587	206 103	(31 484)
AR390	39155	Daveluyville	M		24 766	20 400	(4 366)
AR930	93005	Desbiens	V		91 217	69 569	(21 648)
AR330	33040	Dosquet	M		30 933	29 936	(997)
AR890	89020	Dubuisson	M		3 319	0	(3 319)
AR870	87005	Duparquet	V		33 916	14 356	(19 560)
AR490	49015	Durham-Sud	M		3 213	0	(3 213)
AR410	41060	East Angus	V		212 390	171 643	(40 747)
AR310	31122	East Broughton	M		228 338	211 971	(16 367)
AR830	83075	Egan-Sud	M		1 233	0	(1 233)
AR100	10005	Esprit-Saint	M		26 820	25 399	(1 421)
AR010	01025	Fatima	M		299 746	256 795	(42 951)
AR940	94020	Ferland-et-Boilleau	M		23 266	19 898	(3 368)
AR950	95045	Forestville	V		287 715	239 907	(47 808)
AR960	96015	Franquelin	M		38 944	32 933	(6 011)
AR850	85055	Fugèreville	M		9 789	7 150	(2 639)
AR920	92055	Girardville	M		93 896	89 029	(4 867)
AR960	96010	Godbout	VL		1 755	1 656	(99)
AR830	83030	Gracefield	VL		7 313	1 336	(5 977)
AR010	01035	Grande-Entrée	M		114 088	91 848	(22 240)
AR020	02015	Grande-Rivière	V		333 665	325 812	(7 853)
AR950	95015	Grandes-Bergeronnes	VL		46 777	32 811	(13 966)
AR030	03020	Grande-Vallée	P		161 514	133 003	(28 511)
AR999	98014	Gros-Mécatina	M		59 494	47 422	(12 072)
AR080	08015	Grosses-Roches	M		27 068	22 334	(4 734)
AR850	85095	Guérin	CT		8 201	6 489	(1 712)
AR390	39010	Ham-Nord	CT		22 738	0	(22 738)
AR981	98040	Havre-Saint-Pierre	M		4 888	0	(4 888)
AR930	93020	Hébertville	M		109 445	97 247	(12 198)
AR930	93025	Hébertville-Station	VL		157 234	133 227	(24 007)
AR050	05025	Hope	CT		49 291	45 563	(3 728)
AR050	05020	Hope Town	M		14 561	14 441	(120)
AR780	78065	Huberdeau	M		1 028	0	(1 028)
AR690	69055	Huntingdon	V		119 575	86 105	(33 470)
AR420	42070	Kingsbury	VL		7 507	5 782	(1 725)
AR900	90020	La Croche	CT		12 466	9 080	(3 386)
AR910	91050	La Doré	P		122 280	119 115	(3 165)
AR290	29030	La Guadeloupe	VL		50 363	50 305	(58)
AR040	04030	La Martre	M		59 925	47 085	(12 840)
AR880	88015	La Morandière	M		22 520	15 333	(7 187)
AR880	88045	La Motte	M		13 607	9 904	(3 703)
AR870	87080	La Reine	M		46 242	44 096	(2 146)
AR100	10010	La Trinité-des-Monts	P		9 589	8 323	(1 266)
AR360	36045	Lac-à-la-Tortue	M		98 032	85 949	(12 083)
AR070	07057	Lac-au-Saumon	M		102 257	82 741	(19 516)

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Municipalités qui ont subi une perte en péréquation

No Mrc	code géo.	nom abrégé	Désig.	Fusion	Montant 1999	Montant 2000	Écart
AR910	91005	Lac-Bouchette	M		65 150	32 942	(32 208)
AR790	79075	Lac-des-Écorces	VL		90 875	88 559	(2 316)
AR180	18010	Lac-Frontière	M		3 354	872	(2 482)
AR560	56020	Lacolle	VL		21 795	6 303	(15 492)
AR230	23040	Lac-Saint-Charles	V		143 473	17 728	(125 745)
AR930	93060	Lamarche	M		56 188	52 900	(3 288)
AR940	94080	Larouche	P		41 260	35 464	(5 796)
AR930	93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P		147 394	67 249	(80 145)
AR940	94045	Laterrière	V		26 902	0	(26 902)
AR880	88080	Launay	CT		11 181	6 573	(4 608)
AR320	32072	Laurierville	M		20 578	8 337	(12 241)
AR490	49025	L'Avenir	M		339	0	(339)
AR100	10065	Le Bic	M		69 238	66 986	(2 252)
AR490	49020	Lefebvre	M		15 172	13 700	(1 472)
AR130	13050	Lejeune	M		29 653	12 930	(16 723)
AR380	38020	Lemieux	M		9 584	2 482	(7 102)
AR950	95025	Les Escoumins	M		93 792	69 615	(24 177)
AR080	08005	Les Méchins	M		66 404	56 354	(10 050)
AR010	01010	L'Île-du-Havre-Aubert	M		163 578	129 083	(34 495)
AR170	17080	L'Islet-sur-Mer	M		22 187	12 634	(9 553)
AR120	12040	L'Isle-Verte	VL		50 348	33 765	(16 583)
AR981	98045	Longue-Pointe-de-Mingan	M		69 167	65 525	(3 642)
AR230	23045	Loretteville	V		57 830	0	(57 830)
AR850	85037	Lorrainville	M		49 013	34 722	(14 291)
AR090	09090	Luceville	VL		83 120	71 360	(11 760)
AR870	87055	Macamic	V		105 691	96 405	(9 286)
AR390	39165	Maddington	CT		16 327	16 277	(50)
AR890	89015	Malartic	V		393 651	338 298	(55 353)
AR380	38028	Manseau	M		39 541	21 139	(18 402)
AR700	70020	Maple Grove	V		34 839	24 419	(10 420)
AR060	06005	Maria	M		34 118	0	(34 118)
AR040	04025	Marsoui	VL		80 458	76 634	(3 824)
AR440	44060	Martinville	M		6 262	0	(6 262)
AR530	53010	Massueville	VL		24 076	19 442	(4 634)
99999	99015	Matagami	V		238 438	233 328	(5 110)
AR420	42080	Melbourne	VL		26 975	23 547	(3 428)
AR860	86060	Mont-Brun	M		26 091	23 421	(2 670)
AR830	83080	Montcerf	M		23 608	21 694	(1 914)
AR790	79110	Mont-Saint-Michel	M		5 895	0	(5 895)
AR040	04015	Mont-Saint-Pierre	VL		33 277	26 947	(6 330)
AR800	80110	Namur	M		16 886	12 802	(4 084)
AR050	05040	New Carlisle	M		36 939	23 733	(13 206)
AR750	75025	New Glasgow	VL		7 480	6 201	(1 279)
AR020	02040	Newport	M		220 860	212 396	(8 464)
AR390	39045	Norbertville	VL		7 777	3 391	(4 386)
AR920	92040	Normandin	V		224 628	198 696	(25 932)
AR870	87115	Normétal	M		191 486	160 241	(31 245)
AR390	39015	Notre-Dame-de-Ham	M		28 364	12 664	(15 700)
AR320	32080	Notre-Dame-de-Lourdes	P		22 260	4 036	(18 224)
AR340	34045	Notre-Dame-de-Portneuf	P		50 431	39 180	(11 251)
AR150	15025	Notre-Dame-des-Monts	M		68 339	54 624	(13 715)
AR290	29120	Notre-Dame-des-Pins	P		17 750	7 058	(10 692)
AR130	13035	Notre-Dame-du-Lac	V		100 890	61 168	(39 722)
AR360	36040	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P		150 659	40 413	(110 246)
AR060	06020	Nouvelle	M		121 369	104 693	(16 676)
AR050	05032	Paspébiac	V		190 657	181 948	(8 709)
AR020	02005	Percé	V		336 043	289 744	(46 299)
AR030	03015	Petite-Vallée	M		55 342	36 712	(18 630)
AR080	08050	Petit-Matane	M		52 850	45 703	(7 147)
AR500	50105	Pierreville	VL		53 645	44 587	(9 058)
AR320	32045	Plessisville	P		39 836	37 950	(1 886)
AR310	31110	Pontbriand	M		19 520	11 467	(8 053)
AR960	96040	Ragueneau	P		195 566	171 772	(23 794)
AR100	10040	Rimouski-Est	VL		76 546	64 323	(12 223)
AR060	06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT		1 811	0	(1 811)
AR130	13025	Rivière-Bleue	M		90 780	88 402	(2 378)
AR940	94015	Rivière-Éternité	M		31 149	30 812	(337)
AR971	97025	Rivière-Pentecôte	M		66 847	57 229	(9 618)
AR981	98050	Rivière-Saint-Jean	M		62 865	57 321	(5 544)
AR310	31115	Robertsonville	VL		47 760	46 141	(1 619)
AR880	88010	Rochebaucourt	M		37 573	23 520	(14 053)
AR480	48010	Roxton Falls	VL		36 187	23 356	(12 831)
AR350	35015	Saint-Adelphe	P		2 298	0	(2 298)
AR400	40010	Saint-Adrien	M		10 515	9 480	(1 035)
AR390	39085	Saint-Albert	M		9 068	9 027	(41)
AR060	06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	P		48 256	34 980	(13 276)

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Municipalités qui ont subi une perte en péréquation

127

No Mrc	code géo.	nom abrégé	Désig.	Fusion	Montant 1999	Montant 2000	Écart
AR270	27015	Saint-Alfred	M		1 431	0	(1 431)
AR050	05065	Saint-Alphonse	M		48 118	40 030	(8 088)
AR100	10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	P		119 086	93 527	(25 559)
AR140	14040	Saint-André	M		10 304	3 940	(6 364)
AR060	06040	Saint-André-de-Restigouche	M		13 843	9 914	(3 929)
AR910	91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL		34 635	34 002	(633)
AR120	12065	Saint-Arsène	P		31 972	27 501	(4 471)
AR999	98012	Saint-Augustin	M		57 562	53 828	(3 734)
AR520	52055	Saint-Barthélemy	P		779	0	(779)
AR280	28025	Saint-Benjamin	M		29 724	19 834	(9 890)
AR360	36020	Saint-Boniface-de-Shawinigan	VL		148 026	142 950	(5 076)
AR930	93030	Saint-Bruno	M		136 734	126 894	(9 840)
AR630	63055	Saint-Calixte	M		8 615	0	(8 615)
AR280	28070	Saint-Camille-de-Lellis	P		30 757	22 347	(8 410)
AR340	34075	Saint-Casimir	M		41 520	20 063	(21 457)
AR940	94085	Saint-Charles-de-Bourget	M		49 263	33 538	(15 725)
AR090	09010	Saint-Charles-Garnier	P		42 466	25 345	(17 121)
AR390	39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	P		30 667	29 403	(1 264)
AR690	69017	Saint-Chrysostome	M	1999-09-29	36 056	23 948	(12 108)
AR520	52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	M		3 675	1 696	(1 979)
AR290	29057	Saint-Côme-Linière	M		99 989	54 198	(45 791)
AR120	12005	Saint-Cyprien	M		50 264	26 324	(23 940)
AR280	28040	Saint-Cyprien	P		14 045	13 558	(487)
AR070	07105	Saint-Damase	P		21 062	18 485	(2 577)
AR170	17040	Saint-Damase-de-L'Islet	M		11 307	10 858	(449)
AR090	09030	Saint-Donat	P		844	243	(601)
AR320	33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	1999-02-03	26 578	0	(26 578)
AR150	15020	Sainte-Agnès	P		36 434	34 712	(1 722)
AR090	09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	M		74 491	70 340	(4 151)
AR210	21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	V		42 118	0	(42 118)
AR370	37005	Sainte-Anne-de-la-Pérade	M		28 918	6 018	(22 900)
AR140	14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P		21 577	3 662	(17 915)
AR950	95040	Sainte-Anne-de-Portneuf	M		131 325	117 113	(14 212)
AR040	04040	Sainte-Anne-des-Monts	M		42 350	0	(42 350)
AR530	53065	Sainte-Anne-de-Sorel	P		15 492	8 829	(6 663)
AR180	18025	Sainte-Apolline-de-Patton	P		23 389	15 619	(7 770)
AR920	92050	Saint-Edmond	M		67 726	56 666	(11 060)
AR510	51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	M		8 582	5 239	(3 343)
AR180	18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M		22 732	18 467	(4 265)
AR170	17025	Sainte-Félicité	M		41 687	28 618	(13 069)
AR070	07010	Sainte-Florence	M		32 651	27 638	(5 013)
AR110	11030	Sainte-Françoise	P		34 551	29 813	(4 738)
AR380	38035	Sainte-Françoise	M		5 216	0	(5 216)
AR910	91030	Sainte-Hedwidge	M		45 266	37 657	(7 609)
AR140	14025	Sainte-Hélène	P		45 233	35 627	(9 606)
AR090	09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	P		12 718	10 913	(1 805)
AR920	92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	VL		58 297	55 495	(2 802)
AR280	28045	Sainte-Justine	M		72 927	35 524	(37 403)
AR110	11035	Saint-Éloi	P		11 060	381	(10 679)
AR180	18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	M		38 203	18 910	(19 293)
AR370	37050	Sainte-Marthe-du-Cap	V		198 399	168 970	(29 429)
AR930	93075	Sainte-Monique	M		9 170	6 025	(3 145)
AR100	10050	Sainte-Odile-sur-Rimouski	P		28 087	9 925	(18 162)
AR290	29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	M		43 929	13 168	(30 761)
AR120	12030	Saint-Épiphanie	M		71 615	53 248	(18 367)
AR280	28030	Sainte-Rose-de-Watford	M		29 719	23 230	(6 489)
AR280	28065	Sainte-Sabine	P		18 062	13 288	(4 774)
AR380	38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	P		18 523	413	(18 110)
AR320	32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	M		1 664	0	(1 664)
AR350	35050	Sainte-Thècle	M		65 877	17 175	(48 702)
AR920	92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	M		65 321	53 507	(11 814)
AR130	13030	Saint-Eusèbe	P		29 866	24 906	(4 960)
AR180	18015	Saint-Fabien-de-Panet	P		63 485	55 277	(8 208)
AR880	88060	Saint-Félix-de-Dalquier	M		62 926	59 291	(3 635)
AR330	33050	Saint-Flavien	VL		30 486	28 242	(2 244)
AR060	06055	Saint-François-d'Assise	P		68 521	68 129	(392)
AR020	02020	Saint-François-de-Pabos	M		86 554	80 032	(6 522)
AR910	91015	Saint-François-de-Sales	M		61 703	36 776	(24 927)
AR500	50128	Saint-François-du-Lac	M		41 874	36 286	(5 588)
AR120	12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	M		15 441	11 696	(3 745)
AR270	27065	Saint-Frédéric	P		18 148	12 728	(5 420)
AR940	94035	Saint-Fulgence	M		86 995	68 999	(17 996)
AR090	09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	M		79 084	61 733	(17 351)
AR140	14075	Saint-Gabriel-Lalemant	M		63 664	55 188	(8 476)
AR360	36050	Saint-Georges	VL		261 634	247 603	(14 031)
AR120	12055	Saint-Georges-de-Cacouna	VL		11 691	5 110	(6 581)

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Municipalités qui ont subi une perte en péréquation

No Mrc	code géo.	nom abrégé	Désig.	Fusion	Montant 1999	Montant 2000	Écart
AR290	29070	Saint-Georges-Est	P		44 669	25 408	(19 261)
AR360	36060	Saint-Gérard-des-Laurentides	P		71 086	52 475	(18 611)
AR140	14045	Saint-Germain	P		1 675	0	(1 675)
AR340	34060	Saint-Gilbert	P		2 747	1 764	(983)
AR420	42085	Saint-Grégoire-de-Greenlay	VL		30 717	26 232	(4 485)
AR160	16050	Saint-Hilarion	P		31 885	21 479	(10 406)
AR130	13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	M		54 524	32 814	(21 710)
AR120	12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M		32 349	621	(31 728)
AR260	26063	Saint-Isidore	M		4 924	0	(4 924)
AR330	33065	Saint-Janvier-de-Joly	M		25 844	0	(25 844)
AR090	09080	Saint-Jean-Baptiste	M		22 688	21 421	(1 267)
AR110	11010	Saint-Jean-de-Dieu	M		129 657	129 073	(584)
AR130	13010	Saint-Jean-de-la-Lande	M		7 908	5 420	(2 488)
AR210	21020	Saint-Joachim	P		11 569	0	(11 569)
AR140	14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	P		4 739	3 045	(1 694)
AR310	31035	Saint-Julien	P		1 189	0	(1 189)
AR180	18005	Saint-Just-de-Bretenières	M		32 404	32 307	(97)
AR500	50042	Saint-Léonard-d'Aston	M		27 128	2 901	(24 227)
AR190	19020	Saint-Léon-de-Standon	P		21 439	0	(21 439)
AR370	37060	Saint-Louis-de-France	V		212 808	161 428	(51 380)
AR080	08045	Saint-Luc-de-Matane	M		23 171	19 031	(4 140)
AR300	30072	Saint-Ludger	M		5 991	5 003	(988)
AR280	28075	Saint-Magloire	M		26 499	7 743	(18 756)
AR130	13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	P		23 604	7 870	(15 734)
AR880	88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	M		14 344	11 975	(2 369)
AR370	37045	Saint-Maurice	P		71 238	66 531	(4 707)
AR040	04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M		180 585	133 056	(47 529)
AR110	11025	Saint-Médard	M		18 118	16 255	(1 863)
AR130	13065	Saint-Michel-du-Squatec	P		77 551	52 809	(24 742)
AR120	12020	Saint-Modeste	P		3 701	0	(3 701)
AR370	37040	Saint-Narcisse	P		42 333	32 634	(9 699)
AR190	19045	Saint-Nérée	P		14 994	384	(14 610)
AR070	07100	Saint-Noël	VL		75 519	40 543	(34 976)
AR090	09055	Saint-Octave-de-Métis	P		49 429	40 770	(8 659)
AR270	27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	P		30 424	4 414	(26 010)
AR060	06015	Saint-Omer	P		50 074	44 412	(5 662)
AR170	17005	Saint-Omer	M		16 936	16 373	(563)
AR140	14015	Saint-Pascal	V		48 449	7 430	(41 019)
AR140	14020	Saint-Pascal	M		23 644	15 093	(8 551)
AR610	61005	Saint-Paul	M		31 859	12 673	(19 186)
AR120	12035	Saint-Paul-de-la-Croix	P		24 378	22 985	(1 393)
AR180	18030	Saint-Paul-de-Montminy	M		8 048	0	(8 048)
AR140	14060	Saint-Philippe-de-Néri	P		41 318	36 989	(4 329)
AR660	66050	Saint-Pierre	V		140 193	105 992	(34 201)
AR130	13075	Saint-Pierre-de-Lamy	M		4 542	0	(4 542)
AR250	25035	Saint-Rédempteur	V		54 146	45 127	(9 019)
AR290	29050	Saint-René	P		13 343	12 037	(1 306)
AR080	08035	Saint-René-de-Matane	M		71 675	71 452	(223)
AR530	53020	Saint-Robert	P		22 409	14 419	(7 990)
AR390	39130	Saint-Samuel	P		12 715	12 118	(597)
AR350	35020	Saint-Séverin	P		3 891	0	(3 891)
AR150	15055	Saint-Siméon	VL		63 642	34 737	(28 905)
AR110	11055	Saint-Simon	P		9 950	6 485	(3 465)
AR370	37015	Saint-Stanislas	M		13 380	7 489	(5 891)
AR920	92070	Saint-Stanislas	M		27 116	16 685	(10 431)
AR070	07070	Saint-Tharcisius	P		35 618	33 662	(1 956)
AR480	48045	Saint-Théodore-d'Acton	P		17 955	0	(17 955)
AR350	35027	Saint-Tite	V	1998-12-23	36 279	32 923	(3 356)
AR080	08070	Saint-Ulric	VL		61 305	54 966	(6 339)
AR160	16055	Saint-Urbain	P		31 926	28 007	(3 919)
AR390	39135	Saint-Valère	M		12 929	12 728	(201)
AR100	10060	Saint-Valérien	P		19 430	16 994	(2 436)
AR070	07075	Saint-Vianney	M		55 416	40 786	(14 630)
AR500	50023	Saint-Wenceslas	M		2 002	0	(2 002)
AR280	28005	Saint-Zacharie	M		92 933	83 641	(9 292)
AR410	41040	Sawyerville	VL		37 613	34 018	(3 595)
AR070	07085	Sayabec	M		95 303	52 675	(42 628)
AR410	41080	Scotstown	V		95 990	80 506	(15 484)
AR890	89040	Senneterre	V		254 142	221 913	(32 229)
AR220	22020	Shannon	M		25 958	15 843	(10 115)
AR290	29035	Shenley	CT		55 659	21 821	(33 838)
AR050	05010	Shigawake	M		17 925	17 148	(777)
AR040	04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	M		47 492	38 280	(9 212)
AR870	87045	Taschereau	M		37 645	37 358	(287)
AR310	31080	Thetford-Partie-Sud	CT		58 009	38 590	(19 419)
AR170	17035	Tourville	M		99 991	76 958	(23 033)

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Municipalités qui ont subi une perte en péréquation

No Mrc	code géo.	nom abrégé	Désig.	<u>Fusion</u>	<u>Montant 1999</u>	<u>Montant 2000</u>	<u>Écart</u>
AR880	88075	Trécesson	CT		26 976	20 278	(6 698)
AR940	94055	Tremblay	CT		279 792	265 710	(14 082)
AR270	27060	Tring-Jonction	VL		52 693	49 249	(3 444)
AR110	11040	Trois-Pistoles	V		282 281	268 086	(14 195)
AR790	79070	Val-Barrette	VL		36 807	25 488	(11 319)
AR890	89035	Val-Senneville	M		72 886	63 398	(9 488)
AR410	41097	Weedon	M		17 939	0	(17 939)
AR410	41065	Westbury	CT		6 166	2 386	(3 780)
AR530	53075	Yamaska	VL		8 071	6 363	(1 708)
Total					<u>19 328 411</u>	<u>14 927 493</u>	<u>(4 400 918)</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

5. PROGRAMME D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE «DIRECTION»

Réponse : En ce qui concerne la liste des organismes oeuvrant dans le secteur municipal ayant bénéficié d'une aide financière, voir réponse à la question 19 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

6. COMPENSATIONS FINANCIÈRES, PAR CATÉGORIES DE PROGRAMMES

Q-6

A) COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS DES AUTRES
PROVINCES, DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1999-2000

134

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Aylmer	116 883.00 \$
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	307.00 \$
Conseil scolaire de l'Ile de Montréal	86 915.00 \$
Ville de Montréal	3 563 883.00 \$
Ville de Mont-Royal	14 576.00 \$
Ville d'Outremont	26 761.00 \$
Ville de Québec	101 493.00 \$
Paroisse de Saint-Colomban	969.00 \$
Ville de Sillery	5 096.00 \$
Ville de Westmount	58 717.00 \$
	=====
	3 975 600.00 \$

Q-6 B) COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Acton Vale	56 864.00 \$
Ville d'Alma	390 324.00 \$
Ville d'Amos	381 579.00 \$
Ville d'Amqui	83 140.00 \$
Ville d'Anjou	36 683.00 \$
Ville d'Asbestos	54 863.00 \$
Municipalité d'Austin	6 114.00 \$
Village d'Ayer's Cliff	1 232.00 \$
Ville d'Aylmer	179 256.00 \$
Ville de Baie-Comeau	426 660.00 \$
Municipalité de Baie-James	4 965.00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	370 202.00 \$
Village de Baie-Trinité	22 078.00 \$
Ville de Beaconsfield	108 230.00 \$
Ville de Beauceville	148 468.00 \$
Ville de Beauharnois	67 739.00 \$
Ville de Beauport	3 494 665.00 \$
Ville de Beaufré	25 403.00 \$
Ville de Bedford	65 116.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

136

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Beloeil	71 893.00 \$
Village de Bernierville	222 325.00 \$
Ville de Berthierville	39 522.00 \$
Ville de Black Lake	14 706.00 \$
Ville de Blainville	3 638.00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	145 897.00 \$
Ville de Boisbriand	6 682.00 \$
Ville de Bois-des-Filion	4 372.00 \$
Ville de Bonaventure	3 509.00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	2 865.00 \$
Ville de Boucherville	16 392.00 \$
Municipalité de Brigham	8 458.00 \$
Ville de Bromont	2 043.00 \$
Ville de Bromptonville	18 484.00 \$
Ville de Brossard	115 007.00 \$
Ville de Buckingham	282 804.00 \$
Village de Campbell's Bay	14 514.00 \$
Ville de Candiac	46 491.00 \$
Village de Cap-aux-Meules	314 254.00 \$
Ville de Cap-Chat	68 032.00 \$
Ville de Cap-de-la-Madeleine	284 592.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Caplan	5 540.00 \$
Ville de Cap-Rouge	72 535.00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	33 796.00 \$
Ville de Chambly	150 155.00 \$
Ville de Chandler	259 203.00 \$
Ville de Chapais	19 886.00 \$
Ville de Charlesbourg	550 221.00 \$
Ville de Charny	209 053.00 \$
Ville de Châteauguay	677 828.00 \$
Ville de Chibougamau	89 052.00 \$
Ville de Chicoutimi	2 281 359.00 \$
Ville de Clermont	14 298.00 \$
Canton de Cleveland	30 538.00 \$
Ville de Coaticook	76 710.00 \$
Ville de Contrecoeur	15 554.00 \$
Ville de Cookshire	1 313.00 \$
Municipalité de Coteau-du-Lac	51 784.00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	42 966.00 \$
Cité de Côte-Saint-Luc	517 014.00 \$
Ville de Cowansville	202 803.00 \$
Ville de Danville	1 282.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

138

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Daveluyville	667.00 \$
Municipalité de Delisle	28 492.00 \$
Ville de Delson	2 130.00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	13 713.00 \$
Municipalité Des Ruisseaux	69 831.00 \$
Ville de Deux-Montagnes	60 430.00 \$
Ville de Disraeli	23 338.00 \$
Municipalité de Dixville	11 301.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	152 522.00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	6 590.00 \$
Ville de Donnacona	115 088.00 \$
Cité de Dorval	164 492.00 \$
Ville de Drummondville	438 124.00 \$
Ville de Dunham	7 476.00 \$
Ville d'East Angus	34 654.00 \$
Municipalité d'East Broughton	8 270.00 \$
Ville de Farnham	59 172.00 \$
Municipalité de Fatima	9 676.00 \$
Ville de Fermont	10 888.00 \$
Ville de Fleurimont	957 467.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Forestville	44 229.00 \$
Municipalité de Fortierville	17 232.00 \$
Municipalité de Frampton	1 836.00 \$
Municipalité de Franklin	11 537.00 \$
Ville de Gaspé	323 780.00 \$
Ville de Gatineau	736 395.00 \$
Village de Gracefield	36 191.00 \$
Ville de Granby	342 212.00 \$
Village de Grandes-Bergeronnes	19 796.00 \$
Paroisse de Grande-Vallée	18 622.00 \$
Ville de Grand-Mère	172 703.00 \$
Ville de Greenfield Park	221 946.00 \$
Village de Grenville	1 408.00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	14 498.00 \$
Municipalité de Grosse-Île	3 093.00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	85 909.00 \$
Municipalité de Hébertville	17 927.00 \$
Municipalité de Huberdeau	10 490.00 \$
Ville de Hull	713 460.00 \$
Ville de Huntingdon	34 011.00 \$
Ville d'Iberville	60 868.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

140

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Joliette	324 789.00 \$
Ville de Jonquière	856 435.00 \$
Municipalité de Kingsey Falls	7 762.00 \$
Ville de Kirkland	6 874.00 \$
Ville de La Baie	219 068.00 \$
Municipalité de Labelle	13 305.00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	98 657.00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	10 016.00 \$
Ville de Lac-Etchemin	260 147.00 \$
Ville de Lachenaie	8 267.00 \$
Ville de Lachine	500 153.00 \$
Ville de Lachute	224 475.00 \$
Ville de Lac-Mégantic	187 855.00 \$
Paroisse de La Doré	6 386.00 \$
Ville de Lafontaine	9 083.00 \$
Village de La Guadeloupe	18 460.00 \$
Ville de La Malbaie	23 925.00 \$
Ville de La Malbaie -Pointe-au-Pic	81 518.00 \$
Municipalité de Lambton	11 190.00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	2 504.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Village de L'Annonciation	360 363.00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	7 199.00 \$
Municipalité de La Patrie	1 020.00 \$
Municipalité de La Pêche	61 386.00 \$
Ville de La Pocatière	173 769.00 \$
Ville de La Prairie	118 152.00 \$
Ville de LaSalle	964 314.00 \$
Ville de La Sarre	162 617.00 \$
Ville de L'Assomption	138 183.00 \$
Ville de La Tuque	298 759.00 \$
Ville de Laurentides	24 485.00 \$
Village de Laurier-Station	36 605.00 \$
Ville de Laval	1 397 113.00 \$
Village de Lavaltrie	2 247.00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	58 238.00 \$
Municipalité du Bic	1 978.00 \$
Ville Le Gardeur	7 963.00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-Maurice	12.00 \$
Ville de Lennoxville	11 405.00 \$
Ville de L'Épiphanie	2 686.00 \$
Municipalité des Bergeronnes	50 199.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

142

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité des Escoumins	79 477.00 \$
Ville de Lévis	604 715.00 \$
Ville de L'Île-Bizard	45 730.00 \$
Municipalité de L'Île-du-Havre-Aubert	747.00 \$
Ville de L'Île-Perrot	54 343.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer	10 623.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer--Saint-Eugène-L'Islet	2 880.00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	6 642.00 \$
Ville de Longueuil	953 419.00 \$
Ville de Loretteville	210 055.00 \$
Ville de Lorraine	4 335.00 \$
Municipalité de Lotbinière	13 634.00 \$
Ville de Louiseville	138 511.00 \$
Canton de Low	1 124.00 \$
Municipalité de Lyster	7 275.00 \$
Ville de Macamic	169 731.00 \$
Ville de Magog	168 701.00 \$
Ville de Malartic	112 078.00 \$
Ville de Maniwaki	258 316.00 \$
Cantons-Unis de Mansfield-et-Pontefract	21 539.00 \$
Municipalité de Marchand	763.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Maria	258 026.00 \$
Ville de Marieville	144 692.00 \$
Ville de Mascouche	20 022.00 \$
Ville de Masson-Angers	10 146.00 \$
Ville de Matagami	49 340.00 \$
Ville de Matane	493 655.00 \$
Paroisse de Matapédia	34 567.00 \$
Ville de Mercier	3 199.00 \$
Ville de Métabetchouan -Lac-à-la-Croix	106 565.00 \$
Ville de Mirabel	48 771.00 \$
Ville de Mont-Joli	384 914.00 \$
Ville de Mont-Laurier	174 127.00 \$
Ville de Montmagny	386 238.00 \$
Ville de Montréal	20 352 819.00 \$
Ville de Montréal-Nord	432 075.00 \$
Ville de Montréal-Ouest	4 690.00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	4 281.00 \$
Municipalité de Morin-Heights	306.00 \$
Ville de Murdochville	4 006.00 \$
Municipalité de New Carlisle	38 699.00 \$
Ville de New Richmond	3 302.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

144

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Nicolet	168 607.00 \$
Ville de Normandin	51 787.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Prairies	663.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	208.00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	11 003.00 \$
Ville de Notre-Dame-du-Lac	161 811.00 \$
Paroisse d'Oka	868.00 \$
Municipalité d'Oka	128.00 \$
Village d'Ormstown	55 806.00 \$
Municipalité d'Ormstown	11 943.00 \$
Ville d'Otterburn Park	6 040.00 \$
Ville d'Outremont	17 570.00 \$
Municipalité de Palmarolle	6 436.00 \$
Village de Papineauville	803.00 \$
Village de Parent	2 527.00 \$
Ville de Paspébiac	36 925.00 \$
Municipalité de Piedmont	20 451.00 \$
Ville de Pierrefonds	237 171.00 \$
Village de Pierreville	19 425.00 \$
Ville de Pincourt	5 488.00 \$
Ville de Plessisville	97 809.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Pohénégamook	9 944.00 \$
Ville de Pointe-au-Père	4 166.00 \$
Ville de Pointe-Claire	280 825.00 \$
Municipalité de Pointe-du-Lac	28 449.00 \$
Ville de Pont-Rouge	3 509.00 \$
Ville de Port-Cartier	25 312.00 \$
Ville de Prévost	14 258.00 \$
Ville de Princeville	13 731.00 \$
Ville de Québec	5 036 747.00 \$
Municipalité de Rawdon	398.00 \$
Ville de Repentigny	474 029.00 \$
Ville de Richelieu	10 947.00 \$
Ville de Richmond	36 798.00 \$
Municipalité de Rigaud	28 023.00 \$
Ville de Rimouski	1 323 970.00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	3 441.00 \$
Municipalité de Rivière-Bleue	41 102.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	175 302.00 \$
Municipalité de Rivière-Héva	582.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

146

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Rivière-Ouelle	85 266.00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	2 725.00 \$
Ville de Roberval	548 296.00 \$
Ville de Rock Forest	121 133.00 \$
Ville de Rosemère	60 742.00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	886 963.00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	17 204.00 \$
Paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	13 131.00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	60 874.00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	33 721.00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	587.00 \$
Paroisse de Saint-Antonin	10 240.00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	19 885.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures	10 148.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	8 410.00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 660.00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	83 963.00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	4 857.00 \$
Village de Saint-Célestin	24 352.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Césaire	26 662.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	3 397.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	773 369.00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	1 772.00 \$
Ville de Saint-Constant	2 224.00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	23 141.00 \$
Paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	46 713.00 \$
Municipalité de Saint-Donat	11 807.00 \$
Ville de Sainte-Adèle	3 151.00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	130 029.00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	23 946.00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	91 001.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	11 400.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	280 771.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	3 254.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts -- Tourelle	59 921.00 \$
Municipalité Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4 010.00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	17 557.00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	581.00 \$
Village de Sainte-Croix	40 913.00 \$
Paroisse de Sainte-Élisabeth	28 249.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

148

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Sainte-Foy	2 003 742.00 \$
Ville de Sainte-Geneviève	58 471.00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	14 952.00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	12 596.00 \$
Ville de Sainte-Julie	1 420.00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	2 949.00 \$
Municipalité de Sainte-Justine	4 478.00 \$
Municipalité de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière- Madeleine	5.00 \$
Paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	30 587.00 \$
Ville de Sainte-Marie	30 973.00 \$
Ville de Sainte-Marthe-du-Cap	698.00 \$
Ville de Saint-Émile	32 231.00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	5 860.00 \$
Village de Sainte-Pétronille	1 019.00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	16 368.00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	214 973.00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon	7 804.00 \$
Paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	2 718.00 \$
Paroisse de Saint-Eugène	7 970.00 \$
Ville de Saint-Eustache	440 716.00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	27 262.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Félicien	40 638.00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	1 731.00 \$
Village de Saint-Flavien	19 675.00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	3 903.00 \$
Ville de Saint-Gabriel	39 131.00 \$
Ville de Saint-Georges	303 718.00 \$
Village de Saint-Georges	2 923.00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	16 271.00 \$
Municipalité de Saint-Henri	3 019.00 \$
Paroisse de Saint-Hippolyte	2 724.00 \$
Ville de Saint-Hubert	171 450.00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	597.00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	871 297.00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	15 616.00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	9 286.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	2 247.00 \$
Ville de Saint-Jean-Chrysostome	3 764.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	8 894.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	1 302.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	64 065.00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	745 493.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

150

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Jérôme	652 129.00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie	26 229.00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	31 257.00 \$
Ville de Saint-Jovite	5 763.00 \$
Ville de Saint-Lambert	43 111.00 \$
Ville de Saint-Laurent	536 743.00 \$
Paroisse de Saint-Lazare	2 859.00 \$
Ville de Saint-Léonard	24 684.00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	7 958.00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	6 377.00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	15 298.00 \$
Ville de Saint-Luc	55 006.00 \$
Municipalité de Saint-Ludger	7 666.00 \$
Municipalité de Saint-Magloire	1 316.00 \$
Village de Saint-Marc-des-Carières	52 873.00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	1 915.00 \$
Municipalité de Saint-Méthode-de-Frontenac	7 049.00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	10 965.00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	9 791.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	7 130.00 \$
Ville de Saint-Nicolas	6 988.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	18.00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	31 690.00 \$
Ville de Saint-Pamphile	22 198.00 \$
Ville de Saint-Pascal	32 029.00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	5 652.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	10 802.00 \$
Ville de Saint-Pierre	87 017.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de l'Île-d'Orléans	13 870.00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	21 702.00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	14 461.00 \$
Ville de Saint-Raymond	107 964.00 \$
Ville de Saint-Rédempteur	2 867.00 \$
Ville de Saint-Rémi	37 181.00 \$
Ville de Saint-Romuald	74 924.00 \$
Village de Saint-Sauveur-des-Monts	2 412.00 \$
Village de Saint-Siméon	12 302.00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	10 255.00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	5 103.00 \$
Paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin	1 620.00 \$
Ville de Saint-Tite	19 699.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION
RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

152

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	10 461.00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	596 030.00 \$
Municipalité de Sayabec	19 016.00 \$
Ville de Senneterre	33 521.00 \$
Ville de Sept-Iles	223 050.00 \$
Ville de Shawinigan-Sud	318 882.00 \$
Ville de Shawinigan	381 793.00 \$
Village de Shawville	141 456.00 \$
Canton de Shefford	1 910.00 \$
Canton de Shenley	654.00 \$
Ville de Sherbrooke	2 732 631.00 \$
Ville de Sillery	88 711.00 \$
Ville de Sorel	533 701.00 \$
Ville de Stanstead	1 533.00 \$
Municipalité de Stoke	734.00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	2 048.00 \$
Ville de Sutton	35 439.00 \$
Ville de Témiscaming	25 136.00 \$
Ville de Terrebonne	63 707.00 \$
Ville de Thetford Mines	306 048.00 \$
Ville de Tracy	29 526.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Trois-Pistoles	74 939.00 \$
Ville de Trois-Rivières	1 145 610.00 \$
Ville de Trois-Rivières-Ouest	3 349.00 \$
Ville de Val-Bélair	14 090.00 \$
Ville de Valcourt	28 829.00 \$
Municipalité de Val-des-Bois	396.00 \$
Ville de Val-d'Or	270 825.00 \$
Municipalité de Vallée-Jonction	2 243.00 \$
Ville de Vanier	295 492.00 \$
Ville de Varennes	90 813.00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	101 103.00 \$
Municipalité de Verchères	1 174.00 \$
Ville de Verdun	2 247 686.00 \$
Municipalité de Vianney	178.00 \$
Ville de Victoriaville	525 548.00 \$
Ville de Ville-Marie	67 218.00 \$
Ville de Warwick	38 663.00 \$
Ville de Waterloo	16 975.00 \$
Municipalité de Weedon	34 639.00 \$
Municipalité de Wentworth-Nord	5 876.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION
RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES

1999-2000

154

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Westmount	341 901.00 \$
Ville de Windsor	67 985.00 \$
Municipalité de Wotton	5 916.00 \$
Municipalité de Yamachiche	16 676.00 \$
	=====
	80 764 602.00 \$

Q-6 C) COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville d'Acton Vale	81 289.00 \$
Municipalité d'Aganish	2 433.00 \$
Municipalité d'Albanel	4 771.00 \$
Municipalité d'Albertville	940.00 \$
Ville d'Alma	598 321.00 \$
Canton d'Amherst	1 509.00 \$
Ville d'Amos	217 733.00 \$
Ville d'Amqui	134 504.00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	4 351.00 \$
Ville d'Anjou	175 450.00 \$
Municipalité d'Armagh	2 612.00 \$
Municipalité d'Arntfield	9.00 \$
Canton d'Arundel	1 333.00 \$
Ville d'Asbestos	89 180.00 \$
Municipalité d'Ascot	145 040.00 \$
Municipalité d'Ascot Corner	3 572.00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	1 219.00 \$
Municipalité d'Auclair	2 186.00 \$
Municipalité d'Audet	1 474.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

156

Nom du bénéficiaire	Montant
Canton d'Aumond	495.00 \$
Municipalité d'Austin	10 301.00 \$
Municipalité d'Authier-Nord	1 147.00 \$
Village d'Ayer's Cliff	14 555.00 \$
Ville d'Aylmer	165 731.00 \$
Ville de Baie-Comeau	562 267.00 \$
Municipalité de Baie-des-Sables	1 641.00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	2 451.00 \$
Ville de Baie-d'Urfé	22 520.00 \$
Municipalité de Baie-James	2 114.00 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	1 038.00 \$
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	2 123.00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	20 884.00 \$
Village de Baie-Trinité	11 482.00 \$
Municipalité de Barraute	24 113.00 \$
Municipalité de Batiscau	542.00 \$
Ville de Beaconsfield	154 608.00 \$
Municipalité de Béarn	2 107.00 \$
Ville de Beauceville	70 142.00 \$
Municipalité de Beaudry	1 368.00 \$
Ville de Beauharnois	66 860.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Village de Beaulac	2 112.00 \$
Municipalité de Beaumont	3 954.00 \$
Ville de Beauport	1 477 258.00 \$
Ville de Beupré	23 419.00 \$
Ville de Bécancour	32 645.00 \$
Ville de Bedford	36 646.00 \$
Municipalité de Bégin	4 036.00 \$
Municipalité de Bellecombe	1 024.00 \$
Ville de Bellefeuille	23 037.00 \$
Ville de Belleterre	3 106.00 \$
Ville de Beloeil	98 373.00 \$
Village de Bernierville	8 920.00 \$
Municipalité de Berry	721.00 \$
Paroisse de Berthier-sur-Mer	2 104.00 \$
Ville de Berthierville	65 064.00 \$
Municipalité de Béthanie	747.00 \$
Municipalité de Biencourt	1 061.00 \$
Ville de Black Lake	36 030.00 \$
Ville de Blainville	109 366.00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	25 183.00 \$
Municipalité de Blue Sea	326.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

158

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Boisbriand	97 698.00 \$
Municipalité de Boischatel	8 353.00 \$
Ville de Bois-des-Filion	45 159.00 \$
Municipalité de Bolton-Est	387.00 \$
Ville de Bonaventure	51 805.00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	19 180.00 \$
Municipalité de Bonsecours	911.00 \$
Ville de Boucherville	139 374.00 \$
Municipalité de Bouchette	865.00 \$
Municipalité de Brigham	2.00 \$
Ville de Bromont	16 494.00 \$
Ville de Bromptonville	26 184.00 \$
Ville de Brossard	226 043.00 \$
Village de Brownsburg	5 230.00 \$
Municipalité de Brownsburg-Chatham	1 053.00 \$
Ville de Buckingham	74 792.00 \$
Municipalité de Bury	406.00 \$
Ville de Cabano	64 372.00 \$
Ville de Cadillac	1 898.00 \$
Village de Campbell's Bay	14 440.00 \$
Ville de Candiac	49 495.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Cantley	4 191.00 \$
Village de Cap-aux-Meules	7 941.00 \$
Ville de Cap-Chat	28 780.00 \$
Ville de Cap-de-la-Madeleine	170 845.00 \$
Municipalité de Caplan	5 429.00 \$
Ville de Cap-Rouge	61 602.00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	9 274.00 \$
Municipalité de Cap-Santé	6 558.00 \$
Ville de Carignan	17 712.00 \$
Ville de Carleton	89 901.00 \$
Ville de Causapscal	37 526.00 \$
Municipalité de Cayamant	246.00 \$
Ville de Chambly	186 542.00 \$
Municipalité de Chambord	3 685.00 \$
Municipalité de Champlain	1 993.00 \$
Ville de Chandler	109 219.00 \$
Ville de Chapais	33 460.00 \$
Municipalité de Charette	2 724.00 \$
Ville de Charlemagne	13 800.00 \$
Ville de Charlesbourg	882 227.00 \$
Ville de Charny	190 203.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

160

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Châteauguay	346 323.00 \$
Ville de Château-Richer	9 457.00 \$
Canton de Chatham	2 189.00 \$
Municipalité de Chazel	853.00 \$
Municipalité de Chelsea	11 021.00 \$
Municipalité de Chénéville	3 085.00 \$
Municipalité de Chertsey	7 305.00 \$
Municipalité de Chesterville	1 915.00 \$
Ville de Chibougamau	128 956.00 \$
Ville de Chicoutimi	1 397 636.00 \$
Village de Chute-aux-Outardes	12 718.00 \$
Municipalité de Chute-Saint-Philippe	669.00 \$
Canton de Clarendon	22.00 \$
Municipalité de Cléricky	1 285.00 \$
Ville de Clermont	7 107.00 \$
Canton de Clermont	893.00 \$
Municipalité de Clerval	31.00 \$
Canton de Cleveland	2 976.00 \$
Canton de Cloridorme	3 876.00 \$
Municipalité de Cloutier	1 067.00 \$
Ville de Coaticook	77 149.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Colombier	4 332.00 \$
Municipalité de Colombourg	943.00 \$
Municipalité de Compton	12 260.00 \$
Ville de Contrecoeur	8 795.00 \$
Ville de Cookshire	8 050.00 \$
Municipalité de Coteau-du-Lac	11 966.00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	38 927.00 \$
Cité de Côte-Saint-Luc	315 107.00 \$
Paroisse de Courcelles	1 618.00 \$
Ville de Cowansville	247 297.00 \$
Municipalité de Crabtree	5 199.00 \$
Municipalité D'Alembert	1 000.00 \$
Ville de Danville	4 860.00 \$
Municipalité de Daveluyville	18 139.00 \$
Municipalité de Deauville	5 422.00 \$
Ville de Dégelis	45 957.00 \$
Municipalité de Déléage	97.00 \$
Municipalité de Delisle	30 234.00 \$
Ville de Delson	21 399.00 \$
Ville de Desbiens	2 437.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

162

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	5 192.00 \$
Municipalité de Deschambault	1 617.00 \$
Municipalité Des Ruisseaux	1 729.00 \$
Municipalité de Destor	1 405.00 \$
Ville de Deux-Montagnes	137 949.00 \$
Ville de Disraeli	47 465.00 \$
Municipalité de Dixville	1 849.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	229 046.00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	251 404.00 \$
Ville de Donnacona	67 677.00 \$
Cité de Dorval	97 196.00 \$
Municipalité de Dosquet	1 084.00 \$
Ville de Drummondville	783 550.00 \$
Municipalité de Dubuisson	2 112.00 \$
Municipalité de Dudswell	942.00 \$
Ville de Dunham	4 604.00 \$
Ville de Duparquet	2 908.00 \$
Municipalité de Dupuy	1 985.00 \$
Municipalité de Durham-Sud	784.00 \$
Ville d'East Angus	65 452.00 \$
Municipalité d'East Broughton	6 082.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité d'East Hereford	357.00 \$
Village d'Eastman	3 313.00 \$
Canton d'Eaton	1 117.00 \$
Municipalité d'Entrelacs	715.00 \$
Municipalité d'Esprit-Saint	1 243.00 \$
Municipalité d'Évain	12 920.00 \$
Ville de Farnham	68 251.00 \$
Municipalité de Fatima	7 127.00 \$
Municipalité de Ferland-et-Boilleau	2 356.00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	5 851.00 \$
Ville de Fermont	75 600.00 \$
Ville de Fleurimont	802 240.00 \$
Ville de Forestville	30 360.00 \$
Village de Fort-Coulonge	13 705.00 \$
Municipalité de Frampton	656.00 \$
Municipalité de Franklin	2 773.00 \$
Municipalité de Franquelin	2 031.00 \$
Municipalité de Frelighsburg	1 757.00 \$
Municipalité de Fugèreville	1 385.00 \$
Municipalité de Gallichan	1 177.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

164

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Gallix	3 939.00 \$
Ville de Gaspé	590 844.00 \$
Ville de Gatineau	1 319 658.00 \$
Municipalité de Girardville	8 360.00 \$
Village de Godbout	2 186.00 \$
Canton de Gore	1 393.00 \$
Village de Gracefield	6 190.00 \$
Ville de Granby	365 952.00 \$
Canton de Granby	7 900.00 \$
Canton de Grand-Calumet	1 191.00 \$
Municipalité de Grande-Entrée	3 610.00 \$
Municipalité de Grande-Île	2 561.00 \$
Ville de Grande-Rivière	118 971.00 \$
Village de Grandes-Bergeronnes	30 397.00 \$
Paroisse de Grande-Vallée	12 769.00 \$
Ville de Grand-Mère	94 164.00 \$
Canton de Grand-Remous	847.00 \$
Ville de Greenfield Park	463 395.00 \$
Canton de Grenville	6 366.00 \$
Village de Grenville	9 576.00 \$
Municipalité de Grondines	645.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Gros-Mécatina	3 748.00 \$
Municipalité de Grosse-Île	4 322.00 \$
Municipalité de Grosses-Roches	1 517.00 \$
Canton de Guérin	936.00 \$
Canton de Ham-Nord	1 442.00 \$
Ville de Hampstead	24 299.00 \$
Municipalité de Havre-aux-Maisons	7 668.00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	85 097.00 \$
Municipalité de Hébertville	27 978.00 \$
Village de Hébertville-Station	3 766.00 \$
Village de Hemmingford	6 140.00 \$
Village de Henryville	1 582.00 \$
Municipalité d'Henryville	319.00 \$
Paroisse de Hérouxville	1 558.00 \$
Municipalité de Honfleur	1 714.00 \$
Canton de Hope	968.00 \$
Municipalité de Hope Town	355.00 \$
Village de Howick	9 585.00 \$
Municipalité de Huberdeau	29 200.00 \$
Ville de Hudson	21 062.00 \$
Ville de Hull	2 120 883.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

166

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Huntingdon	63 201.00 \$
Ville d'Iberville	109 587.00 \$
Municipalité d'Inverness	1 933.00 \$
Ville de Joliette	512 681.00 \$
Ville de Jonquière	906 179.00 \$
Municipalité de Kamouraska	1 122.00 \$
Municipalité de Kazabazua	886.00 \$
Municipalité de Kiamika	455.00 \$
Municipalité de Kingsey Falls	8 168.00 \$
Ville de Kirkland	16 285.00 \$
Ville de La Baie	95 468.00 \$
Municipalité de Labelle	2 872.00 \$
Municipalité de La Bostonnais	660.00 \$
Municipalité de Labrecque	4 123.00 \$
Municipalité de L'Acadie	7 700.00 \$
Municipalité de Lac-à-la-Tortue	3 269.00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	4 131.00 \$
Paroisse de Lac-aux-Sables	2 986.00 \$
Municipalité de Lac-Beauport	10 178.00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	4 753.00 \$
Ville de Lac-Brome	10 091.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Lac-des-Aigles	4 283.00 \$
Village de Lac-des-Écorces	4 101.00 \$
Municipalité de Lac-Drolet	2 177.00 \$
Municipalité de Lac-du-Cerf	261.00 \$
Ville de Lac-Etchemin	12 475.00 \$
Ville de Lachenaie	124 887.00 \$
Ville de Lachine	462 990.00 \$
Ville de Lachute	168 117.00 \$
Municipalité de Lac-Kénogami	2.00 \$
Ville de Lac-Mégantic	136 207.00 \$
Municipalité de Lac-Nominingue	1 260.00 \$
Village de Lacolle	2 628.00 \$
Municipalité de La Corne	924.00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	5 331.00 \$
Municipalité de La Croche	1 773.00 \$
Ville de Lac-Saint-Charles	34 731.00 \$
Municipalité de Lac-Sainte-Marie	793.00 \$
Municipalité de Lac-Supérieur	868.00 \$
Paroisse de La Doré	6 028.00 \$
Paroisse de La Durantaye	2 338.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

168

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Lafontaine	43 676.00 \$
Municipalité de Laforce	939.00 \$
Village de La Guadeloupe	5 757.00 \$
Ville de La Malbaie	18 808.00 \$
Ville de La Malbaie -Pointe-au-Pic	133 680.00 \$
Municipalité de Lamarche	2 337.00 \$
M.R.C. de La Matapédia	415.00 \$
Municipalité de Lambton	3 552.00 \$
Municipalité de La Minerve	834.00 \$
Municipalité de La Morandière	2 145.00 \$
Municipalité de La Motte	768.00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	94 258.00 \$
Canton de Landrienne	3 375.00 \$
Paroisse de L'Ange-Gardien	4 179.00 \$
Village de L'Annonciation	23 831.00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	16 068.00 \$
Municipalité de La Patrie	8 900.00 \$
Municipalité de La Pêche	22 375.00 \$
Ville de La Plaine	141 877.00 \$
Ville de La Pocatière	303 773.00 \$
Ville de La Prairie	116 965.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de La Présentation	2 098.00 \$
Paroisse de La Rédemption	2 025.00 \$
Municipalité de La Reine	1 116.00 \$
Paroisse de Larouche	5 855.00 \$
Ville de LaSalle	727 248.00 \$
Ville de La Sarre	95 870.00 \$
Municipalité de L'Ascension	989.00 \$
Paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	4 958.00 \$
Ville de L'Assomption	185 729.00 \$
Ville de Laterrière	12 177.00 \$
Paroisse de La Trinité-des-Monts	1 814.00 \$
Cantons-Unis de Latulipe-et-Gaboury	4 844.00 \$
Ville de La Tuque	138 425.00 \$
Canton de Launay	1 183.00 \$
Ville de Laurentides	24 482.00 \$
Village de Laurier-Station	17 978.00 \$
Municipalité de Laurierville	2 785.00 \$
Ville de Laval	4 193 526.00 \$
Village de Lavaltrie	27 147.00 \$
Municipalité de L'Avenir	499.00 \$
Paroisse de Laverlochère	1 069.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

170

Nom du bénéficiaire	Montant
Village de Lawrenceville	683.00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	34 169.00 \$
Municipalité du Bic	10 886.00 \$
Village de Leclercville	632.00 \$
Municipalité de Leclercville	128.00 \$
Ville Le Gardeur	127 257.00 \$
Municipalité de Lejeune	846.00 \$
Ville de LeMoyne	11 071.00 \$
Ville de Lennoxville	932 377.00 \$
Ville de L'Épiphanie	13 494.00 \$
Ville de Léry	150.00 \$
Municipalité des Bergeronnes	7 318.00 \$
Municipalité des Boules	2 276.00 \$
Municipalité des Cèdres	8 652.00 \$
Municipalité des Coteaux	8 096.00 \$
Municipalité des Éboulements	4 628.00 \$
Municipalité des Escoumins	8 037.00 \$
Municipalité des Hauteurs	1 164.00 \$
Cantons-Unis de Leslie-Clapham-et-Huddersfield	1 264.00 \$
Municipalité des Méchins	68.00 \$
Municipalité de L'Étang-du-Nord	98 829.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Lévis	1 087 277.00 \$
Municipalité de L'île-aux-Coudres	4 634.00 \$
Ville de L'île-Bizard	34 294.00 \$
Municipalité de L'île-d'Anticosti	5 995.00 \$
Village de L'île-d'Entrée	862.00 \$
Municipalité de L'île-du-Havre-Aubert	9 058.00 \$
Ville de L'île-Perrot	71 198.00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	2 411.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer	8 142.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer--Saint-Eugène-L'Islet	2 515.00 \$
Village de L'Isle-Verte	515.00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	5 574.00 \$
Municipalité de Longue-Rive	4 397.00 \$
Ville de Longueuil	2 271 839.00 \$
Ville de Loretteville	239 510.00 \$
Ville de Lorraine	19 872.00 \$
Municipalité de Lorrainville	28 356.00 \$
Municipalité de Lotbinière	1 312.00 \$
Ville de Louiseville	137 559.00 \$
Canton de Low	1 565.00 \$
Village de Luceville	6 250.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

172

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Lyster	2 053.00 \$
Ville de Macamic	33 977.00 \$
Ville de Magog	125 376.00 \$
Ville de Malartic	119 594.00 \$
M.R.C. de Manicouagan	524.00 \$
Ville de Maniwaki	88 963.00 \$
Municipalité de Manseau	1 466.00 \$
Cantons-Unis de Mansfield-et-Pontefract	21 948.00 \$
Ville de Maple Grove	2 177.00 \$
Municipalité de Marchand	30.00 \$
Municipalité de Maria	14 803.00 \$
Ville de Marieville	49 221.00 \$
Village de Marsoui	5 792.00 \$
Municipalité de Martinville	649.00 \$
Ville de Mascouche	172 005.00 \$
Village de Maskinongé	3 489.00 \$
Ville de Masson-Angers	48 366.00 \$
Village de Massueville	2 677.00 \$
Ville de Matagami	79 285.00 \$
Ville de Matane	400 398.00 \$
Paroisse de Matapédia	35 910.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de McMasterville	38 219.00 \$
Municipalité de McWatters	1 534.00 \$
Village de Melocheville	3 560.00 \$
Ville de Mercier	18 315.00 \$
Municipalité de Messines	616.00 \$
Ville de Métabetchouan -Lac-à-la-Croix	69 669.00 \$
Village de Métis-sur-Mer	482.00 \$
Ville de Mirabel	81 184.00 \$
Municipalité de Moffet	1 266.00 \$
Municipalité de Montbeillard	1 080.00 \$
Municipalité de Mont-Brun	625.00 \$
Municipalité de Mont-Carmel	1 455.00 \$
Municipalité de Montcerf	855.00 \$
Village de Montebello	5 744.00 \$
Ville de Mont-Joli	160 009.00 \$
Ville de Mont-Laurier	161 977.00 \$
Ville de Montmagny	65 544.00 \$
Ville de Montréal	55 455 105.00 \$
Ville de Montréal-Est	9 903.00 \$
Ville de Montréal-Nord	552 769.00 \$
Ville de Montréal-Ouest	56 367.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

174

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Mont-Royal	141 718.00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Grégoire	3 400.00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	160 240.00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Michel	869.00 \$
Municipalité de Morin-Heights	3 637.00 \$
Ville de Murdochville	6 352.00 \$
Municipalité de Namur	2 440.00 \$
Municipalité de Nantes	1 268.00 \$
Village de Napierville	18 136.00 \$
Canton de Natashquan	11 367.00 \$
Canton de Nédélec	2 009.00 \$
Ville de Neuville	6 054.00 \$
Municipalité de New Carlisle	9 909.00 \$
Municipalité de Newport	4 823.00 \$
Ville de New Richmond	24 518.00 \$
Ville de Nicolet	124 559.00 \$
Village de Norbertville	2 375.00 \$
Ville de Normandin	39 687.00 \$
Municipalité de Normétal	5 335.00 \$
Village de North Hatley	1 980.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	2 495.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord	8 845.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci	324.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix	1 373.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	1 595.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette	2 397.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	13 085.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	5.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes	3 552.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban	3 692.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	577.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf	3 252.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	8.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Monts	2 778.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Prairies	13 164.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge	1 508.00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 877.00 \$
Ville de Notre-Dame-du-Lac	11 041.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	1 373.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 268.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	26 278.00 \$

" COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

176

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Notre-Dame-du-Portage	2 785.00 \$
Municipalité de Nouvelle	3 588.00 \$
Paroisse d'Oka	19 949.00 \$
Municipalité d'Oka	11 649.00 \$
Village d'Omerville	2 887.00 \$
Village d'Ormstown	17 580.00 \$
Municipalité d'Ormstown	5 583.00 \$
Ville d'Otterburn Park	16 697.00 \$
Ville d'Outremont	956 827.00 \$
Municipalité de Pabos	4 514.00 \$
Municipalité de Pabos Mills	4.00 \$
Paroisse de Packington	2 222.00 \$
Municipalité de Padoue	1 407.00 \$
Municipalité de Palmarolle	5 888.00 \$
Village de Papineauville	65 925.00 \$
Village de Parent	5 874.00 \$
Paroisse de Parisville	785.00 \$
Ville de Paspébiac	29 894.00 \$
Ville de Percé	13 310.00 \$
Municipalité de Péribonka	1 245.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	2 069.00 \$
Municipalité de Petit-Matane	1 618.00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	5 833.00 \$
Ville de Pierrefonds	448 719.00 \$
Village de Pierreville	7 214.00 \$
Ville de Pincourt	37 191.00 \$
Municipalité de Pintendre	24 610.00 \$
Municipalité de Piopolis	365.00 \$
Municipalité de Plaisance	2 666.00 \$
Ville de Plessisville	71 182.00 \$
Paroisse de Plessisville	2 041.00 \$
Ville de Pohénégamook	66 897.00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	8 327.00 \$
Ville de Pointe-au-Père	37 730.00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	5 231.00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	22 172.00 \$
Ville de Pointe-Claire	371 900.00 \$
Municipalité de Pointe-du-Lac	19 096.00 \$
Village de Pointe-Lebel	7 344.00 \$
Municipalité de Pontbriand	1 985.00 \$
Municipalité de Pontiac	5 617.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

178

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Pont-Rouge	22 444.00 \$
Village de Portage-du-Fort	892.00 \$
Ville de Port-Cartier	77 223.00 \$
Municipalité de Port-Daniel	10 462.00 \$
Ville de Portneuf	2 954.00 \$
Canton de Potton	2 495.00 \$
Municipalité de Poularies	2 048.00 \$
Municipalité de Preissac	762.00 \$
Ville de Prévost	11 119.00 \$
Village de Price	4 363.00 \$
Ville de Princeville	30 845.00 \$
Ville de Québec	6 044 814.00 \$
Municipalité de Racine	834.00 \$
Paroisse de Ragueneau	46 196.00 \$
Municipalité de Rapides-des-Joachims	518.00 \$
Municipalité de Rawdon	37 731.00 \$
Ville de Repentigny	311 295.00 \$
Ville de Richelieu	8 490.00 \$
Ville de Richmond	52 377.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Rigaud	70 150.00 \$
Ville de Rimouski	1 285 670.00 \$
Village de Rimouski-Est	6 007.00 \$
Village de Ripon	2 853.00 \$
Municipalité de Rivière-à-Pierre	3 134.00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	16 043.00 \$
Municipalité de Rivière-Beaudette	678.00 \$
Municipalité de Rivière-Blanche	710.00 \$
Municipalité de Rivière-Bleue	1 547.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	669 212.00 \$
Municipalité de Rivière-Éternité	3 094.00 \$
Municipalité de Rivière-Héva	721.00 \$
Municipalité de Rivière-Ouelle	4 286.00 \$
Municipalité de Rivière-Pentecôte	4 283.00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	3 105.00 \$
Village de Robertsonville	2 230.00 \$
Ville de Roberval	138 462.00 \$
Ville de Rock Forest	69 603.00 \$
Municipalité de Rollet	452.00 \$
Municipalité de Roquemaure	1 060.00 \$
Ville de Rosemère	98 080.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

180

Nom du bénéficiaire	Montant
Village de Rougemont	7 339.00 \$
Municipalité de Rougemont	994.00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	781 575.00 \$
Ville de Roxboro	25 810.00 \$
Village de Roxton Falls	5 339.00 \$
Municipalité de Roxton Pond	5 150.00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	4 345.00 \$
Paroisse de Sacré-Coeur-de-Marie-Partie-Sud	1 624.00 \$
Municipalité de Saint-Adalbert	1 184.00 \$
Paroisse de Saint-Adelme	2 240.00 \$
Paroisse de Saint-Adelphe	3 150.00 \$
Municipalité de Saint-Adrien	1 347.00 \$
Municipalité de Saint-Agapit	27 573.00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	1 588.00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	489.00 \$
Municipalité de Saint-Alban	1 538.00 \$
Municipalité de Saint-Albert	1 240.00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre	5 006.00 \$
Paroisse de Saint-Alexandre-des-Lacs	827.00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	5 487.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	4 802.00 \$
Village de Saint-Alexis	3 340.00 \$
Paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia	1 902.00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse	2 055.00 \$
Paroisse de Saint-Alphonse	4 277.00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	2 458.00 \$
Municipalité de Saint-Amable	46 169.00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	15 078.00 \$
Paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare	3 750.00 \$
Paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	8 133.00 \$
Municipalité de Saint-André	1 764.00 \$
Village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	2 517.00 \$
Village de Saint-André-Est	2 961.00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	5 047.00 \$
Municipalité de Saint-André--Carillon	775.00 \$
Paroisse de Saint-Anicet	971.00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	33 581.00 \$
Ville de Saint-Antoine	92 364.00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie	34 739.00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	2 916.00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly	1 728.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

182

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu	5 254.00 \$
Paroisse de Saint-Antonin	10 900.00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	6 003.00 \$
Municipalité de Saint-Armand	201.00 \$
Paroisse de Saint-Arsène	1 689.00 \$
Municipalité de Saint-Athanase	1 038.00 \$
Paroisse de Saint-Athanase	38 348.00 \$
Municipalité de Saint-Aubert	947.00 \$
Paroisse de Saint-Augustin	2 411.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures	746 418.00 \$
Paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	2 753.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	10 707.00 \$
Paroisse de Saint-Barnabé	774.00 \$
Municipalité de Saint-Barnabé-Sud	1 269.00 \$
Paroisse de Saint-Barthélemy	2 555.00 \$
Ville de Saint-Basile-le-Grand	42 939.00 \$
Village de Saint-Basile-Sud	4 079.00 \$
Ville de Saint-Basile	819.00 \$
Municipalité de Saint-Benjamin	1 076.00 \$
Municipalité de Saint-Benoît-Labre	1 835.00 \$
Municipalité de Saint-Bernard	4 276.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	896.00 \$
Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville	837.00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 520.00 \$
Municipalité de Saint-Bonaventure	826.00 \$
Village de Saint-Boniface-de-Shawinigan	5 679.00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	10 637.00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	2 618.00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	136 733.00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Kamouraska	473.00 \$
Municipalité de Saint-Calixte	19 348.00 \$
Canton de Saint-Camille	705.00 \$
Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	2 815.00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	608.00 \$
Village de Saint-Célestin	3 235.00 \$
Ville de Saint-Césaire	31 060.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bourget	3 142.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	18 967.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	10 428.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Mandeville	1 754.00 \$
Paroisse de Saint-Charles-Garnier	804.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

184

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	1 946.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Drummond	5 541.00 \$
Village de Saint-Chrysostome	8 394.00 \$
Municipalité de Saint-Chrysostome	1 680.00 \$
Municipalité de Saint-Claude	1 460.00 \$
Paroisse de Saint-Clément	3 939.00 \$
Municipalité de Saint-Clet	1 301.00 \$
Paroisse de Saint-Colomban	7 231.00 \$
Paroisse de Saint-Côme	1 162.00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	2 897.00 \$
Ville de Saint-Constant	113 567.00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	2 101.00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	3 357.00 \$
Paroisse de Saint-Cyprien	1 106.00 \$
Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	4 892.00 \$
Paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	1 608.00 \$
Paroisse de Saint-Damase	945.00 \$
Village de Saint-Damase	3 957.00 \$
Municipalité de Saint-Damase-de-L'Islet	986.00 \$
Paroisse de Saint-Damien	1 751.00 \$
Paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	59 277.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-David	2 249.00 \$
Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	2 352.00 \$
Paroisse de Saint-Denis	1 206.00 \$
Paroisse de Saint-Denis-de-Brompton	4 108.00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	3 558.00 \$
Paroisse de Saint-Didace	53.00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	2 930.00 \$
Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	1 220.00 \$
Paroisse de Saint-Donat	2 677.00 \$
Municipalité de Saint-Donat	6 588.00 \$
Ville de Sainte-Adèle	60 816.00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	138 139.00 \$
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 957.00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici	1 955.00 \$
Paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir	3 075.00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Baupré	13 251.00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	1 327 560.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 897.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	924.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf	4 869.00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 150.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

186

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	73 721.00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sorel	4 246.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	80 544.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	1 364.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts -- Tourelle	12 629.00 \$
Paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	1 809.00 \$
Municipalité de Sainte-Aurélie	1 509.00 \$
Municipalité de Sainte-Béatrix	1 152.00 \$
Paroisse de Sainte-Blandine	10 699.00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	2 558.00 \$
Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	7 668.00 \$
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	1 047.00 \$
Municipalité Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	20 057.00 \$
Ville de Sainte-Catherine	82 711.00 \$
Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley	1 800.00 \$
Paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard	1 459.00 \$
Canton de Sainte-Cécile-de-Milton	3 229.00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	1 387.00 \$
Paroisse de Sainte-Christine	98.00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	8 884.00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce	1 045.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	3 375.00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	1 182.00 \$
Village de Sainte-Croix	35 909.00 \$
Paroisse de Sainte-Croix	11 979.00 \$
Municipalité de Saint-Edmond	1 696.00 \$
Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	679.00 \$
Paroisse de Saint-Édouard-de-Fabre	982.00 \$
Paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 285.00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	738.00 \$
Paroisse de Sainte-Élisabeth	1 653.00 \$
Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 356.00 \$
Municipalité de Sainte-Eulalie	1 587.00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	5 200.00 \$
Municipalité de Sainte-Florence	1 708.00 \$
Ville de Sainte-Foy	6 992 012.00 \$
Paroisse de Sainte-Françoise	1 674.00 \$
Municipalité de Sainte-Françoise	1 607.00 \$
Ville de Sainte-Genève	53 780.00 \$
Paroisse de Sainte-Genève-de-Batiscan	13 279.00 \$
Paroisse de Sainte-Genève-de-Berthier	2 607.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

188

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Sainte-Germaine-Boulé	2 401.00 \$
Paroisse de Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons	2 141.00 \$
Paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin	54.00 \$
Municipalité de Sainte-Gertrude-Manneville	1 428.00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	1 097.00 \$
Paroisse de Sainte-Hélène	2 578.00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	1 437.00 \$
Paroisse de Sainte-Hélène-de-Breakville	7 708.00 \$
Paroisse de Sainte-Hélène-de-Mancebourg	1 107.00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	2 487.00 \$
Paroisse de Sainte-Irène	398.00 \$
Paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc	1 559.00 \$
Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	1 181.00 \$
Ville de Sainte-Julie	104 304.00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	35 251.00 \$
Municipalité de Sainte-Justine	4 938.00 \$
Paroisse de Sainte-Justine-de-Newton	1 057.00 \$
Paroisse de Saint-Élie	1 091.00 \$
Municipalité de Saint-Élie-d'Orford	7 678.00 \$
Paroisse de Saint-Éloi	1 580.00 \$
Paroisse de Sainte-Louise	1 897.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Sainte-Luce	1 498.00 \$
Municipalité de Sainte-Lucie-de-Beauregard	1 713.00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	6 535.00 \$
Village de Sainte-Madeleine	5 879.00 \$
Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 170.00 \$
Paroisse de Sainte-Marguerite	2 362.00 \$
Paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	7 865.00 \$
Ville de Sainte-Marie	87 153.00 \$
Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford	629.00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Salomé	1 300.00 \$
Municipalité de Sainte-Marthe	1 760.00 \$
Ville de Sainte-Marthe-du-Cap	580.00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	21 647.00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	9 699.00 \$
Municipalité de Sainte-Mélanie	3 747.00 \$
Ville de Saint-Émile	25 364.00 \$
Municipalité de Sainte-Monique	4 929.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

190

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Sainte-Paule	1 685.00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	3 654.00 \$
Paroisse de Sainte-Perpétue	999.00 \$
Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	5 234.00 \$
Municipalité de Saint-Épiphanie	1 624.00 \$
Municipalité de Sainte-Rita	2 449.00 \$
Ville de Sainte-Rosalie	7 085.00 \$
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	213.00 \$
Paroisse de Sainte-Rose-du-Nord	1 819.00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	37 173.00 \$
Paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard	1 563.00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax	1 001.00 \$
Paroisse de Saint-Esprit	2 488.00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	4 896.00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	742 272.00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	3 792.00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon	47 548.00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 137.00 \$
Paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	5 650.00 \$
Paroisse de Saint-Eugène	2 179.00 \$
Municipalité de Saint-Eugène	1 729.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	1 551.00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues	1 493.00 \$
Paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	881.00 \$
Paroisse de Sainte-Ursule	2 365.00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	1 111.00 \$
Ville de Saint-Eustache	157 684.00 \$
Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth	1 278.00 \$
Village de Sainte-Véronique	1 733.00 \$
Paroisse de Sainte-Victoire-de-Sorel	1 193.00 \$
Paroisse de Saint-Fabien	4 331.00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	4 110.00 \$
Ville de Saint-Félicien	307 703.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey	1 233.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	2 764.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier	1 347.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	39 271.00 \$
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	1 559.00 \$
Municipalité de Saint-Fidèle	1 484.00 \$
Village de Saint-Flavien	1 815.00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	294.00 \$
Paroisse de Saint-François-d'Assise	2 346.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

192

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-François-de-Sales	3 818.00 \$
Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	5 904.00 \$
Paroisse de Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 192.00 \$
Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	855.00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	4 756.00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	1 894.00 \$
Municipalité de Saint-Fulgence	469.00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	2 953.00 \$
Ville de Saint-Gabriel	11 303.00 \$
Paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon	7 608.00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	4 841.00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant	2 042.00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon	4 609.00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	3 962.00 \$
Ville de Saint-Georges	550 742.00 \$
Village de Saint-Georges	11 494.00 \$
Village de Saint-Georges-de-Cacouna	7 076.00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville	2 251.00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	1 471.00 \$
Paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides	2 529.00 \$
Paroisse de Saint-Gérard-Majella	26 379.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	4 886.00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	10 266.00 \$
Paroisse de Saint-Gilles	2 215.00 \$
Canton de Saint-Godefroi	1 802.00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	2 051.00 \$
Municipalité de Saint-Henri	14 069.00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	2 322.00 \$
Paroisse de Saint-Hilarion	1 824.00 \$
Paroisse de Saint-Hippolyte	11 397.00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	45 905.00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata	2 008.00 \$
Ville de Saint-Hubert	767 647.00 \$
Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	5 479.00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	3 148.00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	1 197 174.00 \$
Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola	1 061.00 \$
Paroisse de Saint-Ignace-de-Stanbridge	835.00 \$
Paroisse de Saint-Irénée	1 628.00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	3 842.00 \$
Paroisse de Saint-Isidore	4 682.00 \$
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	955.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

194

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	858.00 \$
Paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur	1 640.00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	39 232.00 \$
Municipalité de Saint-Janvier-de-Joly	1 498.00 \$
Paroisse de Saint-Jean-Baptiste	6 696.00 \$
Ville de Saint-Jean-Chrysostome	101 768.00 \$
Paroisse de Saint-Jean-de-Cherbourg	1 021.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	8 079.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-la-Lande	1 441.00 \$
Paroisse de Saint-Jean-de-la-Lande	1 466.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	4 248.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	6 186.00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	672 802.00 \$
Ville de Saint-Jérôme	802 808.00 \$
Paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane	57.00 \$
Paroisse de Saint-Joachim	2 200.00 \$
Paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford	1 290.00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	2 545.00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska	676.00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie	9 222.00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	1 494.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	1 693.00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	8 201.00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	42 949.00 \$
Ville de Saint-Jovite	8 979.00 \$
Municipalité de Saint-Jude	2 687.00 \$
Paroisse de Saint-Jules	5 423.00 \$
Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières	2 366.00 \$
Municipalité de Saint-Juste-du-Lac	2 954.00 \$
Paroisse de Saint-Justin	2 230.00 \$
Ville de Saint-Lambert	312 890.00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	6 811.00 \$
Ville de Saint-Laurent	1 249 323.00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de l'Île-d'Orléans	2 198.00 \$
Municipalité de Saint-Lazare-de-Bellechasse	4 919.00 \$
Paroisse de Saint-Lazare	28 451.00 \$
Paroisse de Saint-Léandre	1 581.00 \$
Ville de Saint-Léonard	348 711.00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	25 314.00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	1 665.00 \$
Paroisse de Saint-Léon-de-Standon	2 485.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

196

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Léon-le-Grand	4 255.00 \$
Municipalité de Saint-Liboire	4 098.00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	2 041.00 \$
Municipalité de Saint-Lin	20 770.00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	7 026.00 \$
Paroisse de Saint-Louis	1 332.00 \$
Ville de Saint-Louis-de-France	9 520.00 \$
Municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague	1 143.00 \$
Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague	2 804.00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	4 271.00 \$
Ville de Saint-Luc	7 232.00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Bellechasse	15.00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Matane	955.00 \$
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1 136.00 \$
Municipalité de Saint-Ludger	1 535.00 \$
Municipalité de Saint-Magloire	5 443.00 \$
Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham	2 957.00 \$
Paroisse de Saint-Malachie	2 003.00 \$
Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown	15 367.00 \$
Municipalité de Saint-Malo	1 486.00 \$
Paroisse de Saint-Marc-de-Figuery	1 196.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Village de Saint-Marc-des-Carrières	31 915.00 \$
Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long	2 868.00 \$
Municipalité de Saint-Marcel	2 082.00 \$
Municipalité de Saint-Marcel-de-Richelieu	1 530.00 \$
Paroisse de Saint-Marcellin	318.00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	3 117.00 \$
Paroisse de Saint-Martin	24 878.00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	6 292.00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	969.00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu	1 251.00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	630.00 \$
Paroisse de Saint-Mathieu-de-Rioux	725.00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	5 010.00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	13 906.00 \$
Municipalité de Saint-Médard	433.00 \$
Municipalité de Saint-Méthode-de-Frontenac	1 158.00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	11 797.00 \$
Paroisse de Saint-Michel	1 004.00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	11 902.00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	17 386.00 \$
Paroisse de Saint-Modeste	1 512.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

198

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Moise	1 389.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	2 837.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 435.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	4 215.00 \$
Paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton	1 770.00 \$
Paroisse de Saint-Nazaire-de-Dorchester	828.00 \$
Municipalité de Saint-Nazaire	430.00 \$
Paroisse de Saint-Nérée	5 577.00 \$
Ville de Saint-Nicéphore	5 034.00 \$
Ville de Saint-Nicolas	68 111.00 \$
Village de Saint-Noël	1 223.00 \$
Paroisse de Saint-Norbert	892.00 \$
Paroisse de Saint-Octave-de-Métis	1 236.00 \$
Paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	2 892.00 \$
Paroisse de Saint-Omer	2 265.00 \$
Municipalité de Saint-Omer	1 195.00 \$
Paroisse de Saint-Onésime-d'Ixworth	961.00 \$
Ville de Saint-Ours	2 818.00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	4 679.00 \$
Ville de Saint-Pamphile	30 921.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Pascal	67 787.00 \$
Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	3 039.00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	4 049.00 \$
Municipalité de Saint-Paul	5 793.00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy	15 219.00 \$
Paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford	3 204.00 \$
Paroisse de Saint-Paul-de-la-Croix	368.00 \$
Paroisse de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	196.00 \$
Municipalité de Saint-Paulin	4 396.00 \$
Paroisse de Saint-Philémon	2 136.00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	1 726.00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	9 597.00 \$
Village de Saint-Pie	9 014.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	15 423.00 \$
Ville de Saint-Pierre	18 259.00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	1 198.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	1 772.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Lamy	216.00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	3 063.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de l'Île-d'Orléans	3 883.00 \$
Municipalité de Saint-Placide	3 932.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

200

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Polycarpe	27 094.00 \$
Municipalité de Saint-Prime	4 842.00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	35 071.00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	8 601.00 \$
Ville de Saint-Raymond	51 727.00 \$
Ville de Saint-Rédempteur	24 546.00 \$
Ville de Saint-Rémi	31 050.00 \$
Municipalité de Saint-René-de-Matane	4 934.00 \$
Paroisse de Saint-Robert	1 999.00 \$
Municipalité de Saint-Robert-Bellarmin	1 646.00 \$
Paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan	56 878.00 \$
Paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	1 265.00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	2 067.00 \$
Paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	1 233.00 \$
Municipalité de Saint-Romain	1 720.00 \$
Ville de Saint-Romuald	98 402.00 \$
Paroisse de Saint-Rosaire	594.00 \$
Paroisse de Saint-Samuel	337.00 \$
Paroisse de Saints-Anges	1 897.00 \$
Village de Saint-Sauveur-des-Monts	8 566.00 \$
Municipalité de Saint-Sébastien	1 902.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Sébastien	1 184.00 \$
Paroisse de Saint-Séverin	1 244.00 \$
Paroisse de Saint-Siméon	2 569.00 \$
Village de Saint-Siméon	3 544.00 \$
Paroisse de Saint-Simon	2 742.00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	11 767.00 \$
Paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka	1 511.00 \$
Paroisse de Saint-Sulpice	9 928.00 \$
Municipalité de Saint-Sylvère	1 535.00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	2 786.00 \$
Paroisse de Saint-Télesphore	926.00 \$
Paroisse de Saint-Tharcisius	1 246.00 \$
Paroisse de Saint-Théodore-d'Acton	1 198.00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	835.00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	4 188.00 \$
Paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin	5 767.00 \$
Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	3 463.00 \$
Ville de Saint-Timothée	8 149.00 \$
Ville de Saint-Tite	41 158.00 \$
Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	2 286.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION
RÉSEAU DE L'ÉDUCATION
1999-2000

202

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Ubalde	3 162.00 \$
Village de Saint-Ulric	3 500.00 \$
Paroisse de Saint-Urbain	3 063.00 \$
Municipalité de Saint-Urbain-Premier	1 953.00 \$
Municipalité de Saint-Valère	1 551.00 \$
Paroisse de Saint-Valérien	1 057.00 \$
Canton de Saint-Valérien-de-Milton	2 598.00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	1 822.00 \$
Municipalité de Saint-Vianney	1 395.00 \$
Municipalité de Saint-Victor	6 604.00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	2 054.00 \$
Municipalité de Saint-Zacharie	4 720.00 \$
Municipalité de Saint-Zénon	1 178.00 \$
Paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	796.00 \$
Paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval	1 252.00 \$
Village de Saint-Zotique	21 394.00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	868 498.00 \$
Village de Sawyerville	980.00 \$
Municipalité de Sayabec	11 946.00 \$
Ville de Schefferville	4 281.00 \$
Ville de Scotstown	1 426.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Scott	2 918.00 \$
Ville de Senneterre	53 035.00 \$
Village de Senneville	219 381.00 \$
Ville de Sept-Iles	432 546.00 \$
Ville de Shawinigan-Sud	118 469.00 \$
Ville de Shawinigan	639 131.00 \$
Village de Shawville	28 489.00 \$
Canton de Shefford	27.00 \$
Canton de Shenley	2 067.00 \$
Ville de Sherbrooke	3 052 764.00 \$
Municipalité de Shipshaw	13 241.00 \$
Ville de Sillery	3 252 072.00 \$
Ville de Sorel	235 891.00 \$
Ville de Stanstead	51 708.00 \$
Canton de Stanstead	324.00 \$
Municipalité de Stoke	5 611.00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	6 621.00 \$
Municipalité de Stornoway	3 268.00 \$
Canton de Stratford	1 939.00 \$
Municipalité de Sullivan	2 914.00 \$
Canton de Sutton	9.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

204

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Sutton	10 263.00 \$
Village de Tadoussac	4 088.00 \$
Village de Taschereau	2 890.00 \$
Municipalité de Taschereau	104.00 \$
Ville de Témiscaming	23 132.00 \$
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	3 055.00 \$
Ville de Terrebonne	358 651.00 \$
Ville de Thetford Mines	670 637.00 \$
Ville de Thurso	11 648.00 \$
Paroisse de Tingwick	1 850.00 \$
Municipalité de Tourelle	4 832.00 \$
Municipalité de Tourville	4 125.00 \$
Ville de Tracy	347 662.00 \$
Canton de Trécesson	1 354.00 \$
Canton de Tremblay	22.00 \$
Village de Tring-Jonction	2 536.00 \$
Ville de Trois-Pistoles	110 441.00 \$
Municipalité de Trois-Rives	146.00 \$
Ville de Trois-Rivières	3 344 710.00 \$
Ville de Trois-Rivières-Ouest	119 708.00 \$
Municipalité d'Upton	3 660.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Val-Alain	1 445.00 \$
Village de Val-Barrette	419.00 \$
Ville de Val-Bélair	222 305.00 \$
Municipalité de Val-Brillant	2 813.00 \$
Ville de Valcourt	21 129.00 \$
Village de Val-David	3 618.00 \$
Municipalité de Val-des-Bois	235.00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	11 887.00 \$
Ville de Val-d'Or	403 038.00 \$
Municipalité de Val-Senneville	1 610.00 \$
Ville de Vanier	60 744.00 \$
Ville de Varennes	158 158.00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	140 117.00 \$
Municipalité de Verchères	7 995.00 \$
Ville de Verdun	540 020.00 \$
Ville de Victoriaville	544 184.00 \$
Ville de Ville-Marie	12 170.00 \$
Municipalité de Villeroy	748.00 \$
Canton de Warwick	426.00 \$
Ville de Warwick	42 744.00 \$
Ville de Waterloo	46 903.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DES RÉSEAUX SANTÉ, SERVICES SOCIAUX ET ÉDUCATION

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

1999-2000

206

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Waterville	30 628.00 \$
Municipalité de Weedon	3 408.00 \$
Municipalité de Wentworth-Nord	29.00 \$
Ville de Westmount	860 042.00 \$
Municipalité de Wickham	2 583.00 \$
Ville de Windsor	53 172.00 \$
Municipalité de Wotton	2 361.00 \$
Municipalité de Yamachiche	7 934.00 \$
Village de Yamaska	881.00 \$
Village de Yamaska-Est	1 397.00 \$
	=====
	1 40 636 712.00 \$

Q-6

D) COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité d'Aguanish	937.00 \$
Village nordique d'Akulivik	176 459.00 \$
Ville d'Alma	1 567.00 \$
Ville d'Amos	58.00 \$
Ville d'Amqui	137.00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	52.00 \$
Ville d'Anjou	1 863.00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	4 260.00 \$
Municipalité d'Ascot	455.00 \$
Village nordique d'Aupaluk	99 868.00 \$
Municipalité d'Austin	89.00 \$
Ville d'Aylmer	28 009.00 \$
Ville de Baie-Comeau	1 761.00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	127.00 \$
Municipalité de Baie-James	63 255.00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	901.00 \$
Village de Baie-Trinité	12 530.00 \$
Municipalité de Batiscan	869.00 \$
Ville de Beaconsfield	576.00 \$
Municipalité de Béarn	280.00 \$
Ville de Beauceville	1 415.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

208

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Beauharnois	24.00 \$
Municipalité de Beaumont	185.00 \$
Ville de Beauport	82 948.00 \$
Ville de Beaupré	541.00 \$
Municipalité de Beaux-Rivages	4 998.00 \$
Ville de Bécancour	5 947.00 \$
Municipalité de Bégin	120.00 \$
Canton de Bergeronnes	62.00 \$
Paroisse de Berthier-sur-Mer	935.00 \$
Ville de Berthierville	837.00 \$
Ville de Blainville	6 075.00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	1 873.00 \$
Ville de Boisbriand	4 065.00 \$
Municipalité de Boischatel	359.00 \$
Ville de Bois-des-Filion	5 392.00 \$
Municipalité de Bolton-Ouest	58.00 \$
Ville de Bonaventure	25 512.00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	47.00 \$
Ville de Boucherville	49 913.00 \$
Municipalité de Brigham	142.00 \$
Ville de Brossard	122 022.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Buckingham	5.00 \$
Municipalité de Bury	11.00 \$
Ville de Cadillac	3 503.00 \$
Village de Cap-aux-Meules	23 997.00 \$
Ville de Cap-de-la-Madeleine	8 297.00 \$
Municipalité de Caplan	1 329.00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	1 438.00 \$
Municipalité de Capucins	103.00 \$
Village de Carillon	1 601.00 \$
Ville de Carleton	427.00 \$
Ville de Causapscal	1 295.00 \$
Ville de Chambly	200.00 \$
Municipalité de Chambord	296.00 \$
Municipalité de Champlain	849.00 \$
Ville de Charlemagne	9 609.00 \$
Ville de Charlesbourg	617 805.00 \$
M.R.C. de Charlevoix	2 100.00 \$
Ville de Charny	87.00 \$
Ville de Châteauguay	7 715.00 \$
Ville de Château-Richer	2 218.00 \$
Canton de Chatham	183.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

210

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Chelsea	9 761.00 \$
Municipalité de Chertsey	1 393.00 \$
Municipalité de Chesterville	85.00 \$
Ville de Chibougamau	23 447.00 \$
Ville de Chicoutimi	9 824.00 \$
Village de Chute-aux-Outardes	2 280.00 \$
Municipalité de Chute-Saint-Philippe	11 059.00 \$
Canton de Clarendon	16.00 \$
Canton de Cleveland	248.00 \$
Ville de Coaticook	16 261.00 \$
Ville de Contrecoeur	1 355.00 \$
Ville de Cookshire	204.00 \$
Municipalité de Coteau-du-Lac	1 784.00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	674.00 \$
Ville de Cowansville	1 561.00 \$
Ville de Dégelis	3 927.00 \$
Municipalité de Delisle	51.00 \$
M.R.C. de Denis-Riverin	11 920.00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	86.00 \$
Municipalité de Deschambault	38 396.00 \$
Municipalité Des Ruisseaux	1 107.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Destor	293.00 \$
Ville de Deux-Montagnes	465.00 \$
Municipalité de Dixville	35.00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	1 612.00 \$
Ville de Donnacona	56.00 \$
Cité de Dorval	93 179.00 \$
Ville de Drummondville	59.00 \$
Municipalité de Duhamel	779.00 \$
Municipalité de Durham-Sud	10.00 \$
Ville d'East Angus	199.00 \$
Village d'East Farnham	30.00 \$
Municipalité d'East Hereford	2.00 \$
Canton d'Eaton	6.00 \$
Municipalité d'Escuminac	286.00 \$
Municipalité d'Évain	224.00 \$
Municipalité de Ferland-et-Boilleau	309.00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	470.00 \$
Ville de Fermont	19 039.00 \$
Ville de Fleurimont	6 064.00 \$
Ville de Forestville	3 552.00 \$
Village de Fort-Coulonge	565.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

212

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Gaspé	95 866.00 \$
Ville de Gatineau	12 711.00 \$
Village de Godbout	393.00 \$
Canton de Godmanchester	29.00 \$
Ville de Granby	1 542.00 \$
Canton de Granby	1 443.00 \$
Municipalité de Grande-Entrée	115.00 \$
Municipalité de Grande-Île	42.00 \$
Ville de Grande-Rivière	32 997.00 \$
Village de Grandes-Piles	21 534.00 \$
Paroisse de Grande-Vallée	32.00 \$
Ville de Grand-Mère	1 015.00 \$
Municipalité de Grand-Métis	58.00 \$
Canton de Grand-Remous	215.00 \$
Canton de Grenville	451.00 \$
Municipalité de Grondines	549.00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	282.00 \$
Canton de Havelock	138.00 \$
Municipalité de Havre-aux-Maisons	221.00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	6 147.00 \$
Village de Henryville	97.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité d'Henryville	23.00 \$
Paroisse de Hérouxville	53.00 \$
Ville de Hull	77 836.00 \$
Ville de Huntingdon	33.00 \$
Ville d'Iberville	1 602.00 \$
Village nordique d'Inukjuak	645 079.00 \$
Village nordique d'Ivujivik	150 329.00 \$
Ville de Joliette	124 764.00 \$
Ville de Jonquière	16 359.00 \$
Village nordique de Kangiqsualujjuaq	204 755.00 \$
Village nordique de Kangiqsujuag	226 726.00 \$
Village nordique de Kangirsuk	195 501.00 \$
Municipalité de Kingsey Falls	67.00 \$
Village nordique de Kuujjuaq	1 066 394.00 \$
Village nordique de Kuujjuarapik	118 349.00 \$
Ville de La Baie	507.00 \$
Municipalité de Labelle	440.00 \$
Municipalité de La Bostonnais	757.00 \$
Municipalité de L'Acadie	14.00 \$
Municipalité de Lac-à-la-Tortue	131.00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	8.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

214

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Lac-aux-Sables	390.00 \$
Municipalité de Lac-des-Aigles	4.00 \$
Ville de Lachenaie	515.00 \$
Ville de Lachine	2 413.00 \$
Ville de Lachute	372.00 \$
Municipalité de Lac-Kénogami	84.00 \$
Ville de Lac-Mégantic	72.00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	2 015.00 \$
Municipalité de La Croche	51.00 \$
Ville de Lac-Saint-Charles	90.00 \$
Ville de Lac-Saint-Joseph	270.00 \$
Municipalité de Lac-Supérieur	13 159.00 \$
Paroisse de La Doré	293.00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	342.00 \$
M.R.C. de La Jacques-Cartier	2 415.00 \$
Municipalité de La Macaza	1 134.00 \$
Ville de La Malbaie	88.00 \$
M.R.C. de La Matapédia	451.00 \$
Municipalité de Lambton	147.00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	1 399.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de L'Ange-Gardien	2 121.00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	4.00 \$
Municipalité de Lanoraie-d'Autray	11.00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	619.00 \$
Ville de La Pocatière	148 996.00 \$
Municipalité de L'Ascension	523.00 \$
Ville de L'Assomption	191.00 \$
Ville de Laterrière	826.00 \$
Ville de La Tuque	7 909.00 \$
Ville de Laval	347 021.00 \$
Municipalité de L'Avenir	247.00 \$
Municipalité du Bic	27 368.00 \$
M.R.C. du Domaine-du-Roy	291.00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	2 616.00 \$
Ville Le Gardeur	252.00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-Maurice	1 084.00 \$
Municipalité de Lejeune	178.00 \$
Ville de Léry	63.00 \$
Municipalité des Bergeronnes	14.00 \$
Municipalité des Cèdres	3 394.00 \$
Municipalité des Escoumins	1 615.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

216

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de L'Étang-du-Nord	165.00 \$
Ville de Lévis	996.00 \$
Ville de L'île-Bizard	2 757.00 \$
Municipalité de L'île-d'Anticosti	285 056.00 \$
Village de L'île-d'Entrée	167.00 \$
Municipalité de L'île-du-Havre-Aubert	1.00 \$
Ville de L'île-Perrot	18 594.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer	38.00 \$
Municipalité de L'Islet-sur-Mer--Saint-Eugène-L'Islet	17.00 \$
Ville de Longueuil	10 571.00 \$
Ville de Loretteville	1 652.00 \$
Ville de Louiseville	5 213.00 \$
Village de Luceville	1.00 \$
Ville de Macamic	1 666.00 \$
Ville de Malartic	519.00 \$
M.R.C. de Manicouagan	422.00 \$
Ville de Maniwaki	810.00 \$
Municipalité de Maria	134.00 \$
Ville de Mascouche	1 556.00 \$
Ville de Masson-Angers	454.00 \$
Ville de Matagami	80 795.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Matane	173 595.00 \$
M.R.C. de Matane	7.00 \$
Paroisse de Matapédia	1 578.00 \$
M.R.C. de Matawinie	6 476.00 \$
Municipalité de Mayo	1 276.00 \$
Municipalité de McWatters	3 049.00 \$
M.R.C. de Mékinac	991.00 \$
Ville de Mercier	5 810.00 \$
Village de Métis-sur-Mer	22.00 \$
Ville de Mirabel	1 019.00 \$
Municipalité de Mont-Brun	1 772.00 \$
Municipalité de Mont-Carmel	1.00 \$
Ville de Mont-Joli	1 261.00 \$
Ville de Montmagny	633.00 \$
Ville de Montréal	7 921 242.00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	510.00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Michel	14.00 \$
Municipalité de Morin-Heights	474.00 \$
Cantons-Unis de Mulgrave-et-Derry	263.00 \$
Municipalité de Nantes	165.00 \$
Municipalité de New Carlisle	122.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

218

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de New Richmond	2 826.00 \$
Ville de Normandin	19 187.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	75.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	1 518.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	291.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	268.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf	91.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	1.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	179.00 \$
Ville de Notre-Dame-du-Lac	46.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	2 910.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	104.00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	860.00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Portage	2 213.00 \$
Municipalité de Nouvelle	12 510.00 \$
Municipalité d'Oka	2 060.00 \$
Village d'Omerville	620.00 \$
Canton d'Orford	62 134.00 \$
Village d'Ormstown	475.00 \$
Municipalité d'Ormstown	41.00 \$
Municipalité de Pabos Mills	87.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Packington	1.00 \$
Ville de Paspébiac	844.00 \$
Ville de Percé	42 527.00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	20 285.00 \$
Municipalité de Petit-Matane	293.00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	1 903.00 \$
Ville de Pierrefonds	9 282.00 \$
Village de Pierreville	563.00 \$
Ville de Pincourt	888.00 \$
Municipalité de Plaisance	720.00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	3 207.00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	54 896.00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	1 063.00 \$
Ville de Pointe-Claire	707.00 \$
Village de Pointe-des-Cascades	2 926.00 \$
Municipalité de Pointe-du-Lac	157.00 \$
Village de Pointe-Fortune	384.00 \$
Municipalité de Pontiac	133.00 \$
Municipalité de Port-Daniel	25.00 \$
M.R.C. de Portneuf	3 625.00 \$
Ville de Prévost	2 834.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

220

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Princeville	249.00 \$
Village nordique de Puvirnitug	787 432.00 \$
Village nordique de Quaqtaq	141 259.00 \$
Ville de Québec	3 244 946.00 \$
Paroisse de Ragueneau	337.00 \$
Municipalité de Rapides-des-Joachims	1 843.00 \$
Ville de Repentigny	4 651.00 \$
Ville de Richmond	260.00 \$
Ville de Rimouski	8 765.00 \$
Municipalité de Rivière-à-Pierre	734.00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	1 001.00 \$
Municipalité de Rivière-Beaudette	167.00 \$
Municipalité de Rivière-Blanche	10.00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	955.00 \$
Municipalité de Rivière-Éternité	14 428.00 \$
Municipalité de Rivière-Malbaie	205.00 \$
Municipalité de Rivière-Pentecôte	2 262.00 \$
Ville de Roberval	8 756.00 \$
Ville de Rock Forest	5 536.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Rosemère	51.00 \$
Village de Rougemont	366.00 \$
Municipalité de Rougemont	85.00 \$
M.R.C. de Rouyn-Noranda	315.00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	22 783.00 \$
Canton de Roxton	20.00 \$
Municipalité de Roxton Pond	4 251.00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	3 328.00 \$
Municipalité de Saint-Alban	848.00 \$
Municipalité de Saint-Albert	138.00 \$
Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	3 463.00 \$
Village de Saint-Alexis	100.00 \$
Paroisse de Saint-Alexis	7.00 \$
Paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia	18.00 \$
Paroisse de Saint-Alphonse	1 622.00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	151.00 \$
Paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare	121.00 \$
Paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	177.00 \$
Municipalité de Saint-André-de-Restigouche	34.00 \$
Municipalité de Saint-André	26.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

222

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-André-d'Argenteuil	20.00 \$
Municipalité de Saint-André-Carillon	366.00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	240.00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie	6.00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	2 306.00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly	144.00 \$
Paroisse de Saint-Antonin	157.00 \$
Paroisse de Saint-Athanase	634.00 \$
Municipalité de Saint-Aubert	1.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures	42 098.00 \$
Paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	406.00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	8 838.00 \$
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	17.00 \$
Village de Saint-Boniface-de-Shawinigan	634.00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	21 525.00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	13 269.00 \$
Paroisse de Saint-Casimir	22.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	40.00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Drummond	1 832.00 \$
Municipalité de Saint-Claude	1 056.00 \$
Ville de Saint-Constant	1 537.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Cuthbert	147.00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	27.00 \$
Paroisse de Saint-Cyprien-de-Napierville	890.00 \$
Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	144.00 \$
Paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	165.00 \$
Paroisse de Saint-Donat	7.00 \$
Ville de Sainte-Adèle	2 414.00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	462.00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici	1.00 \$
Paroisse de Sainte-Angélique	9 723.00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	46 466.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 002.00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	53.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	7 419.00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sorel	325.00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	42.00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts -- Tourelle	1 810.00 \$
Paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	14.00 \$
Paroisse de Sainte-Barbe	20.00 \$
Paroisse de Sainte-Blandine	6 330.00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	100.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

224

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	45.00 \$
Municipalité Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	106 512.00 \$
Ville de Sainte-Catherine	2 787.00 \$
Canton de Sainte-Cécile-de-Milton	42.00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	2.00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	191.00 \$
Municipalité de Sainte-Eulalie	371.00 \$
Paroisse de Sainte-Famille	4.00 \$
Ville de Sainte-Foy	704 799.00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 181.00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier	55 159.00 \$
Paroisse de Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons	84.00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	389.00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	5 297.00 \$
Ville de Sainte-Julie	72.00 \$
Paroisse de Sainte-Luce	16 918.00 \$
Municipalité de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	980.00 \$
Ville de Sainte-Marie	82.00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir	1 677.00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine	1 346.00 \$
Ville de Sainte-Marthe-du-Cap	119.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	716.00 \$
Municipalité de Sainte-Mélanie	11.00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	294.00 \$
Municipalité de Saint-Épiphanie	17.00 \$
Paroisse de Sainte-Praxède	4 959.00 \$
Paroisse de Sainte-Rosalie	30.00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	130.00 \$
Paroisse de Saint-Esprit	116.00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	34.00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	41.00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	26.00 \$
Ville de Saint-Eustache	126 434.00 \$
Village de Sainte-Véronique	1 893.00 \$
Paroisse de Saint-Fabien	382.00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	15 647.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	731.00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	527.00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	55.00 \$
Village de Saint-Georges	334.00 \$
Paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna	147.00 \$
Village de Saint-Gérard	1 023.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

226

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides	44.00 \$
Paroisse de Saint-Gérard-Majella	7.00 \$
Paroisse de Saint-Germain	24.00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	273.00 \$
Municipalité de Saint-Guy	648.00 \$
Municipalité de Saint-Henri	496.00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	8 079.00 \$
Paroisse de Saint-Hippolyte	286.00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	59 701.00 \$
Ville de Saint-Hubert	14 754.00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	185.00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	635 083.00 \$
Paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	1 975.00 \$
Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola	930.00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	94.00 \$
Paroisse de Saint-Isidore	613.00 \$
Paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur	75.00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	17.00 \$
Paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	126.00 \$
Ville de Saint-Jean-Chrysostome	2 757.00 \$
Paroisse de Saint-Jean-des-Piles	324.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	402.00 \$
Ville de Saint-Jérôme	795.00 \$
Paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane	133.00 \$
Paroisse de Saint-Joachim	11.00 \$
Paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford	2 904.00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	254.00 \$
Village de Saint-Joseph-de-la-Rive	511.00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé	4 759.00 \$
Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières	26.00 \$
Municipalité de Saint-Juste-du-Lac	9.00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	2 572.00 \$
Ville de Saint-Laurent	16 166.00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de l'Île-d'Orléans	65.00 \$
Ville de Saint-Léonard	1 611.00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	81.00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	207.00 \$
Paroisse de Saint-Léon-de-Standon	92.00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	15.00 \$
Municipalité de Saint-Lin	137.00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	37.00 \$
Ville de Saint-Louis-de-France	620.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

228

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Saint-Luc	216.00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes	53.00 \$
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	946.00 \$
Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham	2 023.00 \$
Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown	50.00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	619.00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	167.00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil	5.00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	285.00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	15 948.00 \$
Municipalité de Saint-Méthode-de-Frontenac	12 917.00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	2 424.00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	855.00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	191.00 \$
Paroisse de Saint-Modeste	47 194.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	26.00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 227.00 \$
Ville de Saint-Nicéphore	3 744.00 \$
Ville de Saint-Nicolas	869.00 \$
Paroisse de Saint-Norbert	103.00 \$
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	616.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Omer	73.00 \$
Ville de Saint-Ours	82.00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	199.00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	117.00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	4 852.00 \$
Paroisse de Saint-Pie	125.00 \$
Village de Saint-Pie	148.00 \$
Ville de Saint-Pierre	468.00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River	29.00 \$
Municipalité de Saint-Prime	41.00 \$
Ville de Saint-Raymond	364.00 \$
Ville de Saint-Rédempteur	45.00 \$
Ville de Saint-Rémi	311.00 \$
Paroisse de Saint-Rémi-de-Tingwick	4.00 \$
Paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan	144.00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	661.00 \$
Paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	283.00 \$
Municipalité de Saint-Roch-Ouest	76.00 \$
Ville de Saint-Romuald	425.00 \$
Paroisse de Saint-Samuel	129.00 \$
Paroisse de Saint-Séverin	42.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

230

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Paroisse de Saint-Siméon	6 901.00 \$
Paroisse de Saint-Simon	199.00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	38.00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	286.00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	243.00 \$
Ville de Saint-Timothée	2 467.00 \$
Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	90.00 \$
Village de Saint-Ulric	41.00 \$
Municipalité de Saint-Valère	300.00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	133.00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	170.00 \$
Municipalité de Saint-Zénon	1 482.00 \$
Village nordique de Salluit	357 715.00 \$
Municipalité de Sayabec	41.00 \$
Ville de Schefferville	1 093.00 \$
Ville de Scotstown	4 911.00 \$
Municipalité de Scott	160.00 \$
Ville de Senneterre	100.00 \$
Ville de Sept-Iles	14 934.00 \$
Ville de Shawinigan-Sud	114.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Ville de Shawinigan	5 172.00 \$
Canton de Shefford	15 344.00 \$
Ville de Sherbrooke	20 917.00 \$
Ville de Sillery	8 769.00 \$
Ville de Sorel	42 718.00 \$
Ville de Stanstead	146.00 \$
Canton de Stanstead	70.00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	9 789.00 \$
Municipalité de Stornoway	3 487.00 \$
Canton de Stratford	240.00 \$
Village de Tadoussac	31 140.00 \$
Village nordique de Tasiujaq	98 994.00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	1 366.00 \$
Ville de Témiscaming	769.00 \$
Ville de Terrebonne	25 375.00 \$
Canton de Thorne	13.00 \$
Municipalité de Tourelle	457.00 \$
Canton de Trécesson	23 696.00 \$
Canton de Tremblay	373.00 \$
Municipalité de Trois-Rives	1 743.00 \$
Ville de Trois-Rivières	12 849.00 \$

COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES SUR LES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT

232

1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Village nordique d'Umiujaq	159 428.00 \$
Ville de Val-Bélair	77 094.00 \$
Municipalité de Val-Brillant	330.00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	385.00 \$
Ville de Val-d'Or	17 215.00 \$
Municipalité de Vallée-Jonction	58.00 \$
Municipalité de Val-Saint-Gilles	42.00 \$
Ville de Varennes	416.00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	5 797.00 \$
Municipalité de Verchères	1.00 \$
Ville de Victoriaville	2 533.00 \$
Ville de Ville-Marie	1 573.00 \$
Canton de Warwick	182.00 \$
Municipalité de Weedon	240.00 \$
Ville de Westmount	26 009.00 \$
Municipalité de Yamachiche	716.00 \$
Village de Yamaska	14.00 \$
	=====
	21 348 423.00 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**7. SUIVI DU PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS EN CE QUI CONCERNE LE
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (VOLET URBAIN) POUR L'EXERCICE 1999-2000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUIVI DU PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS EN CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (VOLET URBAIN) POUR L'EXERCICE 1999-2000

L'assainissement des eaux municipales s'adresse à une population de près de 5 932 000 personnes, soit celle desservie par un réseau d'égout. Actuellement, environ 98,2 % de cette population voit ses eaux usées être traitées par des stations d'épuration construites dans le cadre des programmes PAEQ et PADEM. Cette clientèle est répartie entre quelque 700 municipalités ou communautés urbaines ayant complété la réalisation de leurs ouvrages ou actuellement en phase de réalisation.

Immobilisations PAEQ et PADEM

Le tableau qui suit présente la ventilation des immobilisations prévues pour tous les projets dont la station est en opération ou dont la réalisation est amorcée dans le cadre du PAEQ et PADEM.

DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS (MILLIONS \$)

PAEQ				
	Immobilisations réalisées	Immobilisations prévues	Immobilisations prévues	Coût total prévu
Projets	1999-03-31	1999-2000	2000-2001	
SQAE	3582	61	8	3651
Communautés urbaines	1995	10	---	2005
Autres municipalités	469	5	---	474
TOTAL :	6046	76	8	6130

PADEM			
Immobilisations réalisées	Immobilisations prévues	Immobilisations prévues	Coût total prévu
1999-03-31	1999-2000	2000-2001	
434	95	25	554

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**8. NOMBRE D'INSCRIPTIONS AU PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (VOLET URBAIN)
POUR CHACUN DES EXERCICES FINANCIERS EN 1999-2000 ET PLANIFICATION POUR 2000-2001**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INSCRIPTIONS AU PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (VOLET URBAIN)
POUR CHACUN DES EXERCICES FINANCIERS EN 1999-2000 ET PLANIFICATION POUR 2000-2001

Année financière	PAEQ	PADEM
	Nombre de municipalités inscrites	Nombre de municipalités inscrites
1989-1990	87	0
1990-1991	1	0
1991-1992	58	0
1992-1993	44	0
1993-1994	27	0
1994-1995	1	0
1995-1996	0	25
1996-1997	0	68
1997-1998	0	43
1998-1999	0	1
1999-2000	0	1
2000-2001	0	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

9. LISTE DES MANDATS QUE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX A OBTENUS POUR DES SERVICES CONSEILS ET MONTANT DES HONORAIRES FACTURÉS

Q-9 LISTE DES MANDATS QUE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX A OBTENUS POUR DES SERVICES CONSEILS ET MONTANT DES HONORAIRES FACTURÉS
1. Mandats PADEM

La Société a signé, au cours de cet exercice, les ententes suivantes relatives à l'aide technique et professionnelle en matière de gestion pour la réalisation d'ouvrages d'assainissement des eaux :

Municipalités	Honoraires
Conseil des Montagnais Essipit	4 000 \$
Les Escoumins	70 000 \$
Régie Ste-Marie-Madeleine / Ste-Madeleine	11 000 \$
Saint-Sylvestre	9 500 \$

2. Mandats de service conseil

Service conseil complémentaire au service offert par les firmes de génie conseil auprès des municipalités en matière de réalisation et d'exploitation d'ouvrages d'assainissement des eaux :

Municipalités	Mandat	Honoraires
Beauharnois	Gestion d'exploitation	19 000 \$
East-Angus	Gestion d'exploitation	28 800 \$
Hemmingford	Formation	4 000 \$
Laval	Gestion d'exploitation	175 000 \$
Melocheville	Assistance en exploitation	3 600 \$
St-Adolphe-d'Howard	Assistance en exploitation	5 610 \$

3. Mandat international

La Société a conclu, au cours de cet exercice, l'entente suivante :

Municipalité	Mandat	Honoraires
Bogota (Colombie)	En partenariat avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), présentation du programme d'assainissement des eaux (séminaire avec le CENAGUA)	10 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

10. VENTILATION DU BUDGET DU TRANSFERT TGE ET FRAIS D'ADMINISTRATION OCCASIONNÉS POUR LA GESTION DU PROGRAMME

Réponse : Les frais d'administration encourus pour la gestion du programme s'élèvent à 3 %, soit 1,5 % de frais de perception de la taxe et des frais supplémentaires de versement aux municipalités de 1,5 %, imposés depuis 1993, conformément à l'article 230 de la Loi sur la fiscalité municipale

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

240

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
450	46005	Abercorn	M	7 239
470	48025	Acton Vale	CT	235 273
999	98030	Aguanish	M	27 312
910	92030	Albanel	P	74 042
070	07025	Albertville	V	9 930
840	84050	Alleyne-et-Cawood	VL	4 149
930	93040	Alma	V	1 182 907
780	78070	Amherst	M	22 068
880	88055	Amos	M	639 480
070	07047	Amqui	P	278 719
540	55008	Ange-Gardien	M	40 454
850	85080	Angliers	M	10 173
640	66010	Anjou	V	1 409 230
190	19037	Armagh	P	48 585
860	86030	Arntfield	M	13 643
780	78060	Arundel	M	10 854
400	40040	Asbestos	M	261 796
420	43015	Ascot	V	373 125
410	41055	Ascot Corner	CT	66 251
490	50013	Aston-Jonction	M	10 605
290	29085	Aubert-Gallion	P	49 554
130	13045	Auclair	M	17 046
300	30055	Audet	M	15 465
830	83090	Aumond	V	11 833
450	45085	Austin	M	14 395
870	87050	Authier	M	9 398
870	87100	Authier-Nord	M	9 065
450	45035	Ayer's Cliff	V	27 621
800	81025	Aylmer	M	1 456 531
950	96020	Baie-Comeau	M	909 772
080	08080	Baie-des-Sables	P	21 342
500	50100	Baie-du-Febvre	P	36 943
660	66110	Baie-d'Urfé	C	108 954
981	99060	Baie-James	M	91 516
999	98035	Baie-Johan-Beetz	M	6 409
150	15065	Baie-Sainte-Catherine	P	12 592
160	16013	Baie-Saint-Paul	M	235 245
950	96005	Baie-Trinité	CT	31 586
780	78050	Barkmere	M	873
440	44045	Barnston-Ouest	M	9 733
870	88022	Barraute	M	85 681
370	37025	Batiscan	P	22 215
660	66105	Beaconsfield	V	814 502
840	85020	Béarn	CU	34 388
270	27028	Beauceville	F M	222 398
850	86025	Beaudry	M	36 730
690	70025	Beauharnois	CT	283 974
300	31005	Beaulac	M	10 459
220	23005	Beauport	M	3 961 447
210	21025	Beaupré	P	87 662
790	79080	Beaux-Rivages	VL	30 754
370	38010	Bécancour	M	328 849
460	46035	Bedford	M	135 460
460	46040	Bedford	VL	10 755
940	94100	Bégin	V	35 461
890	89050	Belcourt	M	11 467
850	86005	Bellecombe	M	17 232
730	75010	Bellefeuille	V	442 657
850	85065	Belleterre	M	14 617
570	57040	Beloeil	V	821 232
940	95020	Bergeronnes	M	7 133
310	32010	Bernierville	M	75 209
880	88070	Berry	M	10 883
180	18065	Berthier-sur-Mer	M	29 930
520	52035	Berthierville	VL	166 704
470	48005	Béthanie	VL	6 696
130	13055	Biencourt	M	14 415
310	31085	Black Lake	P	203 265
720	73015	Blainville	M	1 176 835
971	98005	Blanc-Sablon	V	50 940
830	83045	Blue Sea	M	9 713
800	80115	Boileau	CU	3 085
720	73005	Boisbriand	M	966 362
210	21045	Boischatel	P	179 853
730	73030	Bois-des-Filion	V	278 037
830	83085	Bois-Franc	M	6 828
450	45095	Bolton-Est	V	10 736
460	46065	Bolton-Ouest	CT	5 555
050	05045	Ronaventure	V	109 868

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
971	98010	Bonne-Espérance	M	39 614
420	42040	Bonsecours	M	13 259
350	35055	Boucher	VL	7 638
580	59005	Boucherville	V	1 099 000
830	83050	Bouchette	M	18 361
800	80145	Bowman	M	7 565
780	78075	Brébeuf	V	22 934
460	46090	Brigham	M	47 849
830	84005	Bristol	M	20 465
460	46070	Brome	M	4 839
460	47005	Bromont	P	173 576
430	43023	Bromptonville	F V	182 935
570	58005	Brossard	M	2 186 760
760	76040	Brownsburg	P	130 662
830	84025	Bryson	CT	19 774
800	81005	Buckingham	M	491 495
410	41070	Bury	CT	14 558
130	13070	Cabano	P	156 699
860	86055	Cadillac	M	43 185
590	59030	Calixa-Lavallée	V	9 317
760	76050	Calumet	CT	22 351
840	84030	Campbell's Bay	CT	35 571
660	67020	Candiac	V	491 660
810	82020	Cantley	V	142 209
150	15040	Cap-à-l'Aigle	V	23 283
010	01020	Cap-aux-Meules	VL	53 409
040	04045	Cap-Chat	V	136 514
370	37055	Cap-de-la-Madeleine	P	1 618 529
050	05060	Caplan	M	86 431
230	23065	Cap-Rouge	V	596 053
180	18045	Cap-Saint-Ignace	M	80 679
340	34030	Cap-Santé	V	80 382
040	04050	Capucins	M	9 347
560	57010	Carignan	V	150 373
750	76010	Carillon	M	5 760
060	06010	Carleton	M	131 322
050	05077	Cascapédia	F M	15 026
070	07018	Causapscal	M	132 547
830	83040	Cayamant	M	13 724
560	57005	Chambly	V	741 319
900	91020	Chambord	M	62 589
370	37030	Champlain	M	43 000
870	88005	Champneuf	M	4 584
020	02030	Chandler	V	177 389
981	99020	Chapais	M	153 097
350	36005	Charette	P	29 147
590	60005	Charlemagne	M	237 655
230	23030	Charlesbourg	V	3 846 507
250	25030	Charny	V	514 212
400	41020	Chartierville	V	3 605
670	67050	Châteauguay	V	1 820 375
210	21035	Château-Richer	V	143 993
760	76045	Chatham	V	109 828
870	87095	Chazel	P	9 577
810	82025	Chelsea	V	114 824
800	80103	Chénéville	VL	26 429
620	62047	Chertsey	M	130 411
390	39035	Chester-Est	P	7 102
390	39030	Chesterville	M	19 284
981	99025	Chibougamau	M	510 126
840	84090	Chichester	CU	9 488
940	94050	Chicoutimi	M	3 012 484
960	96035	Chute-aux-Outardes	VL	97 891
790	79065	Chute-Saint-Philippe	M	20 466
830	84015	Clarendon	CT	14 408
150	15035	Clermont	M	92 234
870	87110	Clermont	M	12 713
870	87075	Clerval	M	9 688
420	42110	Cleveland	V	27 998
030	03010	Cloridorme	CT	43 830
850	86015	Cloutier	CT	9 388
440	44037	Coaticook	F M	239 650
950	95050	Colombier	VL	31 347
870	87065	Colombourg	VL	15 664
440	44067	Compton	M	55 235
440	44075	Compton Station	M	19 532
590	59035	Contrecoeur	V	159 393
410	41045	Cookshire	M	50 011
710	71040	Coteau-du-Lac	M	174 869

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

242

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
972	98015	Côte-Nord-du-Golfe-St-Laurent	V	53 261
660	66055	Côte-Saint-Luc	V	1 264 367
300	30090	Courcelles	M	25 734
460	46080	Cowansville	V	538 466
600	61013	Crabtree	V	99 399
860	86075	D'Alembert	V	14 922
400	40047	Danville	F CT	138 999
390	39155	Daveluyville	M	42 016
430	43035	Deauville	V	86 174
120	13005	Dégelis	P	147 779
830	83070	Déléage	M	45 141
930	93050	Delisle	M	178 962
660	67025	Delson	V	266 301
820	83005	Denholm	M	15 354
790	79090	Des Ruisseaux	M	135 481
920	93005	Desbiens	M	53 467
380	38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	P	29 151
340	34055	Deschambault	P	29 700
860	86080	Destor	M	12 784
710	72010	Deux-Montagnes	P	664 356
310	31015	Disraeli	VL	112 740
310	31020	Disraeli	CT	20 147
440	44023	Dixville	M	16 432
910	92022	Dolbeau-Mistassini	V	698 927
660	66140	Dollard-des-Ormeaux	V	2 348 362
330	34025	Donnacoona	VL	240 256
660	66085	Dorval	V	628 489
330	33040	Dosquet	M	23 356
490	49057	Drummondville	M	1 791 053
880	89020	Dubuisson	M	42 675
410	41117	Dudswell	V	30 595
800	80135	Duhamel	M	8 017
850	85030	Duhamel-Ouest	V	12 022
690	69075	Dundee	CT	7 867
460	46050	Dunham	M	85 531
860	87005	Duparquet	V	23 814
870	87085	Dupuy	P	33 613
480	49015	Durham-Sud	M	18 243
410	41060	East Angus	VL	174 950
310	31122	East Broughton	M	101 085
460	46085	East Farnham	CT	11 379
430	44010	East Hereford	M	7 488
450	45090	Eastman	VL	20 916
410	41050	Eaton	M	50 993
830	83075	Egan-Sud	M	10 322
690	69050	Elgin	VL	6 933
620	62053	Entrelacs	M	21 855
060	06025	Escuminac	M	14 647
090	10005	Esprit-Saint	P	12 708
760	77010	Estérel	CT	2 964
860	86035	Évain	M	154 189
460	46115	Farnham	M	347 779
790	80005	Fassett	M	14 905
010	01025	Fatima	M	137 947
930	94020	Ferland-et-Boilleau	M	19 851
790	79097	Ferme-Neuve	VL	127 744
960	97035	Fermont	P	179 859
420	43020	Fleurimont	CT	624 486
950	95045	Forestville	M	159 443
840	84060	Fort-Coulonge	CT	64 442
380	38047	Fortierville	F M	28 363
220	22010	Fossambault-sur-le-Lac	M	32 259
680	69010	Franklin	P	37 202
950	96015	Franquelin	M	21 943
450	46010	Frelighsburg	VL	17 115
300	30025	Frontenac	P	29 043
850	85055	Fugèreville	V	8 557
860	87020	Gallichan	M	14 125
960	97015	Gallix	VL	28 966
300	31010	Garthby	CT	7 291
030	03005	Gaspé	V	711 081
800	81015	Gatineau	M	4 610 497
850	85095	Gérin	M	9 669
920	92055	Girardville	V	56 445
950	96010	Godbout	M	15 224
690	69060	Godmanchester	VL	30 311
750	76025	Gore	P	23 150
830	83030	Gracefield	CT	22 130
460	47015	Granby	P	1 783 392

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
460	47020	Granby	M	207 284
840	84035	Grand-Calumet	VL	18 831
010	01035	Grande-Entrée	M	37 480
700	70050	Grande-Ile	V	144 487
020	02015	Grande-Rivière	V	169 509
940	95015	Grandes-Bergeronnes	M	30 075
350	35040	Grandes-Piles	P	10 811
030	03020	Grande-Vallée	P	55 979
360	36055	Grand-Mère	P	699 791
090	09060	Grand-Métis	P	6 451
830	83095	Grand-Remous	M	22 857
500	50065	Grand-Saint-Esprit	VL	9 081
570	58015	Greenfield Park	M	669 097
760	76055	Grenville	M	56 972
760	76060	Grenville	CT	42 314
340	34070	Grondines	M	22 863
971	98014	Gros-Mécatina	M	24 765
010	01040	Grosse-Ile	M	19 984
080	08015	Grosses-Roches	P	13 227
380	39010	Ham-Nord	M	26 136
410	41075	Hampden	M	2 758
660	66060	Hampstead	V	337 368
760	76065	Harrington	VL	10 343
450	45043	Hatley	M	12 663
450	45055	Hatley	CT	32 764
680	69005	Havelock	P	15 661
010	01030	Havre-aux-Maisons	M	105 449
999	98040	Havre-Saint-Pierre	M	150 740
920	93020	Hébertville	M	89 951
920	93025	Hébertville-Station	M	61 243
670	68010	Hemmingford	P	23 077
670	68015	Hemmingford	V	18 188
560	56040	Henryville	M	20 800
560	56045	Henryville	VL	16 484
350	35035	Hérouxville	P	42 029
690	69045	Hinchinbrooke	P	42 829
190	19070	Honfleur	M	26 502
050	05025	Hope	CT	19 758
050	05020	Hope Town	M	8 507
680	69025	Howick	V	26 073
780	78065	Huberdeau	M	26 798
710	71100	Hudson	V	96 104
800	81020	Hull	M	2 474 669
690	69055	Huntingdon	P	157 319
560	56085	Iberville	P	464 298
320	32058	Inverness	F P	22 968
310	31040	Irlande	M	16 942
780	78040	Ivry-sur-le-Lac	VL	4 699
600	61025	Joliette	P	632 339
940	94070	Jonquière	V	2 383 423
140	14050	Kamouraska	P	24 674
820	83015	Kazabazua	M	14 284
780	79025	Kiamika	M	16 861
420	42070	Kingsbury	M	
480	49005	Kingsey	V	28 392
390	39097	Kingsey Falls	CT	47 284
310	31105	Kinnear's Mills	M	9 214
840	85010	Kipawa	M	16 748
660	66100	Kirkland	V	774 521
940	94040	La Baie	M	879 213
160	16025	La Baleine	V	5 326
890	90015	La Bostonnais	M	10 262
780	78115	La Conception	V	23 262
870	88030	La Corne	P	14 856
910	91050	La Doré	M	79 882
190	19090	La Durantaye	M	22 277
290	29030	La Guadeloupe	P	75 573
790	79045	La Macaza	M	24 674
150	15012	La Malbaie-Pointe-au-Pic	P	154 910
040	04030	La Martre	M	16 305
780	78130	La Minerve	M	24 803
870	88015	La Morandière	CT	7 429
880	88045	La Motte	M	8 036
400	41027	La Patrie	M	17 625
820	82035	La Pêche	M	147 869
630	64020	La Plaine	M	710 234
140	14085	La Pocatière	P	184 318
660	67015	La Prairie	V	624 570
540	54035	La Présentation	P	35 111

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
080	09005	La Rédemption	M	18 901
870	87080	La Reine	V	17 534
870	87090	La Sarre	M	415 515
100	10010	La Trinité-des-Monts	M	7 260
890	90007	La Tuque	M	451 995
520	52050	La Visitation-de-l'Ile-Dupas	M	13 121
500	50085	La Visitation-de-Yamaska	M	9 251
780	78120	Labelle	P	90 527
930	93055	Labrecque	VL	59 559
560	56070	L'Acadie	M	135 663
360	36045	Lac-à-la-Tortue	V	94 841
070	07057	Lac-au-Saumon	V	59 169
340	35010	Lac-aux-Sables	V	36 238
220	22040	Lac-Beauport	CU	159 467
900	91005	Lac-Bouchette	V	67 215
460	46075	Lac-Brome	V	121 101
220	22030	Lac-Delage	M	14 230
130	13060	Lac-des-Aigles	M	30 535
790	79075	Lac-des-Écorces	M	46 478
800	80130	Lac-des-Plages	M	9 051
770	77055	Lac-des-Seize-Iles	M	4 581
300	30080	Lac-Drolet	M	35 198
780	79015	Lac-du-Cerf	M	9 864
890	90025	Lac-Édouard	P	5 222
280	28050	Lac-Etchemin	P	114 702
180	18010	Lac-Frontière	M	5 478
630	64005	Lachenaie	V	792 573
660	66080	Lachine	C	1 414 510
750	76020	Lachute	M	486 425
940	94075	Lac-Kénogami	V	32 971
300	30030	Lac-Mégantic	M	248 606
790	79030	Lac-Nominingue	M	61 382
550	56020	Lacolle	M	47 142
290	29095	Lac-Poulin	M	831
790	79060	Lac-Saguay	VL	9 703
230	23040	Lac-Saint-Charles	V	458 142
820	83020	Lac-Sainte-Marie	M	9 795
220	22015	Lac-Saint-Joseph	V	850
790	79105	Lac-Saint-Paul	VL	9 983
340	34120	Lac-Sergent	M	5 689
800	80095	Lac-Simon	M	13 166
780	78095	Lac-Supérieur	M	24 147
780	78125	Lac-Tremblant-Nord	M	56
750	75035	Lafontaine	V	327 145
850	85070	Laforce	M	9 832
930	93060	Lamarche	M	27 218
300	30095	Lambton	M	42 912
230	23055	L'Ancienne-Lorette	V	618 844
880	88035	Landrienne	M	35 554
210	21040	L'Ange-Gardien	V	100 312
810	82005	L'Ange-Gardien	V	81 230
890	90020	Langelier (La Croche)	V	16 373
790	79035	L'Annonciation	M	91 385
510	52020	Lanoraie-d'Autray	M	41 800
930	94010	L'Anse-Saint-Jean	M	63 076
770	78015	Lantier	M	11 668
940	94080	Larouche	V	41 102
660	66040	LaSalle	V	3 266 289
790	79050	L'Ascension	M	24 963
930	93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	M	67 367
060	06060	L'Ascension-de-Patapédia	P	5 218
590	60027	L'Assomption	V	404 796
940	94045	Laterrière	M	136 763
850	85060	Latulipe-et-Gaboury	M	10 106
880	88080	Launay	V	9 587
630	63045	Laurentides	VL	127 602
330	33060	Laurier-Station	M	100 309
320	32072	Laurierville	M	41 939
630	65005	Laval	P	15 380 994
510	52005	Lavaltrie	P	198 741
480	49025	L'Avenir	P	25 696
850	85050	Laverlochère	M	19 991
420	42045	Lawrenceville	P	16 959
100	10065	Le Bic	P	108 852
590	60010	Le Gardeur	V	770 524
981	99005	Lebel-sur-Quévillon	M	161 715
330	33125	Leclercville	VL	10 015
480	49020	Lefebvre	P	17 312
130	13050	Lejeune	M	9 491

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
380	38020	Lemieux	M	7 534
570	58025	LeMoyne	M	197 000
420	43010	Lennoxville	M	189 507
600	60035	L'Épiphanie	V	164 879
600	60040	L'Épiphanie	V	63 125
670	67055	Léry	V	30 258
090	09045	Les Boules	M	15 051
710	71050	Les Cèdres	M	124 947
700	71033	Les Coteaux	VL	116 823
160	16045	Les Éboulements	VL	24 242
940	95025	Les Escoumins	M	85 086
090	09015	Les Hauteurs	P	16 064
070	08005	Les Méchins	P	39 016
840	84055	Leslie-Clapham-et-Huddersfield	VL	16 738
010	01015	L'Étang-du-Nord	M	128 699
240	24020	Lévis	P	1 705 054
160	16028	L'Ile-aux-Coudres	M	24 631
660	66150	L'Ile-Bizard	VL	480 022
710	71095	L'Ile-Cadieux	M	1 961
972	98020	L'Ile-d'Anticosti	V	10 590
010	01005	L'Ile-d'Entrée	VL	5 870
660	66090	L'Ile-Dorval	V	216
010	01010	L'Ile-du-Havre-Aubert	M	81 306
710	71060	L'Ile-Perrot	M	503 483
410	41085	Lingwick	CT	8 172
840	84082	L'Isle-aux-Allumettes	F CU	24 475
170	17075	L'Islet	M	39 461
170	17080	L'Islet-sur-Mer	V	45 160
120	12040	L'Isle-Verte	P	52 212
840	84040	Litchfield	CT	5 663
800	80055	Lochaber	M	11 337
800	80060	Lochaber-Partie-Ouest	VL	8 220
999	98045	Longue-Pointe-de-Mingan	M	35 814
940	95032	Longue-Rive	M	54 711
580	58030	Longueuil	V	5 093 798
230	23045	Loretteville	V	796 024
720	73025	Lorraine	M	312 651
850	85037	Lorrainville	M	52 934
330	33115	Lotbinière	M	29 915
500	51015	Louiseville	P	400 398
820	83010	Low	M	16 283
090	09090	Luceville	P	46 813
320	32065	Lyster	P	51 172
830	83100	Lytton	M	4 524
870	87055	Macamic	M	101 676
870	87060	Macamic	M	14 010
390	39165	Maddington	P	10 750
450	45070	Magog	VL	543 988
450	45075	Magog	CT	113 291
880	89015	Malartic	CT	256 729
830	83065	Maniwaki	M	296 629
380	38028	Manseau	V	25 153
840	84065	Mansfield-et-Pontefract	CT	50 801
690	70020	Maple Grove	P	65 987
790	79040	Marchand	M	39 262
050	06005	Maria	M	100 563
420	42065	Maricourt	VL	8 432
550	55045	Marieville	V	259 405
040	04025	Marsoui	VL	29 871
300	30035	Marston	M	9 887
440	44060	Martinville	V	14 349
630	64015	Mascouche	M	1 311 633
500	51005	Maskinongé	M	30 271
800	81010	Masson-Angers	M	301 296
520	53010	Massueville	V	21 661
981	99015	Matagami	M	196 044
080	08055	Matane	M	665 556
060	06045	Matapédia	M	27 401
800	80065	Mayo	P	6 615
560	57025	McMasterville	M	121 833
860	86050	McWatters	M	46 954
420	42075	Melbourne	V	16 304
420	42080	Melbourne	CT	18 202
700	70060	Melocheville	P	68 954
670	67045	Mercier	V	292 913
830	83060	Messines	CT	30 328
920	93012	Métabetchouan- Lac-à-la-Croix	F M	216 440
090	09050	Métis-sur-Mer	M	5 629
300	30040	Milan	V	8 468

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

246

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
760	76030	Mille-Isles	VL	22 018
730	74005	Mirabel	V	615 726
850	85075	Moffet	P	5 343
960	97005	Moisie	M	55 768
850	86020	Montbeillard	CT	19 769
860	86060	Mont-Brun	M	13 787
780	78055	Montcalm	V	7 393
130	14005	Mont-Carmel	M	38 437
830	83080	Montcerf	M	13 537
790	80010	Montebello	M	36 411
090	09075	Mont-Joli	P	329 963
790	79085	Mont-Laurier	VL	415 662
100	10020	Mont-Lebel	P	8 430
180	18050	Montmagny	M	551 911
800	80090	Montpellier	M	22 137
650	66025	Montréal	V	53 751 019
640	66005	Montréal-Est	V	150 934
640	66020	Montréal-Nord	V	3 646 947
660	66045	Montréal-Ouest	V	262 406
660	66070	Mont-Royal	V	598 573
560	56097	Mont-Saint-Grégoire	M	57 507
570	57035	Mont-Saint-Hilaire	V	369 465
790	79110	Mont-Saint-Michel	M	12 988
040	04015	Mont-Saint-Pierre	VL	12 359
780	78105	Mont-Tremblant	P	18 739
770	77050	Morin-Heights	V	46 144
800	80085	Mulgrave-et-Derry	CT	3 465
030	03025	Murdochville	V	74 310
790	80015	N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	M	5 303
330	33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	M	16 790
800	80110	Namur	CT	18 024
300	30045	Nantes	CT	33 575
680	68030	Napierville	P	96 390
999	98025	Natashquan	M	31 121
190	19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	26 081
850	85100	Nédélec	M	14 294
330	34007	Neuville	P	74 378
050	05040	New Carlisle	M	57 105
740	75025	New Glasgow	V	
050	05070	New Richmond	V	165 675
020	02040	Newport	M	83 426
400	41035	Newport	M	8 564
500	50070	Nicolet	M	203 400
500	50080	Nicolet-Sud	P	7 601
390	39045	Norbertville	M	6 275
920	92040	Normandin	P	175 016
870	87115	Normétal	V	49 341
450	45050	North Hatley	CT	20 924
820	83025	Northfield	M	10 234
550	55060	Notre-Dame-de-Bon-Secours	P	25 443
620	62055	Notre-Dame-de-la-Merci	M	21 212
790	80020	Notre-Dame-de-la-Paix	M	15 517
810	82010	Notre-Dame-de-la-Salette	V	15 128
710	71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	M	223 182
920	92060	Notre-Dame-de-Lorette	M	9 437
320	32080	Notre-Dame-de-Lourdes	M	16 563
610	61045	Notre-Dame-de-Lourdes	V	40 217
380	39015	Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham	M	11 290
340	35005	Notre-Dame-de-Montauban	V	32 040
500	50115	Notre-Dame-de-Pierreville	P	28 991
780	79010	Notre-Dame-de-Pontmain	M	12 417
340	34045	Notre-Dame-de-Portneuf	M	70 710
540	54050	Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe	VL	15 004
290	30010	Notre-Dame-des-Bois	M	13 865
150	15025	Notre-Dame-des-Monts	P	27 949
110	11045	Notre-Dame-des-Neiges	V	41 098
290	29120	Notre-Dame-des-Pins	M	25 963
610	61030	Notre-Dame-des-Prairies	M	271 293
120	12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	VL	766
460	46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	V	16 868
490	49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	M	47 165
490	49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	M	16 634
130	13035	Notre-Dame-du-Lac	P	129 422
780	79005	Notre-Dame-du-Laus	M	31 982
360	36040	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	VL	138 586
550	56025	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	M	15 213
850	85090	Notre-Dame-du-Nord	V	62 623
120	12080	Notre-Dame-du-Portage	V	20 173
180	18040	Notre-Dame-du-Rosaire	M	10 665

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
060	06020	Nouvelle	P	64 404
550	56015	Noyan	V	20 791
440	45020	Ogden	M	9 710
720	72030	Oka	V	47 622
720	72035	Oka	V	62 661
450	45065	Omerville	M	77 927
450	45115	Orford	M	35 856
690	69035	Ormstown	M	61 024
570	57030	Otterburn Park	V	276 050
660	66065	Outremont	V	747 905
020	02025	Pabos	M	64 230
020	02035	Pabos Mills	M	65 402
130	13015	Packington	M	18 301
090	09040	Padoue	M	6 996
860	87025	Palmarolle	M	48 708
800	80035	Papineauville	M	68 735
890	90030	Parent	M	20 558
380	38055	Parisville	M	19 518
050	05032	Paspébiac	M	120 322
020	02005	Percé	V	181 474
910	92010	Péribonka	M	16 856
150	16005	Petite-Rivière-Saint-Francois	M	18 751
030	03015	Petite-Vallée	M	13 285
080	08050	Petit-Matane	M	39 731
930	94005	Petit-Saguenay	M	44 429
760	77030	Piedmont	CT	40 733
660	66130	Pierrefonds	V	2 685 234
500	50105	Pierreville	M	43 615
710	71070	Pincourt	M	568 932
240	24010	Pintendre	M	235 140
300	30020	Piopolis	M	6 067
800	80045	Plaisance	P	44 164
320	32040	Plessisville	V	366 440
320	32045	Plessisville	P	78 935
130	13095	Pohénégamook	M	121 080
060	06030	Pointe-à-la-Croix	M	63 935
100	10035	Pointe-au-Père	P	180 495
950	96030	Pointe-aux-Outardes	M	37 589
710	72020	Pointe-Calumet	M	207 596
660	66095	Pointe-Claire	V	1 152 599
710	71055	Pointe-des-Cascades	VL	30 301
370	37075	Pointe-du-Lac	V	253 310
710	71140	Pointe-Fortune	P	12 095
950	96025	Pointe-Lebel	V	48 074
310	31110	Pontbriand	M	29 417
820	82030	Pontiac	M	99 313
330	34017	Pont-Rouge	M	212 952
830	84020	Portage-du-Fort	CT	12 740
960	97020	Port-Cartier	VL	260 819
020	02050	Port-Daniel	M	78 754
340	34050	Portneuf	VL	59 362
440	45030	Potton	M	29 148
870	87035	Poularies	M	24 474
880	88090	Preissac	M	13 829
750	75040	Prévost	V	211 011
090	09065	Price	M	70 287
320	32030	Princeville	M	221 534
320	32035	Princeville	M	42 158
230	23025	Québec	V	9 102 299
410	42032	Racine	M	18 539
960	96040	Ragueneau	VL	75 636
460	46110	Rainville	VL	38 138
860	87010	Rapide-Danseur	M	8 522
840	84100	Rapides-des-Joachims	CU	5 347
620	62037	Rawdon	F M	264 534
850	85105	Rémigny	VL	11 783
590	60015	Repentigny	M	2 029 908
550	55055	Richelieu	P	105 140
420	42105	Richmond	VL	134 869
710	71133	Rigaud	V	185 534
100	10045	Rimouski	VL	1 442 414
100	10040	Rimouski-Est	V	84 386
800	80075	Ripon	V	25 355
800	80080	Ripon	CT	19 375
060	06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	M	4 831
040	04020	Rivière-à-Claude	M	7 038
340	34135	Rivière-à-Pierre	M	20 428
981	98055	Rivière-au-Tonnerre	CT	31 570
700	71005	Rivière-Beaudette	P	28 690

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

248

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
130	13025	Rivière-Bleue	P	59 564
120	12072	Rivière-du-Loup	F P	656 809
930	94015	Rivière-Éternité	P	17 187
880	89010	Rivière-Héva	CT	22 159
150	15045	Rivière-Malbaie	VL	60 964
140	14065	Rivière-Ouelle	P	30 845
960	97025	Rivière-Pentecôte	VL	29 242
981	98050	Rivière-Saint-Jean	M	19 717
310	31115	Robertsonville	M	60 763
900	91025	Roberval	VL	581 913
870	88010	Rochebaucourt	M	8 505
430	43030	Rock Forest	M	682 704
850	86010	Rollet	M	10 857
860	87015	Roquemaure	M	14 671
720	73020	Rosemère	P	354 668
550	55040	Rougemont	P	55 147
860	86047	Rouyn-Noranda	M	1 174 678
660	66145	Roxboro	V	259 834
470	48015	Roxton	P	17 793
470	48010	Roxton Falls	CT	40 026
470	47047	Roxton Pond	CT	59 453
940	95010	Sacré-Coeur	P	82 592
310	31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	VL	9 832
310	31070	Sacré-Coeur-de-Marie-Ptie-Sud	M	14 812
170	17015	Saint-Adalbert	V	19 146
080	08030	Saint-Adelme	M	19 371
340	35015	Saint-Adelphe	M	34 087
770	77065	Saint-Adolphe-d'Howard	VL	74 736
390	40010	Saint-Adrien	CT	18 522
310	31095	Saint-Adrien-d'Irlande	V	9 986
330	33045	Saint-Agapit	P	99 431
520	53015	Saint-Aimé	P	11 387
150	15030	Saint-Aimé-des-Lacs	M	22 314
780	79020	Saint-Aimé-du-Lac-des-Iles	M	18 072
340	34097	Saint-Alban	P	26 342
390	39085	Saint-Albert	V	27 089
560	56055	Saint-Alexandre	P	59 858
140	14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	P	64 356
070	07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	M	7 412
620	63020	Saint-Alexis	P	23 923
620	63025	Saint-Alexis	P	16 016
060	06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	P	19 961
510	51065	Saint-Alexis-des-Monts	P	75 726
270	27015	Saint-Alfred	M	7 444
050	05065	Saint-Alphonse	M	24 935
460	47010	Saint-Alphonse	P	49 260
610	62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	P	64 564
580	59015	Saint-Amable	V	287 968
940	94090	Saint-Ambroise	M	191 593
610	61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	VL	64 392
100	10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	P	86 689
140	14040	Saint-André	M	15 417
790	80027	Saint-André-Avellin	M	96 785
480	48030	Saint-André-d'Acton	M	61 662
750	76015	Saint-André-d'Argenteuil	V	20 179
060	06040	Saint-André-de-Restigouche	CT	7 548
900	91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	M	19 823
750	76005	Saint-André-Est	VL	50 828
690	69070	Saint-Anicet	CT	51 519
190	19062	Saint-Anselme	F M	126 314
730	75020	Saint-Antoine	V	446 657
180	18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	4 403
510	52010	Saint-Antoine-de-Lavaltrie	M	129 369
330	33095	Saint-Antoine-de-Tilly	P	35 100
570	57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	V	47 634
120	12015	Saint-Antonin	M	101 447
330	33090	Saint-Apollinaire	P	119 659
450	46017	Saint-Armand	F M	24 167
120	12065	Saint-Arsène	P	36 173
130	13100	Saint-Athanase	V	10 266
560	56090	Saint-Athanase	M	247 330
170	17055	Saint-Aubert	P	37 432
910	92005	Saint-Augustin	V	22 788
971	98012	Saint-Augustin	V	30 174
230	23070	Saint-Augustin-de-Desmaures	V	555 886
290	30005	Saint-Augustin-de-Woburn	P	17 531
500	51025	Saint-Barnabé	M	42 210
540	54105	Saint-Barnabé-Sud	VL	16 383
520	52055	Saint-Barthélemy	P	53 513

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
340	34040	Saint-Basile	V	24 056
560	57020	Saint-Basile-le-Grand	M	419 021
340	34035	Saint-Basile-Sud	V	79 569
280	28025	Saint-Benjamin	M	20 302
290	29100	Saint-Benoit-Labre	P	39 687
260	26055	Saint-Bernard	M	53 572
670	68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	V	18 929
540	54115	Saint-Bernard-Partie-Sud	P	14 903
560	56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	VL	43 355
490	49125	Saint-Bonaventure	P	21 265
360	36020	Saint-Boniface-de-Shawinigan	M	137 942
920	93030	Saint-Bruno	M	103 837
850	85045	Saint-Bruno-de-Guigues	P	46 194
140	14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	8 168
560	57015	Saint-Bruno-de-Montarville	P	632 586
630	63055	Saint-Calixte	P	251 732
400	40025	Saint-Camille	P	13 269
280	28070	Saint-Camille-de-Lellis	M	25 339
340	34075	Saint-Casimir	P	46 904
340	34080	Saint-Casimir	VL	11 708
490	50030	Saint-Célestin	M	23 558
490	50035	Saint-Célestin	P	13 460
540	55020	Saint-Césaire	M	129 172
540	55025	Saint-Césaire	P	45 220
610	61035	Saint-Charles-Borromée	M	298 009
190	19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	P	76 456
940	94085	Saint-Charles-de-Bourget	CT	25 496
490	49065	Saint-Charles-de-Drummond	P	155 950
520	52095	Saint-Charles-de-Mandeville	P	47 798
090	09010	Saint-Charles-Garnier	P	10 858
570	57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	P	46 939
390	39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	CT	49 064
680	69015	Saint-Chrysostome	P	33 631
420	42100	Saint-Claude	VL	26 238
100	11005	Saint-Clément	P	24 780
070	07090	Saint-Cléophas	M	11 393
520	52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	P	4 991
710	71045	Saint-Clet	P	41 290
730	75005	Saint-Colomban	V	144 115
620	62065	Saint-Côme	M	42 522
290	29057	Saint-Côme-Linière	P	72 281
670	67035	Saint-Constant	M	901 121
520	52062	Saint-Cuthbert	F V	48 616
110	12005	Saint-Cyprien	P	48 531
280	28040	Saint-Cyprien	M	15 395
170	17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	M	19 229
490	49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	M	96 186
070	07105	Saint-Damase	VL	12 811
530	54015	Saint-Damase	VL	44 289
530	54020	Saint-Damase	P	24 980
170	17040	Saint-Damase-de-L'Islet	M	16 012
620	62075	Saint-Damien	M	42 146
190	19030	Saint-Damien-de-Buckland	P	77 767
520	53005	Saint-David	M	19 519
940	94095	Saint-David-de-Falardeau	M	58 724
140	14055	Saint-Denis	M	9 268
410	42025	Saint-Denis-de-Brompton	M	45 515
570	57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	V	61 905
520	52090	Saint-Didace	M	12 843
540	54060	Saint-Dominique	P	55 264
880	88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	P	13 043
090	09030	Saint-Donat	M	25 376
620	62060	Saint-Donat	M	87 485
760	77022	Sainte-Adèle	VL	314 663
320	33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	F M	41 712
770	78028	Sainte-Agathe-des-Monts	F M	293 303
780	78035	Sainte-Agathe-Nord	M	28 808
150	15020	Sainte-Agnès	V	22 312
090	09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	P	32 603
540	55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	41 937
510	51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	P	18 260
800	80040	Sainte-Angélique	VL	12 018
210	21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	V	118 276
660	66115	Sainte-Anne-de-Bellevue	V	159 912
360	37005	Sainte-Anne-de-la-Pérade	V	59 357
140	14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	V	31 894
420	42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	P	11 085
950	95040	Sainte-Anne-de-Portneuf	VL	45 432
560	56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	32 180

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
760	77035	Sainte-Anne-des-Lacs	CT	27 281
040	04040	Sainte-Anne-des-Monts	V	269 408
530	53065	Sainte-Anne-de-Sorel	V	77 458
730	73035	Sainte-Anne-des-Plaines	V	587 407
310	31065	Sainte-Anne-du-Lac	M	786
790	79115	Sainte-Anne-du-Lac	V	19 263
390	39150	Sainte-Anne-du-Sault	P	32 694
180	18025	Sainte-Apolline-de-Patton	M	16 920
270	28015	Sainte-Aurélie	P	30 038
690	69065	Sainte-Barbe	P	23 927
610	62020	Sainte-Béatrix	P	42 831
100	10055	Sainte-Blandine	P	82 443
560	56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	V	23 010
220	22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	M	120 297
490	49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	V	19 144
670	67030	Sainte-Catherine	M	506 495
450	45060	Sainte-Catherine-de-Hatley	VL	27 191
380	38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	13 813
470	47055	Sainte-Cécile-de-Milton	V	34 963
300	30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	M	20 427
470	48020	Sainte-Christine	M	14 358
340	34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	P	7 148
190	19055	Sainte-Claire	M	113 742
310	31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	P	13 060
670	68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	V	28 172
390	39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	P	30 774
330	33100	Sainte-Croix	P	68 353
330	33105	Sainte-Croix	M	16 735
920	92050	Saint-Edmond	VL	26 269
490	49100	Saint-Edmond-de-Grantham	VL	10 580
680	68045	Saint-Édouard	P	24 255
840	85015	Saint-Édouard-de-Fabre	CT	20 337
250	26005	Saint-Édouard-de-Frampton	V	32 002
330	33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	M	32 153
510	51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	P	15 629
440	44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	M	11 954
510	52030	Sainte-Élisabeth	P	38 551
390	39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	V	8 543
620	62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	39 985
330	33075	Sainte-Emmélie	VL	5 820
490	50005	Sainte-Eulalie	P	22 441
180	18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	11 321
200	20010	Sainte-Famille	P	14 913
080	08023	Sainte-Félicité	M	37 246
170	17025	Sainte-Félicité	M	12 055
090	09085	Sainte-Flavie	M	26 065
070	07010	Sainte-Florence	M	14 754
230	23060	Sainte-Foy	V	2 745 846
110	11030	Sainte-Francoise	M	18 394
380	38035	Sainte-Francoise	M	15 252
660	66135	Sainte-Geneviève	V	153 505
370	37020	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	M	32 909
520	52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	52 475
870	87030	Sainte-Germaine-Boulé	V	37 929
880	88085	Sainte-Gertrude-Manneville	M	14 629
910	91030	Sainte-Hedwidge	M	30 142
140	14025	Sainte-Hélène	M	28 807
540	54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	CT	35 584
250	25015	Sainte-Hélène-de-Breakeyville	M	137 305
870	87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	M	11 182
260	26040	Sainte-Hénédine	P	33 694
070	07040	Sainte-Irène	P	11 230
090	09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	M	8 633
910	92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	M	26 266
580	59010	Sainte-Julie	V	843 297
630	63060	Sainte-Julienne	P	210 265
280	28045	Sainte-Justine	M	63 248
710	71115	Sainte-Justine-de-Newton	VL	16 186
350	36010	Saint-Élie	M	31 639
430	43040	Saint-Élie-d'Orford	V	144 818
110	11035	Saint-Éloi	P	8 900
170	17060	Sainte-Louise	M	20 570
500	50095	Saint-Elphège	V	8 263
090	09095	Sainte-Luce	VL	38 398
180	18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	P	10 796
770	78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	26 702
050	05050	Saint-Elzéar	M	17 464
130	13085	Saint-Elzéar	P	6 978
260	26022	Saint-Elzéar	M	44 812

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
530	54025	Sainte-Madeleine	P	60 241
610	62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	31 188
060	07005	Sainte-Marguerite	M	8 967
260	26035	Sainte-Marguerite	V	23 337
760	77015	Sainte-Marguerite/Lac-Masson	VL	84 001
260	26030	Sainte-Marie	M	410 446
370	38015	Sainte-Marie-de-Blandford	P	17 052
550	55050	Sainte-Marie-de-Monnoir	P	45 952
540	54030	Sainte-Marie-Madeleine	VL	39 099
620	63005	Sainte-Marie-Salomé	P	32 252
710	71110	Sainte-Marthe	V	23 725
370	37050	Sainte-Marthe-du-Cap	M	258 292
710	72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	P	331 964
690	70010	Sainte-Martine	CT	84 946
610	61050	Sainte-Mélanie	M	59 007
230	23035	Saint-Émile	V	438 045
800	80125	Saint-Émile-de-Suffolk	M	11 457
500	50057	Sainte-Monique	M	12 794
930	93075	Sainte-Monique	M	42 047
100	10050	Sainte-Odile-sur-Rimouski	V	42 498
080	08040	Sainte-Paule	M	7 499
170	17030	Sainte-Perpétue	M	60 602
500	50050	Sainte-Perpétue	M	22 786
200	20030	Sainte-Pétronille	M	16 983
290	29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	VL	65 953
120	12030	Saint-Épiphane	M	40 961
310	31050	Sainte-Praxède	M	4 704
110	11015	Sainte-Rita	M	11 123
540	54080	Sainte-Rosalie	P	151 605
540	54085	Sainte-Rosalie	P	28 696
280	28030	Sainte-Rose-de-Watford	M	23 418
930	94030	Sainte-Rose-du-Nord	M	13 236
280	28065	Sainte-Sabine	P	11 657
460	46105	Sainte-Sabine	V	18 694
390	39105	Sainte-Séraphine	M	10 754
750	75030	Sainte-Sophie	P	243 134
380	38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	M	18 180
320	32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	VL	11 352
620	63030	Saint-Esprit	M	47 532
350	35050	Sainte-Thècle	P	67 406
720	73010	Sainte-Thérèse	M	883 525
020	02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	45 627
830	83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	VL	9 581
700	70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	17 777
190	19105	Saint-Étienne-de-Beaumont	M	58 658
450	45100	Saint-Étienne-de-Bolton	CT	7 531
250	25010	Saint-Étienne-de-Lauzon	P	371 209
370	37080	Saint-Étienne-des-Grès	V	114 684
170	17050	Saint-Eugène	P	36 270
490	49105	Saint-Eugène	P	17 783
920	92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	V	21 825
850	85085	Saint-Eugène-de-Guigues	CU	13 532
100	10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	P	12 632
510	51040	Sainte-Ursule	V	48 033
130	13030	Saint-Eusèbe	M	14 391
710	72005	Saint-Eustache	M	1 673 984
290	29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	P	18 177
790	79055	Sainte-Véronique	M	31 683
520	53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	M	51 970
100	10070	Saint-Fabien	M	59 104
180	18015	Saint-Fabien-de-Panet	M	38 765
780	78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	M	66 629
910	91042	Saint-Félicien	M	460 521
880	88060	Saint-Félix-de-Dalquier	CT	32 943
610	62007	Saint-Félix-de-Valois	M	147 430
930	94025	Saint-Félix-d'Otis	M	24 526
320	32015	Saint-Ferdinand	M	15 615
210	21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	M	58 070
150	15050	Saint-Fidèle	M	29 514
330	33050	Saint-Flavien	P	30 907
330	33055	Saint-Flavien	M	14 324
310	31030	Saint-Fortunat	P	5 246
190	20005	Saint-Francois	M	7 618
180	18060	Saint-Francois/Rivière-du-Sud	P	54 962
060	06055	Saint-Francois-d'Assise	P	29 899
020	02020	Saint-Francois-de-Pabos	M	24 313
900	91015	Saint-Francois-de-Sales	CT	32 874
500	50128	Saint-Francois-du-Lac	P	77 741
410	42020	Saint-Francois-Xavier-Brompton	VL	55 420

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

252

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
120	12025	Saint-Francois-Xavier-de-Viger	P	9 628
270	27065	Saint-Frédéric	P	27 269
940	94035	Saint-Fulgence	M	63 946
520	52080	Saint-Gabriel	M	129 976
520	52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	P	46 208
090	09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	P	34 038
220	22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	16 521
140	14075	Saint-Gabriel-Lalemant	M	28 873
290	29015	Saint-Gédéon	M	11 414
930	93035	Saint-Gédéon	V	73 676
280	29010	Saint-Gédéon-de-Beauce	M	62 963
290	29075	Saint-Georges	M	927 125
360	36050	Saint-Georges	V	164 565
120	12055	Saint-Georges-de-Cacouna	M	33 996
120	12060	Saint-Georges-de-Cacouna	VL	12 524
550	56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	P	28 894
400	40032	Saint-Georges-de-Windsor	M	20 362
290	29070	Saint-Georges-Est	M	71 169
410	41095	Saint-Gérard	M	16 847
360	36060	Saint-Gérard-des-Laurentides	M	60 710
530	53085	Saint-Gérard-Majella	V	4 319
600	60045	Saint-Gérard-Majella	V	139 073
140	14045	Saint-Germain	M	8 599
490	49048	Saint-Germain-de-Grantham	M	91 006
190	19075	Saint-Gervais	M	77 185
340	34060	Saint-Gilbert	P	7 767
330	33035	Saint-Gilles	P	44 987
050	05015	Saint-Godefroi	CT	10 798
420	42085	Saint-Grégoire-de-Greenlay	M	22 111
490	49113	Saint-Guillaume	P	39 098
110	11020	Saint-Guy	M	3 659
230	24005	Saint-Henri	M	128 101
930	93070	Saint-Henri-de-Taillon	V	22 331
430	44015	Saint-Herménégilde	M	11 543
290	29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	M	2 649
160	16050	Saint-Hilarion	M	33 603
750	75045	Saint-Hippolyte	V	142 485
290	29040	Saint-Honoré	VL	14 192
940	94060	Saint-Honoré	P	119 310
130	13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	21 338
570	58020	Saint-Hubert	M	3 430 872
120	12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	50 509
540	54100	Saint-Hugues	M	29 020
540	54045	Saint-Hyacinthe	P	1 677 202
540	54055	Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	P	21 675
520	52045	Saint-Ignace-de-Loyola	P	59 407
460	46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	VL	12 177
140	15005	Saint-Irénée	P	19 686
260	26063	Saint-Isidore	M	64 661
670	67040	Saint-Isidore	V	57 255
400	41012	Saint-Isidore-de-Clifton	V	10 555
620	63013	Saint-Jacques	F M	100 222
310	31025	Saint-Jacques/Wolfestown	V	4 443
310	31140	Saint-Jacques-de-Leeds	P	18 611
680	68040	Saint-Jacques-le-Mineur	CT	27 401
330	33065	Saint-Janvier-de-Joly	VL	24 417
200	20015	Saint-Jean	P	12 811
090	09080	Saint-Jean-Baptiste	V	18 982
570	57033	Saint-Jean-Baptiste	V	92 019
500	50075	Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	M	98 388
250	25020	Saint-Jean-Chrysostome	P	699 539
680	69020	Saint-Jean-Chrysostome	P	42 803
310	31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	V	9 145
080	08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	M	8 892
110	11010	Saint-Jean-de-Dieu	P	56 665
130	13010	Saint-Jean-de-la-Lande	V	7 798
290	29090	Saint-Jean-de-la-Lande	V	28 655
610	62015	Saint-Jean-de-Matha	M	89 340
360	36065	Saint-Jean-des-Piles	VL	24 928
170	17070	Saint-Jean-Port-Joli	P	133 578
560	56080	Saint-Jean-sur-Richelieu	M	1 674 812
730	75015	Saint-Jérôme	V	1 000 051
080	08060	Saint-Jérôme-de-Matane	V	28 668
210	21020	Saint-Joachim	M	50 221
490	49090	Saint-Joachim-de-Courval	M	15 278
470	47040	Saint-Joachim-de-Shefford	V	22 219
240	24015	Saint-Joseph/Pointe-de-Lévy	M	18 723
270	27043	Saint-Joseph-de-Beauce	F P	170 551
860	86065	Saint-Joseph-de-Cléricky	M	13 533

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
310	31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	P	50 953
390	40005	Saint-Joseph-de-Ham-Sud	M	5 949
140	14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	9 899
510	52015	Saint-Joseph-de-Lanoraie	M	56 598
160	16040	Saint-Joseph-de-la-Rive	M	3 712
090	09070	Saint-Joseph-de-Lepage	VL	12 514
500	51010	Saint-Joseph-de-Maskinongé	VL	27 943
530	53050	Saint-Joseph-de-Sorel	P	53 083
270	27050	Saint-Joseph-des-Érables	P	8 042
710	72025	Saint-Joseph-du-Lac	VL	154 206
780	78080	Saint-Jovite	M	197 967
780	78085	Saint-Jovite	CT	38 571
540	54110	Saint-Jude	P	27 367
270	27055	Saint-Jules	V	16 482
310	31035	Saint-Julien	P	10 413
170	18005	Saint-Just-de-Bretenières	M	26 250
130	13040	Saint-Juste-du-Lac	V	17 273
510	51045	Saint-Justin	M	38 017
570	58010	Saint-Lambert	M	590 031
870	87120	Saint-Lambert	M	11 326
200	20020	Saint-Laurent	P	23 185
660	66075	Saint-Laurent	V	2 591 245
710	71105	Saint-Lazare	M	245 967
190	19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	P	47 524
080	08065	Saint-Léandre	P	12 545
640	66015	Saint-Léonard	V	3 031 606
500	50042	Saint-Léonard-d'Aston	M	51 348
340	34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	M	26 460
190	19020	Saint-Léon-de-Standon	P	40 903
070	07030	Saint-Léon-le-Grand	M	26 121
510	51035	Saint-Léon-le-Grand	P	23 916
540	54072	Saint-Liboire	V	60 008
630	63065	Saint-Liguori	M	36 845
630	63050	Saint-Lin	P	298 246
540	54120	Saint-Louis	M	17 331
390	39170	Saint-Louis-de-Blandford	P	18 059
370	37060	Saint-Louis-de-France	P	333 988
280	28035	Saint-Louis-de-Gonzague	M	11 947
700	70035	Saint-Louis-de-Gonzague	M	31 630
130	13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	M	44 010
560	56075	Saint-Luc	P	625 789
280	28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	V	16 752
080	08045	Saint-Luc-de-Matane	M	19 746
370	37035	Saint-Luc-de-Vincennes	P	19 680
490	49030	Saint-Lucien	CT	24 362
300	30072	Saint-Ludger	F M	35 210
930	93080	Saint-Ludger-de-Milot	M	29 835
280	28075	Saint-Magloire	P	23 908
490	49095	Saint-Majorique-de-Grantham	M	17 382
190	19025	Saint-Malachie	P	42 998
690	69040	Saint-Malachie-d'Ormstown	VL	45 609
430	44003	Saint-Malo	V	13 556
880	88040	Saint-Marc-de-Figuery	M	14 842
340	34065	Saint-Marc-des-Carrières	V	107 878
130	13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	P	13 457
170	17020	Saint-Marcel	M	14 297
540	54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	M	11 467
100	10025	Saint-Marcellin	M	7 653
570	57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	V	50 887
290	29045	Saint-Martin	CT	64 264
550	55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	VL	129 543
350	36015	Saint-Mathieu	M	22 949
660	67005	Saint-Mathieu	V	37 871
570	57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	54 770
110	11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	M	14 378
880	88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	M	14 411
370	37045	Saint-Maurice	M	73 185
040	04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	56 887
110	11025	Saint-Médard	M	6 397
310	31055	Saint-Méthode-de-Frontenac	M	37 375
680	68050	Saint-Michel	P	51 229
190	19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	M	56 929
550	55035	Saint-Michel-de-Rougemont	M	29 754
620	62085	Saint-Michel-des-Saints	M	77 480
130	13065	Saint-Michel-du-Squatec	M	37 112
530	53080	Saint-Michel-d'Yamaska	V	22 851
120	12020	Saint-Modeste	P	22 071
070	07095	Saint-Moise	P	17 123
370	37040	Saint-Narcisse	M	56 072

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

254

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
330	33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	VL	23 788
100	10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	41 917
930	93045	Saint-Nazaire	M	56 862
480	48050	Saint-Nazaire-d'Acton	P	21 096
190	19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	12 976
190	19045	Saint-Nérée	M	38 431
490	49035	Saint-Nicéphore	M	288 426
250	25043	Saint-Nicolas	V	559 750
070	07100	Saint-Noel	P	22 382
520	52070	Saint-Norbert	P	23 292
390	39042	Saint-Norbert-d'Arthabaska	P	14 718
090	09055	Saint-Octave-de-Métis	VL	21 165
270	27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	V	36 030
060	06015	Saint-Omer	V	31 309
160	17005	Saint-Omer	P	8 309
140	14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	M	18 276
530	53032	Saint-Ours	P	38 925
140	14070	Saint-Pacôme	M	53 307
170	17010	Saint-Pamphile	M	109 080
140	14015	Saint-Pascal	M	111 990
140	14020	Saint-Pascal	V	26 938
330	33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	27 940
670	68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	V	37 898
600	61005	Saint-Paul	P	97 775
540	55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	M	61 565
690	70015	Saint-Paul-de-Châteauguay	P	25 700
120	12035	Saint-Paul-de-la-Croix	M	13 739
560	56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	38 106
180	18030	Saint-Paul-de-Montminy	P	28 936
510	51060	Saint-Paulin	P	69 271
180	19005	Saint-Philémon	P	25 081
290	29065	Saint-Philibert	P	8 300
660	67010	Saint-Philippe	V	117 850
140	14060	Saint-Philippe-de-Néri	P	25 145
530	54005	Saint-Pie	P	75 613
530	54010	Saint-Pie	VL	36 553
490	49130	Saint-Pie-de-Guire	P	7 883
200	20025	Saint-Pierre	M	30 019
600	61020	Saint-Pierre	V	4 869
660	66050	Saint-Pierre	V	284 095
180	18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	V	27 708
320	32050	Saint-Pierre-Baptiste	V	12 584
310	31135	Saint-Pierre-de-Broughton	M	19 353
130	13075	Saint-Pierre-de-Lamy	V	4 138
380	38065	Saint-Pierre-les-Becquets	M	33 116
720	72043	Saint-Placide	V	39 890
700	71020	Saint-Polycarpe	M	44 623
910	91035	Saint-Prime	VL	105 165
280	28020	Saint-Prosper	M	118 072
360	37010	Saint-Prosper	P	11 841
190	19082	Saint-Raphael	M	75 371
340	34128	Saint-Raymond	M	278 111
250	25035	Saint-Rédempteur	V	270 621
680	68055	Saint-Rémi	VL	207 166
390	39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	P	13 441
290	29050	Saint-René	P	10 961
080	08035	Saint-René-de-Matane	P	26 199
520	53020	Saint-Robert	P	55 009
300	30070	Saint-Robert-Bellarmin	M	16 225
630	63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	P	131 603
350	35045	Saint-Roch-de-Mékinac	V	8 021
530	53040	Saint-Roch-de-Richelieu	VL	63 625
170	17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	P	23 048
630	63040	Saint-Roch-Ouest	M	5 774
300	30100	Saint-Romain	P	19 783
250	25025	Saint-Romuald	V	464 571
390	39145	Saint-Rosaire	M	14 403
390	39130	Saint-Samuel	M	12 765
260	26010	Saints-Anges	M	20 971
770	77045	Saint-Sauveur	P	72 408
770	77040	Saint-Sauveur-de-Monts	V	65 023
300	30085	Saint-Sébastien	M	23 756
560	56050	Saint-Sébastien	P	15 652
510	51030	Saint-Sévère	VL	9 091
270	27070	Saint-Séverin	VL	8 081
350	35020	Saint-Séverin	M	28 156
050	05055	Saint-Siméon	P	48 275
150	15055	Saint-Siméon	M	33 935
150	15060	Saint-Siméon	VL	12 939

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
Montants versés en 1999 - Réseau de télécommunication de gaz et d'électricité

Mrc	Code	Nom de la municipalité	Dés.	Tge
110	11055	Saint-Simon	P	16 215
540	54090	Saint-Simon	M	25 154
290	29125	Saint-Simon-les-Mines	M	8 375
800	80070	Saint-Sixte	M	9 045
380	39005	Saints-Martyrs-Canadiens	P	2 970
360	37015	Saint-Stanislas	P	117 695
920	92070	Saint-Stanislas	M	11 770
700	70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	M	34 750
590	60020	Saint-Sulpice	P	72 079
370	38005	Saint-Sylvère	V	17 754
320	33007	Saint-Sylvestre	P	26 435
700	71015	Saint-Télesphore	V	16 528
070	07070	Saint-Tharcisius	P	13 183
480	48045	Saint-Théodore-d'Acton	CT	35 610
280	29005	Saint-Théophile	P	17 973
600	61027	Saint-Thomas	P	63 951
540	54040	Saint-Thomas-d'Aquin	VL	99 077
500	50110	Saint-Thomas-de-Pierreville	M	19 106
920	92045	Saint-Thomas-Didyme	M	37 298
340	34085	Saint-Thuribe	M	8 906
700	70055	Saint-Timothée	M	234 656
350	35027	Saint-Tite	F P	113 411
200	21005	Saint-Tite-des-Caps	VL	34 676
340	34090	Saint-Ubalde	M	50 990
080	08070	Saint-Ulric	P	25 907
080	08075	Saint-Ulric-de-Matane	VL	19 197
160	16055	Saint-Urbain	P	38 136
690	70005	Saint-Urbain-Premier	V	24 827
560	56030	Saint-Valentin	M	11 577
390	39135	Saint-Valère	P	30 599
100	10060	Saint-Valérien	P	22 351
540	54065	Saint-Valérien-de-Milton	P	43 251
190	19117	Saint-Vallier	M	29 649
430	44005	Saint-Venant-de-Paquette	V	3 055
070	07075	Saint-Vianney	P	21 780
260	27008	Saint-Victor	M	87 899
490	50023	Saint-Wenceslas	M	30 835
270	28005	Saint-Zacharie	P	49 640
620	62080	Saint-Zénon	M	33 447
070	07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	9 302
500	50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	M	16 335
700	71025	Saint-Zotique	V	142 824
700	70045	Salaberry-de-Valleyfield	V	1 288 834
410	41040	Sawyerville	M	25 134
070	07085	Sayabec	M	74 324
971	97040	Schefferville	V	62 763
410	41080	Scotstown	V	37 316
260	26048	Scott	P	38 288
890	89040	Senneterre	V	212 419
890	89045	Senneterre	M	24 397
660	66125	Senneville	V	22 379
960	97010	Sept-Iles	V	888 338
220	22020	Shannon	V	68 184
360	36028	Shawinigan	F P	1 062 227
360	36035	Shawinigan-Sud	M	523 171
830	84010	Shawville	M	44 871
840	84095	Sheen-Esher-Aberdeen-Malakoff	VL	1 926
470	47035	Shefford	P	91 534
290	29035	Shenley	M	37 817
430	43025	Sherbrooke	V	3 470 988
050	05010	Shigawake	M	7 809
940	94065	Shipshaw	M	118 374
230	23020	Sillery	V	335 863
530	53057	Sorel	P	1 198 815
460	46030	Stanbridge Station	VL	6 814
460	46045	Stanbridge-Est	M	14 811
440	45008	Stanstead	CT	113 735
440	45025	Stanstead	M	11 250
440	44050	Stanstead-Est	M	9 021
680	68035	St-Cyprien-de-Napierville	VL	26 576
210	22005	Ste-Catherine-Jacques-Cartier	M	145 557
280	28055	Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin	M	38 805
020	02045	Ste-Germaine-l'Anse-aux-Gascon	P	49 038
040	04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	18 699
120	12050	St-Jean-Baptiste-l'Isle-Verte	P	19 424
240	25005	St-Lambert-de-Lauzon	V	145 914
410	42005	Stoke	CT	53 858
220	22035	Stoneham-et-Tewkesbury	V	130 430
300	30105	Stornoway	M	12 496

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

11. LISTE DES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ OU DES RÉGIES INTERMUNICIPALES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AIDE FINANCIÈRE SPÉCIALE DE LA PART DU MAMM

Réponse : Aucune municipalité régionale de comté ou régie intermunicipale n'a fait l'objet d'une aide financière spéciale de la part du MAMM en 1999-2000.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**12. LISTE DES MUNICIPALITÉS, DES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ
OU DES RÉGIES INTERMUNICIPALES QUI ONT FAIT L'OBJET, EN 1999-2000,
D'UNE ENQUÊTE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**

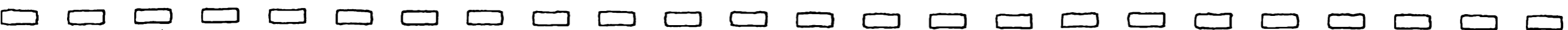
Q-12

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LISTE DES MUNICIPALITÉS, DES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ OU DES RÉGIES INTERMUNICIPALES
QUI ONT FAIT L'OBJET, EN 1999-2000, D'UNE ENQUÊTE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**

Ville d'Outremont (décret 986-96 du 14 août 1996)

L'enquête sur les décisions du conseil, concernant la rénovation du Théâtre Outremont de même que le dépassement des coûts de celle-ci et sur tout aspect de l'administration municipale relié directement ou indirectement à cette rénovation, a débuté au cours de 1996-1997. En raison de nombreuses procédures intentées par diverses parties au dossier, la Commission a été empêchée de procéder pendant de nombreux mois, de telle sorte que ce n'est que le 1^{er} avril 1999 que s'est tenue la dernière journée d'audition. La Commission a déposé son rapport au gouvernement le 8 juin 1999.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

13. LISTE DÉTAILLÉE DES REQUÊTES EN APPEL LOGÉES DEVANT LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC POUR 1999-2000

Réponse : En 1999-2000, 35 appels furent logés à la Commission, tel qu'il appert à la liste détaillée ci-jointe.

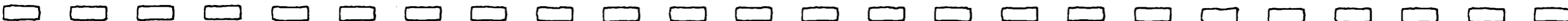
Q-13

**Liste par municipalités des appels logés devant la
Commission municipale du Québec
1999-2000**

Bonaventure, V
Bromont, V (2)
Évain, M (3)
Lac-Sainte-Marie, M
La Patrie, M
Lotbinière, M
Notre-Dame-de-la-Paix, P
Paspébiac, V
Pierrefonds, V
Trois-Rivières, V
Racine, M
Régie intermunicipale de police des Riverains
Rock Forest, V
Saint-Adrien-d'Irlande, M
Sainte-Agathe-Nord, M
Saint-Barthélemy, P

Sainte-Brigitte-de-Laval, M
Saint-Hippolyte, P
Saint-Honoré, P
Saint-Jérôme, V
Saint-Lambert, V
Saint-Mathieu, M
Saint-Rémi, V
Sillery, V
Société de transport de l'Outaouais
Société d'exploitation de la centrale de traitement
d'eau Chambly-Marienville-Richelieu
Stanstead-Est, M
Terrebonne, V (2)
Tracy, V
Varennnes, V
Waterloo, V

M: Municipalité
P: Paroisse
V: Ville



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

14. NOMBRE DE DÉCISIONS DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC QUI ONT MAINTENU LA DÉCISION DU CONSEIL MUNICIPAL

Réponse : Au cours de l'exercice 1999-2000, la Commission a renversé la décision du conseil dans deux dossiers d'appel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

15. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT PROFITÉ DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU REGROUPEMENT MUNICIPAL (PAFREM)

Réponse : Vous trouverez la liste des municipalités qui ont profité du programme PAFREM à la demande 2.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

16. NOMBRE DE MUNICIPALITÉS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE ET/OU D'UNE VÉRIFICATION DE LA PART DU SERVICE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DU MAMM

Réponse : Nous ne pouvons donner suite à cette demande de nature aussi générale formulée par l'opposition officielle, et ce afin de ne pas créer aucun doute de quelque nature que ce soit quant à la réputation des municipalités du Québec

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

17. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE MOINS DE 5000 HABITANTS QUI SE SONT DOTÉES DE CORPS POLICIERS MUNICIPAUX OU QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES AUX CORPS POLICIERS EN 1999-2000 ET LISTE DE CELLES QUI DEVRONT AVOIR RECOURS À DE NOUVELLES ENTENTES AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

Réponse : L'information demandée sera fournie par le ministère de la Sécurité publique dans un document distinct.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

18. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE 5000 HABITANTS OU PLUS QUI SE SONT DOTÉES DE CORPS POLICIERS MUNICIPAUX OU QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES AUX CORPS POLICIERS EN 1999-2000 ET LISTE DE CELLES QUI DEVRONT AVOIR RECOURS À DE NOUVELLES ENTENTES AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

Réponse : L'information demandée sera fournie par le ministère de la Sécurité publique dans un document distinct.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

19. LISTE DES MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS ET MONTANT FACTURÉ À CHACUNE D'ELLES POUR 1999-2000

Réponse : L'information demandée sera fournie par le ministère de la Sécurité publique dans un document distinct.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

20. LISTE DES MUNICIPALITÉS DE PLUS DE 5000 HABITANTS QUI N'ONT PAS DE CORPS DE POLICE

Réponse : L'information demandée sera fournie par le ministère de la Sécurité publique dans un document distinct.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

21. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT UN CORPS DE POLICE MAIS DONT LES SERVICES RENDUS NE SONT PAS CONFORMES À CEUX PRESCRITS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES POLICIERS DE BASE

Réponse : L'information demandée sera fournie par le ministère de la Sécurité publique dans un document distinct.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

22. DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE AU FONCTIONNEMENT DES MRC, FOURNIR LES PLANS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Réponse : Une copie des documents est mise à la disposition des députés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**23. MONTANTS VERSÉS À LA VILLE DE MONTRÉAL EN RAISON DE SON STATUT DE
MÉTROPOLE OU EN VERTU DU PACTE FISCAL AVEC LE GOUVERNEMENT EN 1999-2000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

MONTANTS VERSÉS À LA VILLE DE MONTRÉAL EN RAISON DE SON STATUT DE MÉTROPOLE OU EN VERTU DU PACTE FISCAL AVEC LE GOUVERNEMENT EN 1999-2000

Aide à titre de ville-centre	7,8 M\$
Remboursement du droit sur les divertissements	21,2 M\$
Acquisition par la Société de gestion Marie-Victorin de certains équipements scientifiques (Jardin botanique, Biodôme, Planétarium, Insectarium)	53,6 M\$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**24. BILAN COMPLET DU PROGRAMME TRAVAUX
D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

BILAN COMPLET DU PROGRAMME TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 1997

Volet	Enveloppe	Projets présentés		Projets retenus			
		Nombre	Coût des travaux admissibles	Nombre	Coût des travaux admissibles	Aide financière	% de l'enveloppe
1	133 900 000	167	133 900 000	163	133 900 000	133 900 000 ⁽¹⁾	100 %
2.1	88 500 000	540	563 507 387	145	85 075 000	56 716 667	100 %
2.2	34 600 000	872	220 077 317	165	34 350 000	22 900 000	100 %
2.3	<u>10 000 000</u>	<u>127</u>	<u>59 325 836</u>	<u>50</u>	<u>10 000 000</u>	<u>6 666 667</u>	100 %
Sous-total	133 100 000	1539	842 910 540	360	129 425 000	86 283 334	
					<u>3 675 000 ⁽²⁾</u>		
					133 100 000		
3	<u>67 800 000</u>	480	871 252 551	26	<u>67 800 000</u>	45 193 748	100 %
Total	<u>334 800 000</u>				<u>334 800 000</u>		100 %

Note 1 : Dans le cadre du volet 1, l'aide financière est partagée à parts égales entre les gouvernements du Québec et du Canada.

Note 2 : 3,675 millions de frais de gestion sont puisés dans les crédits du volet 2.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**25. LISTE DES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EN 1999-2000 RELATIVEMENT À L'OCTROI DE CONTRATS**

LISTE DES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC EN 1999-2000 RELATIVEMENT À L'OCTROI DE CONTRATS

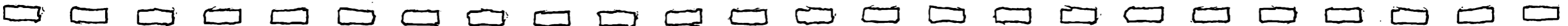
La Commission a reçu 18 demandes d'avis relativement à l'octroi de contrats dont une a été retirée par la municipalité.

A) Quelles ont été les recommandations de la Commission municipale du Québec ?

Pour les 17 demandes traitées, la Commission a formulé 13 recommandations favorables et quatre recommandations non favorables.

B) Quelles ont été les décisions de la ministre ?

À une exception près, la ministre a suivi les recommandations faites par la Commission. L'exception concernait la demande formulée par la Paroisse de Saint-Narcisse à l'égard d'un contrat d'entretien des immeubles municipaux d'un montant de 27 000 \$ par année durant deux ans.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

26. LISTE DES MANDATS OCTROYÉS À DES CABINETS D'AVOCATS PRIVÉS

Q-26

LISTE DES MANDATS OCTROYÉS À DES CABINETS D'AVOCATS PRIVÉS

Description du mandat : contestation judiciaire, au plan constitutionnel, de la Loi 92 instituant le «Fonds spécial de financement des activités locales» par Ville d'Anjou et al. c. P.G. du Québec, ainsi que Ville Mont-Royal et Ville de Côte-Saint-Luc c. La P.G. du Québec.

Recours : requête en jugement déclaratoire.

Cabinet d'avocats retenu : DeGrandpré Chait (Me Louis Demers)

Honoraires : 1998-1999 = 99 695 \$
1999-2000 = 181 515 \$

Ces sommes comprennent les honoraires et certains frais (déplacements, huissier, etc.).

Résultat : la cause a été plaidée en Cour supérieure en janvier et février 2000. Le juge est présentement en délibéré.

Description du mandat : offrir des services professionnels d'avocats pour examen de la Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal, de la Loi sur l'Université du Québec, de la Loi sur le Ministère et de la Loi sur les valeurs mobilières.

Cabinet d'avocats retenu : Desjardins, Ducharme, Stein et Monast

Honoraires : 9 999 \$.

Description du mandat : offrir des services professionnels d'avocats aux fins de superviser et coordonner les travaux de rédaction d'un projet de loi visant la réorganisation municipale, par la création de la Communauté de la Métropole, de la Communauté de la Capitale et de la Communauté de l'Outaouais.

Cabinet d'avocats retenu : Lavery De Billy (Me Jules Brière)

Honoraires : 2 595 \$.



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**27. LISTE DES MUNICIPALITÉS AYANT DEMANDÉ UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ
D'UN PROJET DE REGROUPEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DES FUSIONS**

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

290

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 01: Bas-Saint-Laurent								
01	070	07015	Causapscal	Causapscal	V	La Matapédia	2 080	✓
01	070	07020		Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal	P	La Matapédia	731	✓
01	070	07055	Lac-au-Saumon	Saint-Edmond	M	La Matapédia	238	✓
01	070	07060		Lac-au-Saumon	VL	La Matapédia	1 300	✓
01	080	08070	Saint-Ulric	Saint-Ulric	VL	Matane	754	✓
01	080	08075		Saint-Ulric-de-Matane	P	Matane	945	✓
01	090	09045	Métis-sur-Mer	Les Boules	M	La Mitis	410	✓
01	090	09050		Métis-sur-Mer	VL	La Mitis	211	✓
01	090	09070	Mont-Joli	Saint-Joseph-de-Lepage	P	La Mitis	587	✓
01	090	09075		Mont-Joli	V	La Mitis	6 267	✓
01	090	09080		Saint-Jean-Baptiste	M	La Mitis	759	✓
01	090	09085		Sainte-Flavie	P	La Mitis	920	✓
01	090	09090	Luceville	Luceville	VL	La Mitis	1 421	✓
01	090	09095		Sainte-Luce	P	La Mitis	1 419	✓
01	100	10020	Sainte-Blandine	Mont-Lebel	M	Rimouski-Neigette	355	✓
01	100	10055		Sainte-Blandine	P	Rimouski-Neigette	2 114	✓
01	110	11040	Trois-Pistoles	Trois-Pistoles	V	Les Basques	3 807	✓
01	110	11045		Notre-Dame-des-Neiges	M	Les Basques	1 318	✓
01	120	12040	L'Isle-Verte	L'Isle-Verte	VL	Rivière-du-Loup	971	✓
01	120	12050		Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	M	Rivière-du-Loup	615	✓
01	120	12045		Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	Rivière-du-Loup	42	
01	120	12055	Saint-Georges-de-Cacouna	Saint-Georges-de-Cacouna	VL	Rivière-du-Loup	1 130	✓
01	120	12060		Saint-Georges-de-Cacouna	P	Rivière-du-Loup	664	✓
01	130	13035	Cabano	Notre-Dame-du-Lac	V	Témiscouata	2 193	
01	130	13070		Cabano	V	Témiscouata	3 086	
01	140	14015	Saint-Pascal	Saint-Pascal	V	Kamouraska	2 504	✓
01	140	14020		Saint-Pascal	M	Kamouraska	1 346	✓
01	140	14085	La Pocatière	La Pocatière	V	Kamouraska	4 887	✓
01	140	14090		Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	Kamouraska	1 862	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 02: Saguenay-Lac-Saint-Jean								
02	910	91040	Saint-Félicien	Saint-Félicien	V	Le Domaine-du-Roy	9 584	✓
02	910	91045		Saint-Méthode	M	Le Domaine-du-Roy	1 072	✓
02	930	93020	Metabetchouan	Metabetchouan	V	Lac-Saint-Jean-Est	3 474	✓
02	930	93015		Lac-à-la-Croix	M	Lac-Saint-Jean-Est	1 013	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

292

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 03: Québec								
03	150	15012	La Malbaie - Pointe-au-Pic	La Malbaie - Pointe-au-Pic	V	Charlevoix-Est	4 918	✓
03	150	15020		Sainte-Agnes	P	Charlevoix-Est	675	✓
03	150	15040		Cap-à-l'Aigle	VL	Charlevoix-Est	713	✓
03	150	15045		Rivière-Malbaie	M	Charlevoix-Est	2 022	✓
03	150	15050		Saint-Fidèle	M	Charlevoix-Est	946	✓
03	150	15055	Saint-Siméon	Saint-Siméon	VL	Charlevoix-Est	1 012	✓
03	150	15060		Saint-Siméon	P	Charlevoix-Est	477	✓
03	160	16025	L'Île-aux-Coudres	La Baleine	M	Charlevoix	279	✓
03	160	16028		L'Île-aux-Coudres	M	Charlevoix	1 066	✓
03	160	16040	Les Éboulements	Saint-Joseph-de-la-Rive	VL	Charlevoix	204	✓
03	160	16045		Les Éboulements	M	Charlevoix	1 013	✓
03	340	34005	Neuveville	Neuveville	VL	Portneuf	1 125	✓
03	340	34010		Pointe-aux-Trembles	P	Portneuf	2 194	✓
03	340	34035	Saint-Basile	Saint-Basile-Sud	VL	Portneuf	1 684	✓
03	340	34040		Saint-Basile	P	Portneuf	840	✓
03	340	34045	Portneuf	Notre-Dame-de-Portneuf	P	Portneuf	1 727	✓
03	340	34050		Portneuf	V	Portneuf	1 470	✓
03	340	34075	Saint-Casimir	Saint-Casimir	M	Portneuf	1 347	✓
03	340	34080		Saint-Casimir	P	Portneuf	436	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 04: Mauricie-Bois-Francs								
04	320	32005	Bernierville	Vianney	M	L'Érable	183	✓
04	320	32010		Bernierville	VL	L'Érable	1 871	✓
04	320	32015		Saint-Ferdinand	M	L'Érable	771	✓
04	320	32030	Princeville	Princeville	V	L'Érable	3 997	✓
04	320	32035		Princeville	P	L'Érable	1 753	✓
04	320	32055	Inverness	Inverness	VL	L'Érable	253	✓
04	320	32060		Inverness	CT	L'Érable	602	✓
04	320	32070	Laurierville	Laurierville	VL	L'Érable	911	✓
04	320	32075		Sainte-Julie	M	L'Érable	720	✓
04	320	32020	Halifax	Halifax-Nord	CT	L'Érable	360	✓
04	320	32025		Sainte-Sophie	M	L'Érable	298	✓
04	350	35025	Saint-Tite	Saint-Tite	V	Mékinac	2 555	✓
04	350	35030		Saint-Tite	P	Mékinac	1 445	✓
04	380	38025	Manseau	Manseau	VL	Bécancour	622	✓
04	380	38030		Saint-Joseph-de-Blandford	P	Bécancour	486	✓
04	380	38045	Fortierville	Fortierville	VL	Bécancour	419	✓
04	380	38050		Sainte-Philomène-de-Fortierville	P	Bécancour	286	✓
04	390	39035	Saint-Norbert-d'Arthabaska	Chester-Est	CT	Arthabaska	333	✓
04	390	39042		Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	Arthabaska	893	
04	390	39045		Norbertville	VL	Arthabaska	255	
04	390	39075	Warwick	Warwick	V	Arthabaska	2 904	✓
04	390	39080		Warwick	CT	Arthabaska	1 972	✓
04	390	39095	Kingsey Falls	Kingsey Falls	VL	Arthabaska	1 239	✓
04	390	39100		Kingsey Falls	M	Arthabaska	530	✓
04	390	39110	Horton	Sainte-Clotilde-de-Horton	VL	Arthabaska	388	✓
04	390	39115		Sainte-Clothilde-de-Horton	P	Arthabaska	866	✓
04	390	39125		Saint-Jacques-de-Horton	M	Arthabaska	236	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

294

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
04	390	39150	Daveluyville	Sainte-Anne-du-Sault	P	Arthabaska	1 385	✓
04	390	39155		Daveluyville	VL	Arthabaska	1 038	✓
04	390	39165		Maddington	CT	Arthabaska	428	✓
04	490	49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	Drummond	1 343	✓
04	490	49080		Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	Drummond	956	✓
04	500	50010	Aston-Jonction	Aston-Jonction	VL	Nicolet-Yamaska	208	✓
04	500	50015		Saint-Raphaël-Partie-Sud	P	Nicolet-Yamaska	234	✓
04	500	50030	Saint-Célestin	Saint-Célestin	VL	Nicolet-Yamaska	756	✓
04	500	50035		Saint-Célestin	M	Nicolet-Yamaska	670	✓
04	500	50070	Nicolet	Nicolet	V	Nicolet-Yamaska	4 352	✓
04	500	50075		Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	P	Nicolet-Yamaska	3 076	✓
04	500	50080		Nicolet-Sud	M	Nicolet-Yamaska	367	✓
04	500	50105	Pierreville	Pierreville	VL	Nicolet-Yamaska	1 047	✓
04	500	50110		Saint-Thomas-de-Pierreville	P	Nicolet-Yamaska	634	✓
04	500	50125	Saint-François-du-Lac	Saint-François-du-Lac	VL	Nicolet-Yamaska	952	✓
04	500	50130		Saint-François-du-Lac	P	Nicolet-Yamaska	1 056	✓
04	510	51005	Maskinongé	Maskinongé	VL	Maskinongé	1 052	✓
04	510	51010		Saint-Joseph-de-Maskinongé	P	Maskinongé	1 151	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 05: Estrie								
05	300	30010	Notre-Dame-des-Bois	Notre-Dame-des-Bois	M	Le Granit	654	✓
05	300	30015		Val-Racine	P	Le Granit	104	✓
05	300	30005	Saint-Augustin-de-Woburn	Saint-Augustin-de Woburn	P	Le Granit	715	✓
05	300	30020		Piopolis	M	Le Granit	300	✓
05	300	30025	Lac Mégantic	Frontenac	M	Le Granit	1 402	✓
05	300	30030		Lac Mégantic	V	Le Granit	5 864	✓
05	300	30035		Marston	CT	Le Granit	595	✓
05	300	30045		Nantes	M	Le Granit	1 361	✓
05	300	30060	Saint-Ludger	Saint-Ludger	VL	Le Granit	183	✓
05	300	30065		Risborough	CU	Le Granit	961	✓
05	300	30075		Gayhurst-Partie-Sud-Est	CT	Le Granit	198	✓
05	400	40045	Danville	Danville	V	Asbestos	1 796	✓
05	400	40050		Shipton	M	Asbestos	2 753	✓
05	400	40040	Asbestos	Asbestos	V	Asbestos	6 271	✓
05	400	40055		Trois-Lacs	M	Asbestos	502	✓
05	410	41005	Saint-Malo	Saint-Malo	M	Coaticook	375	
05	410	41010	Saint-Isidore-d'Auckland	Clifton-Partie-Est	VL	Le Haut-Saint-François	364	✓
05	410	41015		Saint-Isidore-d'Auckland	CT	Le Haut-Saint-François	633	✓
05	410	41025	Ditton	La Patrie	VL	Le Haut-Saint-François	354	✓
05	410	41030		Ditton	CT	Le Haut-Saint-François	523	✓
05	410	41035	Newport	Newport	CT	Le Haut-Saint-François	729	
05	410	41040	Cookshire	Sawyerville	VL	Le Haut-Saint-François	832	✓
05	410	41045		Cookshire	V	Le Haut-Saint-François	1 532	✓
05	410	41050		Eaton	CT	Le Haut-Saint-François	2 819	✓
05	410	41060	East-Angus	East-Angus	V	Le Haut-Saint-François	3 642	✓
05	410	41065		Westbury	CT	Le Haut-Saint-François	978	✓
05	410	41075	Weedon-Scotstown	Hampden	CT	Le Haut-Saint-François	153	✓
05	410	41080		Scotstown	V	Le Haut-Saint-François	680	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

296

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
05	410	41095	Weedon	Saint-Gérard	VL	Le Haut-Saint-François	514	✓
05	410	41085		Lingwick	CT	Le Haut-Saint-François	425	✓
05	410	41090		Fontainebleau	M	Le Haut-Saint-François	174	✓
05	410	41102		Weedon	M	Le Haut-Saint-François	1 953	✓
05	410	41100	Weedon Centre	Weedon Centre	VL	Le Haut-Saint-François	1 262	✓
05	410	41105		Weedon	CT	Le Haut-Saint-François	691	✓
05	420	42055	Valcourt	Valcourt	V	Le Val-Saint-François	2 442	✓
05	420	42060		Valcourt	CT	Le Val-Saint-François	1 030	✓
05	420	42065		Maricourt	M	Le Val-Saint-François	458	✓
05	420	42070	Richmond	Kingsbury	VL	Le Val-Saint-François	157	✓
05	420	42075		Melbourne	CT	Le Val-Saint-François	977	✓
05	420	42080		Melbourne	VL	Le Val-Saint-François	531	✓
05	420	42105		Richmond	V	Le Val-Saint-François	3 053	✓
05	420	42110		Cleveland	CT	Le Val-Saint-François	1 581	✓
05	420	42085	Windsor	Saint-Grégoire de-Grénilay	CT	Le Val-Saint-François	611	✓
05	420	42090		Windsor	V	Le Val-Saint-François	4 904	✓
05	420	42095		Val-Joli	M	Le Val-Saint-François	1 536	✓
05	430	43022	Bromptonville	Bromptonville	V	Sherbrooke	3 426	✓
05	430	43024		Brompton	CT	Sherbrooke	2 157	✓
05	440	44030	Coaticook	Barford	CT	Coaticook	656	✓
05	440	44035		Coaticook	V	Coaticook	6 653	✓
05	440	44040		Barnston	CT	Coaticook	1 500	✓
05	440	44055	Martinville	Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	Coaticook	530	✓
05	440	44060		Martinville	M	Coaticook	476	✓
05	440	44067	Compton	Compton	M	Coaticook	2 185	✓
05	440	44075		Compton Station	M	Coaticook	858	✓
05	450	45050	North-Hatley	North-Hatley	VL	Memphrémagog	758	✓
05	450	45055		Hatley	CT	Memphrémagog	1 430	✓
05	450	45090	Eastman	Eastman	VL	Memphrémagog	711	✓
05	450	45110		Stukely	M	Memphrémagog	444	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 07: Outaouais								
07	800	80005	Montebello	Fassett	M	Papineau	500	✓
07	800	80010		Montebello	VL	Papineau	1 066	✓
07	800	80015		Notre-Dame-de-Bonsecours-Partie-Nord	P	Papineau	273	✓
07	800	80025	Saint-André-Avellin	Saint-André-Avellin	VL	Papineau	1 683	✓
07	800	80030		Saint-André-Avellin	P	Papineau	1 520	✓
07	800	80035	Papineauville	Papineauville	VL	Papineau	1 628	✓
07	800	80040		Sainte-Angélique	P	Papineau	634	✓
07	800	80050	Thurso	Thurso	V	Papineau	2 498	✓
07	800	80055		Lochaber	CT	Papineau	510	✓
07	800	80060		Lochaber-Partie-Ouest	CT	Papineau	477	✓
07	800	80075	Ripon	Ripon	VL	Papineau	601	✓
07	800	80080		Ripon	CT	Papineau	714	✓
07	800	80100	Chénéville	Chénéville	VL	Papineau	689	✓
07	800	80105		Vinoy	M	Papineau	136	✓
07	800	80140	Val-des-Bois	Val-des-Bois	M	Papineau	668	✓
07	800	80145		Bowman	M	Papineau	516	✓
07	830	83025	Gracefield	Northfield	M	La Vallée-de-la-Gatineau	516	✓
07	830	83030		Gracefield	VL	La Vallée-de-la-Gatineau	713	✓
07	830	83035		Wright	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	1 202	✓
07	830	83045	Messines	Blue Sea	M	La Vallée-de-la-Gatineau	595	✓
07	830	83060		Messines	M	La Vallée-de-la-Gatineau	1 517	✓
07	830	83065	Maniwaki	Maniwaki	V	La Vallée-de-la-Gatineau	4 527	✓
07	830	83075		Egan-Sud	M	La Vallée-de-la-Gatineau	578	✓
07	830	83085		Bois-Franc	M	La Vallée-de-la-Gatineau	425	✓
07	830	83070	Déléage	Déléage	M	La Vallée-de-la-Gatineau	2 036	✓
07	830	83090		Aumond	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	592	✓
07	830	83080	Grand-Remous	Montcerf	M	La Vallée-de-la-Gatineau	474	✓
07	830	83100		Lytton	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	252	✓
07	830	83095		Grand-Remous	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	1 257	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

298

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
07	840	84010	Shawville	Shawville	VL	Pontiac	1 632	✓
07	840	84015		Clarendon	CT	Pontiac	1 474	✓
07	840	84060	Fort-Coulonge	Fort-Coulonge	VL	Pontiac	1 716	✓
07	840	84065		Mansfield-et-Pontefract	CU	Pontiac	2 115	✓
07	840	84075	L'Isle-aux-Allumettes	L'Isle-aux-Allumettes-Partie-Est	CT	Pontiac	450	✓
07	840	84080		Chapeau	VL	Pontiac	442	✓
07	840	84085		L'Isle-aux-Allumettes	CT	Pontiac	590	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 08: Abitibi-Témiscamingue								
08	850	85005	Témiscaming	Témiscaming	V	Témiscamingue	3 112	✓
08	850	85010		Kipawa	M	Témiscamingue	549	✓
08	850	85025	Ville-Marie	Ville-Marie	V	Témiscamingue	2 855	✓
08	850	85030		Duhamel-Ouest	M	Témiscamingue	671	✓
08	870	87005	Duparquet	Duparquet	V	Abitibi-Ouest	738	✓
08	870	87010		Rapide-Danseur	M	Abitibi-Ouest	247	✓
08	870	87040	Taschereau	Taschereau	VL	Abitibi-Ouest	641	✓
08	870	87045		Taschereau	M	Abitibi-Ouest	460	✓
08	870	87055	Macamic	Macamic	V	Abitibi-Ouest	1 711	✓
08	870	87060		Macamic	P	Abitibi-Ouest	549	✓
08	890	89040	Senneterre	Senneterre	V	Vallée-de-l'Or	3 488	✓
08	890	89045		Senneterre	P	Vallée-de-l'Or	1 169	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

300

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 09: Côte-Nord								
09	950	95015	Grandes-Bergeronnes	Grandes-Bergeronnes	VL	La Haute-Côte-Nord	601	✓
09	950	95020		Bergeronnes	CT	La Haute-Côte-Nord	212	✓
09	950	95030	Sault-au-Mouton	Sault-au-Mouton	VL	La Haute-Côte-Nord	727	✓
09	950	95035		Saint-Paul-du-Nord	M	La Haute-Côte-Nord	815	✓
09	960	96025	Chute-aux-Outardes	Pointe-Lebel	VL	Manicouagan	2 011	✓
09	960	96030		Pointe-aux-Outardes	M	Manicouagan	1 339	✓
09	960	96035		Chute-aux-Outardes	VL	Manicouagan	2 155	✓
09	960	96040		Ragueneau	P	Manicouagan	1 684	✓

**REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT**

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 11: Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
11	010	01005	Les Îles-de-la-Madeleine	L'Île-D'Entrée	VL	Les Îles-de-la-Madeleine	175	✓
11	010	01010		L'Île-du-Havre-Aubert	M	Les Îles-de-la-Madeleine	2 443	✓
11	010	01015		L'Étang-du-Nord	M	Les Îles-de-la-Madeleine	3 087	✓
11	010	01020		Cap-aux-Meules	VL	Les Îles-de-la-Madeleine	1 661	✓
11	010	01025		Fatima	M	Les Îles-de-la-Madeleine	2 966	✓
11	010	01030		Havre-aux-Maisons	M	Les Îles-de-la-Madeleine	2 211	✓
11	010	01035		Grande-Entrée	M	Les Îles-de-la-Madeleine	692	✓
11	010	01040		Grosse-Île	M	Les Îles-de-la-Madeleine	567	✓
11	020	02010	Grande-Rivière	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	Pabok	1 262	✓
11	020	02015		Grande-Rivière	V	Pabok	3 888	✓
11	020	02020	Chandler	Saint-François-de-Pabos	M	Pabok	708	✓
11	020	02025		Pabos	M	Pabok	1 488	✓
11	020	02030		Chandler	V	Pabok	3 358	✓
11	020	02035		Pabos Mills	M	Pabok	1 578	✓
11	020	02040		Newport	M	Pabok	2 029	✓
11	020	02045	Port-Daniel	Sainte-Germaine-de-l'Anse-à Gascons	P	Pabok	1 281	✓
11	020	02050		Port-Daniel	M	Pabok	1 755	✓
11	040	04035	Sainte-Anne-des-Monts	Tourelle	M	Denis-Riverin	1 566	✓
11	040	04040		Sainte-Anne-des-Monts	V	Denis-Riverin	5 617	✓
11	040	04045	Cap-Chat	Cap-Chat	V	Denis-Riverin	2 847	✓
11	040	04050		Capucins	M	Denis-Riverin	280	✓
11	050	05015	Saint-Godefroi	Saint-Godefroi	CT	Bonaventure	488	✓
11	050	05020		Hope town	M	Bonaventure	371	✓
11	050	05030	Paspébiac	Paspébiac	M	Bonaventure	3 141	✓
11	050	05035		Paspébiac-Ouest	M	Bonaventure	766	✓
11	050	05075	Saint-Jules	Grande-Cascapédia	M	Bonaventure	261	✓
11	050	05080		Saint-Jules	M	Bonaventure	412	✓
11	060	06005	Carleton	Maria	M	Avignon	2 581	✓
11	060	06010		Carleton	V	Avignon	2 886	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

302

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
11	060	06015	Nouvelle	Saint-Omer	P	Avignon	1 381	✓
11	060	06020		Nouvelle	M	Avignon	2 009	✓

**REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT**

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 12: Chaudière-Appalaches								
12	170	17050	L'Islet	Saint-Eugène	P	L'Islet	1 158	✓
12	170	17075		L'Islet	V	L'Islet	934	✓
12	170	17080		L'Islet-sur-Mer	M	L'Islet	1 786	✓
12	190	19060	Saint-Anselme	Saint-Anselme	VL	Bellechasse	1 874	✓
12	190	19065		Saint-Anselme	P	Bellechasse	1 395	✓
12	270	27005	Saint-Victor	Saint-Victor	VL	Robert-Cliche	1 182	✓
12	270	27010		Saint-Victor-de-Tring	M	Robert-Cliche	1 212	✓
12	270	27020	Beauceville	Saint-François-Ouest	M	Robert-Cliche	1 274	✓
12	270	27025		Beauceville	V	Robert-Cliche	3 959	✓
12	270	27030		Saint-François-de-Beauce	M	Robert-Cliche	1 268	✓
12	270	27040	Saint-Joseph	Saint-Joseph-de-Beauce	P	Robert-Cliche	1 121	✓
12	270	27045		Saint-Joseph-de-Beauce	V	Robert-Cliche	3 240	✓
12	270	27050		Saint-Joseph-des-Érables	M	Robert-Cliche	455	✓
12	280	28050	Lac-Etchemin	Lac-Etchemin	V	Les Etchemins	2 488	✓
12	280	28055		Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin	P	Les Etchemins	1 565	✓
12	290	29010	Saint-Gédéon	Saint-Gédéon-de-Beauce	M	Beauce-Sartigan	1 770	✓
12	290	29015		Saint-Gédéon	P	Beauce-Sartigan	584	✓
05	300	30070		Saint-Robert-Bellarmin	M	Le Granit	687	✓
12	290	29025	La Guadeloupe	Saint-Évariste-de-Forsyth	M	Beauce-Sartigan	638	✓
12	290	29030		La Guadeloupe	VL	Beauce-Sartigan	1 772	✓
12	290	29035	Shenley	Shenley	CT	Beauce-Sartigan	1 009	✓
12	290	29040		Saint-Honoré	P	Beauce-Sartigan	691	✓
12	290	29095	Lac-Poulin	Lac-Poulin	VL	Beauce-Sartigan	63	✓
12	290	29100		Saint-Benoît-Labre	P	Beauce-Sartigan	1 553	✓
12	290	29105	Saint-Éphrem	Saint-Éphrem-de-Tring	VL	Beauce-Sartigan	1 146	✓
12	290	29115		Saint-Éphrem-de-Beauce	P	Beauce-Sartigan	1 295	✓
12	310	31005	Beaulac	Beaulac	VL	L'Amiante	397	✓
12	310	31010		Garthby	CT	L'Amiante	399	✓

**REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT**

304

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
12	310	31015	Disraeli	Disraeli	V	L'Amiante	2 657	✓
12	310	31020		Disraeli	P	L'Amiante	1 069	✓
12	310	31065	Sainte-Anne-du-Lac	Sainte-Anne-du-Lac	VL	L'Amiante	63	✓
12	310	31070		Sacré-Cœur-de-Marie-Partie-Sud	P	L'Amiante	668	✓
12	330	33005	Saint-Sylvestre	Saint-Sylvestre	VL	Lotbinière	370	✓
12	330	33010		Saint-Sylvestre	P	Lotbinière	635	✓
12	330	33015	Sainte-Agathe	Sainte-Agathe	VL	Lotbinière	675	✓
12	330	33020		Sainte-Agathe	P	Lotbinière	561	✓
12	330	33050	Saint-Flavien	Saint-Flavien	VL	Lotbinière	796	✓
12	330	33055		Saint-Flavien	P	Lotbinière	657	✓
12	330	33060	Laurier-Station	Laurier-Station	VL	Lotbinière	2 399	✓
12	330	33075	Sainte-Emmélie	Sainte-Emmélie	P	Lotbinière	322	✓
12	330	33125		Leclercville	VL	Lotbinière	295	✓
12	330	33100	Sainte-Croix	Sainte-Croix	VL	Lotbinière	1 618	✓
12	330	33105		Sainte-Croix	P	Lotbinière	825	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 14: Lanaudière								
14	170	52005	Lavaltrie	Lavaltrie	VL	D'Autray	5 821	✓
14	520	52010		Saint-Antoine-de-Lavaltrie	P	D'Autray	4 385	✓
14	520	52015	Lanoraie	Saint-Joseph-de-Lanoraie	P	D'Autray	1 855	✓
14	520	52020		Lanoraie-d'Autray	M	D'Autray	1 904	✓
14	520	52045	Saint-Ignace-de-Loyola	Saint-Ignace-de-Loyola	P	D'Autray	1 883	✓
14	520	52050		La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	D'Autray	564	✓
14	520	52055	Saint-Barthélemy	Saint-Barthélemy	P	D'Autray	2 075	✓
14	520	52060	Saint-Cuthbert	Saint-Viateur	P	D'Autray	250	✓
14	520	52065		Saint-Cuthbert	P	D'Autray	1 785	✓
14	520	52080	Saint-Gabriel	Saint-Gabriel	V	D'Autray	2 862	✓
14	520	52085		Saint-Gabriel-de-Brandon	P	D'Autray	2 608	✓
14	600	60035	L'Épiphanie	L'Épiphanie	V	L'Assomption	4 153	✓
14	600	60040		L'Épiphanie	P	L'Assomption	2 739	✓
14	610	61010	Crabtree	Crabtree	VL	Joliette	2 273	✓
14	610	61015		Sacré-Coeur-de-Crabtree	M	Joliette	1 205	✓
14	620	62005	Saint-Félix-de-Valois	Saint-Félix-de-Valois	VL	Matawinie	1 753	✓
14	620	62010		Saint-Félix-de-Valois	P	Matawinie	3 799	✓
14	620	62035	Rawdon	Rawdon	VL	Matawinie	3 561	✓
14	620	62040		Rawdon	CT	Matawinie	3 820	✓
14	630	63010	Saint-Jacques	Saint-Jacques	VL	Montcalm	2 531	✓
14	630	63015		Saint-Jacques	P	Montcalm	1 738	✓
14	630	63020	Saint-Alexis	Saint-Alexis	VL	Montcalm	503	✓
14	630	63025		Saint-Alexis	P	Montcalm	755	✓
14	630	63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	Saint-Roch-de-l'Achigan	P	Montcalm	4 340	
14	630	63040		Saint-Roch-Ouest	M	Montcalm	315	
14	630	63045	Laurentides	Laurentides	V	Montcalm	2 703	✓
14	630	63050		Saint-Lin	P	Montcalm	9 336	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

306

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 15: Les Laurentides								
15	720	72020	Pointe-Calumet	Pointe-Calumet	M	Deux-Montagnes	5 443	✓
15	720	72025		Saint-Joseph-du-Lac	P	Deux-Montagnes	4 930	✓
15	750	75025	Sainte-Sophie	New Glasgow	VL	La Rivière-du-Nord	157	✓
15	750	75030		Sainte-Sophie	M	La Rivière-du-Nord	8 534	✓
15	760	76005	Saint-André	Saint-André-Est	VL	Argenteuil	1 471	✓
15	760	76010		Carillon	VL	Argenteuil	258	✓
15	760	76015		Saint-André-d'Argenteuil	P	Argenteuil	1 192	✓
15	760	76040	Brownsburg	Brownsburg	VL	Argenteuil	2 583	✓
15	760	76045		Chatham	CT	Argenteuil	4 100	✓
15	760	76050	Grenville	Calumet	VL	Argenteuil	602	✓
15	760	76055		Grenville	VL	Argenteuil	1 443	✓
15	760	76060		Grenville	CT	Argenteuil	1 964	✓
15	770	77010	Estérel	Estérel	V	Les Pays-d'en-Haut	108	✓
15	770	77015		Sainte-Marquerite-du-Lac-Masson	P	Les Pays-d'en-Haut	2 251	✓
15	770	77020	Sainte-Adèle	Sainte-Adèle	V	Les Pays-d'en-Haut	5 314	✓
15	770	77025		Mont-Rolland	VL	Les Pays-d'en-Haut	2 647	✓
15	770	77040	Saint-Sauveur-des-Monts	Saint-Sauveur-des-Monts	VL	Les Pays-d'en-Haut	2 904	✓
15	770	77045		Saint-Sauveur	P	Les Pays-d'en-Haut	3 970	✓
15	780	78025	Sainte-Agathe-des-Monts	Sainte-Agathe-des-Monts	V	Les Laurentides	5 669	✓
15	780	78030		Sainte-Agathe-Sud	VL	Les Laurentides	2 209	✓
15	780	78035		Sainte-Agathe-Nord	M	Les Laurentides	1 454	✓
15	780	78040	Yvry-sur-le-Lac	Yvry-sur-le-Lac	M	Les Laurentides	346	
15	780	78080	Saint-Jovite	Saint-Jovite	V	Les Laurentides	4 609	✓
15	780	78085		Saint-Jovite	P	Les Laurentides	1 708	✓
15	790	79035	L'Annonciation	L'Annonciation	VL	Antoine-Labelle	2 085	✓
15	790	79040		Marchand	M	Antoine-Labelle	1 430	✓
15	790	79070	Val-Barrette	Val-Barrette	VL	Antoine-Labelle	611	✓
15	790	79075		Lac-des-Écorces	VL	Antoine-Labelle	989	✓
15	790	79080		Beaux-Rivages	M	Antoine-Labelle	1 104	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
15	790	79095	Ferme-Neuve	Ferme-Neuve	VL	Antoine-Labelle	2 356	✓
15	790	79100		Ferme-Neuve	P	Antoine-Labelle	947	✓

**REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT**

308

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
Région 16: Montérégie								
16	460	46015	Philipsburg	Philipsburg	VL	Brome-Missisquoi	245	✓
16	460	46020		Saint-Armand	M	Brome-Missisquoi	1 047	✓
16	460	46035	Bedford	Bedford	V	Brome-Missisquoi	2 748	✓
16	460	46040		Bedford	CT	Brome-Missisquoi	799	✓
16	460	46055	Sutton	Sutton	V	Brome-Missisquoi	1 617	✓
16	460	46060		Sutton	CT	Brome-Missisquoi	1 701	✓
16	460	46070	Lac-Brome	Brome	VL	Brome-Missisquoi	287	
16	460	46075		Lac-Brome	V	Brome-Missisquoi	5 073	
16	460	46110	Farnham	Rainville	M	Brome-Missisquoi	1 855	✓
16	460	46115		Farnham	V	Brome-Missisquoi	6 044	✓
16	470	47025	Waterloo	Waterloo	V	La Haute-Yamaska	4 040	✓
16	470	47030		Warden	VL	La Haute-Yamaska	330	✓
16	470	47035		Shefford	CT	La Haute-Yamaska	4 496	✓
16	470	47045	Roxton Pond	Roxton Pond	VL	La Haute-Yamaska	1 024	✓
16	470	47050		Roxton Pond	P	La Haute-Yamaska	2 239	✓
16	480	48010	Roxton Falls	Roxton Falls	VL	Acton	1 371	✓
16	480	48015		Roxton	CT	Acton	1 116	✓
16	480	48025	Acton Vale	Acton Vale	V	Acton	4 685	✓
16	480	48030		Saint-André-d'Acton	P	Acton	2 487	✓
16	480	48035	Upton	Upton	VL	Acton	1 005	✓
16	480	48040		Saint-Éphrem-d'Upton	P	Acton	868	✓
16	530	53010	Massueville	Massueville	VL	Le Bas-Richelieu	592	✓
16	530	53015		Saint-Aimé	P	Le Bas-Richelieu	560	✓
16	540	54120	Saint-Louis	Saint-Louis	P	Les Maskoutains	715	
16	530	53070	Yamaska	Yamaska-Est	VL	Le Bas-Richelieu	250	✓
16	530	53075		Yamaska	VL	Le Bas-Richelieu	466	✓
16	530	53080		Saint-Michel-d'Yamaska	P	Le Bas-Richelieu	1 017	✓
16	540	54035	Saint-Thomas-d'Aquin	La Présentation	P	Les Maskoutain	1 851	✓
16	540	54040		Saint-Thomas-d'Aquin	P	Les Maskoutain	4 196	✓

REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
16	540	54005	Saint-Pie	Saint-Pie	VL	Les Maskoutains	2 249	✓
16	540	54010		Saint-Pie	P	Les Maskoutains	2 400	✓
16	540	54015	Saint-Damase	Saint-Damase	VL	Les Maskoutains	1 362	✓
16	540	54020		Saint-Damase	P	Les Maskoutains	1 149	✓
16	540	54025	Sainte-Madeleine	Sainte-Madeleine	VL	Les Maskoutains	1 993	✓
16	540	54030		Sainte-Marie-Madeleine	P	Les Maskoutains	2 262	✓
16	540	54105	Saint-Jude	Saint-Barnabé-Sud	M	Les Maskoutains	902	✓
16	540	54110		Saint-Jude	M	Les Maskoutains	1 143	✓
16	540	54115		Saint-Bernard-de-Michaudville	M	Les Maskoutains	607	✓
16	550	55005	L'Ange-Gardien	L'Ange-Gardien	VL	Rouville	594	✓
16	550	55010		Saint-Ange-Gardien	P	Rouville	1 360	✓
16	550	55020	Saint-Césaire	Saint-Césaire	V	Rouville	2 990	✓
16	550	55025		Saint-Césaire	P	Rouville	1 945	✓
16	550	55035	Rougemont	Saint-Michel-de-Rougemont	P	Rouville	1 463	✓
16	550	55040		Rougemont	VL	Rouville	1 237	✓
16	550	55045	Marieville	Marieville	V	Rouville	5 510	✓
16	550	55050		Sainte-Marie-de-Monnoir	P	Rouville	2 126	✓
16	550	55055	Richelieu	Richelieu	V	Rouville	3 195	✓
16	550	55060		Notre-Dame-de-Bonsecours	M	Rouville	1 516	✓
16	560	56020	Lacolle	Lacolle	VL	Le Haut-Richelieu	1 554	✓
16	560	56025		Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	Le Haut-Richelieu	940	✓
16	560	56040	Henryville	Henryville	VL	Le Haut-Richelieu	701	✓
16	560	56045		Henryville	M	Le Haut-Richelieu	857	✓
16	570	57065	Saint-Denis	Saint-Denis	VL	La Vallée-du-Richelieu	1 096	✓
16	570	57070		Saint-Denis	P	La Vallée-du-Richelieu	1 218	✓
16	680	68010	Hemmingford	Hemmingford	VL	Les Jardins-de-Napierville	751	✓
16	680	68015		Hemmingford	CT	Les Jardins-de-Napierville	1 748	✓
16	680	68030	Napierville	Napierville	VL	Les Jardins-de-Napierville	3 004	✓
16	680	68035		Saint-Cyprien-de-Napierville	P	Les Jardins-de-Napierville	1 307	✓

**REGROUPEMENT MUNICIPAL (VOLET I)
MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT**

310

Mise à jour: 26 avril 2000

RÉGION	MRC	MUNICIPALITÉS	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POPULATION	MUNICIPALITÉS AYANT RÉALISÉ UNE ÉTUDE DE REGROUPEMENT
16	690	69015	Saint-Chrysostome	Saint-Chrysostome	VL	Le Haut-Saint-Laurent	850	✓
16	690	69020		Saint-Jean-Chrysostome	P	Le Haut-Saint-Laurent	1 737	✓
16	690	69025	Howick	Howick	VL	Le Haut-Saint-Laurent	617	✓
16	690	69030		Très-Saint-Sacrement	P	Le Haut-Saint-Laurent	1 283	✓
16	690	69035	Ormstown	Ormstown	VL	Le Haut-Saint-Laurent	1 604	✓
16	690	69040		Saint-Malachie-d'Ormstown	P	Le Haut-Saint-Laurent	2 096	✓
16	690	69045	Huntingdon	Hinchinbrooke	CT	Le Haut-Saint-Laurent	2 407	✓
16	690	69055		Huntingdon	V	Le Haut-Saint-Laurent	2 746	✓
16	690	69060		Godmanchester	CT	Le Haut-Saint-Laurent	1 550	✓
16	700	70010	Sainte-Martine	Sainte-Martine	M	Beauharnois-Salaberry	2 316	✓
16	700	70015		Saint-Paul-de-Châteauquay	M	Beauharnois-Salaberry	1 362	✓
16	710	71110	Sainte-Marthe	Sainte-Marthe	M	Vaudreuil-Soulanges	1 090	✓
16	710	71125		Très-Saint-Rédempteur	P	Vaudreuil-Soulanges	622	✓

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

28. COPIE DES ÉTUDES DE REGROUPEMENT PRODUITES EN 1999-2000

Réponse : Une copie des études de regroupement réalisées par le Ministère est mise à la disposition des députés. Les études faites par des consultants à la demande des municipalités sont la propriété de celles-ci; pour en obtenir copie, le demandeur doit contacter la municipalité concernée.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

29. LISTE DES MUNICIPALITÉS FUSIONNÉES EN 1999-2000

REGROUPEMENTS DE MUNICIPALITÉS RÉALISÉS EN 1999-2000						MONTANT
1999.06.02	Casapédia	05077	559-99	Saint-Jules Grande-Casapédia	Bonaventure	44 228
1999.09.08	Oka	72032	950-99	Oka Oka, P	Deux-Montagnes	174 404
1999.09.08	Sainte-Martine	70012	951-99	Sainte-Martine Saint-Paul-de-Châteauguay	Beauharnois-Salaberry	152 408
1999.09.29	Saint-Chrysostome	69017	1056-99	Saint-Jean-Chrysostome, P Saint-Chrysostome, VL	Le Haut-Saint-Laurent	113 132
1999.10.06	Brownsburg-Chatham	76043	1112-99	Chatham, CT Brownsburg, VL	Argenteuil	260 588
1999.12.01	La Malbaie, V	15013	1253-99	La Malbaie—Pointe-au-Pic, V Rivière-Malbaie Saint-Fidèle Cap-à-l'Aigle, VL Sainte-Agnès, P	Charlevoix-Est	353 864
1999.12.08	Asbestos, V	40043	1274-99	Asbestos, V Trois-Lacs	Asbestos	264 512
1999.12.08	Compton	44071	1275-99	Compton Compton Station	Coaticook	129 548
1999.12.15	Henryville	56042	1301-99	Henryville Henryville, VL	Haut-Richelieu	76 088
1999.12.29	Windsor, V	42088	1300-99	Windsor, V St-Grégoire-de-Greenlay, VL	Val-Saint-François	218 540

REGROUPEMENTS DE MUNICIPALITÉS RÉALISÉS EN 1999-2000						MONTANT
1999.12.29	Saint-Flavien	33052	1406-99	Saint-Flavien, P Saint-Flavien, VL	Lotbinière	72 308
1999.12.29	Saint-André-Carillon	76008	1408-99	Saint-André-Est, VL Saint-André-d'Argenteuil, P Carillon, VL	Argenteuil	125 156
1999.12.29	Richmond, V	42098	1409-99	Richmond, V Melbourne, VL	Val-Saint-François	149 024
1999.12.29	Bergeronnes	95018	1407-99	Grandes-Bergeronnes, VL Bergeronnes, CT	La Haute-Côte-Nord	49 268
2000-01-01	Lachine, V	66057	1276-99	Lachine, V Saint-Pierre, V	Communauté urbaine de Montréal	210 000
2000-12-29	L'Islet-sur-mer-Saint-Eugène-L'Islet	17078	1410-99	L'Islet, V L'Islet-sur-Mer Saint-Eugène, P	L'Islet	161 120
2000-01-12	Rivière-Blanche	08073	1486-99	Saint-Ulric, V Saint-Ulric-de-Matane, P	Matane	79 004
2000-01-26	Saint-Césaire, V	55023	9-2000	Saint-Césaire, V Saint-Césaire, P	Rouville	199 316
2000-01-26	Leclercville	33123	8-2000	Sainte-Emmélie, P Leclercville, VL	Lotbinière	42 860
2000-01-26	Acton Vale, V	48028	7-2000	Acton Vale, V Saint-André-d'Acton, P	Acton	290 684
2000-01-26	Ormstown	69037	6-2000	Saint-Malachie-d'Ormstown, P Ormstown, VL	Haut-Saint-Laurent	158 888

REGROUPEMENTS DE MUNICIPALITÉS RÉALISÉS EN 1999-2000						MONTANT
2000-01-26	Rougemont	55037	5-2000	Rougemont, VL Saint-Michel-de-Rougemont, P	Rouville	121 844
2000-02-02	Sainte-Anne-des-Monts-Tourelle, V	04037	31-2000	Sainte-Anne-des-Monts, V Tourelle	Denis-Riverin	290 136
2000-02-09	Weedon	41098	67-2000	Weedon Saint-Gérard, VL	Le Haut-Saint-François	39 368
2000-02-09	L'Isle-Verte	12043	66-2000	L'Isle-Verte, VL Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	Rivière-du-Loup	74 648
2000-02-09	Rouyn-Noranda, V	86033	65-2000	Rouyn-Noranda, V Beaudry	Rouyn-Noranda	104 203
2000-03-01	Saint-Pascal, V		129-2000	Saint-Pascal, V Saint-Pascal	Kamouraska	151 508
2000-03-01	Saint-Basile, V		128-2000	Saint-Basile-Sud, VL Saint-Basile, P	Portneuf	115 796
2000-03-01	Saint-Lin-Laurentides, V		131-2000	Saint-Lin Laurentides, V	Montcalm	259 662
2000-03-08	Farnham, V		172-2000	Farnham, V Rainville	Brome-Missiquoi	299 756
2000-03-15	Beaulac-Garthby		169-2000	Beaulac, VL Garthby, CT	L'Amiante	48 296
2000-03-15	Cap-Chat, V		170-2000	Cap-Chat, V Capucins	Denis-Riverin	130 736

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**30. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT ADOPTÉ UN BUDGET SPÉCIAL
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2000**

Réponse : Aucune municipalité n'a adopté de budget spécial pour l'année 2000.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

31. LISTE DES MUNICIPALITÉS DONT LES CITOYENS SONT APPELÉS À CONTRIBUER AU FINANCEMENT DU TRANSPORT EN COMMUN

Réponse : L'information demandée sera fournie par le ministère des Transports du Québec dans un document distinct.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**32. LISTE DES VILLES, PAR COMTÉS, QUI N'ONT PAS PAYÉ AU GOUVERNEMENT
LEUR PART DE LA FACTURE DE 356 M\$**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES VILLES, PAR COMTÉ, QUI N'ONT PAS PAYÉ AU GOUVERNEMENT LEUR PART DE LA FACTURE DE 356 M\$

Fonds spécial de financement des activités locales			
Paielements non reçus – Capital seulement			
	Échéance du 31 décembre 1998	Échéance du 30 mars 1999	Échéance du 31 décembre 1999
Baie-Johan-Beetz	4 797,00 \$	2 399,00 \$	4 797,00 \$
Bedford (partiel)			4 044,00 \$
Carignan			118 755,00 \$
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	8 305,00 \$	24 178,00 \$	48 355,00 \$
Desbiens (partiel)			20 923,00 \$
La Mitis		520,00 \$	1 040,00 \$
Moisie			24 417,00 \$
New-Glasgow (partiel)			1 647,00 \$
Total	13 102,00 \$	27 097,00 \$	223 978,00 \$

Durant l'exercice 1999-2000, un montant en capital de 29 748 \$ de même que les intérêts dus à compter de la date d'échéance de chacun des versements non faits au 31 décembre 1998 et au 31 mars 1999 ont été récupérés à même le montant à verser à la Municipalité de Saint-Joseph-de-Lanoraie, en vertu du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux (décret 1473-99 du 17 décembre 1999).

Paiements non reçus de l'échéance du 30 mars 2000

323

<u>Code</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Contribution non reçue</u>
01010	L'Île-du-Havre-Aubert	27 279 \$
01020	Cap-aux-Meules	36 558 \$
01025	Fatima	39 168 \$
02020	Saint-François-de-Pabos	5 066 \$
04035	Tourelle	16 399 \$
05032	Paspébiac	32 436 \$
06025	Escuminac	5 405 \$
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	5 108 \$
10055	Sainte-Blandine	20 590 \$
12040	L'Isle-Verte	13 551 \$
12050	St-Jean-Baptiste-de-L'Isle-Verte	9 133 \$
12055	Saint-Georges-de-Cacouna	9 742 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford	9 634 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	8 569 \$
39165	Maddington	3 754 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	13 632 \$
41027	La Patrie	11 372 \$
41055	Ascot-Corner	21 295 \$
41060	East-Angus	69 095 \$
41065	Westburry	6 826 \$
41117	Dudswell	19 386 \$
42070	Kingsburry	2 202 \$
44045	Barnston-Ouest	11 092 \$
45043	Hatley	11 566 \$
45050	North-Hatley	15 989 \$
45055	Hatley	11 573 \$
45060	Sainte-Catherine-de-Hatley	18 431 \$
46005	Abercorn	6 250 \$
46010	Frelighsburg	16 178 \$
46017	Saint-Armand	18 943 \$
46025	St-Pierre Véronne-à-Pike-River	6 054 \$
46030	Stanbridge-Station	4 167 \$
46035	Bedford	42 300 \$
46040	Bedford	6 444 \$
46045	Stanbridge-East	6 683 \$
46050	Dunham	43 805 \$
46055	Sutton	24 053 \$
46060	Sutton	46 165 \$
46065	Bolton-Ouest	11 015 \$
46070	Brome	2 733 \$
46075	Lac-Brome	81 270 \$
46080	Cowansville	155 835 \$
46085	East-Farnham	4 269 \$
46090	Brigham	19 269 \$
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	7 487 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	7 602 \$
46105	Sainte-Sabine	9 151 \$
46110	Rainville	13 918 \$
46115	Farnham	101 725 \$
49020	Lefebvre	7 604 \$
49080	Notre-Dame-du-Bon-conseil	7 982 \$
52062	Saint-Cuthbert	20 034 \$
53005	Saint-David	13 339 \$
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	25 730 \$
54120	Saint-Louis	8 856 \$
57010	Carignan	59 377 \$
64015	Mascouche	325 410 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	20 112 \$
75025	New-Glasgow	1 303 \$
82030	Pontiac	59 697 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

Paiements non reçus de l'échéance du 30 mars 2000

<u>Code</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Contribution non reçue</u>
84020	Portage-du-Fort	2 737 \$
85005	Témiscaming	60 322 \$
85010	Kipawa	6 177 \$
85020	Béarn	9 271 \$
85030	Duhamel-Ouest	10 125 \$
85037	Lorrainville	13 918 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	16 198 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	6 063 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord	19 148 \$
85095	Guérin	4 295 \$
86065	Saint-Joseph-de-Cléricky	5 925 \$
87095	Chazel	4 906 \$
92010	Péribonka	10 557 \$
93005	Desbiens	19 062 \$
97005	Moisie	12 209 \$
97025	Rivière-Pentecôte	8 171 \$
98010	Bonne-Espérance	6 788 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-St-Laurent	24 178 \$
98035	Baie-Johan-Beetz	2 399 \$
NR090	La Mitis	520 \$
NR620	Matawinie	5 986 \$
NR850	Témiscamingue	4 217 \$
NR920	Maria-Chapdeleine	8 796 \$

Total

1 901 579 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**33. LISTE DES VILLES, PAR COMTÉS, CIBLÉES DANS LE VOLET 1 DE LA
POLITIQUE DE CONSOLIDATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES QUI N'ONT PAS FUSIONNÉ**

REGROUPEMENT MUNICIPAL (Volet I)
MUNICIPALITÉS N'AYANT PAS PUBLIÉ UNE DEMANDE COMMUNE DE REGROUPEMENT

Parmi ces municipalités, seulement celles qui ont refusé de se regrouper verront leur péréquation réduite de moitié en janvier 2001 et totalement en janvier 2002.

	MRC	MUN.	NO DOS.	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POP.
Région 01: Bas-Saint-Laurent								1999
01	090	09045	223284	Métis-sur-Mer	Les Boules	M	La Mitis	410
01	090	09050			Métis-sur-Mer	VL	La Mitis	211
01	090	09070	223433	Mont-Joli	Saint-Joseph-de-Lepage	P	La Mitis	587
01	090	09075			Mont-Joli	V	La Mitis	6 267
01	090	09080			Saint-Jean-Baptiste	M	La Mitis	759
01	090	09085			Sainte-Flavie	P	La Mitis	920
01	090	09090	221486	Luceville	Luceville	VL	La Mitis	1 421
01	090	09095			Sainte-Luce	P	La Mitis	1 419
01	100	10020	216668	Sainte-Blandine	Mont-Lebel	M	Rimouski-Neigette	355
01	100	10055			Sainte-Blandine	P	Rimouski-Neigette	2 114
01	110	11040	220115	Trois-Pistoles	Trois-Pistoles	V	Les Basques	3 807
01	110	11045			Notre-Dame-des-Neiges	M	Les Basques	1 318
01	120	12055	220909	Saint-Georges-de-Cacouna	Saint-Georges-de-Cacouna	VL	Rivière-du-Loup	1 130
01	120	12060			Saint-Georges-de-Cacouna	P	Rivière-du-Loup	664
01	130	13035	159476	Cabano	Notre-Dame-du-Lac	V	Témiscouata	2 193
01	130	13070			Cabano	V	Témiscouata	3 086
01	140	14085	216479	La Pocatière	La Pocatière	V	Kamouraska	4 887
01	140	14090			Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	Kamouraska	1 862
Région 03: Québec								
03	150	15055	212504	Saint-Siméon	Saint-Siméon	VL	Charlevoix-Est	1 012
03	150	15060			Saint-Siméon	P	Charlevoix-Est	477
03	160	16025	211887	L'Île-aux-Coudres	La Baleine	M	Charlevoix	279
03	160	16028			L'Île-aux-Coudres	M	Charlevoix	1 066
03	160	16040	220942	Les Éboulements	Saint-Joseph-de-la-Rive	VL	Charlevoix	204
03	160	16045			Les Éboulements	M	Charlevoix	1 013
03	340	34045	174834	Portneuf	Notre-Dame-de-Portneuf	P	Portneuf	1 727
03	340	34050			Portneuf	V	Portneuf	1 470

REGROUPEMENT MUNICIPAL (Volet I)
MUNICIPALITÉS N'AYANT PAS PUBLIÉ UNE DEMANDE COMMUNE DE REGROUPEMENT

Note : Parmi ces municipalités, seulement celles qui ont refusé de se regrouper verront leur péréquation réduite de moitié en janvier 2001 et totalement en janvier 2002.

	MRC	MUN.	NO DOS.	CAS	MUNICIPALITÉS		MRC	POP.
Région 01: Bas-Saint-Laurent								1999
01	090	09045	223284	Métis-sur-Mer	Les Boules	M	La Mitis	410
01	090	09050			Métis-sur-Mer	VL	La Mitis	211
01	090	09070	223433	Mont-Joli	Saint-Joseph-de-Lepage	P	La Mitis	587
01	090	09075			Mont-Joli	V	La Mitis	6 267
01	090	09080			Saint-Jean-Baptiste	M	La Mitis	759
01	090	09085			Sainte-Flavie	P	La Mitis	920
01	090	09090	221486	Luceville	Luceville	VL	La Mitis	1 421
01	090	09095			Sainte-Luce	P	La Mitis	1 419
01	100	10020	216668	Sainte-Blandine	Mont-Lebel	M	Rimouski-Neigette	355
01	100	10055			Sainte-Blandine	P	Rimouski-Neigette	2 114
01	110	11040	220115	Trois-Pistoles	Trois-Pistoles	V	Les Basques	3 807
01	110	11045			Notre-Dame-des-Neiges	M	Les Basques	1 318
01	120	12055	220909	Saint-Georges-de-Cacouna	Saint-Georges-de-Cacouna	VL	Rivière-du-Loup	1 130
01	120	12060			Saint-Georges-de-Cacouna	P	Rivière-du-Loup	664
01	130	13035	159476	Cabano	Notre-Dame-du-Lac	V	Témiscouata	2 193
01	130	13070			Cabano	V	Témiscouata	3 086
01	140	14085	216479	La Pocatière	La Pocatière	V	Kamouraska	4 887
01	140	14090			Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	Kamouraska	1 862
Région 03: Québec								
03	150	15055	212504	Saint-Siméon	Saint-Siméon	VL	Charlevoix-Est	1 012
03	150	15060			Saint-Siméon	P	Charlevoix-Est	477
03	160	16025	211887	L'Île-aux-Coudres	La Baleine	M	Charlevoix	279
03	160	16028			L'Île-aux-Coudres	M	Charlevoix	1 066
03	160	16040	220942	Les Éboulements	Saint-Joseph-de-la-Rive	VL	Charlevoix	204
03	160	16045			Les Éboulements	M	Charlevoix	1 013
03	340	34045	174834	Portneuf	Notre-Dame-de-Portneuf	P	Portneuf	1 727
03	340	34050			Portneuf	V	Portneuf	1 470

Région 04: Mauricie								
04	510	51005	159394		Maskinongé	VL	Maskinongé	1 052
04	510	51010			Saint-Joseph-de-Maskinongé	P	Maskinongé	1 151
Région 05: Estrie								
05	300	30010	220779	Notre-Dame-des-Bois	Notre-Dame-des-Bois	M	Le Granit	654
05	300	30015			Val-Racine	P	Le Granit	104
05	300	30005	221488	Saint-Augustin-de-Woburn	Saint-Augustin-de Woburn	P	Le Granit	715
05	300	30020			Piopolis	M	Le Granit	300
05	300	30025	220934	Lac Mégantic	Frontenac	M	Le Granit	1 402
05	300	30030			Lac Mégantic	V	Le Granit	5 864
05	300	30035			Marston	CT	Le Granit	595
05	300	30045			Nantes	M	Le Granit	1 361
05	410	41035	216174	Newport	Newport	CT	Le Haut-Saint-François	729
05	410	41040			Sawyerville	VL	Le Haut-Saint-François	832
05	410	41045	216174	Cookhisre	Cookshire	V	Le Haut-Saint-François	1 532
05	410	41050			Eaton	CT	Le Haut-Saint-François	2 819
05	410	41060	220895	East-Angus	East-Angus	V	Le Haut-Saint-François	3 642
05	410	41065			Westbury	CT	Le Haut-Saint-François	978
05	410	41075	221466	Hampden-Scotstown	Hampden	CT	Le Haut-Saint-François	153
05	410	41080			Scotstown	V	Le Haut-Saint-François	680
05	410	41098		Weedon	Weedon	M	Le Haut-Saint-François	2 641
05	410	41085			Lingwick	CT	Le Haut-Saint-François	425
05	420	42055	199320	Valcourt	Valcourt	V	Le Val-Saint-François	2 442
05	420	42060			Valcourt	CT	Le Val-Saint-François	1 030
05	420	42065			Maricourt	M	Le Val-Saint-François	458
05	420	42070		Richmond	Kingsbury	VL	Le Val-Saint-François	157
05	420	42075			Melbourne	CT	Le Val-Saint-François	977
05	420	42098			Richmond	V	Le Val-Saint-François	3 584
05	420	42110			Cleveland	CT	Le Val-Saint-François	1 581
05	420	42088		Windsor	Windsor	V	Le Val-Saint-François	5 515
05	420	42095			Val-Joli	M	Le Val-Saint-François	1 536
05	440	44055	231142	Martinville	Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	Coaticook	530
05	440	44060			Martinville	M	Coaticook	476
05	450	45050	143209	North-Hatley	North-Hatley	VL	Memphrémagog	758
05	450	45055			Hatley	CT	Memphrémagog	1 430

05	450	45090	223960	Eastman	Eastman	VL	Memphrémagog	711
05	450	45110			Stukely	M	Memphrémagog	444
Région 07: Outaouais								
07	800	80005	220646	Montebello	Fassett	M	Papineau	500
07	800	80010			Montebello	VL	Papineau	1 066
07	800	80015			Notre-Dame-de-Bonsecours-P.-Nord	P	Papineau	273
07	800	80035	183487	Papineauville	Papineauville	VL	Papineau	1 628
07	800	80040			Sainte-Angélique	P	Papineau	634
07	800	80050	221033	Thurso	Thurso	V	Papineau	2 498
07	800	80055			Lochaber	CT	Papineau	510
07	800	80060			Lochaber-Partie-Ouest	CT	Papineau	477
07	800	80140	215652	Val-des-Bois	Val-des-Bois	M	Papineau	668
07	800	80145			Bowman	M	Papineau	516
07	830	83025	220811	Gracefield	Northfield	M	La Vallée-de-la-Gatineau	516
07	830	83030			Gracefield	VL	La Vallée-de-la-Gatineau	713
07	830	83035			Wright	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	1 202
07	830	83045	223931	Messines	Blue Sea	M	La Vallée-de-la-Gatineau	595
07	830	83060			Messines	M	La Vallée-de-la-Gatineau	1 517
07	830	83065	215872	Maniwaki	Maniwaki	V	La Vallée-de-la-Gatineau	4 527
07	830	83075			Egan-Sud	M	La Vallée-de-la-Gatineau	578
07	830	83085			Bois-Franc	M	La Vallée-de-la-Gatineau	425
07	830	83070	220151	Déléage	Déléage	M	La Vallée-de-la-Gatineau	2 036
07	830	83090			Aumond	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	592
07	830	83080	216930	Montcerf	Montcerf	M	La Vallée-de-la-Gatineau	474
07	830	83100			Lytton	CT	La Vallée-de-la-Gatineau	252
07	840	84010	221300	Shawville	Shawville	VL	Pontiac	1 632
07	840	84015			Clarendon	CT	Pontiac	1 474
07	840	84060	223774	Fort-Coulonge	Fort-Coulonge	VL	Pontiac	1 716
07	840	84065			Mansfield-et-Pontefract	CU	Pontiac	2 115
Région 08: Abitibi-Témiscamingue								
08	850	85005	215782	Témiscaming	Témiscaming	V	Témiscamingue	3 112
08	850	85010			Kipawa	M	Témiscamingue	549
08	850	85025	216165	Ville-Marie	Ville-Marie	V	Témiscamingue	2 855
08	850	85030			Duhamel-Ouest	M	Témiscamingue	671
08	870	87040	215581	Taschereau	Taschereau	VL	Abitibi-Ouest	641
08	870	87045			Taschereau	M	Abitibi-Ouest	460

08	870	87055	211678	Macamic	Macamic	V	Abitibi-Ouest	1 711
08	870	87060			Macamic	P	Abitibi-Ouest	549
08	890	89040	210567	Senneterre	Senneterre	V	Vallée-de-l'Or	3 488
08	890	89045			Senneterre	P	Vallée-de-l'Or	1 169
Région 09: Côte-Nord								
09	960	96025	220329	Chute-aux-Outardes	Pointe-Lebel	VL	Manicouagan	2 011
09	960	96030			Pointe-aux-Outardes	M	Manicouagan	1 339
09	960	96035			Chute-aux-Outardes	VL	Manicouagan	2 155
09	960	96040			Ragueneau	P	Manicouagan	1 684
Région 11: Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine								
11	010			Les Îles-de-la-Madeleine	L'Île-du-Havre-Aubert	M	Les Îles-de-la-Madeleine	2 618
11	010	01015			L'Étang-du-Nord	M	Les Îles-de-la-Madeleine	3 087
11	010	01020			Cap-aux-Meules	VL	Les Îles-de-la-Madeleine	1 661
11	010	01025			Fatima	M	Les Îles-de-la-Madeleine	2 966
11	010	01030			Havre-aux-Maisons	M	Les Îles-de-la-Madeleine	2 211
11	010	01035			Grande-Entrée	M	Les Îles-de-la-Madeleine	692
11	010	01040			Grosse-Ile	M	Les Îles-de-la-Madeleine	567
11	020	02010			211501	Grande-Rivière	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M
11	020	02015	Grande-Rivière	V			Pabok	3 888
11	020	02020	215121	Chandler	Saint-François-de-Pabos	M	Pabok	708
11	020	02025			Pabos	M	Pabok	1 488
11	020	02030			Chandler	V	Pabok	3 358
11	020	02035			Pabos Mills	M	Pabok	1 578
11	020	02040			Newport	M	Pabok	2 029
11	020	02045				Port-Daniel	Sainte-Germaine-de-l'Anse-à Gascons	P
11	020	02050	Port-Daniel	M			Pabok	1 755
11	050	05015	205300	Saint-Codefroir	Saint-Codefroir	CT	Bonaventure	488
11	050	05020			Hope town	M	Bonaventure	371
11	060	06005		Carleton	Maria	M	Avignon	2 581
11	060				Carleton-Saint-Omer	V	Avignon	4 267
11	060	06020			Nouvelle	M	Avignon	2 009
Région 12: Chaudière-Appalaches								
12	270	27043	215720	Saint-Joseph-de-Beauce	Saint-Joseph-de-Beauce	V	Robert-Cliche	4 361
12	270	27050			Saint-Joseph-des-Érables	M	Robert-Cliche	455
12	280	28050	212977	Lac-Etchemin	Lac-Etchemin	V	Les Etchemins	2 488
12	280	28055			Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin	P	Les Etchemins	1 565

12	290	29010	220885	Saint-Gédéon	Saint-Gédéon-de-Beauce	M	Beauce-Sartigan	1 770
12	290	29015			Saint-Gédéon	P	Beauce-Sartigan	584
05	300	30070			Saint-Robert-Bellarmin	M	Le Granit	687
12	290	29025	220333	La Guadeloupe	Saint-Évariste-de-Forsyth	M	Beauce-Sartigan	638
12	290	29030			La Guadeloupe	VL	Beauce-Sartigan	1 772
12	290	29095	220010	Lac-Poulin	Lac-Poulin	VL	Beauce-Sartigan	63
12	290	29100			Saint-Benoît-Labre	P	Beauce-Sartigan	1 553
12	310	31015	198094	Disraeli	Disraeli	V	L'Amiante	2 657
12	310	31020			Disraeli	P	L'Amiante	1 069
12	310	31065	220794	Sainte-Anne-du-Lac	Sainte-Anne-du-Lac	VL	L'Amiante	63
12	310	31070			Sacré-Coeur-de-Marie-Partie-Sud	P	L'Amiante	668
12	330	33052		Saint-Flavien	Saint-Flavien	M	Lotbinière	1 453
12	330	33060			Laurier-Station	VL	Lotbinière	2 399
12	330	33100	223779	Sainte-Croix	Sainte-Croix	VL	Lotbinière	1 618
12	330	33105			Sainte-Croix	P	Lotbinière	825
Région 14: Lanaudière								
14	170	52005	098311	Lavaltrie	Lavaltrie	VL	D'Autray	5 821
14	520	52010			Saint-Antoine-de-Lavaltrie	P	D'Autray	4 385
14	520	52015	145546	Lanoraie	Saint-Joseph-de-Lanoraie	P	D'Autray	1 855
14	520	52020			Lanoraie-d'Autray	M	D'Autray	1 904
14	520	52045	220786	Saint-Ignace-de-Loyola	Saint-Ignace-de-Loyola	P	D'Autray	1 883
14	520	52050			La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	D'Autray	564
14	520	52080	220979	Saint-Gabriel	Saint-Gabriel	V	D'Autray	2 862
14	520	52085			Saint-Gabriel-de-Brandon	P	D'Autray	2 608
14	600	60035	220681	L'Épiphanie	L'Épiphanie	V	L'Assomption	4 153
14	600	60040			L'Épiphanie	P	L'Assomption	2 739
14	630	63020	118159	Saint-Alexis	Saint-Alexis	VL	Montcalm	503
14	630	63025			Saint-Alexis	P	Montcalm	755
14	630	63035	199317	Saint-Roch-de-l'Achigan	Saint-Roch-de-l'Achigan	P	Montcalm	4 340
14	630	63040			Saint-Roch-Ouest	M	Montcalm	315
Région 15: Les Laurentides								
15	720	72020	216229	Pointe-Calumet	Pointe-Calumet	M	Deux-Montagnes	5 443
15	720	72025			Saint-Joseph-du-Lac	P	Deux-Montagnes	4 930
15	760	76050	220953	Grenville	Calumet	VL	Argenteuil	602
15	760	76055			Grenville	VL	Argenteuil	1 443
15	760	76060			Grenville	CT	Argenteuil	1 964

15	770	77010	215583	Estérel	Estérel	V	Les Pays-d'en-Haut	108
15	770	77015			Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	P	Les Pays-d'en-Haut	2 251
15	770	77040	191803	Saint-Sauveur-des-Monts	Saint-Sauveur-des-Monts	VL	Les Pays-d'en-Haut	2 904
15	770	77045			Saint-Sauveur	P	Les Pays-d'en-Haut	3 970
15	780	78028	195200	Sainte-Agathe-des-Monts	Sainte-Agathe-des-Monts	V	Les Laurentides	7 868
15	780	78035	231490		Sainte-Agathe-Nord	M	Les Laurentides	1 454
15	780	78040		Yvry-sur-le-Lac	Ivry-sur-le-Lac	M	Les Laurentides	346
15	790	79035	215729	L'Annonciation	L'Annonciation	VL	Antoine-Labelle	2 085
15	790	79040			Marchand	M	Antoine-Labelle	1 430
15	790	79070	220698	Val-Barrette	Val-Barrette	VL	Antoine-Labelle	611
15	790	79075			Lac-des-Écorces	VL	Antoine-Labelle	989
15	790	79080			Beaux-Rivages	M	Antoine-Labelle	1 104
Région 16: Montérégie								
16	460	46035	220912	Bedford	Bedford	V	Brome-Missisquoi	2 748
16	460	46040			Bedford	CT	Brome-Missisquoi	799
16	460	46055	181988	Sutton	Sutton	V	Brome-Missisquoi	1 617
16	460	46060			Sutton	CT	Brome-Missisquoi	1 701
16	460	46070	220928	Lac-Brome	Brome	VL	Brome-Missisquoi	287
16	460	46075			Lac-Brome	V	Brome-Missisquoi	5 073
16	470	47025	211841	Waterloo	Waterloo	V	La Haute-Yamaska	4 040
16	470	47030			Warden	VL	La Haute-Yamaska	330
16	470	47035			Shefford	CT	La Haute-Yamaska	4 496
16	480	48010	220449	Roxton Falls	Roxton Falls	VL	Acton	1 371
16	480	48015			Roxton	CT	Acton	1 116
16	530	53010	220773	Massueville	Massueville	VL	Le Bas-Richelieu	592
16	530	53015			Saint-Aimé	P	Le Bas-Richelieu	560
16	540	54120			Saint-Louis	P	Les Maskoutains	715
16	530	53070	133732	Yamaska	Yamaska-Est	VL	Le Bas-Richelieu	250
16	530	53075			Yamaska	VL	Le Bas-Richelieu	466
16	530	53080			Saint-Michel-d'Yamaska	P	Le Bas-Richelieu	1 017
16	540	54035	217052	Saint-Thomas-d'Aquin	La Présentation	P	Les Maskoutain	1 851
16	540	54040			Saint-Thomas-d'Aquin	P	Les Maskoutain	4 196
16	540	54005	214383	Saint-Pie	Saint-Pie	VL	Les Maskoutains	4
16	540	54010			Saint-Pie	P	Les Maskoutains	2 400
16	540	54015	220638	Saint-Damase	Saint-Damase	VL	Les Maskoutains	1 362
16	540	54020			Saint-Damase	P	Les Maskoutains	1 149

16	540	54025	120929	Sainte-Madeleine	Sainte-Madeleine	VL	Les Maskoutains	1 993
16	540	54030			Sainte-Marie-Madeleine	P	Les Maskoutains	2 262
16	540	54105	214357	Saint-Jude	Saint-Barnabé-Sud	M	Les Maskoutains	902
16	540	54110			Saint-Jude	M	Les Maskoutains	1 143
16	540	54115			Saint-Bernard-de-Michaudville	M	Les Maskoutains	607
16	560	56020	211727	Lacolle	Lacolle	VL	Le Haut-Richelieu	1 554
16	560	56025			Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	Le Haut-Richelieu	940
16	680	68010	179360	Hemmingford	Hemmingford	VL	Les Jardins-de-Napierville	751
16	680	68015			Hemmingford	CT	Les Jardins-de-Napierville	1 748
16	680	68030	223773	Napierville	Napierville	VL	Les Jardins-de-Napierville	3 004
16	680	68035			Saint-Cyprien-de-Napierville	P	Les Jardins-de-Napierville	1 307
16	690	69025	198801	Howick	Howick	VL	Le Haut-Saint-Laurent	617
16	690	69030			Très-Saint-Sacrement	P	Le Haut-Saint-Laurent	1 283
16	690	69045	221030	Huntingdon	Hinchinbrooke	CT	Le Haut-Saint-Laurent	2 407
16	690	69055			Huntingdon	V	Le Haut-Saint-Laurent	2 746
16	690	69060			Godmanchester	CT	Le Haut-Saint-Laurent	1 550
16	710	71110	214759	Sainte-Marthe	Sainte-Marthe	M	Vaudreuil-Soulanges	1 090
16	710	71125			Très-Saint-Rédempteur	P	Vaudreuil-Soulanges	622
Région 17: Centre-du-Québec								
17	390	39035	220981	Saint-Norbert-d'Arthabaska	Chester-Est	CT	Arthabaska	333
17	390	39042			Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	Arthabaska	893
17	390	39045			Norbertville	VL	Arthabaska	255
17	390	39150	216364	Daveluyville	Sainte-Anne-du-Sault	P	Arthabaska	1 385
17	390	39155			Daveluyville	VL	Arthabaska	1 038
17	390	39165			Maddington	CT	Arthabaska	428
17	490	49075	220640	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	Drummond	1 343
17	490	49080			Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	Drummond	956
17	500	50030	216223	Saint-Célestin	Saint-Célestin	VL	Nicolet-Yamaska	756
17	500	50035			Saint-Célestin	M	Nicolet-Yamaska	670
17	500	50070	193080	Nicolet	Nicolet	V	Nicolet-Yamaska	4 352
17	500	50075			Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	P	Nicolet-Yamaska	3 076
17	500	50080			Nicolet-Sud	M	Nicolet-Yamaska	367
17	500	50105	195108	Pierreville	Pierreville	VL	Nicolet-Yamaska	1 047
17	500	50110			Saint-Thomas-de-Pierreville	P	Nicolet-Yamaska	634

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

34. DATES ET LIEUX DES RENCONTRES AINSI QUE LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX DE LA TABLE QUÉBEC-MUNICIPALITÉS EN 1999

Réponse : Au cours de l'année 1999, la Table Québec-municipalités s'est réunie à une seule reprise, soit le 10 septembre 1999 à Montréal (voir documents ci-joints). Aucune dépense n'a été encourue pour cette activité. Rencontres inscrites à l'agenda 2000 : 31 mars et 14 avril.

Q-34

TABLE QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

10 SEPTEMBRE 1999

ORDRE DU JOUR

- 1- ALLOCUTION D'OUVERTURE
- 2- DATES DU DÉPÔT DES PROPOSITIONS POUR UN NOUVEAU PACTE FISCAL :
 - UMQ
 - UMRCQ
 - GOUVERNEMENT
- 3- BILAN DES TRAVAUX DES COMITÉS TECHNIQUES UNIONS MUNICIPALES/MAMM SUR LA FISCALITÉ ET LES FINANCES MUNICIPALES
- 4- RAPPORT DU COMITÉ MAM/UMRCQ/UMQ SUR L'ÉVALUATION DES IMMEUBLES COMPLEXES
- 5- NOUVEAU PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES
- 6- VARIA



Compte rendu de la réunion tenue à Montréal

Vendredi, le 10 septembre 1999, à compter de 9h

La réunion a été dûment convoquée par la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole en date du 3 septembre 1999.

Étaient présents :

- ◆ Pour l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ) :

Mme Jacinthe B. Simard, présidente
M. Jean-Guy Poirier
M. Florian Saint-Onge
M. Michel Fernet
Mme Isabelle Chouinard

- ◆ Pour l'Union des municipalités du Québec (UMQ) :

Aucun représentant

- ◆ Pour le ministère des Affaires municipales et de la Métropole :

Mme Louise Harel,	ministre
M. Georges Felli,	sous-ministre
Mme Suzanne Lévesque	sous-ministre adjointe
Mme Carole Poirier	Directrice du Cabinet
M. André Lavallée	Directeur adjoint du Cabinet
Mme Annick Bélanger	Attachée de presse
M. Jean Langevin	Attaché politique

ainsi que M. Jean-Claude Labelle, secrétaire du ministère des Affaires municipales et de la Métropole et à ce titre, mandaté pour agir comme secrétaire de la Table Québec/Municipalités

L'ordre du jour de la réunion est adopté.

1. Allocution d'ouverture

La Ministre souhaite la bienvenue aux participants tout en constatant que l'UMQ n'a délégué aucun représentant pour participer aux discussions d'intérêt pour l'ensemble du monde municipal. Elle regrette vivement l'absence d'un partenaire important du monde municipal.

Par ailleurs, la Ministre souligne les enjeux majeurs auxquels le monde municipal devra faire face au cours des mois à venir et les défis que ces questions soulèvent pour chacun des partenaires interpellés. Enfin, elle indique que la partie gouvernementale est ouverte au dialogue et que des négociations parallèles se dérouleront avec, d'une part, l'UMRCQ et d'autre part l'UMQ.

De son côté, Mme Jacinthe B. Simard se dit fort satisfaite que la Ministre ait pris l'initiative de convoquer la TQM. Elle exprime la volonté de son organisation d'être présente dans le forum où se dérouleront les négociations avec la partie gouvernementale et le milieu municipal. Elle déplore cependant que l'UMQ refuse de négocier à la Table Québec/Municipalités. Enfin, quant à la possibilité pour les parties de conclure un pacte fiscal en quarante jours, Mme Simard souligne que cet échéancier est peu réaliste.

Quant à M. Florian Saint-Onge, il réitère sa déception face à l'attitude de l'UMQ qui prétend *«qu'il serait souhaitable de négocier à une table commune mais agit différemment dans les faits»*. Il souligne que l'UMRCQ sera obligée de réagir publiquement devant cette situation.

2. Date du dépôt des propositions pour un nouveau pacte fiscal :

- UMQ
- UMRCQ
- Gouvernement

La Ministre prend acte des observations des représentants de l'UMRCQ mais souligne que le dialogue ne peut se faire de façon exclusive avec l'une ou l'autre des deux Unions. En conséquence de la position de l'UMQ, des négociations se dérouleront distinctement avec les deux Unions.

Mme Simard dépose séance tenante et présente aux participants un document intitulé : *«Principes devant sous-tendre un nouveau pacte fiscal et une réforme du secteur municipal selon l'UMRCQ»*. La Ministre reçoit ce document auquel elle réagira le 20 septembre 1999, date qu'elle suggère pour une première rencontre de négociations entre l'UMRCQ et la partie gouvernementale.

Dans cette perspective, elle leur proposera le mercredi, 15 septembre 1999, un cadre de négociations, un calendrier et les sujets qui feront l'objet de négociations entre le milieu municipal et le gouvernement.

Les participants conviennent de la date du 20 septembre, en après-midi, pour une première rencontre de négociations entre l'UMRCQ et la partie gouvernementale. Lors de cette première rencontre, il est convenu que les représentants gouvernementaux procéderont à un exposé sur l'état des finances publiques au Québec et que l'UMRCQ réagira au cadre de négociations proposé par la Ministre.

Il est aussi retenu l'hypothèse que la TQM soit de nouveau convoquée dans un mois, suivant la date de la première rencontre de négociations entre l'UMRCQ et la partie gouvernementale, pour faire un bilan des négociations en cours. Enfin, la Ministre a déclaré son intention de convoquer une réunion de la TQM pour échanger sur les orientations et le processus législatif qui découleront des rencontres de négociations entre les deux Unions municipales et la partie gouvernementale.

3. Bilan des travaux des comités techniques Unions municipales/MAMM sur la fiscalité et les finances municipales

La ministre invite Mme Suzanne Lévesque, coordonnatrice des travaux des comités techniques, à présenter le bilan des rencontres qui ont été tenues au cours de l'été avec des représentants des deux Unions municipales.

À cet effet, la ministre dépose séance tenante trois documents intitulés :

- *«Rencontres tenues avec l'UMQ et l'UMRCQ sur la fiscalité municipale»*
- *«Points de convergence et de divergence entre l'UMQ et l'UMRCQ aux comités techniques»*
- *«Table Québec-Municipalités : Bilan des rencontres MAMM-UMQ et MAMM-UMRCQ sur certaines mesures fiscales et financières»*

Mme Lévesque souligne que sur plusieurs des sujets abordés, l'UMRCQ n'a pas pris de décision définitive et que les positions retenues dans ce bilan doivent être considérées comme des opinions préliminaires.

Dans le cadre de la présentation de Mme Lévesque, les représentants de l'UMRCQ échangent avec la Ministre sur plusieurs points de l'exposé, notamment sur le thème : «*Les sources et les modes de taxation des municipalités*».

Par ailleurs, il est convenu que la Ministre écrira à l'UMQ afin de proposer que l'UMRCQ soit intégrée aux travaux des sous-comités dont l'un traite du *régime à taux variés de taxation* et l'autre de la *taxation foncière à taux différents sur la valeur des bâtiments et des terrains*.

4. Rapport du Comité MAMM/UMRCQ/UMQ sur l'évaluation des immeubles complexes

La Ministre souligne la qualité du rapport réalisé par le groupe de travail sur l'évaluation des immeubles non résidentiels complexes et invite par la suite Mme Suzanne Lévesque à présenter le rapport de ce groupe de travail.

Mme Jacinthe B. Simard suggère que le support proposé aux évaluateurs pour l'évaluation des immeubles non résidentiels complexes pourrait être assumé par les ordres professionnels tels que *les évaluateurs agréés*. En réponse à cette suggestion, le sous-ministre expose les objectifs poursuivis par la mise en place du «*Bureau d'information sur l'évaluation foncière*» ainsi que les difficultés que soulève la proposition de l'UMRCQ. Il indique que dans ce domaine les municipalités doivent revoir leur mode d'organisation actuellement déficient.

Considérant le travail considérable réalisé par le groupe de travail, la Ministre demande à l'UMRCQ de le rencontrer avant d'entreprendre des discussions sur ce sujet lors des prochaines rencontres de négociations. L'UMRCQ acquiesce à la demande de la Ministre.

5. Nouveau programme d'infrastructures

La Ministre informe les participants qu'elle entend rencontrer la coalition sur la mise en place d'un nouveau programme d'infrastructures. De plus, elle indique qu'elle a eu des échanges avec la ministre fédérale, Mme Lucienne Robillard, à ce propos. Enfin, elle précise que ce dossier, quant à elle, est intimement lié aux discussions sur le pacte fiscal avec les municipalités.

Du côté de l'UMRCQ, M. Saint-Onge a indiqué à la Ministre que les coûts de ce programme doivent être partagés équitablement entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et les municipalités. Cela signifie, soutient-il, «*que les municipalités ne doivent pas assumer les deux tiers du financement du nouveau programme*».

6. Varia

Aucun sujet n'est abordé dans cette rubrique.

La Ministre remercie les participants à la TQM et lève la séance à 11 h 50.

Le secrétaire


JEAN-CLAUDE LABELLE

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**35. FRAIS D'AVOCATS ENCOURUS POUR DÉFENDRE LE MINISTÈRE
DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET JUDICIAIRES**

Q-35

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

342

FRAIS D'AVOCATS ENCOURUS POUR DÉFENDRE LE MINISTÈRE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET JUDICIAIRES

Firme DeGrandpré Chait

Honoraires et frais payés: 1997-1998 = aucun
 1998-1999 = 99 695 \$
 1999-2000 = 181 515 \$

Ces sommes comprennent les honoraires et certains frais (déplacements, huissier, etc.)



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**36. SUBVENTIONS VERSÉES AUX DIFFÉRENTES
ASSOCIATIONS MUNICIPALES EN 1999-2000**

344

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUBVENTIONS VERSÉES AUX DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS MUNICIPALES EN 1999-2000

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des aménagistes régionaux du Québec	5 000 \$
Association des communicateurs municipaux du Québec	3 000 \$
Association des directeurs généraux des MRC du Québec	1 500 \$
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	6 000 \$
Association des directeurs municipaux du Québec	20 000 \$
Association des évaluateurs municipaux du Québec	5 000 \$
Association des ingénieurs municipaux du Québec	3 000 \$
Association des organismes municipaux de gestion des matières résiduelles	5 000 \$
Association des urbanistes et des aménagistes du Québec	5 000 \$
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	11 000 \$
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec	5 000 \$
Fédération des municipalités du Québec	115 000 \$
L'Union des municipalités du Québec	115 000 \$
Total	299 500 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

37. NOMBRE DE RÈGLEMENTS D'EMPRUNT ACCEPTÉS ET REFUSÉS EN 1999-2000

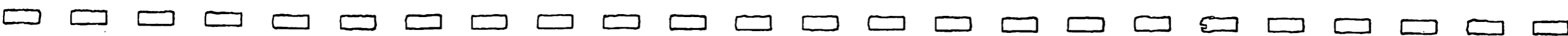
Q-37

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE DE RÈGLEMENTS D'EMPRUNT ACCEPTÉS ET REFUSÉS EN 1999-2000

Pour l'année 1999-2000, un total de 1727 règlements d'emprunt ont été approuvés par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, pour un montant de 1,3 milliard de dollars. Pendant cette même période, 12 règlements d'emprunt n'ont pas été recommandés.

Municipalités	Motif de refus
Municipalité de Morin-Heights	Avis de motion insuffisant
Municipalité de Saint-Charles-de-Drummond	Avis public insuffisant
Municipalité de La Doré	Clause de taxe illégale
Municipalité de Sainte-Julienne (3 règlements)	Clause de taxe illégale
Municipalité de Saint-Matthias-sur-Richelieu	Clause de taxe illégale
Ville d'Hudson	Fin illégale
Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine	Fin illégale
Paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus (résolution de cautionnement)	Fin illégale
Municipalité de Fatima	Modification illégale
Ville de Saint-Tite	Modification illégale



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

38. ÉTAT DE LA RÉVISION DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT AU QUÉBEC

MRC	Adoption du schéma révisé	Entrée en vigueur du schéma révisé
Champlain		25-02-1999
Antoine-Labelle		24-03-1999
Asbestos		14-04-1999
Le-Centre-de-la-Mauricie		30-07-1999
CUO		22-12-1999
Le-Haut-St-Maurice		24-03-2000
Les Maskoutains	10-03-1999	
Le-Haut-Saint-Laurent	10-03-1999	
Beauharnois-Salaberry	17-03-1999	
	21-03-2000 (SAR 2)	
Bellechasse	19-05-1999	
Pontiac	25-05-1999	
Les Laurentides	08-07-1999	
	09-03-2000 (SAR 2)	
Acton	13-10-1999	
Coaticook	20-10-1999 (SAR 2)	
Le-Haut-Richelieu	12-01-2000	
La Matapédia	09-02-2000	
Brome-Missisquoi	15-02-2000	

MRC	Autres schémas d'aménagement révisés en vigueur
Mirabel	30-04-1996
Les-Collines-de-l'Outaouais	04-02-1998
Papineau	26-02-1998
Le-Haut-Saint-François	16-06-1998
Memphrémagog	22-12-1998

MRC	Autres schémas d'aménagement révisés adoptés par la MRC antérieurement à 1999 et toujours en discussion avec le gouvernement
L'Assomption	26-03-1997
La-Rivière-du-Nord	29-10-1997 (SAR 2)

SAR : Schéma d'aménagement révisé

Q-38

PLANS RÉGIONAUX D'INTERVENTION (PRI)
ÉCHÉANCIER DU PROCESSUS DE RÉVISION DE CHAQUE MRC PAR RÉGION
(À jour au 24 mars 2000)

(en italique : date prévue)

01- BAS ST-LAURENT

	DOR (1)	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
La Matapédia	05-94	06-97	06-98	09-02-2000		Cheminement normal.
Matane	10-94	06-96		<i>Printemps 2000</i>		La MRC a complété les modifications à apporter à son PSAR pour tenir compte de l'avis gouvernemental et devrait adopter son SAR en avril 2000.
La Mitis	01-96	02-99	<i>N/A</i>			La MRC a reçu l'avis gouvernemental le 30 juin 1999. Le travail se poursuit.
Rimouski-Neigette	01-95	<i>08- 2000</i>				Il ne reste à la MRC qu'à compléter le volet cartographique de son PSAR pour l'adopter ce qui devrait être fait en août prochain.
Les Basques	05-94	<i>04- 2000</i>				Ressources limitées. Une seule personne travaille à la révision du schéma d'aménagement.
Rivière-du-Loup	11-94	<i>Automne 2000</i>				La MRC a pratiquement complété la rédaction de son PSAR. Elle vient toutefois de perdre l'adjoint de l'aménagiste et elle est en recrutement pour combler le poste vacant.
Témiscouata	12-94	<i>Printemps 2000</i>				La rédaction est complétée à environ 70% actuellement.
Kamouraska	11-94	<i>Juin 2000</i>				La MRC adoptera son PSAR en avril prochain.

1 DOR : document sur les objets de la révision
PSAR : projet de schéma d'aménagement révisé
SAR : schéma d'aménagement révisé

02 - SAGUENAY / LAC ST-JEAN

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Domaine-du-Roy	02-99	Décembre 2000				La réalisation et la supervision de chantier du circuit cyclable le tour du Lac Saint-Jean a monopolisé l'aménagiste, ce qui a retardé l'élaboration du schéma révisé.
Maria-Chapdelaine	12-95	09-02-2000				La MRC vient d'adopter son premier projet de schéma d'aménagement révisé.
Lac St-Jean-Est	05-95	09-97	09-99	04-2000		La MRC devrait, à la suite de la transmission d'un avis sectoriel du ministère des Affaires municipales et de la Métropole et du MAPAQ, adopter son SAR.
Fjord-du-Saguenay	09-95	01-98	06-2000	10-2000		La MRC est en période d'élaboration de son second projet de consultation. Difficultés en perspectives sur la gestion de l'urbanisation et la protection du territoire et des activités agricoles.

03 - QUÉBEC

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Charlevoix-Est	04-94	08-98	Automne 2000			La MRC complète son PSAR2 actuellement. Plusieurs rencontres avec les ministères. RCI gestion corridors routiers. RCI zones inondables, etc.
Charlevoix	03-94	08-97	Automne 2000			Complète son PSAR2 actuellement. Rencontres MAPAQ-MAMM conciliation. Une modification au schéma d'aménagement pour revoir le périmètre d'urbanisation de l'Île-aux-Coudres et permettre l'implantation d'infrastructures d'aqueduc dans un secteur aux prises avec des problèmes de salubrité a monopolisé une partie des énergies.
Île d'Orléans	04-97	05-99	Automne 2000			La MRC complète son PSAR2 actuellement.
Côte-de-Beaupré	Schéma pas encore en vigueur mais prévu pour printemps 2000	Loi reconnaissant la ligne des hautes eaux adoptée en décembre 1999. La MRC doit nous présenter un schéma modifié et un Règlement de contrôle intérimaire adoptés d'ici l'été 2000				

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Jacques-Cartier	03-95	01-98	<i>Automne 2000</i>			Le dossier relatif à la gestion de l'urbanisation a demandé beaucoup de travail.
CUQ	08-95	<i>12-2000</i>				Écriture du 1 ^{er} PSAR récemment amorcée.
Portneuf	07-94	<i>12-2000</i>				Lourdeur du processus de consultation -- Commission d'aménagement et 26 municipalités au comité des représentants. Dossier agricole très important.

04- MAURICIE

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Mékinac	11-94	08-97	03-99	<i>Automne 2000</i>		Le directeur général est en congé sans solde jusqu'en septembre 2000 faisant en sorte que l'aménagiste le remplace, ce qui par voie de conséquent, retarde la poursuite des opérations du schéma.
Centre-de-la-Mauricie	Entré en vigueur le 30-07-99					
Francheville	10-95	<i>Automne 2000</i>				En raison de la constitution de cette MRC, les dossiers thématiques exigent plus de temps et d'analyses. Enjeux très diversifiés à concilier.
Maskinongé	05-94	03-97	<i>Automne 2000</i>			L'aménagiste est en congé de maternité et sera de retour au mois de juin 2000.
Haut-St-Mauricie	Entré en vigueur le 24-03-2000					

05- ESTRIE

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Le Granit	08-94	07-96		<i>03-2000</i>		Autres dossiers mis en priorité.

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Asbestos	Entré en vigueur le 14-04-99					
Haut-St-François	Entré en vigueur le 16-06-98					
Val-St-François	10-94	0-96	03-2000			Autres dossiers mis en priorité.
Région-Sherbrookoise	01-94	08-96		04-2000		Prise en compte des résultats de la consultation des municipalités locales; travaille à dégager un consensus.
Coaticook	03-94	02-96		11-97	20-10-1999	L'avis gouvernemental a été transmis le 14 mars 2000. La MRC devrait adopter un règlement de remplacement dans les prochaines semaines.
Memphrémagog	Entré en vigueur le 22-12-98					

06- MONTREAL

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
CUM	N/A					Moratoire décrété par le conseil en vigueur depuis au moins 2 ans. Ils attendent la venue de la réforme municipale.

07- OUTAOUAIS

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Papineau	Entré en vigueur le 26-02-98					
CUO	Entré en vigueur le 22-12-99					

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Collines-de l'Outaouais	Entré en vigueur le 04-02-98					
Vallée-de-la-Gatineau	04-94	10-96	Automne 2000			La priorité a été accordée à la planification de la création des parcs régionaux, un élément important que l'on va retrouver au schéma. Actuellement, le travail est en cours pour la production du PSAR 2.
Pontiac	09-94	11-96		25-05-99	06-2000	Les rencontres de travail pour la recherche de solutions aux objections gouvernementales sur le SAR se poursuivent.

08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Témiscamingue	05-2001					Le premier schéma d'aménagement de la MRC est entré en vigueur le 3 novembre 1995. Le document sur les objets de la révision est attendu pour mai 2001.
Rouyn-Noranda	04-95	04-2000				La MRC a toujours privilégié une approche basée sur la consultation et la concertation des divers intervenants ce qui a pour conséquence de ralentir le processus de révision. De plus, la MRC a changé à trois reprises de coordonnateur à l'aménagement.
Abitibi-Ouest	09-98	11-99	Printemps 2000			Jusqu'à tout récemment, le dossier n'était pas prioritaire. Depuis peu, la MRC a engagé le personnel nécessaire pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.
Abitibi	04-94	06-96	09-2001			La MRC a entrepris, dans le cadre de la révision de son schéma d'aménagement, une étude de caractérisation de sa zone agricole. Elle ne dispose pas des ressources nécessaires pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.
Vallée-de-l'Or	05-95	03-97	09-2000			La révision du schéma d'aménagement avance à un rythme acceptable.

09- CÔTE-NORD

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Haute-Côte-Nord	10-96	06-2000				Un échéancier de travail a été déposé, la rédaction du PSAR a récemment été amorcé. La MRC ne dispose pas des ressources nécessaires pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.
Manicouagan	06-95	06-2000				Un échéancier de travail a été déposé, la rédaction du PSAR a récemment été amorcé. La MRC ne dispose pas des ressources nécessaires pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.
Sept-Rivières	06-96	06-2000				Un échéancier de travail a été déposé, la rédaction du PSAR a récemment été amorcé. La MRC ne dispose pas des ressources nécessaires pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.
Caniapiscou	05-95	05-2000				Un échéancier de travail a été déposé, la rédaction du PSAR a récemment été amorcé. La MRC ne dispose pas des ressources nécessaires pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.
Minganie	04-97	Automne 2000				Un échéancier de travail a été déposé, le travail de cueillette de donnée est en cours. La MRC ne dispose pas des ressources nécessaires pour accélérer la révision de son schéma d'aménagement.

11- GASPÉSIE / ÎLES-DE-LA-MADELEINE

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Îles-de-la-madeleine	12-96	Automne 2000				Un projet de PSAR est actuellement en cours d'écriture, mais ce n'est pas la première priorité de la MRC.
Rocher-Percé	05-96	Automne 2000				La MRC est aux prises avec d'importantes difficultés économiques qui accaparent toute son attention ; par ailleurs, un certain retard est attribuable au remplacement de l'aménagiste.

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Côte-de-Gaspé	11-94	05-96	9-12-1999			Cheminement normal.
Denis-Riverin	10-95	Automne 2000				Un projet de PSAR est en cours d'écriture ; mais l'aménagiste est en congé de maternité jusqu'à l'été.
Bonaventure	03-95	Automne 2000				L'aménagiste de la MRC est accaparé par plusieurs autres dossiers (notamment urbanisme en régie interne) ; une partie du PSAR est réalisé.
Avignon	04-95	Hiver 2000				L'aménagiste de la MRC est accaparé par plusieurs autres dossiers (notamment urbanisme en régie interne) ; une partie du PSAR est réalisé.

12- CHAUDIÈRES-APALACHES

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
L'Islet	04-95	Décembre 2000				Pas une priorité pour la MRC ; peu de ressources consacrées à la révision.
Montmagny	05-94	Décembre 2000				Pas une priorité pour la MRC ; peu de ressources consacrées à la révision.
Bellechasse	06-94	08-96		19-05-99	04-2000	La MRC va nous acheminer au mois d'avril 2000 un règlement de modification qui va respecter les attentes gouvernementales et permettre son entrée en vigueur prochainement. Ce règlement est le résultat d'un consensus convenu entre la MRC et les ministères concernés.
Desjardins	09-94	03-98	Janvier 2001			L'exercice se poursuit normalement. Rencontres complétées avec tous les ministères.
Chutes-de-la-Chaudière	03-95	Octobre 2000				Les orientations en matière de gestion de l'urbanisation sont remises en question.
Nouvelle-Beauce	12-94	05-96	09-2000	12-2000		Plusieurs modifications ont été apportées au schéma d'aménagement actuellement en vigueur et la MRC devrait pouvoir adopter son PSAR 2 à l'automne à la suite de l'élaboration de certains dossiers sectoriels plus approfondis.

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Robert-Cliche	02-97	12-2000				Pas une priorité pour la MRC.
Les Etchemins	11-94	12-2000				Beaucoup de changements au niveau du personnel de la MRC.
Beauce-Sartigan	09-95	04-98	09-2000	10-2000		La MRC doit revoir le contenu de son projet de schéma d'aménagement révisé à la suite de la transmission de l'avis gouvernemental, particulièrement en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire et des activités agricoles.
L'Amiante	04-94	04-96		09-2000		Le processus d'élaboration suit son cours normal.
Lotbinière	10-95	12-2000				La MRC a procédé à des modifications du schéma d'aménagement actuellement en vigueur et à l'approfondissement d'un dossier sectoriel visant la création d'un parc industriel régional, ce qui a retardé l'élaboration de son schéma d'aménagement révisé.

13- LAVAL

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Laval	02-97	12-2000				Pas une priorité pour la MRC. Le premier schéma est très permissif.

14- LANAUDIÈRE

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
D'Autray	01-94	06-97	Automne 2000			Le dossier agricole monopolise beaucoup d'énergie.
L'Assomption	01-94	09-94		26-03-97	04-2000	Plusieurs enjeux majeurs reliés aux dossiers agricole et de la gestion de l'urbanisation. Le Comité consultatif agricole fonctionne au ralenti.

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Joliette	11-93	03-98	10-2000			Ralentissement des travaux et questionnement des attentes gouvernementales en aménagement.
Matawinie	11-93	03-97	Printemps 2000	12-2000		La problématique particulière portant sur le développement de la villégiature en lien avec la gestion de l'urbanisation nécessite plus de temps et d'analyses, de recherches et d'études.
Montcalm	02-94	05-97	Automne 2000	Hiver 2001		L'aménagiste est en congé de maternité et sera de retour au mois de juin 2000.
Les Moulins	06-94	12-96	10-2000			Plusieurs enjeux majeurs reliés au dossier de la gestion de l'urbanisation, dans le contexte métropolitain.

15- LES LAURENTIDES

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Deux-Montagnes	06-95	06-2000				Pas une priorité pour la MRC ; manque de ressources affectées à la révision.
Thérèse-De Blainville	02-94	02-97	Fin 2000			Plusieurs enjeux majeurs reliés au dossier de la gestion de l'urbanisation, dans le contexte métropolitain.
Mirabel	Entrée en vigueur le 30-04-96					
Rivière-du-Nord	12-93	09-94		18-09-96	29-10-97 SAR3 / 10-2000	Arrêt des travaux et dérivation de l'intérêt des décideurs vers d'autres dossiers intermunicipaux: fusion, parc linéaire, entente sur les arénas, etc.
Argenteuil	06-95	04-2000				Priorité accordée aux dossiers de développement économique ; peu de ressources affectées à la révision.
Pays-d'en-Haut	02-94	07-97	06-2000			Pas une priorité pour la MRC.
Les Laurentides	11-93	05-96		08-07-99	09-03-2000	La MRC vient d'adopter son SAR 2.

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Antoine-Labelle	Entré en vigueur le 24-03-99					

16- MONTÉRÉGIE

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Brome-Missisquoi	09-94	06-96	12-98	15-02-2000		Vient d'adopter son SAR.
Haute-Yamaska	05-94	12-95	04-97	Automne 2000		Attente de décisions rendues par la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour poursuivre le travail.
Acton	03-94	06-96		13-10-1999		Travail en cours pour donner suite aux demandes gouvernementales contenues dans l'avis au SAR.
Bas-Richelieu	04-95	04-2000				Travail en cours mais peu d'empressement.
Les Maskoutains	03-94	02-96	04-98	10-03-99	09-2000	La MRC, à la suite de la transmission de l'avis gouvernemental, doit revoir le contenu de son projet de schéma d'aménagement révisé particulièrement en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire et des activités agricoles.
Rouville	09-95	Printemps 2000				L'aménagiste de la MRC est accaparé par plusieurs autres dossiers (notamment urbanisme en régie interne) ; une partie du PSAR est réalisé.
Haut-Richelieu	04-94	02-96	11-98	12-01-2000		Le SAR a été adopté en décembre.
Vallée-du-Richelieu	02-96	06-98	N/A	Printemps 2000		Plusieurs enjeux majeurs reliés au dossier de la gestion de l'urbanisation, dans le contexte métropolitain.
Champlain	Entré en vigueur le 25-02-99					
Lajemmerais	02-94	07-95	Printemps 2000	Automne 2000		Plusieurs enjeux majeurs reliés au dossier de la gestion de l'urbanisation, dans le contexte métropolitain.

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
Roussillon	01-96	09- 96	<i>Printemps 2000</i>	<i>Automne 2000</i>		Plusieurs enjeux majeurs reliés au dossier de la gestion de l'urbanisation, dans le contexte métropolitain.
Jardins-de-Napierville	04-94	05-96		<i>06-2000</i>		Peu d'empressement et de priorité à la révision du schéma.
Haut-St-Laurent	05-94	12-96	09-97	10-03-99	<i>06-2000</i>	Travail en cours pour donner suite aux commentaires contenus au SAR1.
Beauharnois-Salaberry	05-94	06-96		17-03-99	21-03-2000	Le SAR2 a été adopté en mars.
Vaudreuil-Soulanges	05-99	<i>Printemps 2001</i>				Pas une priorité pour la MRC.

17- CENTRE-DU-QUÉBEC

	DOR	PSAR	2e PSAR	SAR	SAR-2	RAISON(S) DU RETARD
L'Érable	09-94	11-97	<i>06-2000</i>			La révision du schéma d'aménagement avance à un rythme acceptable.
Bécancour	05-94	06-96	08-99	<i>04-2000</i>		La révision du schéma d'aménagement est bien engagée.
Arthabaska	08-94	05-96	<i>Automne 2000</i>			La révision du schéma d'aménagement avance à un rythme acceptable.
Drummond	10-94	11-97	<i>Automne 2000</i>			La révision du schéma d'aménagement avance à un rythme acceptable.
Nicolet-Yamaska	11-94	09-99	<i>Printemps 2001</i>			Départ très lent mais moyens récemment pris pour que le travail de révision s'intensifie.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

**39. LISTE COMPLÈTE DES PROGRAMMES ET
SOMMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DÉDIÉS AUX MUNICIPALITÉS**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE COMPLÈTE DES PROGRAMMES ET SOMMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DÉDIÉS AUX MUNICIPALITÉS

Programmes	Aide financière fédérale
Travaux d'infrastructures Canada-Québec – 1994	526 753 000 \$
Travaux d'infrastructures Canada-Québec – 1997	111 645 000 \$
Programme d'aide financière à la remise en état des équipements municipaux endommagés par le verglas de janvier 1998	<p>Le gouvernement du Canada n'a pas encore informé le gouvernement du Québec de l'aide financière qui lui sera remboursée dans le cadre de ces programmes.</p> <p>Ce montant sera établi à la suite des négociations entre le répondant du gouvernement du Québec, soit le ministère de la Sécurité publique, et Protection civile Canada en vertu des <i>Accords d'aide financière en cas de catastrophe</i> (AAFCC).</p> <p>Selon les AAFCC, l'aide financière fédérale est calculée en fonction d'une échelle croissante qui tient compte de la population et de l'ampleur des dommages. Il appert donc qu'une catastrophe de grande envergure va donner lieu à un versement proportionnel plus grand.</p>
<p>Programme de reconstruction à la suite des pluies diluviennes de juillet 1996</p> <ul style="list-style-type: none"> – Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales – Programme de reconstruction économique temporaire (volet II OBNL) 	